



# Débats

## La leçon des évêques américains

Reagan n'est atteint que par la bande.  
C'est la manière de vivre du peuple catholique qui est d'abord visée.

par JEAN-YVES CALVEZ (\*)

LES évêques des Etats-Unis viennent de publier leur grande lettre sur l'économie, préparée trois ans durant avec un immense soin et la participation de toute la communauté catholique américaine (1). Commentaire de l'*International Herald Tribune* : « Ils n'ont nommé personne, mais les remèdes essentiels qu'ils proposent vont directement à l'encontre des politiques de l'administration Reagan. »

L'allais d'abord écrire : voilà qui n'est pas faux... Pour être tout à fait sincère, je dois en fait aller jusqu'à dire, plus directement : oui, c'est bien vrai. Les évêques américains ne s'en prennent pas simplement à telle ou telle mesure particulière, mais se séparent de toute une philosophie qui a régné en quelques secteurs au moins de cette administration. Ils ne voient pas, par exemple, comment des Américains peuvent être aussi insensibles à la pauvreté dans leur propre société. Ou si peu préoccupés de ce que beaucoup de leurs concitoyens maçoquent encore de vraie possibilité de participation.

### De nouveaux « modes de vie »

Les évêques catholiques des Etats-Unis ne se soucient pas seulement de partage du pain, mais bien davantage encore de reconnaissance de la dignité et d'une possibilité d'initiative et de déploiement de sa personnalité pour tout homme. *Participation et coopération* ou « participation par la coopération » est une expression clé dans la lettre. A l'arrière-plan, il y a pour ses auteurs la fraternité des hommes dans le Christ.

Ils aiment passionnément leur pays et sont fiers de la liberté poli-

tique qui s'y est établie depuis deux siècles. A cet égard, leur lettre a été publiée opportunément à la veille du bicentenaire de leur nation. Ils ne sont pas moins fiers, ce fait, de l'économie américaine. Une économie qui « s'est développée au point d'assurer à la plupart des hommes vivant dans son cadre un niveau de vie jamais connu jusque-là ». Et qui a « fourni du travail productif à des millions et des millions d'immigrants ».

Les évêques aiment jusqu'à la liberté économique chère à beaucoup de leurs concitoyens. Mais ils n'en veulent pas au point que ne soient plus reconnus des droits fondamentaux de l'homme. Et il faut, estiment-ils, savoir apporter des correctifs au fonctionnement du marché, quand le marché en vient à nuire aux membres vulnérables de la société.

L'épiscopat américain, tout compte fait, ne vise pas Reagan : il ne l'atteint que de surcroît. Il s'adresse au peuple catholique. Il le fait avec un impressionnant courage.

Il suffit, à cet égard, de se rappeler que plus de 50 % des catholiques ont voté en faveur de Ronald Reagan. Il faut, plus encore, avoir présent à l'esprit que, hormis les Hispaniques, les catholiques ou sont plus les immigrants pauvres de jadis. Ils ont travaillé dur et accédé à de bonnes situations. Ils sont de classe moyenne. Même de l'establishment quelquefois. Et il n'en manque pas qui occupent des postes de haute responsabilité dans l'économie. Ils se sont assimilés. Ils se sont américains. Pour le meilleur et quelque peu, aussi, il faut l'admettre, pour le moins bon.

Ce sont ces catholiques américains que les évêques veulent

interroger, leur demandant si, à force d'ascension sociale, ils ne perdent pas de vue l'Evangile. Ils reprennent à ce propos un langage très simple et très traditionnel : « Le Christ nous a mis en garde contre l'attachement aux choses matérielles, contre la préférence à dépendre de soi seul, contre l'avidité de qui accumule des biens matériels et croit y trouver sa sécurité. »

Les évêques des Etats-Unis se retrouvent d'ailleurs ainsi sur la même longueur d'onde que ceux de France invitant — en 1982 —

se demander si la situation n'appelle pas à inventer de « nouveaux modes de vie », personnels et collectifs, plus conformes à l'Evangile. Ils posent même, comme les évêques de France, la question du double travail du mari et de la femme : est-il toujours nécessaire ? toujours souhaitable ?

C'est, en définitive, par le détour de cet appel évangélique à l'examen de conscience que les évêques mettent aussi en cause des politiques. Ils apportent ainsi leur contribution au débat public. Cela fait tout naturellement partie du rôle de l'Eglise dans une société libre.

(\*) Jérome du Centre de recherche et d'action sociales (CERAS, 14, rue d'Assas, 75006 Paris).

(1) *Le Monde* du 15 novembre.

## ÉCONOMIE ET JUSTICE SOCIALE

Quatre ans après l'épiscopat français, les évêques des Etats-Unis ont lancé leur message sur l'économie. Jean-Yves Calvez y voit certes un refus de la philosophie qui inspire l'administration américaine, mais plus encore une mise en garde à l'intention des catholiques américains. Liam Fauchard relance l'idée du revenu minimum garanti qui aurait la double mission de lutter contre la grande pauvreté et de mieux répondre à la crise.

## L'atout d'un revenu minimum garanti

Cette innovation sociale serait un outil de gestion de notre société développée

par LIAM FAUCHARD (\*)

LORS des élections législatives de mars 1986, la proposition d'un revenu minimum garanti formulée par le Parti socialiste est passée quasiment inaperçue. Peu de publicité, pas de débat, point d'anathème !

Un tel silence correspond assez bien au désarroi de nos élites politiques formées au moule de la société industrielle, à ses rites, à ses principes. Comment imaginer que le but du système productif soit avant tout de générer du bien-être, de créer et de répartir des richesses, et non des emplois ?

La mise en place d'un revenu minimum national (RMN) pour tous (un dividende national, dirait K. Roberts) apparaît pourtant comme une réponse originale à la « crise », mais surtout il représente un outil de gestion de notre société développée. La complexité de celle-ci — notamment les interactions croisées — nécessite justement des outils de gestion simples : le RMN en est un.

### Une question culturelle

Ainsi que le suggérait K. Roberts dès 1983, il y aurait distribution de RMN à chaque citoyen adulte (avec un plus pour les enfants à charge). Ce revenu minimum se substituerait à toute une série de prestations compliquées telles que allocation chômage, retraite de base, allocations familiales, etc., les charges directes des entreprises étant diminuées *ipso facto*. Le financement se ferait par l'impôt (direct et/ou indirect).

La question centrale qui bloque l'instauration de ce revenu minimum n'est pas financière ni technique : elle est culturelle. Notre société — riche — peut-elle ériger

l'oisiveté, même partielle, en système ? Y aura-t-il un retour de l'histoire ? La décision de verser un complément de salaire aux pauvres indépendamment de leurs gains prise par les juges du Berkshire (Speershamland, 1795) eut pour conséquence une paupérisation accrue, une augmentation des indigents. Qu'en serait-il aujourd'hui ?

A situation nouvelle, comportement nouveau. Nous sommes pour longtemps encore dans une société où les désirs, bien plus que les besoins, ne sont pas satisfaits. Il y a donc bico une spirale qui entraîne à posséder plus, à avoir davantage, à être mieux, à découvrir le temps et l'espace, que ce soit physiquement ou par télécommunications interposées... Il s'ensuit que chaque individu aura envie de compléter le RMN par une activité rémunérée, l'avantage étant que celle-ci pourra se gérer en sous-pente, en termes de déclassification...

Il y a danger pour la société à laisser le monde « filer » dans les conditions qui prévalent actuellement. Notre société — européenne — est embarquée dans une mutation économique puissante, et les règles nouvelles ne sont pas sans contrainte pour les humains qui y vivent. Le travail, en tant que tel, est toujours une marchandise fictive utilisée dans des conditions économiques nouvelles, inconnues jusqu'à ces jours. Dans cette nouvelle donne, il faut compter avec la redistribution des cartes du social, cartes indispensables pour éviter l'explosion de la société.

La mise en œuvre du RMN serait indéniablement un atout à jouer.

(\*) Ergonome.



## Mars 86 : la drôle de défaite de la gauche

Sous la direction d'Elisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg  
Comment s'est construite la défaite de la gauche ? Quelle est l'originalité des élections législatives de Mars ? Deux questions déterminantes pour l'avenir du système politique français.

Collection « Recherches Politiques » dirigée par Xavier Bruneau, Olivier Duhamel, Jean-Luc Pons, Evelyn Poirier et Henri Weber. 256 pages - 125 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## LES ENTREPRISES ALTERNATIVES

de Philippe Outrequin, Anne Potier et Patrice Sauvage

## Clarifier un espace flou

IGNORÉES ou méprisées il y a peu encore, les entreprises alternatives sont désormais reconnues et même regardées avec bienveillance. A la fin du siècle marchand, pour des activités ou des productions socialement utiles, elles peuvent permettre de dégager d'autres zones d'emploi, et offrir en même temps un mieux-être à une population soumise aux contraintes de la modernisation. M. Philippe Séguin, après M. Michel Delebarre, cherche des formules au cas, non sans avoir condamné les tentatives qui ont tenté de les faire passer dans le social.

C'est dans cet espace volontairement flou que la livre de Philippe Outrequin, Anne Potier et Patrice Sauvage tente de mettre de l'ordre. Sous des formules diverses, les auteurs croient pouvoir reconstruire de trois mille à quatre mille entreprises alternatives au sens large, qui auraient permis, depuis le début des années 80, la création de vingt mille emplois.

Ces entreprises, ils le soulignent, répondent à deux soucis. L'intégration économique, d'abord, sur des « créneaux » qui exploitent avec plus ou moins de bonheur les marges de la société industrielle ou commerciale. On y trouve aussi bien des services, de la restauration que de la réparation automobile ou de la diffusion de produits diététiques. La réalisation d'un objectif social, ensuite, qui peut correspondre à l'emploi d'un public défavorisé, mais aussi bien aux besoins d'un groupe militant ou à la réhabilitation de productions locales.

Souvent, at les exemples étrangers (RFA, Pays basques espagnols, Québec) fournis dans le livre le confirment, les entreprises alternatives diffèrent des

autres par la motivation de leurs participants, la soutien d'un environnement et, dans le meilleur des cas, par la solidarité d'un réseau.

En l'état, elles constitueraient un ghetto si leur existence même n'amenait à s'interroger sur leur rôle. Après tout, les entreprises alternatives peuvent participer à la lutte contre la crise, contre le chômage. Dans ces conditions, l'alternative serait un des courants permettant de sortir de la logique d'assistance et de développer, à l'avenir, une alliance réussie entre l'économie et le social. Mais leur développement, imaginé par les auteurs, pourrait se poursuivre, tout en renforçant le caractère dual de la société. Ce dont ils ne veulent évidemment pas.

A un moment où de tout bord on s'intéresse au phénomène, le livre apparaît comme une tentative pour reprendre de la distance, pour éviter le récit à sensation banalisant. En outre, les auteurs voudraient trouver le point de passage entre la marginalisation et l'utilisation conjoncturelle. Les entreprises alternatives devraient faciliter, disent-ils, la remise en cause de la primauté du tout-économique. Au-delà de la perspective d'un autre mode de développement, elles devraient conduire à la nécessité d'une mutation culturelle. A l'issue, à leurs yeux, le projet s'inscrit dans une certaine conception de l'homme. Loin des anciens clivages idéologiques, le rôle essentiel serait, dans leur esprit, tenu par les « militants du quotidien ».

ALAIN LEBEAUE.

★ Les Entreprises alternatives, de Philippe Outrequin, Anne Potier et Patrice Sauvage. Editions Syros en collaboration avec l'ALDEA. Collection « Alternatives économiques », 170 p., 49 F.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 658572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Favret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

de lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Waut.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 296 136 F

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 230 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres ou capitales

d'entreprises.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde  
c/o Speedipex, 45-46 38 th street, L.L.C. N.Y. 11104. Second class postage paid at  
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedipex U.S.A.  
P.R.C. 45-46 38 th street, L.L.C. N.Y. 11104.

مكتبة الزميل



مكتبة الشرق

# Etranger

Le Monde • Mercredi 26 novembre 1986 • 3

Le procès d'Ahmad Hasi et de Farouk Salameh à Berlin-Ouest et la lutte contre le terrorisme en RFA

## Le ministère public se déclare incompétent pour déterminer le niveau de responsabilité de la Syrie

Un tribunal de Berlin-Ouest, le ministère public a mis en cause lundi 24 novembre la responsabilité de « personnes situées dans les sphères syriennes » dans l'attentat à la bombe commis le 29 mars dernier contre la Société germano-arabe dans l'ancienne capitale allemande. Il a estimé qu'aucun élément ne permettait toutefois de déterminer à quel niveau politique se situait cette responsabilité. Contre les deux auteurs de l'attentat, Ahmad Hasi et Farouk Salameh, accusés de tentative de meurtre, il a requis des peines de quatorze et treize ans de prison. Le verdict doit être rendu mercredi.

BERLIN-OUEST  
de notre envoyé spécial

Le tribunal de Berlin-Ouest s'est réuni ces quatre jours. Les deux accusés, après leur arrestation en avril dernier, ont permis de reconstituer la trame de l'affaire, même si Hasi n'a pas voulu répondre aux questions du tribunal. La comparution des témoins, c'est-à-dire essentiellement des personnes présentes au moment de l'attentat dans les locaux de la Société germano-arabe, et celle de policiers belges chargés de l'enquête n'ont pas apporté d'éléments vraiment nouveaux.

Le réquisitoire de l'accusation s'est donc borné à reprendre lundi

les principaux éléments du dossier tel qu'on le connaissait déjà. Le procureur a accusé le frère d'Ahmad Hasi, Nezar Hladawi, déjà condamné à quatorze ans de prison à Londres pour une tentative d'attentat contre un appareil d'El Al, ainsi qu'un officier supérieur syrien « du niveau de capitaine » d'avoir tiré toutes les ficelles de l'affaire. S'il a reconnu que l'utilisation de l'ambassade de Syrie à Berlin-Est et celle d'un bâtiment public à Damas pouvaient amener à s'interroger sur les responsabilités au niveau politique, il s'est déclaré incompétent pour répondre à cette question.

« Toute autre conclusion, a-t-il dit, ne serait que spéculation. Les preuves manquent pour cela. »

### Le mystère de la Société germano-arabe

Le procès a finalement posé davantage de questions qu'il n'en a résolu, non seulement sur l'implication de la Syrie, mais également sur les raisons pour lesquelles le siège de la Société germano-arabe de Berlin-Ouest a été choisi pour cible. Cette société est une scission de la Société germano-arabe ouest-allemande, créée dans les années 70, pour promouvoir les relations entre la RFA et les pays arabes, ainsi bien politiques que commerciales. Société de droit privé, elle est administrée par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Jürgen Möllemann.

Les dirigeants de la société ouest-allemande accusent un ancien

membre, M. Murtadah, d'avoir usurpé le nom de leur organisation pour monter, en 1985, la propre Société germano-arabe à Berlin-Ouest. Palestinien de nationalité jordanienne, M. Murtadah a affirmé devant le tribunal qu'il avait voulu prendre sa liberté pour s'en tenir à un strict neutralisme politique. Il reconnaît avoir été contacté à différents moments, notamment par le groupe palestinien pro-syrien d'Abou Moussa, dissident du Fath, ainsi que par différents ambassadeurs arabes, dont celle de Syrie à Berlin-Est, qui lui aurait proposé une aide pour acheter des livres scolaires. Mais il affirme avoir toujours clairement maintenu ses distances à leur égard.

Le financement de cette Société germano-arabe de Berlin-Ouest, qui avait obtenu pour ses activités culturelles le soutien du Sénat de la ville, reste cependant un mystère. Il ne s'explique ni par les revenus officiels de M. Murtadah, modeste employé de banque, ni par les cotisations de ses membres, au nombre d'une vingtaine officiellement. Des personnes citées à la barre, et témoins poisons présentes au moment de l'explosion dans les locaux — toutes jordanaises — ont une exception près, aucune d'elles n'est reconnue comme ayant été exactement membre de ladite société.

Cette société et son président, dont la personnalité a d'ailleurs été mise en cause par l'un des avocats de la partie civile, se sont-ils trouvés mêlés aux luttes d'influence auxquelles se livrent les pays et les organisations politiques arabes au sein de la communauté arabe de RFA ? La seule réponse a été celle des deux accusés, qui ont affirmé, sans conviction, que leur rôle n'était que celui d'un simple employé de banque.

### Deux possibilités

Bien que les deux avocats aient insisté lundi dans leur plaidoirie sur l'importance de contexte politique international dans le procès, rien n'indique que l'enquête ait vraiment été poussée à fond de ce côté. L'accusation repose sur les aveux de Hasi et Salameh quelques jours après leur arrestation, et rien de plus.

Appréhendé sur des renseignements de la police britannique qui avait signalé qu'un frère d'Hladawi se trouvait à Berlin-Ouest, Hasi avait été d'abord entendu à propos de l'attentat contre la discothèque La Belle, dans lequel il a toujours nié toute responsabilité. Ce n'est que quelques jours plus tard, après avoir été interrogé notamment par deux mystérieux représentants britanniques, dont l'un parlait arabe, qu'il est passé aux aveux sur l'affaire de la Société germano-arabe. Rien n'indique que les services de renseignement ouest-allemands aient été appelés à coopérer à l'enquête policière, boudée manifestement en un temps record si l'on en croit les difficultés à se souvenir des policiers venus témoigner à la barre.

S'il est suivi par le juge, qui doit rendre son verdict mercredi, le

réquisitoire du ministère public affère au gouvernement ouest-allemand deux possibilités. Ou bien accepter purement et simplement la conviction britannique selon laquelle Hladawi était bien un agent syrien, ce qui le conduirait logiquement à conclure que dans l'affaire de la Société germano-arabe également la responsabilité du gouvernement syrien est engagée à fond. Ou bien s'en tenir à la lettre du réquisitoire pour estimer que rien n'a réellement été prouvé contre Damas.

Dans la première hypothèse, on voit mal pourquoi le gouvernement de Bonn, qui connaissait les éléments du dossier, aurait attendu la fin du procès afin de suivre l'exemple britannique et de rompre ses relations avec la Syrie. Le 10 novembre dernier, Bonn s'était borné, en signe de solidarité avec Londres, à réaffirmer son interdiction de toute vente d'armes à la Syrie, à suivre les activités des représentants de la Syrie en RFA, et à suspendre la nomination d'un nouvel ambassadeur à Damas en attendant les résultats du procès. L'ancien ambassadeur, M. Woelkel, a quitté son poste le 15 novembre dernier au terme normal de son séjour à Damas, sans être pour le moment remplacé.

HENRI DE BRESSON.

## Un fugitif tué sur le Mur

Berlin (AFP, AP). — Un Allemand de l'Est a été tué, lundi 24 novembre à 11 heures 30 du matin, par les gardes-frontières est-allemands alors qu'il escaladait le mur de Berlin, à la hauteur de Frohnau, le secteur français.

Un témoin ouest-berlinois a raconté qu'il avait entendu les gardes faire une sommation, puis tirer 30 à 50 coups de feu. Le corps du fugitif est retombé du côté Est. En RFA, le ministre des Relations extérieures, M. Helmut Wiedemann, a estimé que l'incident « justifiait » les récentes critiques du chancelier Helmut Kohl contre la RDA : « Nous ne nous battons pas tant qu'on tire sur de se rendre d'Allemagne en Allemagne. »

D'après les observateurs, les tentatives de passage à l'Ouest sont en recrudescence depuis le 25 anniversaire de la construction du Mur, le 13 août dernier.

Dans la même nuit de dimanche à lundi, un Allemand de l'Est de trente-huit ans a été recueilli par un chasseur ouest-allemand, après avoir passé deux heures dans un petit caoutchouc pneumatique le long des côtes de la Baltique. Vendredi, un autre Allemand de l'Est, âgé de vingt-quatre ans, est arrivé sain et sauf en Bavière après avoir passé la frontière.

Pendant le week-end, dix-sept Polonais et sept Tchéques ont profité de voyages organisés pour passer en RFA. Les conditions en RFA sont un des moyens privilégiés par les ressortissants des pays de l'Est pour se réfugier en RFA.

## Tensions dans la coalition après le rejet par les libéraux du projet de loi sur les repentis

BONN  
de notre correspondant

Le chancelier Kohl a renoué, samedi 22 novembre, au projet d'introduire dans la législation anti-terroriste une mesure prévoyant l'impunité pour les repentis. Le projet gouvernemental avait suscité une vive controverse au sein du Parti libéral (FDP, partenaire de la coalition), obligeant la direction du parti, qui l'avait d'abord approuvé, à faire machine en arrière.

Réuni en fin de semaine dernière à Mayence, le congrès du Parti libéral a adopté, vendredi soir, une proposition de compromis prévoyant que, s'ils étaient coupables de meurtre, les repentis ne pourraient bénéficier que d'une remise de peine.

### Compromis inacceptable

Ce compromis a été jugé inacceptable par les deux autres partis de la coalition au pouvoir (CDU et CSU). Au cours du congrès du Parti social-chrétien (CSU) de Bavière, le chancelier Kohl a déclaré, sous les applaudissements, qu'il se pouvait accepter de demi-mesure. Cette affaire pourrait peser sur les rapports entre les trois membres de la coalition après les élections générales du 25 janvier.

Du côté des libéraux, elle représente un échec pour le président du parti, M. Martin Bangemann, qui avait participé à l'élaboration de la décision gouvernementale, et remet

en question sa crédibilité à la tête du parti. M. Otto Lambsdorff, contraint à une certaine réserve en attendant le procès pour corruption qui lui a été intenté en relation avec le scandale Flick, est, en revanche, apparu comme l'homme fort des libéraux. Il s'était, dès le début, prononcé contre le système des repentis. Le vrai risque pour le FDP est de ne pas se démarquer assez des autres partis de la coalition pour justifier un vote en sa faveur. Tous les sondages montrent que la partie est loin d'être jouée d'avance pour les libéraux, qui flirteraient avec la barre des 5 % nécessaires pour être représentés au Bundestag. L'effondrement du Parti social-démocrate aux récentes élections régionales fait espérer à la CDU et à la CSU l'obtention de la majorité absolue aux élections de janvier, ce qui leur permettrait de se passer de l'alliance avec les libéraux.

Malgré une campagne électorale très à droite de la CSU en Bavière, sa repaire de plus en plus de M. Franz Josef Strauss pour un important portefeuille à Bonn. Le chancelier lui-même, de plus en plus ouvertement en désaccord avec son vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, M. Genscher (libéral), sur la politique à mener à l'égard de l'Union soviétique et des pays de l'Est, s'est fait remarquer ce week-end au congrès de la CSU pour ses préférences à l'égard d'un homme qu'il avait tout fait en 1983 pour tenir éloigné de Bonn.

H. B.

## La visite à Paris du numéro deux tchécoslovaque M. Marchais va rencontrer M. Bilak pour la première fois depuis 1968

M. Vasil Bilak, secrétaire du comité central du Parti communiste tchécoslovaque, est arrivé, lundi 24 novembre, à Paris, où il effectuera une visite d'une semaine à l'invitation de la direction du Parti communiste français. M. Bilak, le numéro deux dans la hiérarchie du PCT, passe pour le principal défenseur de la ligne « dure » au sein du gouvernement et du parti, opposé à toute libéralisation du régime issu de l'intervention soviétique d'août 1968.

Si ce voyage en France est une réponse à la visite à Prague, en 1982, de M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du PCF, au cours de laquelle s'était dessiné le rapprochement entre les deux partis, qui étaient au niveau le plus bas depuis la condamnation de l'intervention soviétique par le Parti communiste français, en 1968. Le PCF avait été représenté par un membre du bureau politique, M. Jean Blotin, au dernier congrès du PCT au mois d'avril dernier.

Parmi les dirigeants du bloc de l'Est, M. Bilak s'était montré le plus

violent pourfendeur, dans les années 70, de ce que l'on appelait alors « l'eurocommunisme ». Il s'était même, par exemple, qualifié de « traître », les dirigeants des partis communistes français, italien, espagnol, stigmatisant notamment le PCF pour sa politique de « compromission » avec le parti socialiste, « à la tête duquel se trouve l'un des plus grands anticommunistes qui soit, François Mitterrand ».

Le nouveau ton adopté depuis 1984 par M. Georges Marchais envers le président de la République semble l'avoir rapproché de M. Bilak. M. Marchais s'est en effet, à l'invitation de l'ambassade de Tchécoslovaque à Paris, dirigera, en effet, la délégation du PCF qui doit rencontrer vendredi prochain celle du PCT (1).

L. R.

(1) Au siège du PCF, on indique que M. Bilak rencontrera « des personnalités » du parti sans mentionner le nom du secrétaire général.

## BIBLIOGRAPHIE

### « De Budapest à Paris » les « Mémoires » de François Fejtő

L'auteur de l'histoire des démocraties populaires (qui, dès 1952, fit découvrir à nombre de lecteurs les procédés utilisés pour instaurer des régimes totalitaires dans les pays d'Europe de l'Est) raconte ici son « itinéraire d'homme et d'historien ». Né en 1909 à Nagykanizsa, petite ville du sud-ouest de la Hongrie, sous le règne de l'empereur François-Joseph, il n'aurait aujourd'hui une certaine nostalgie de l'empire austro-hongrois.

« Au terme d'une réflexion plus profonde sur la fin de la monarchie, je conclusai (...). que François Joseph avait, certes, commis une grosse erreur en attachant son char à celui de l'Allemagne et en cherchant les conditions belges, que l'insensée de la noblesse hongroise, mais que le démantèlement de la monarchie avait été une sottise et un crime (...). Même aux yeux de Léning, juge sévère des empires, la monarchie austro-hongroise avait un potentiel de survie par le biais d'une fédération. Ceux qui, comme les nationalistes tchèques en exil, Masaryk et Benes, ou les séparatistes hongrois, jouaient la perte de l'empire central, le faisaient dans l'espoir d'y gagner la pleine souveraineté de leur nation. Or qu'en serait-il de leur souveraineté, de leurs libertés ? En 1945 ? Aujourd'hui ? N'est-il pas mieux valait consacrer les énergies à l'organisation d'un Etat fédéral ? »

Cette rêverie nostalgique est le fait de nombre de personnes originaires de ces contrées européennes,

qui ne trouvent pas de solution plus satisfaisante à la situation actuelle de leur pays. Mais dans quel camp aurait basculé cette Austro-Tchéco-Slovaquie-Hongrie-Croatie pendant la seconde guerre mondiale ?

En fait, c'est la première partie du livre consacrée à son enfance et à la Hongrie de l'entre-deux-guerres qui est la plus réussie. On a tant oublié ce qui s'y est passé si tant est qu'on l'ait jamais su ! Réfugié en France pendant la guerre, F. Fejtő est mort en 1947 à la direction du bureau de presse de l'ambassade de Hongrie : il démissionna en 1949 pour protester contre la « stalinisation » de son pays. Au début des années 50, il entre à l'Agence France-Presse où il restera jusqu'à sa retraite tout en collaborant à diverses publications françaises et étrangères. Il est naturalisé français en 1955.

Le reste du livre, au gré des rencontres et des lectures de l'auteur, reflète bien les diverses fluctuations des intellectuels de gauche au fur et à mesure des événements des quarante-cinq dernières années.

Tout à sa vie, François Fejtő aura hésité entre sa vocation d'historien et son métier de commentateur. Ses Mémoires s'échappent à cette double ambition contradictoire, mais elles n'en souffrent pas.

A.M.B.

★ Mémoires : de Budapest à Paris, de François Fejtő, Calmann-Lévy, 323 pages, 140 francs.

### « Un exil partagé » d'Elena Bonner

La femme d'André Sakharov a passé cette année six mois aux Etats-Unis pour se faire opérer du cœur et revoir sa mère, ses enfants, ses petits-enfants. Les autorités soviétiques lui ont interdit de faire des déclarations à la presse sous peine de se plus pouvoir rentrer en URSS : alors, elle a laissé derrière elle un témoignage qui vient d'être publié dans plusieurs pays européens.

Rédigé avec précipitation, ce texte cherche à montrer avant tout combien ces trois dernières années les autorités soviétiques ont accumulé mensonges et calomnies sur la femme dans leur exil de Gorki. Elena Bonner décrit leur vie, dans cette cité interdite aux étrangers (que son mari n'a pas le droit de quitter) et où le couple est contraint de vivre depuis 1980 dans un isolement presque total.

Elle montre comment on a faiblé sa correspondance et celle de son mari, comment tous deux ont éprouvé jour et nuit, comment ont été falsifiés les films parvenus en Occident par le truchement du « journaliste »

Victor Louis et qui évoquent leur vie et l'état de santé du physicien quand il faisait la grève de la faim pour obtenir que sa femme puisse aller se faire soigner aux Etats-Unis.

Quelques documents complètent le récit : le plus poignant, la photocopie de l'acte de décès du père d'Elena Bonner, Guevork Alikhanov, mort le 11 novembre 1939 de congestion pulmonaire dans un lieu non précisé (c'est-à-dire dans un camp), alors que le décès n'est enregistré qu'en 1941, soit deux ans après la mort de Staline.

On aimerait pouvoir lire un jour les Mémoires de la mère de M. Sakharov, Ruth Grigorievna Bonner, qui a été détenue dans les affreux camps de la Kolyma, dont elle ne put sortir qu'après la guerre. Plus contemporain, le témoignage de sa fille, même s'il comporte des maladresses, est accablant.

A.M.B.

★ Un exil partagé, d'Elena Bonner : traduit du russe par Wilhelmine Bédier, Seuil, 322 pages, 95 F.

## A TRAVERS LE MONDE

### URSS

#### Remplacement du ministre chargé du nucléaire militaire

Moscou. — Le ministre soviétique le plus âgé, M. Efim Slavski, quatre-vingt-huit ans, chargé d'un des plus importants secteurs de l'industrie militaire, a été remplacé à la tête du ministère des constructions mécaniques moyennes et pour raisons de santé » par M. Lev Rjabov, cinquante-trois ans, a annoncé l'agence Tass.

Le ministère des constructions mécaniques moyennes a, en fait, la responsabilité en URSS du nucléaire militaire. Il supervise donc la fabrication des bombes nucléaires, un secteur dont M. Slavski était responsable depuis près d'un quart de siècle.

Son successeur, M. Rjabov, a eu une promotion rapide : de la fonction de vice-ministre qu'il occupait depuis 1984, il a accédé à celle de premier vice-ministre de ce ministère en juillet dernier, à la faveur d'une série de remaniements déchaînés après la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Avant de travailler au ministère des constructions mécaniques moyennes, il avait été de 1978 à 1984 chef d'un secteur au comité central du PCUS, probablement lié à l'industrie militaire. — (AFP.)

### Vietnam

#### Fin du plénum du comité central du PC

Hanoi. — Le onzième plénum du comité central du PC s'est tenu pendant six jours, la semaine dernière, pour préparer le sixième congrès du parti, prévu en décembre, s'est-on appris, lundi 24 novembre, de bonnes sources. Le plénum devait notamment entériner le projet d'élaborer de rapport politique, dont l'élaboration, qui a demandé plus de six mois, a donné lieu à de vifs affrontements au sein de la direction du parti entre « rénovateurs », partisans de la poursuite des réformes de décentralisation engagées depuis plus d'un an, et « conservateurs », souhaitant une pause afin de renforcer l'autorité de l'Etat. Selon les informations recueillies à Hanoi au cours des dernières semaines, le projet final porterait largement la marque des « rénovateurs ».

En revanche, selon certaines sources, le plénum aurait laissé de côté les questions de personnes les plus délicates, notamment en ce qui concerne les changements au sein du bureau politique et à la tête de l'appareil d'Etat. Des sources diplomatiques ont confirmé que le sixième congrès du parti se tiendrait du 15 au 19 décembre à Hanoi, dates pour lesquelles les délégations étrangères qui doivent y participer ont reçu des invitations. — (AFP.)



## Cadeaux au musée du Louvre

40 cadeaux nouveaux dans le catalogue 1987



En vente : au musée du Louvre  
« Le Musée » Forum des Halles  
« La Musée » 89 av. Victor-Hugo, Paris  
Galeries Lafayette - Haussmann  
Correspondance : R.M.N., 10 rue de l'Abbaye Paris 6°

Pour recevoir gratuitement le catalogue, adressez le bon ci-dessous avec 3 timbres à 2,20 F pour frais d'envoi à Publi-Trans (Catalogue R.M.N.) B.P. 123 - 91161 Longjumeau Cedex

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Editions de la Réunion des Musées Nationaux



## Océanie

Le voyage du pape en Australie

## Une mise en garde contre les manipulations de la procréation

BRISBANE  
de notre envoyé spécial

Quelques heures après son arrivée à Canberra, la capitale australienne, le pape se trouve déjà, ce mardi 25 novembre, à Brisbane, principale métropole du Queensland, l'un des six États fédérés du pays et un territoire grand comme trois fois la France.

Dans cette ville de plus d'un million d'habitants, le programme comporte notamment une messe au stade Queen-Elizabeth II, devant plusieurs dizaines de milliers de fidèles. « Dans un monde où la vie humaine, ce don, est souvent méprisée,

manipulée, utilisée à des fins indignes, ou même délibérément avortée ou prématurément interrompue, l'Eglise proclame sans hésitation son caractère sacré », a dit Jean-Paul II, dans une allusion à des pratiques telles que les manipulations génétiques, les utilisations d'embryons à des fins de recherche ou l'euthanasie. On sait que l'Australie est à la pointe dans le domaine de la procréation artificielle.

S'adressant la veille au premier ministre australien, M. Hawke, lors d'une réception au Parlement, Jean-Paul II a rendu hommage à ce pays pour avoir accueilli, tout au long de son histoire, et notamment après la

deuxième guerre mondiale, des « réfugiés de nombreux pays », mais il a aussi exhorté l'Australie, « qui a tant reçu de Dieu », à aller « au-devant des autres peuples un peu partout », c'est-à-dire à être un peu plus active en matière d'aide au développement.

Enfin, la police a révélé avoir arrêté, mardi matin, un homme en possession de cinq cocktails Molotov, posé sur le passage de Jean-Paul II. Il a déclaré avoir eu l'intention de tuer le pape. La police a précisé que l'intéressé, originaire de Sydney, était récemment sorti d'un asile psychiatrique. Le pape devait gagner Sydney mardi soir.

JEAN-PIERRE CLERC.

## Une Eglise en crise

SYDNEY  
correspondance

M. Terry Jackman, nommé « directeur exécutif » du voyage du pape dans l'Etat de la Nouvelle-Galles-du-Sud, est un imprésario de type hollywoodien, ancien propriétaire de la plus grande chaîne de cinémas de Sydney, chef de publicité pour le film *Crocodile Dundee*, sorti simultanément cet automne sur les écrans australiens et américains et dont on dit déjà qu'il est le plus gros succès commercial de l'histoire du cinéma australien. M. Dino de Laurentis vient même de le choisir comme gérant de ses futurs studios australiens.

Le Père Anthony Kain, responsable du voyage en Australie du Sud, a applaudi les brasseries de cet Etat qui ont parrainé une partie de la visite en lançant une « bière papale », une canette commémorative marquée au sigle de la mitre jaune. Une manière efficace de transmettre le message aux Australiens, a dit en substance le Père Kain.

Aux yeux du Père Brian Lucas, porte-parole de l'archevêché de Sydney, ce ne sont qu'apparences trompeuses. Si l'Eglise australienne peut paraître harlée — on l'a vu inonder dans la liturgie, introduisant dans les messes, — les quatre millions de

catholiques australiens sont en fait des fidèles « du juste milieu ».

Mais ici peut-être plus qu'ailleurs, l'Eglise a dû compter ces quinze dernières années avec la sécularisation d'une société matérialiste qui n'a qu'à tendre la main pour caresser ses nourritures terrestres. « Imaginez, vingt-six plages rien qu'à Sydney », commente en souriant le Père Jim McLara, responsable de la presse au bureau de la visite papale pour la Nouvelle-Galles-du-Sud.

Il y a vingt ans, la moitié des catholiques australiens allaient à la messe tous les dimanches. Aujourd'hui, un catholique sur quatre assiste au service dominical. En 1961, on comptait 6712 divorces : en 1984, on en recensait 43000. Selon un récent sondage, si 81 % des habitants disent croire en Dieu, voici la description, toute païenne, que la majorité d'entre eux donnent de ce « Dieu » : « C'est un bon copain. Quelqu'un sur qui on peut compter et qui vient à votre aide quand vous avez des ennuis ».

Certes, l'Eglise catholique en Australie n'a jamais eu la tâche facile. Les premiers colons, des forçats, ne brûlaient ni par leur foi, ni par leur rectitude morale. En outre, dans la colonie pénale, l'Eglise catholique fut longtemps illégale, la religion anglicane étant la religion officielle, la seule reconnue jusqu'en 1833. Sous la pression de quelques prêtres irlandais — populaires parmi

les forçats qui étaient aussi, pour la plupart, des Irlandais, — le gouvernement finit par reconnaître l'égalité des droits aux trois dénominations : la religion anglicane, la presbytérienne et la catholique. Ce fut le *Bourke Church Act* de 1833 et, en 1834, la nomination du premier évêque catholique d'Australie.

Libanais,  
Vietnamiens...

Si les Irlandais ont donné leur couleur au catholicisme australien et si les Anglo-Irlandais demeurent en son sein le groupe dominant, les vagues d'immigration qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont fait de l'Eglise actuelle un véritable melting pot. En 1986, 23,8 % des catholiques australiens sont nés à l'étranger (Italiens, Libanais, Sud-Américains, Croates et, plus récemment, Vietnamiens). Si l'on compte leurs enfants, on peut dire qu'aujourd'hui plus de 50 % des catholiques australiens sont issus de cette immigration récente.

En crise, l'Eglise cherche son salut chez ces nouveaux immigrants (les jeunes Vietnamiens, notamment, sont de fervents candidats à la prêtrise) et la vieille dévotion, celle d'avant le concile Vatican II, est assurée par les autochtones, qui représentent 1 % de la population totale et dont 26 % se déclarent de la foi catholique. « Ce sont des catholiques comme on n'en fait

plus », nous assure le Père Engène Stockton, aumônier de l'apostolat aborigène de Sydney.

Car l'Eglise catholique, ici, quoique à un moindre degré peut-être que l'Eglise anglicane, est encore occupée à débattre de l'esprit du concile Vatican II, incapable d'adapter ses structures et son message à l'évolution de la société et aux mœurs survenues en son propre sein. Elle ne compte aucun véritable chef de file et aucun grand débat ne l'anime : le dernier en date remonte aux années 50 quand, après une longue bataille, le gouvernement accepta de subventionner l'enseignement catholique. Si la tendance actuelle dans le clergé persiste — désaffection et vieillissement des prêtres, — en l'an 2000 cent dix paroisses dans la ville de Sydney seront sans prêtre. L'âge moyen de ceux qui resteront sera de soixante-cinq ans.

Les apôtismes, eux, préfèrent dire qu'à la veille du bicentenaire de l'Australie, l'Eglise catholique, comme le reste de la société, est à un carrefour. Saura-t-elle secouer sa torpeur et entrer dans le vingt et unième siècle ? Saura-t-elle accepter, enfin, de s'associer aux grands débats qui agitent l'Eglise universelle tout en sachant donner à l'Australie son catholicisme propre, celui qui convient à cette nation multiculturelle et émanicipée ?

SYLVIE CROSSMAN.

## Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

## Le retrait de la banque Barclays : l'emploi des 2500 salariés n'est pas menacé

L'annonce du retrait d'Afrique du Sud de la banque anglaise Barclays (nos dernières éditions du 25 novembre) a donné lieu, à Londres, à des spéculations sur l'effet « boule de neige » auprès d'autres sociétés britanniques et occidentales qui pourraient avoir la décision de la deuxième banque commerciale d'Afrique du Sud. Les dirigeants de Barclays s'efforcent de présenter ce retrait comme « surtout dicté par des raisons commerciales », alors que les responsables des mouvements anti-apartheid, notamment en Grande-Bretagne, saluent « une victoire historique dans le cadre de la campagne en faveur des sanctions contre l'Afrique du Sud ».

S'agissant des modalités de ce retrait, notre correspondant à Johannesburg, Michel Bole-Richard, nous précise : « M. Chris Ball, PDG de Barclays South Africa, a annoncé que les parts de la compagnie bancaire britannique seraient rachetées à hauteur de 22,5 % par le conglomérat de l'Anglo-American, qui détient déjà 25 % des actions, par la De Beers, pour 7,5 %, et enfin par la compagnie d'assurance Southern Life, pour 25 %. Au total, la transaction a été fixée à 527 millions de rands, soit environ 1,6 milliard de francs. M. Ball a précisé qu'à l'avenir Barclays — dont le nom sera changé — poursuivrait ses activités comme par le passé. Les deux mille cinq cents employés de la société n'ont donc rien à craindre pour leur travail ».

« Il n'empêche que le départ de Barclays est un coup sévère porté au crédit de l'Afrique du Sud, d'autant

qu'il intervient à la suite de nombreux autres retraits et donne au mouvement l'allure d'un sautoir-qui-peut. Les profits de Barclays South Africa étaient pourtant substantiels : 277 millions de francs pour les neuf premiers mois de l'année et 296 millions de francs en 1985. »

Le chef Buthelesi reçu par M. Reagan. — Le président américain a reçu, lundi 24 novembre, à Washington, M. Mangosuthu Buthelesi, premier ministre « du bantoustan sud-africain du KwaZulu et chef des six millions de Zoulous. M. Buthelesi a notamment déclaré : « La présence américaine [en Afrique du Sud] est vitale, et il est totalement faux de dire que la majorité des Noirs sont favorables au départ des sociétés étrangères. » Le dirigeant du KwaZulu, qui a également rencontré le vice-président George Bush et le secrétaire d'Etat George Shultz, a ajouté que les sanctions seraient « très néfastes à beaucoup de victimes de l'apartheid ». — (AFP.)

Onze morts lors d'affrontements entre mineurs. — Un porte-parole de la compagnie Anglo-American, propriétaire de la mine d'or de Vell-Roos, située à l'ouest de Johannesburg, a annoncé que onze Noirs ont été tués et vingt autres blessés, dimanche 23 novembre, lors de violents affrontements entre mineurs, une partie d'entre eux voulant faire respecter le boycottage (soutenu par le syndicat des mineurs, la NUM) des bords de la mine. — (AFP, Reuters.)

## CORRESPONDANCE

L'aide humanitaire à la Guinée

Une mise au point de M<sup>me</sup> Elyane Zabée

Mise en cause dans un article consacré à la Guinée publié dans le Monde du 1<sup>er</sup> novembre, M<sup>me</sup> Elyane Zabée nous a fait parvenir la mise au point que nous publions ci-dessous :

Ancienne chargée de mission aux affaires étrangères, je ne peux pas accepter d'être assimilée dans votre article intitulé « Les vauriens » à certains personnages cités, de passage en Guinée. Mes activités dans ce pays n'ont en effet rien de mystérieux.

De janvier 1985 à mai 1986, je me suis entièrement consacrée à contacter des entreprises privées pour obtenir des dons — essentiellement en livres scolaires et en médicaments — pour les pays en voie de développement. Je me suis également occupée de l'organisation de ces envois vers l'Afrique. Aucune subvention publique ne m'a été accordée pour réaliser tout cela, mais il est vrai que M. Roland Dumas, alors ministre des affaires étrangères, m'a soutenu et a facilité mes déplacements en mission. J'ai également suivi sur le terrain, en Afrique, la mise en place des moyens techniques les plus appropriés pour faire aboutir ces opérations. J'ai quitté le ministère des affaires étrangères en juin 1986 pour convocation personnelle, et c'est alors que j'ai pris la décision, avec l'accord du général Conté, président de la République de Guinée, de suivre sur le terrain dix ou quinze jours par mois. Les actions humanitaires mentionnées plus haut ainsi que celles de certaines organisations non gouvernementales (ONG).

Les équipes de ces ONG accomplissent depuis cinq mois un travail

remarquable dans des régions éprouvées par la famine, la tuberculose, le cancer du foie et de la peau. Il s'agit de la région du Fouta-Djallon, où une mission médicale a été installée à Koubia par l'hôpital sans frontières, et Médecins du monde à la demande du gouvernement guinéen. L'armée guinéenne fournit un appui logistique pour faciliter l'accès à cette région (camions, hélicoptères).

Dans le cadre de cette action, nous avons notamment distribué 85000 cahiers d'exercices primaires aux enfants du Fouta-Djallon, fourni 5 tonnes de livres à l'ambassade de France pour distribution, 17 tonnes de classiques Larousse aux collèges de Conakry, distribué 7 tonnes de médicaments et 300000 trousses bucco-dentaires. Parmi les entreprises françaises qui nous ont aidés, je voudrais citer notamment Garonor, Delmas-Vieljeux, les Laboratoires Fluocari, Rhue-Poulenc et Spécia, les éditeurs Bordes, Edicef, Hachette, Larousse et Nathan. Il faut aussi mentionner l'aide de l'Ordre de Malte et de l'armée française pour le transport.

Il est prévu à Conakry dans un futur proche la création d'une fondation humanitaire rattachée directement à la présidence guinéenne, celle d'une librairie de livres scolaires d'occasion qui pratiquera des prix symboliques et celle d'une boutique de vêtements d'enfants (grâce à l'aide de Prénatal et de Prémaman).

VENDREDI 28 NOVEMBRE  
**Le Monde**  
VOUS OFFRE 400 CADEAUX



**Le Monde**  
CADEAUX  
la meilleure façon de séduire  
Supplément magazine tout en couleurs  
80 pages. Gratuit avec Le Monde.  
Vendredi 28 novembre ds samedi 29

## Asie

PHILIPPINES

Enquête.  
« informelle »  
sur le complot  
déjoté

Un groupe de cent quatre-vingts politiciens partisans de l'ancien président Ferdinand Marcos, et un petit nombre d'officiers de l'armée liés au ministre de la défense démissionnaire, M. Juan Ponce Enrile, étaient impliqués dans la tentative de coup d'Etat déjouée à la fin de la semaine dernière, a déclaré, lundi 24 novembre, le porte-parole de la présidence Aquino. Le complot a pu être déjoué parce que les rangs des conjurés étaient infiltrés d'éléments favorables à M<sup>me</sup> Aquino, a-t-il ajouté. Mais le successeur de M. Enrile, M. Rafael Ileto, a déclaré le même jour qu'il ne disposait pas de preuves concrètes de l'existence du complot, et il n'a annoncé que l'ouverture d'une enquête « informelle » à ce sujet.

Les négociateurs  
optimistes

D'autre part, deux partis d'apposition de droite liés à l'ancien régime ont fait des offres de service à M. Enrile, depuis qu'il a été contraint, dimanche, de démissionner. Il s'agit du Mouvement pour une nouvelle société (KBL), le parti de M. Marcos, dont M. Enrile a été membre, et du Parti nationaliste, composé de transfuges du KBL. M. Enrile n'a pas fait connaître ses intentions depuis son départ du gouvernement.

Enfin, deux des négociateurs du gouvernement avec l'insurrection communiste, MM. Ramon Mitra et Teofisto Guingona, se sont montrés optimistes sur la possibilité de parvenir à un cessez-le-feu, du fait du départ de M. Enrile. M<sup>me</sup> Aquino a fixé au 30 novembre la date limite des négociations. — (AFP, Reuters.)

CHINE : crise de générations

## Qu'est-ce qui intéresse les jeunes ?

L'augmentation de la délinquance juvénile est devenue un sérieux problème à Pékin, vient de reconnaître le *Quotidien du peuple*. L'âge des délinquants est également en forte baisse : 20 % des trente mille jeunes arrêtés en 1985 dans la capitale chinoise avaient moins de dix-sept ans. Les plus touchés par cette nouvelle criminalité sont les étudiants, ceux qui ont

quitté l'école avant terme, les jeunes chômeurs, commerçants individuels ou paysans. Les principaux délits sont le vol, le racket et la revente d'objets volés, l'escroquerie, les deux clandestins, la contrebande et les petits trafics, la spéculation, les bagarres et les viols. Une criminalité qui accentue la crise de générations et l'indifférence des jeunes pour la politique.

PÉKIN  
de notre correspondant

Une enquête effectuée en septembre dernier par la ligue de la jeunesse communiste de Pékin sur les questions qui intéressent les jeunes chinois indique, dans l'ordre : instauration de l'heure d'été, explosion de la navette Challenger, élection de M<sup>me</sup> Corazon Aquino aux Philippines, Coupe du monde de football, accident de Tchernobyl, condamnation à mort d'un violeur, lancement d'un satellite de télécommunications chinois, critique par la presse de la mauvaise qualité des services dans la capitale et proximité record de l'été. Rien sur la politique.

Une autre enquête avait déjà montré que la réforme économique qui laissait la moitié des jeunes indifférents. Mal dans leur peau, écartelés entre des parents éduqués à l'ancien et une société en profond changement où l'argent prime tout, déboussés par la révolution culturelle, souvent gâtés pendant leur prime jeunesse comme enfants uniques, les jeunes d'aujourd'hui découvrent à leur tour le conflit des générations.

Quoi de commun entre ces cadres en costume Mao ou ces ouvriers tubifiés de couleur triste et ces jeunes hommes en jeans et cheveux longs ou ces filles vêtues de couleurs vives ? Quoi de commun entre des parents qui gagnent un salaire de misère et

les tentations de la vie moderne — télé couleur, dancing, disco, vidéo — au cœur des grandes villes ? Certains jeunes ont de l'argent, dont la provenance n'est pas toujours claire. Les uns se sont lancés dans les « affaires », d'autres vivent de faucha et de petits trafics, enfin, les « fils de cadres » — la jeunesse dorée chinoise — claquent l'argent gagné plus ou moins régulièrement par leurs parents.

A Shanghai, il en coûte 15 yuans en monnaie réservée aux étrangers, soit plusieurs jours de salaire, pour aller danser le disco au Jardin des lilas et 1 yuan (environ 2 francs) pour une tasse de café. Le double, bien sûr, si l'on vient avec sa petite amie. Car le Chine, traditionnellement pudibonde, découvre les amours adolescentes. Il a fallu commencer à faire de l'éducation sexuelle, en particulier à Shanghai, pour apprendre aux jeunes les choses de la vie avant qu'il ne soit trop tard, mais la plupart des écoles rechignent.

Le PC ne fait plus  
recette

Beaucoup de jeunes s'ennuient à la sortie de l'école ou de l'usine, ou sont parfois comme on appelle pudiquement ici, « à la recherche d'un travail ». Le taux de divorce parmi les jeunes mariés a grimpé en flèche, pour représenter plus de 40 % du total. « Ils refusent de travailler à la base et veulent seulement aller dans des instituts de recherche. Leur goût du travail

diminue, ils ont moins l'envie de travailler que nous, ils sont passifs, ils aiment la belle vie », écrit l'ingénieur en chef adjoint d'une usine automobile, dans la *Journal de la jeunesse*.

De jeunes intellectuels se plaignent à leur tour d'une hiérarchie paralysante au sein des entreprises, dont à peine 10 %, selon un chercheur de la commission des sciences et techniques, s'intéressent à leurs propres techniques. « On est utilisé comme de simples ouvriers, et ce qu'on exige de nous n'a aucun rapport avec ce qu'on s'apprend », ajoute un autre jeune. Ils se plaignent de la pénurie de logements, de la faiblesse des salaires, de l'absence de liberté de circulation pour les travailleurs.

« Demander à adhérer au Parti est considéré comme le critère d'un idéal. C'est démodé. Le PC ne fait plus recette, en dépit des campagnes de recrutement. Passer son temps en réflexion, être, là aussi, sous la coupe des vieux qui voient tout trépasser n'est guère exaltant. De même pour le caractère des armées, jadis appréciées comme un tremplin politique ou pour une formation technique, la baisse de prestige de l'uniforme, la médiocrité de la solde, alors qu'en peut gagner bien plus comme paysan, commerçant privé ou ouvrier, ont conduit au rétablissement du service militaire obligatoire. Il y a vingt ans, ces jeunes auraient été gardes rouges... »

PATRICE DE BEER.

مكتبة المجلد







## Amériques

## COSTA-RICA

Réunion  
des antisandinistes  
L'opposition  
nicaraguayenne  
en quête  
de son unité

San-José (AFP, Reuter). — Les contras nicaraguayens, opposants armés au régime sandiniste de Managua, ont entamé lundi 24 novembre à Costa-Rica une réunion de deux jours destinée à établir une unité entre les différentes tendances de la guérilla et à définir un programme de gouvernement provisoire.

M. Lewis Tamba, ambassadeur des Etats-Unis au Costa-Rica, assistait à la réunion, ainsi que deux fonctionnaires du département d'Etat.

Les responsables des deux principales organisations antisandinistes en exil, l'Union nicaraguayenne d'opposition (UNO) et le Bloc d'opposition du Sad (BOS), ont indiqué qu'ils souhaitent parvenir rapidement à un accord pour permettre une meilleure exploitation de l'aide de 100 millions de dollars accordée par les Etats-Unis.

Parallèlement à cette réunion la quatrième Assemblée générale de l'UNO travaille à sa « charte des droits » du peuple nicaraguayen qui entrerait en application après le « renversement » du régime sandiniste.

Le gouvernement nicaraguayen a adressé lundi une note de protestation aux autorités de San-José contre l'organisation de ces réunions.

Ce même lundi, de nouveaux combats ont éclaté entre la Contra et l'armée sandiniste à la frontière du Honduras. De source militaire occidentale, on indique que des hélicoptères américains effectuent en permanence des missions de reconnaissance dans la région et transmettent leurs renseignements à la guérilla.

## ETATS-UNIS : le conflit entre la Maison Blanche et le département d'Etat

M. Shultz entend que lui soit reconnue  
la haute main sur la politique étrangère

Washington  
de notre correspondant

M. Reagan a déclaré lundi 24 novembre devant quelques journalistes à la Maison Blanche qu'il « n'a pas commis d'erreur » en autorisant la livraison d'armes à l'Iran et qu'il n'est donc pas question pour lui, contrairement à ce que beaucoup de ses amis lui conseillent, d'avouer un faux pas devant l'opinion américaine pour obtenir son absolution.

Ce même lundi, le secrétaire d'Etat adjoint, M. John Whitehead a déclaré un moment plus tard devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre qu'avec la révocation des livraisons d'armes à l'Iran « la réputation (des Etats-Unis) en tant que nation est en jeu », que leur « influence est contestée » dans le monde entier et qu'il est « temps pour la Maison Blanche de présenter un bilan positif pour réparer rapidement les dégâts ».

Dans la soirée du même jour, M. Shultz a fait savoir à son adjoint qu'il avait lui-même envoyé témoigner devant ladite commission. Il s'agit pas non plus d'être pris de la démission. Stupéfié, le monde politique américain en était ainsi réduit à constater que la permanence et traditionnelle lutte d'influence que se livrent les appareils de la Maison Blanche et du département d'Etat avait tourné à l'épreuve de force ouverte entre le secrétaire d'Etat et la présidence — pour ne pas dire le président — et qu'en l'occurrence le premier ne maitrait pas ses mots — fit ce par procuration.

C'est, en effet, presque systématiquement que M. Whitehead a pris,

le 24, le contre-pied de M. Reagan, pendant que son ministre, l'air aussi serinement inexpressif que d'ordinaire, participait à la Maison Blanche à une soudaine réunion sur la politique proche-orientale, à laquelle avaient également été conviés le secrétaire à la défense, le directeur de la CIA, l'attorney général, le conseiller pour les affaires de sécurité nationale et le secrétaire général de la Maison Blanche, toutes personnes qui ne sont pas vraiment en bons termes.

Une réaction  
très négative

Le gouvernement de Téhéran est « associé » aux responsables des trois derniers enlèvements d'Américains à Beyrouth, n'a d'abord estimé M. Whitehead, alors que M. Reagan avait déclaré dans son allocution télévisée du 13 novembre qu'il n'y avait « pas de preuve d'une complicité du gouvernement iranien dans des actes de terrorisme contre les Etats-Unis » depuis dix-huit mois qu'il avait été secrètement renoué les contacts. Commentaire du numéro deux de la diplomatie américaine sur cette différence d'appréciation : « Je n'aime pas être en désaccord avec mon président, mais je pense qu'il y a des preuves pénales d'une implication iranienne dans le terrorisme ».

Après avoir jugé que M. Reagan avait « peut-être été médiocrement conseillé » sur ce dossier, M. Whitehead a ensuite déclaré « ne pas vraiment savoir qui étaient les modérés en Iran » et ne pas penser que les Etats-Unis puissent se faire des amis en vendant des missiles antichars. Selon M. Reagan, ceux-ci avaient été livrés à l'Iran afin de

conforter la position de courants opposés à un rapprochement avec les Etats-Unis, et M. Whitehead ne pouvait bien évidemment rien en ignorer.

Cela n'a pas empêché le diplomate de ne pas vraiment répondre lorsqu'on lui a demandé s'il considérait que le gouvernement américain avait, en vendant des armes à l'Iran, violé la loi qui interdit d'armer les Etats considérés comme liés au terrorisme. Il a, en outre, affirmé que cette décision avait suscité une réaction « universellement négative », en particulier parmi les alliés arabes des Etats-Unis, indiqués sans sourcilier que les ambassadeurs américains faisaient cependant « de leur mieux pour faire face à la situation » (en expliquant) qu'au moins nos motifs « restent très honorables », et réaffirmé que M. Shultz et le département d'Etat n'avaient été « à aucun moment opérationnellement impliqués » dans une initiative dont ils avaient été exclus depuis janvier dernier.

Non content de cela, le secrétaire d'Etat adjoint a lancé une attaque en règle contre le Conseil national de sécurité, c'est-à-dire l'équipe de fonctionnaires de la Maison Blanche chargée de préparer les dossiers du président sur toutes les questions d'importance stratégique et de coordonner l'action des Etats-Unis en ces domaines. L'homme qui préside cet organisme, aujourd'hui l'amiral Poindexter, se retrouve presque toujours en situation de rivalité avec le secrétaire d'Etat, et c'est le Conseil qui a organisé, de A à Z, les contacts avec l'Iran. Le département d'Etat, a dit M. Whitehead devant la commission, « salue » le rôle que joue le CNS en tant que conseiller du président, mais quand ses membres sont « impliqués dans des questions opérationnelles (...), nous sommes préoccupés, surtout quand nous ne sommes pas au courant ».

Dernier point, mais pas le plus stupéfiant, M. Whitehead a semblé directement appeler la commission à soutenir M. Shultz en déclarant que ce serait « une terrible tragédie » pour les Etats-Unis si le secrétaire d'Etat était finalement victime de la crise provoquée à Washington par les ventes d'armes à l'Iran. Il faut au

contraire, a-t-il insisté, que le secrétaire d'Etat ait maintenant la possibilité de conduire une « initiative diplomatique majeure » destinée à rétablir la crédibilité de l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Iran et de la politique antiterroriste de l'Amérique. M. Whitehead a enfin mis en garde les parlementaires contre le danger qu'il y aurait à ce que leurs auditions laissent M. Reagan « à nu ».

En d'autres termes, M. Shultz paraît bel et bien avoir fait demander devant le Congrès (dominé par les démocrates depuis le 4 novembre) que lui soit clairement reconnue la haute main sur la politique étrangère, afin qu'il puisse défaire ce qu'a voulu faire le président. Le pari est osé, mais, si M. Shultz le perd, il n'aura pas perdu l'honneur. M. Reagan, dont la voix, ces jours-ci, semble en permanence étouffée de rage, avait redit, dans la matinée, qu'il n'allait « mettre personne à la porte ».

Quant à la réunion de la Maison Blanche, dont on aurait pu attendre, à en juger par les participants, qu'elle serait suivie de décisions, elle a seulement démontré pour l'instant que les collaborateurs de M. Reagan pouvaient encore se rencontrer sans en venir aux mains.

BERNARD GUETTA.

Le « Washington Times »  
et la secte Moon

M. Armand de Borchgrave, rédacteur en chef du Washington Times, nous prie de préciser que son quotidien n'est pas la propriété de l'Eglise de l'unification. Le Washington Times appartient, de fait, à une société holding, la News World Communications, contrôlée par des membres et responsables de cette Eglise, plus connue sous l'appellation de secte Moon. M. de Borchgrave nous indique également qu'il est « fier » de la publication qu'il dirige ainsi que de sa propre carrière journalistique, et que le Washington Times est lu et apprécié au-delà des seuls milieux conservateurs américains.

## Diplomatie

Les Douze ont décidé  
de l'ordre du jour  
du sommet de Londres

Bruxelles. — Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis lundi 24 novembre à Bruxelles, ont arrêté les grandes lignes de l'ordre du jour du prochain sommet européen, convoqué pour les 5 et 6 décembre à Londres.

Le premier volet des travaux des chefs d'Etat et de gouvernement comprendra un débat général sur la difficulté de concilier la libre circulation des personnes et l'élimination des frontières internes à la CEE, qui constituent l'un des buts communs que se sont fixés les Douze, avec le renforcement de la sécurité et la lutte contre le terrorisme. La lutte contre la drogue sera également évoquée dans ce cadre.

Le chômage, la déréglementation économique et les moyens d'accélérer les travaux pour réaliser, d'ici la fin de 1992, un grand marché unique dans la CEE formeront le second volet des débats. Par ailleurs, les ministres ont, selon le commissaire de la CEE chargé des relations extérieures, M. Willy De Clercq, exprimé leur préoccupation devant le risque d'apparition d'un nouveau conflit commercial avec les Etats-Unis, au sujet de l'adhésion de l'Espagne à la Communauté. Le commissaire s'a pas exclu le risque d'une escalade de mesures de représailles commerciales en cas d'échec des discussions avec Washington à ce sujet. — (AFP.)

DES JANVIER  
ETUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie ou Florida, soit pour améliorer votre anglais, soit pour y commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D, Cours libres), nous vous proposons un semestre à partir de 33.000 F. Doc. contre 5 timbres.  
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.  
USA-France Office, 57, rue Charles-Lafitte, 32200 Nautilly, 47-22-94-84

## Barnett

Chemisier Habilleur  
19, AV. VICTOR-HUGO 16

OFFRE  
EXCEPTIONNELLE  
"ENTREE DE SAISON"  
COSTUME PURE LAINE  
A VOS MESURES  
2500 F  
Cadeau aux lecteurs  
9 H 30 A 19 H - TEL. 45.01.88.38



## Eriksson Champion du Monde des Conducteurs de Rallyes Groupe A sur Golf GTI. Bravo!

C'est grâce au magnifique tempérament de leur Golf GTI que Kenneth Eriksson et son co-pilote Peter Diekmann sont en 1988 champions du monde des rallyes du groupe A voitures de série. Nous vous avions annoncé qu'ils gagneraient. D'ailleurs le rallye du RAC en Grande-Bretagne

n'a laissé aucun doute, l'équipe a le titre en poche. Bravo, Kenneth Eriksson, tu étais le meilleur pilote. Bravo, Peter Diekmann, tu as été le co-pilote idéal. Bravo à toute l'équipe, vous avez mis au point la meilleure voiture. Et pourtant la Golf GTI n'était pas favorite au départ. Qu'il s'agisse de la GTI

170 ch (125 Kw) ou de la GTI 16 S 183 ch (142 Kw), les adversaires étaient équipés de moteurs beaucoup plus puissants. Mais la fiabilité et la robustesse des superbes moteurs GTI ont triomphé. Et ce n'est pas fini : Volkswagen se place 3<sup>e</sup> au Championnat du Monde des Constructeurs. Ce

qui veut dire que la Golf est la voiture de série la mieux placée. On n'en attendait pas moins d'elle : elle brille et fait briller son pilote. Alors, encore une fois, bravo ! Bravo aux pilotes, bravo à la Golf et, bien sûr, bravo à Volkswagen.



مكتبة الزمزم



## Diplomatie

L'arrivée de M. Gorbatchev en Inde

### L'hommage au « croisé de la paix »

NEW DELHI  
de notre correspondant

De mémoire d'habitant de New Delhi, on n'avait jamais vu pareil déploiement de préparatifs officiels pour une visite de dignitaire étranger. Rattaché au direct à la télévision de l'arrivée du couple Gorbatchev dans la capitale, tapis rouge, vingt et un coups de canon, fanfare, garde d'honneur, colliers de fleurs, pétates de roses, etc. L'avion de la délégation soviétique a atterri à midi pile, ce mardi 25 novembre, à Delhi, où l'attendaient M. et Mme Gandhi, le corps diplomatique

et l'essentiel du gouvernement indien.

Dans son message de bienvenue, M. Rajiv Gandhi s'est référé à Mikhail Gorbatchev le « croisé de la paix ». « Vous nous avez aidés à bâtir l'Inde moderne », a déclaré le premier ministre, vous êtes restés de notre côté dans les périodes difficiles. Peu après, un long cortège de vingt-cinq véhicules, dont huit limousines blindées spécialement transportées en Inde par les Soviétiques, précédant la direction du palais présidentiel, où le maître du Kremlin et son épouse résideront pendant leur séjour.

Sur le parcours de 15 kilomètres, plus de quatre cent mille personnes, selon les autorités, avaient été massées de part et d'autre de la chaussée et dotées de drapeaux indiens et soviétiques. Arcs de fleurs et de papier, banderoles et affiches de bienvenue avaient été dressés tout au long de la route. Outre la mise en coupe exceptionnelle de tous les écoles de la capitale, plusieurs milliers d'autobus avaient été envoyés, lundi, dans les environs de la ville pour ramasser les foules organisées par les partis et les mouvements d'indianité et de coopération indo-soviétiques, qui ne manquent pas en Inde.

Une fausse note cependant : certains, pourtant pas suspects d'antipathie à l'égard des Soviétiques, s'irritaient ouvertement de l'ampleur des festivités réservées au secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique. « Il ne faudrait pas », écrit ainsi mardi matin l'*Hindustan Times* (pro-gouvernement), « que la pompe de notre accueil confine à la servilité (...) et donne l'impression au reste du monde que l'Inde est plus alignée sur une superpuissance que sur l'autre ». Trop tard, est-on tenté d'écrire.

PATRICE CLAUDE.

## Proche-Orient

Selon M. Rafsandiiani

### L'Iran ne subordonnera pas ses relations extérieures à ses besoins en armements

Le président du Parlement iranien, l'Abdolkarim Hachemi Rafsandiiani, a affirmé que « les nombreuses propositions d'armes faites par plusieurs pays » à l'Iran ne peuvent servir de prétexte à l'établissement de relations normales entre ces pays et l'Iran.

L'Iran ne subordonnera pas ses relations politiques avec quelque pays que ce soit, à ses besoins en armements, a souligné M. Rafsandiiani. Il a néanmoins précisé que l'Iran était toujours prêt à établir des relations normales avec les Etats-Unis, la France, l'URSS et d'autres pays, à condition que ces pays aient « un comportement juste, équilibré et humain à notre égard ».

A propos des Etats-Unis, M. Rafsandiiani a déclaré qu'à travers des intermédiaires divers l'Iran tentait de récupérer les armes américaines achetées et payées du temps du chah. A cette occasion, « il soulève les Etats-Unis à la « supériorité » militaire de l'Irak, notamment dans le domaine de l'aviation.

Prenant la parole devant les membres de l'Assemblée nationale iranienne (Parlement), le chef de la diplomatie iranienne a ajouté : « Nous ne nous inquiétons pas

devant les aides (américaines à l'Irak), ni devant cette opération qui démontre la faillite des dirigeants de Téhéran et prouve leur impotence ».

Entre-temps, l'escalade des représailles et contre-représailles se poursuit. L'Irak a annoncé que son aviation avait lancé jeudi matin 24 novembre des raids, en quatre vagues successives, visant notamment le complexe pétrochimique du port du Bandar-Khomeini (sud-ouest de l'Iran) et son système de défense anti-aérienne, dont une batterie de missiles sol-air de type Hawk. Cette série de raids aurait également touché une usine de liquéfaction de gaz dans la région de Bandar-Mahshahr.

Selon un bilan publié par Téhéran, dix-neuf personnes ont été tuées et quatre-vingt autres blessées, dont dix-sept enfants, à la suite des bombardements irakiens contre Bandar-Khomeini et les deux localités voisines, Sar-Bandar et Mahshahr, dans le Sud-Ouest iranien.

Le complexe pétrochimique de Bandar-Khomeini, dont la construction par une entreprise japonaise n'a jamais été achevée, avait déjà été bombardé à trois reprises, les 10, 11 et 16 novembre, selon Bagdad. D'autre part, douze civils ont été tués et trente-six autres blessés dans le bombardement par l'Irak, notamment des villes irakiennes de Bassorah (Sud), de Khorram et du gouvernorat de Ninive (Nord). (AFP).

Après les manifestations anti-arabes de Jérusalem

### Le président Herzog déplore « l'énorme préjudice causé à l'image de marque de la capitale »

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Comme s'il s'en voulait inconsciemment d'avoir, depuis une semaine, laissé dégrader les choses à Jérusalem, les responsables israéliens ont condamné avec un bel ensemble, lundi 24 novembre, les manifestations anti-arabes de la ville. Ils l'ont fait d'autant plus nettement que l'événement semble les avoir surpris par le climat de haine dans lequel il baignait.

Tous mettent l'accent sur l'outrage porté au renom de Jérusalem, une ville que son maire, M. Teddy Kollek, n'hésite pas à citer en exemple pour sa relative tranquillité quotidienne, compte tenu du contexte. Et il n'avait pas vraiment tort, si l'on voulait bien excepter les rares incidents religieux autour du mur du Temple et les hostilités attentistes terroristes.

Les deux réactions pour sa relative tranquillité quotidienne, compte tenu du contexte. Et il n'avait pas vraiment tort, si l'on voulait bien excepter les rares incidents religieux autour du mur du Temple et les hostilités attentistes terroristes. Les deux réactions pour sa relative tranquillité quotidienne, compte tenu du contexte. Et il n'avait pas vraiment tort, si l'on voulait bien excepter les rares incidents religieux autour du mur du Temple et les hostilités attentistes terroristes.

maintenir l'ordre. En attendant, le gouvernement devait être, mardi, sur la sellette, quatre formations de l'opposition de gauche ayant l'intention de déposer, chacune, une motion de censure devant la Knesset : le Parti communiste, le MAPAM, la Liste progressiste pour la paix (judéo-arabe) et le Mouvement des droits civiques.

Reste à savoir si la ville retrouvera durablement son calme. Les obédiences, lundi, de M. Anwar Nusseibeh, l'un des notables les plus respectés parmi la vieille génération des Palestiniens de Jérusalem, a pris l'allure d'une manifestation nationaliste. On y a entendu des slogans favorables à l'O.L.P. et hostiles à la fois à Israël et au roi Hussein. Des manifestations de ce dimanche, les Palestiniens retiennent surtout avec crainte le fait qu'elles ont créé un précédent. Pour la première fois, des juifs ont défilé sous leurs fenêtres pour crier leur haine. C'est un événement qu'ils redoutent de voir se reproduire.

J.-P. LANGELLIER.

### La France va rapatrier la plupart de ses « casques bleus » du Liban

(Suite de la première page.)

La décision est présentée comme émanant du général Hugué, le commandant de la FINUL, transmise au secrétaire général et « acceptée » par la France. On précise à l'ONU qu'en attendant le déploiement de la force jusqu'à la frontière israélienne — ainsi que le prévoit son mandat, le commandement n'a pas besoin de moyens d'infanterie aussi puissants à Nakoura, où les possibilités de logement demeurent insuffisantes. Les mêmes sources affirment que « la France se tient prête à renforcer la FINUL dès que la possibilité de son déploiement sur la frontière méridionale se présentera ».

L'ensemble de ces décisions sera présenté par M. Perez de Cuellar au Conseil de sécurité, dont une réunion de consultations est prévue pour mercredi. Le 31 octobre dernier, le Conseil avait publié une « déclaration présidentielle » (prise de position commune des quinze membres du Conseil, lue par le président), dans laquelle il « notait avec intérêt la décision du secrétaire général d'étudier en permanence toutes les possibilités de modifier la taille et le déploiement des contingents, si cela doit permettre de renforcer leur sécurité, sans porter atteinte à l'efficacité de la force ». La déclaration invitait le secrétaire général « à étudier ces possibilités, en consultation avec les pays contributeurs, et à prendre les mesures appropriées ».

Il était clair que la France désirait parvenir à une réduction de sa présence au Liban, tout en ne souhaitant pas prendre une telle décision elle-même. Celle-ci, politiquement difficile mais voulue par le gouvernement de M. Chirac, devait — à tout prix — apparaître comme le résultat d'une nécessité militaire, appuyée par le secrétaire général de l'ONU. Dès le mois d'avril 1986, le gouvernement français réclamait une « réduction » du rôle de la FINUL, dont le mandat comportait à l'origine le départ des forces israéliennes installées dans le sud du

Liban. Estimant que la persistance de la présence israélienne s'apparentait désormais à une occupation permanente, la France — tout comme le secrétaire général — fait l'hostilité à l'égard de la FINUL au manque de résultats de l'action menée par l'ONU depuis 1978.

Soudé par le secrétaire en septembre, le gouvernement israélien a refusé d'envisager de sa présence au Liban, faisant valoir que les « casques bleus » n'étaient pas attaqués par des soldats de l'armée libanaise, mais par des éléments musulmans pro-iraniens, hostiles à la présence occidentale au Proche-Orient. « Notre présence dans le sud du Liban permet, au contraire, d'y maintenir une paix insouhaitable sur le reste du territoire », avait déclaré à l'époque l'ambassadeur israélien à l'ONU, M. Benjamin Netanyahu, dont les collaborateurs n'hésitaient pas à rapprocher le problème des « casques bleus » français de la négociation que Paris menait avec Téhéran à propos du différend diplomatique et financier qui oppose les deux capitales.

Or, en l'absence d'un « geste » de la part d'Israël, on avait fini par redouter, à Paris comme dans l'entourage de M. Perez de Cuellar, que la présence de la FINUL prisme l'aspect d'une sorte de complicité, que les extrémistes chiites exploiteraient auprès des populations musulmanes éprouvées par la guerre. C'est cette conclusion qui semble avoir conduit la France à refuser la proposition de la présence de l'ensemble de son contingent. Quelque peu irrité par les problèmes soulevés par Paris, le secrétaire général est allé au-delà des désirs de M. Chirac : alors que l'on était prêt, du côté français, à transiger sur une réduction d'environ cinq cents hommes, la décision de M. Perez de Cuellar confirme ce que l'on disait ici et là dans les couloirs du palais de verre : si le fait, la FINUL vivra sans la France.

CHARLES LESCAUT.

### Le gouvernement saoudien interdit à M. Yamani de quitter le territoire

Le roi Fahd a interdit à son ancien ministre du pétrole, M. Ahmed Zaki Yamani, de quitter le pays pour un moment, affirme la revue spécialisée *Mideast Report*. M. Yamani, brutalement relevé de ses fonctions le 29 octobre, serait libre de circuler à l'intérieur du royaume, mais son passeport lui a été retiré, assure la revue, qui précise en outre que le bureau de l'ancien ministre a été fouillé immédiatement après son limogeage.

Cette nouvelle confirme la gravité du différend opposant le roi à son ancien ministre. Il apparaît de plus en plus que le souverain, qui a repris en main directement la politique pétrolière, désire éviter que quiconque puisse s'exprimer sur ce sujet, y compris d'ailleurs le nouveau ministre, tenu jusqu'ici à la plus grande discrétion. Selon la revue pétrolière *Petroleum Intelligence Weekly*, M. Yamani estimait que le lever des vannes directives du royaume de relever les prix du brut à 18 dollars par baril était incompatible avec le souhait, également exprimé par le roi, de voir la production saoudienne relancée (de 4,5 à 5 voire 6 millions de barils/jour). L'ancien ministre se serait également opposé à une série d'accords de trop décadés par la famille royale. L'ensemble de ces informations a provoqué une recrudescence des cours du brut au-dessous de 15 dollars sur les marchés au jour le jour.

V. M.

**CENTMIL\***  
CHEMISES  
CHATELET • HOTEL DE VILLE • S. MICHEL

pour la 1<sup>ère</sup> FOIS!  
jusqu'à -50%

Exemples du 40 au 60

Costume pure laine plusieurs coloris	1390F	690 F
Costume laine peignée plusieurs coloris	1490F	750 F
Veste Harris tweed 3 coloris	1150F	575 F
Blazer cashmere et laine marine-camel	1150F	575 F
Veste pure laine plusieurs coloris	990F	495 F
Manteau cashmere et laine marine-gris-camel	1590F	990 F
Pantalon poly-laine fantaisie plusieurs coloris	349F	199 F
Pantalon poly-laine lavable plusieurs coloris	375F	249 F
Chemise chaude lainage fantaisie	269F	135 F
Chemise ville unie, fantaisie, plusieurs coloris	289F	149 F

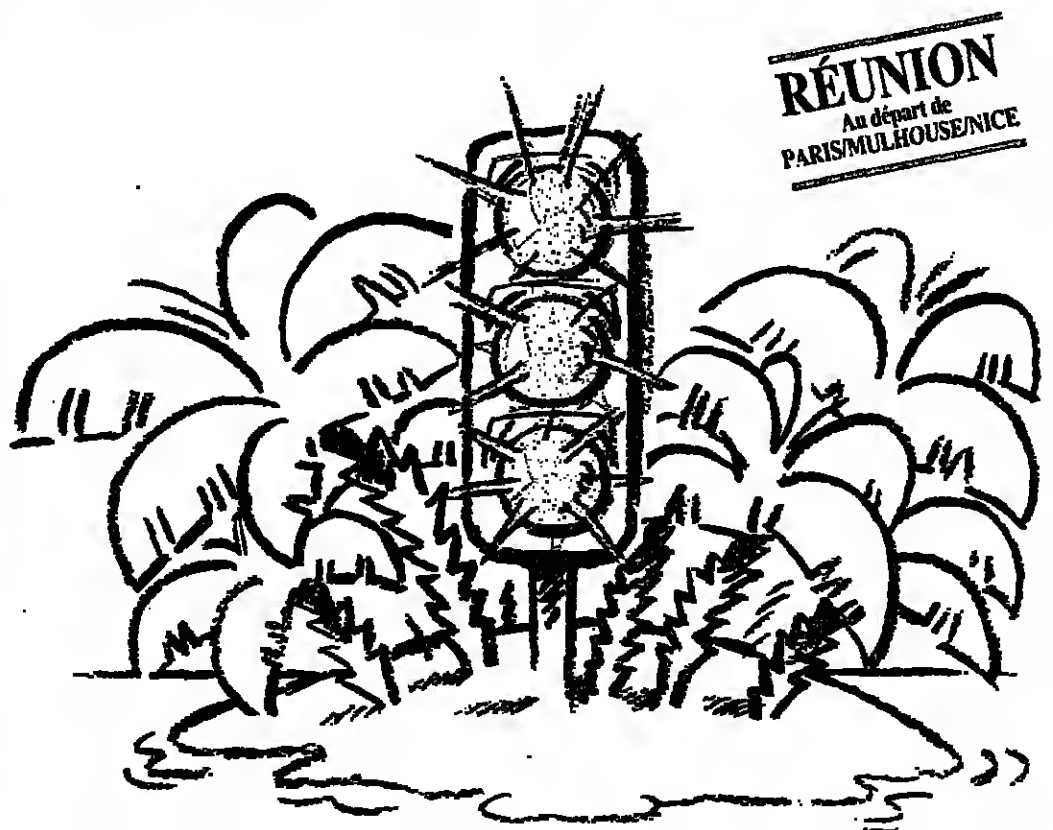
LODENS, IMPERS, CUIRS, BLAZERS, BLOUSONS, PULLS, CRAVATES, ECHARPES, etc...

CENTMIL CHEMISES 128, rue de Rivoli M<sup>re</sup> Chatelet  
CENTMIL CHEMISES 74, rue de Rivoli M<sup>re</sup> Hôtel de Ville  
CENTMIL CHEMISES 44, bd St-Michel M<sup>re</sup> S-Michel

(Publicité)  
**CENTENAIRE BEN GOURION**  
La Cnhi sera l'hôte de la cérémonie d'ouverture officielle de l'année du centenaire LE MERCREDI 26 NOVEMBRE 1986 à 20 heures Amphithéâtre Richelieu, Université de Paris-Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, 75006 PARIS. Prendront la parole : MM. A. BEN NATHAN, J. ORFUS, R.-S. SHAT, T. KLEIN et D. SOFFER. Renseignements : tél. 42-74-00-55.

PARTICIPATION ET PRIVATISATION :  
**TOUS CAPITALISTES!**  
SCIENCE & VIE  
ECONOMIE  
DECEMBRE

## LE ROUGE EST PLUS VERT



## AU «POINT MULHOUSE»

PARIS 75001, 11, avenue de l'Opéra. Tél. (1) 42.96.63.63 - PARIS 75005, 54, rue des Ecoles. Tél. (1) 46.34.21.17 - PARIS 75017, 2, place Wagram. Tél. (1) 47.63.22.58 - MULHOUSE 68200, 4, rue des Orphelins. Tél. 89.42.44.61 - NICE 06000, Centre d'information jeunesse Côte d'Azur, 39, rue des Victoires. Tél. 93.26.83.24.

**ILE DE LA RÉUNION**

Tarifs A/R	Air France	Le Point-Mulhouse
Période verte	4900 F	3800 F
Période orange	6000 F	4800 F
Période rouge	8380 F	5600 F

Tarif en vigueur à partir du 24/11/1986.  
APPLICABLE sur les vols à partir du 10/01/1987.

20 F de cotisation membre - Pour Air SARL au capital de 1 000 000 F RC Mulhouse B 299





## Provence-Alpes-Côte d'Azur

## Une vive polémique oppose MM. Gaudin et Pezet sur la gestion de la région

M. Jean-Claude Gaudin, député (PR) des Bouches-du-Rhône et nouveau président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, a rendu publics, le lundi 24 novembre, les résultats d'un audit sur la gestion de la région par l'ancienne majorité de gauche entre 1982 et 1986. Cet audit effectué par un cabinet spécialisé parisien met en évidence, selon lui, « une gestion déficiente des fonds publics, un laxisme généralisé dans la politique du personnel et des engagements

soient imprudentes ». Il décrit également des faits susceptibles, ajoute-t-il, « de recevoir des qualifications pénales ou disciplinaires ». M. Michel Pezet, député (PS) des Bouches-du-Rhône et prédécesseur de M. Gaudin à la tête du conseil régional, y a répondu aussitôt en dénonçant « le travail d'un cabinet politique » qui a consisté « à fouiller dans les poubelles ». Il s'est déclaré prêt à un face-à-face public avec M. Gaudin.

MARSEILLE  
de notre correspondant

D'après les conclusions de l'audit contestées par M. Pezet, la situation financière de la région se caractérise notamment par « le poids relatif important des dépenses propres, une fiscalité par tête assez lourde et un niveau d'endettement important ». Ce rapport souligne que la dette a été multipliée par seize en quatre ans et que, durant la même période, l'écoulement de l'emprunt a été multiplié par trois. Ces critiques d'audit ont été formulées dans le passé par M. Gaudin et avaient entraîné des débats longs et complexes au conseil régional. La partie la plus nouvelle du document concerne certaines pratiques de gestion liées à la passation et à l'exécution de marchés, de prestations de service, le plus souvent par l'intermédiaire d'une douzaine d'associations régionales. L'audit cite péle-mêle : « Faux documents, fausses certifications, ingérence, absence ou rétention de prêts justificatifs, gaspillages ou dilapidations de fonds publics, contrefaçons ». Il relève entre autres la réception de soixante-dix abris-bus « alors que le contrat avec le fournisseur n'était pas encore signé et que les objets-bus

n'étaient pas installés ». Il s'étend également sur le paiement de nombreuses études « à l'utilité faible ou nulle », parfois « sans référence à la région », quelques-unes constituant de purs et simples plagiats de travaux antérieurs, d'autres dont « aucune trace n'a été trouvée ». Il souligne également la création d'un « réseau d'associations fortement liées entre elles, bénéficiant de subventions importantes et où Michel Pezet et ses proches ont joué ou continuent à jouer un rôle important ».

## Des sommes considérables

Parmi les erreurs imputées à la précédente majorité figurent enfin la commande d'un film de long métrage commercial qui a déjà coûté 4 millions de francs à la région et l'affectation de « sommes considérables » au réaménagement d'un ancien cinéma de quartier marseillais en Théâtre des musiques, où quatre spectacles ont eu lieu en huit mois, dont deux sans recettes. « Il n'est pas dans nos intentions d'utiliser cet audit pour régler quelques comptes médiocres ou pour faire à la place d'un quelconque cacique du PS un travail d'exécuteur », a affirmé M. Gaudin. Je n'ai pas l'âme d'un procureur. Plutôt que de porter plainte, je préfère me servir de ces

documents comme points de référence et développer une action reposant sur la transparence et l'efficacité ».

M. Pezet a rejeté en bloc la plupart des accusations portées contre sa gestion. Elles relèvent selon lui de la « mauvaise foi » et reposent « sur des analyses politiques », sinon sur « des faits, des bruits ou des rumeurs ». « M. Gaudin, a-t-il ajouté, veut simplement l'opinion à une augmentation de la fiscalité régionale ». Il a cependant pas contesté que des subventions importantes versées à des syndicats (1,9 million de francs à la CGT, par exemple) pour des études « légères » servaient en fait « à payer du fonctionnement comme chacun l'a toujours su ». Il a démontré par ailleurs que certaines des pratiques qui lui étaient reprochées se perpétuaient avec la nouvelle majorité. « Le groupe socialiste, a-t-il précisé, tirera toutes les conséquences de droit de ce qui est dit dans le rapport d'audit ». D'ores et déjà, le PS a déposé un recours devant le tribunal administratif pour la procédure irrégulière utilisée lors de la passation du contrat avec l'audit.

GUY PORTE.

## STAGES TRIMESTRIELS D'ANGLAIS EN ANGLETERRE

5 heures de cours par jour à Bristol. Préparation aux examens britanniques. Hébergement en famille, pension complète.

21 rue Théophraste Renaudot 75015 Paris  
Tél. (0) 45 33 13 02  
13-15 High Street Oxford (England) - Tél. (0865) 247 272  
OISE  
OISE INTERNATIONAL SCHOOL OF ENGLISH  
RECOGNIZED BY THE BRITISH COUNCIL

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 30 janvier 1986, la trentième chambre du Tribunal de grande instance de Paris a condamné pour exercice illégal d'une activité commerciale par étranger, faux et usage de faux, emploi de travailleurs clandestins sans carte de séjour, hébergement collectif sans autorisation, aide au séjour irrégulier d'étrangers en France, complicité d'exercice illégal d'une activité commerciale par étranger, complicité de faux et usage de faux, pour avoir :

a) Milodanovic Slavoljub et Perle Novic d'avoir à Paris et sur le territoire national :

a) Depuis le mois de février 1982, étant de nationalité yougoslave, exercé une activité commerciale sans justification de la possession d'une carte d'identité spéciale portant la mention « commerçant » ; b) commis des faux en écriture de commerce, en l'espèce : les 30 avril 1982, 28 mai 1982 et 30 septembre 1982, établi trois factures à l'ordre de « Société Renault » d'un montant global de 104 529,54 francs et fait usage de ces pièces fausses ; c) couronné août 1982, facilité par aide directe l'entrée, le séjour et la circulation irrégulière d'un minimum de quatre étrangers en France ; d) couronné 1982, engagé à leur service cinq étrangers non munis de titres les autorisant à exercer une activité salariée en France ; e) couronné 1982, eu recours sciemment aux services de cinq travailleurs clandestins ; f) couronné 1982, affecté un local à l'hébergement sans en avoir fait la déclaration à l'autorité préfectorale, alors que cet hébergement était organisé et fourni en vue d'une utilisation collective excédant le cadre familial ;

— Sloman Ali et Trajic Ljupce pour s'être à Paris, couronné 1982, rendus complices du délit d'exercice illégal d'une activité commerciale par étranger dénoncé de la carte spéciale, commis par Milodanovic et Perle pour avoir eu connaissance de ce délit et avoir assisté les auteurs du délit dans les faits qui l'ont préparé, facilité ou consommé ;

— Trajic Ljupce de s'être à Paris, couronné 1982, rendu complice du délit de faux et usage de faux commis par Perle et Milodanovic pour avoir eu connaissance de ce délit et avoir assisté les auteurs du délit dans les faits qui l'ont préparé, facilité ou consommé ; le sieur Milodanovic Slavoljub, né le 1<sup>er</sup> octobre 1951, à Desine (Yougoslavie), salarié, demeurant 1, cité Riverin, à Paris (10<sup>e</sup>),

à la peine de douze mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende et 20 000 F d'amende sur le fondement de l'article R 362-3 du code du travail, le sieur Perle Novic, né le 1<sup>er</sup> juin 1951, à Pevania (Yougoslavie), salarié, demeurant 1, cité Riverin, à Paris (10<sup>e</sup>), à la peine de dix mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende et 20 000 F d'amende sur le fondement de l'article R 362-3 du code du travail ;

— Le sieur Sloman Ali, né le 31 juillet 1941 à Alger (Algérie), agent d'expédition, demeurant 67, rue Olivier-Métre, à Paris (20<sup>e</sup>), à la peine de 4 000 F d'amende ; le sieur Trajic Ljupce, né le 7 mai 1946 à Marjivo (Yougoslavie), employé, demeurant 8, passage Desgrais, à Paris (19<sup>e</sup>), à la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende ;

Le tribunal a en outre ordonné aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait dans *France-Soir* et *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 11 juin 1986, la 31<sup>e</sup> chambre 1<sup>re</sup> section du Tribunal de grande instance de Paris a condamné pour publicité mensongère pour avoir à Landerneau, couronné juin 1984, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur l'espèce de la marchandise en mettant en vente sous l'appellation « turbot de grenland » ou « filets de filets du grenland » des poissons qui n'étaient ni des perches maximas, ni des reharidus hippoglossus mais des hippoglossus, hippoglossus, c'est-à-dire des filets de l'Atlantique. Le sieur Marcel Jean-Max, né le 5 juin 1950 à Commercy (Meuse), président directeur général de société demeurant 25, rue des Mathurins à Paris-8<sup>e</sup> à la peine de cinquante mille francs d'amende. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NTY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY.

Par jugement en date du 29 janvier 1986 aujourd'hui définitif, la 15<sup>e</sup> chambre du Tribunal de grande instance de Bobigny a condamné :

M. Guazet Jean-François, né le 27/06/49 à Mazauc (24), gérant de la société CNKV, dont le siège social est situé zone industrielle de Saint-Valentin, 89150 Saint-Valentin, à la peine de 20 000 F + 5 000 F d'amende pour homicide involontaire, infraction au code du travail. Faits commis le 7/10/82 à BOBIGNY.

Pour extrait conforme. LE GREFFIER EN CHEF.

Par jugement en date du 5 décembre 1985, aujourd'hui définitif, la 10<sup>e</sup> Chambre du Tribunal de grande instance de Bobigny, a condamné : M. Sanchez Ballster Alberto, né le 12/11/52 à Valencia (Espagne), demeurant 72, bd de la Vilette, Paris-19<sup>e</sup>, à la peine de 15 000 F pour REBUS DE VENTE.

Pour extrait conforme. LE GREFFIER EN CHEF.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement contradictoire en date du 1<sup>er</sup> juillet 1986 la 11<sup>e</sup> chambre du Tribunal de grande instance de Paris a condamné pour fraude fiscale le sieur Gerrie Miladin, né le 27 juin 1948 à Vukovar (Yougoslavie), représentant, demeurant 135, rue du Mont-Cenis à Paris-18<sup>e</sup>, à la peine de dix-huit mois d'emprisonnement et à dix mille francs d'amende. La dame Lefrancis Camille Louise, née le 29 mai 1919 à Paris-13<sup>e</sup>, secrétaire demeurant 52, rue Saint-Lambert, à Paris-15<sup>e</sup> à la peine de trois mois d'emprisonnement avec sursis et à deux mille francs d'amende. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait au journal officiel et dans les journaux *le Monde* et *France-Soir*. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

NTY AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 18 septembre 1986, la 31<sup>e</sup> chambre 2<sup>e</sup> section du Tribunal de grande instance de Paris a condamné pour homicide involontaire (accident du travail) et infraction aux mesures générales de sécurité du bâtiment pour avoir à Paris, le 2 janvier 1985 :

1. S'être rendu responsable d'homicide involontaire (accident du travail) ;

2. Étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en ne faisant pas deux salariés sur des toits rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sans protection collective ni individuelle ; le sieur MARELLI Pierre-Joseph Maurice, né le 22 février 1923 à Paris-18<sup>e</sup>, chef d'entreprise, demeurant

5, bis et 7, rue de Lavieville, Paris-18<sup>e</sup> à la peine de deux mois d'emprisonnement avec sursis et huit mille francs d'amende.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le journal *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NTY AYANT APPEL.

## Derrière M. Barre, une génération nouvelle

## Roulez jeunesse !

Comme lui, ils ont une sainte horreur des « éternels ». Comme lui, ils refusent tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à un enrégimentement. Comme lui, ils préfèrent, au choc du look, le poids des idées. Puisqu'il faut bien appeler un chat un chat, comme dirait M. Barre, les « jeunes baristes » ne sont pas des baristes. On peut les rencontrer. Jeudi soir, 27 novembre, dîner-débat de leur association parisienne Dialogue après demain, pour souffler la première bougie d'un gros gâteau d'anniversaire autour d'un des premiers majors d'amas de la maison-mère, M. Philippe Mestre. Pour cent francs la soirée, « les derniers d'amas » formeront la porte », précise le carton d'invitation. Preuve qu'ils ne se contentent pas de se réunir, ils valent le « microcosme ». Le 11 décembre, organisation d'une journée sur les droits de l'homme à Toulouse, avec le couple de chroniqueurs Barre-Baudis. Fin janvier, première université d'hiver à Valmorin en Savoie.

Les jeunes baristes sortent donc de l'ombre. Après avoir eu pour seule discipline que la bouche-à-oreille, on s'organise, on se structure, on enrégimente. En l'île-de-France, ces jeunes pensent être aujourd'hui plus de cinq cents, regroupés sous cette bannière trompée dans la foule bariste. Dialogue après demain. L'association a été créée de toutes pièces à l'automne 1985 pour la tenue d'un forum sur l'emploi avec M. Barre. Quatre cents places avaient été réservées, les vivants à plus de mille. Trop beau, pensèrent les organisateurs, pour être sans lendemain. Depuis, l'effort ne s'est plus

ralenti, notamment pour propager le mouvement vers la province. A ce jour, une cinquantaine d'associations de jeunes baristes sont en place. Il a fallu les fédérer. Les 20 et 21 septembre dernier, au château du Fayet, près de Sens, les jeunes responsables de ces associations se sont rencontrés pour la première fois en un séminaire de formation et d'organisation autour de MM. Charles Millon et François d'Aubert, députés, de l'ancien ambassadeur Henri Froment-Meurice et du spécialiste des questions sociales, M. Hubert Landier. Discrètement, ils ont signé ce jour-là l'acte de naissance de REEL Jeunes, filiale de l'association REEL (Réalisme, efficacité, espérance, liberté), chargée, sous la direction de M. Millon, de rassembler les réseaux baristes. A sa tête, une équipe d'animation présidée par un jeune Parisien de vingt-six ans, diplômé d'HEC, M. François Ivernel.

## Ronde et rond

Qui sont ces jeunes baristes ? D'où viennent-ils ? Etudiants pour la plupart, de dix-huit à vingt-huit ans, économistes de formation souvent, qui pour une grande majorité n'avaient préalablement aucun engagement politique. D'autres peuvent, il est vrai, avoir une double casquette : celle des jeunes démocrates sociaux du CDS ou celle — qui commence à prendre l'eau — des jeunes giscardiens.

Ni fans, ni « jeunes baristes en folie », ces jeunes donnent dans le sérieux. « Pour moi, Barre, ce

n'est pas un phénomène de mode », précise cette jeune Parisienne de vingt-quatre ans qui avoue qu'à quatre ans elle voulait elle-même « remplacer de Gaulle ». Son transfert est en Gaulle. « Son transfert est en Gaulle », dit-elle, ingénieur en informatique, ce jeune homme de vingt-six ans affirme être bariste depuis 1976. Depuis cette date, il collectionne tous les articles paraissant avec du Barre dans la presse. Selon les résultats d'un questionnaire récemment expédié à une trentaine de jeunes baristes du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ces jeunes se disent avant tout sensibles « à la force et à la constance des convictions de M. Barre ». Même si elle leur paraît parfois « rude », il lui dit ce qu'il pense. « Son réalisme et son refus des mythes » est ensuite apprécié. Puis, dans l'ordre, « sa compétence économique, sa dimension internationale, sa loyauté vis-à-vis de M. Giscard d'Estaing, son ton gaullien, son aspect physique — rondur et bonhomie — et sa carrure présidentielle ».

« Barre confiance », le slogan est redevenu à la mode chez ces jeunes. Mais son slogan relatif depuis neuf mois n'est pas facile à vendre. Comment s'y prendre pour expliquer qu'il faut encourager un homme qui ne dit rien ?

Que pense M. Barre de tout ce mouvement ? Interrogé un jour sur le comportement des jeunes, il confie, évasif, toujours aussi bref : « Il y a dans la jeunesse d'aujourd'hui une générosité extrêmement sympathique. » Roulez jeunesse !

DANIEL CARTON.

## Pléthore de préfets, pénurie de sous-préfets

L'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, que préside M. Olivier Philip, préfet de la région Ile-de-France, doit tenir son assemblée générale annuelle mercredi 26 et jeudi 27 novembre à Paris.

La cohabitation va avoir, pour les préfets, une conséquence, gastronomique inattendue ! En effet, pour ne pas rompre avec l'habitude instantanée de 1981, les membres de l'Association du corps préfectoral seront les hôtes du président de la République lors d'une réception à l'Élysée le

mercredi 26 novembre. Mais pour renouer avec la tradition antérieure à l'alternance d'il y a cinq ans, ils seront reçus le lendemain au ministère de l'Intérieur en présence du premier ministre.

Cette assemblée générale est souvent l'occasion pour le ministre de l'Intérieur de poser les problèmes qui se posent aux représentants de l'État dans les régions et les départements et d'acquiescer ses projets. M. Pasqua a déjà réuni l'ensemble des préfets pour leur donner des instructions techniques en vue de la mise en application des décisions gouvernementales. La semaine dernière, par exemple, accompagné de M. Pandraud, ministre délégué à la sécurité, il a consacré avec eux une séance de travail aux problèmes des visas pour étrangers, aux conditions d'expulsion, à l'organisation des centres de rétention.

Devant l'assemblée générale, il pourra évoquer surtout les problèmes administratifs et statutaires qui se posent au corps préfectoral. Celui-ci connaît aujourd'hui un problème de gestion assez complexe. On constate en effet qu'il y a — en gros — pléthore de préfets anciens et pénurie de jeunes sous-préfets. Il existe dans l'administration française 116 postes de préfet — territoriaux ou assimilés. Or 200 fonctionnaires du ministère de l'Intérieur ont le titre de préfet. Parmi ceux-ci, 47 ont le grade de « préfet hors classe », mais il n'existe que 25 postes qui sont inclus dans la catégorie « hors-classe », c'est-à-dire essentiellement les préfetures les plus importantes. Il y a donc un excédent de 84 préfets qui ne peuvent pas occuper les postes auxquels leur carrière les a destinés. Deux solutions s'offrent alors à eux. Ils peuvent être détachés dans ce que l'on appelle les « emplois de débouchés » dans une autre administration, ou dans un grand corps de l'État. Outre que de tels emplois ne sont pas vacants en nombre illimité, on constate que les préfets « hors cadres » c'est-à-dire sans postes, répugnent souvent à les occuper. La plupart demandent à être nommés en préfecture ou leur autorité, leurs conditions de vie et de travail sont plus avantageuses et plus flatteuses que dans l'anonymat de la fonction publique parisienne.

Ils peuvent aussi bénéficier à partir de soixante ans du « congé spécial », qui leur permet de conserver leur traitement de base pendant les cinq ans qui précèdent leur retraite. Mais le nombre des « congés spéciaux » est fixé chaque année par le ministère des finances, qui ne se montre pas toujours très généreux. On constate d'ailleurs que le nombre des préfets qui souhaitent demeurer en poste territorial jusqu'à leur retraite est plus important que par le passé. Cette situation bloque, ou

tout au moins ralentit, le renouvellement et le rajeunissement de la hiérarchie et la promotion des sous-préfets.

Cela explique donc que le corps des sous-préfets ressemble un peu à une pyramide inversée dans laquelle les plus âgés sont les plus nombreux. Sur un peu plus de 300 postes de sous-préfets, 60 ont actuellement pas de titulaires. L'administration du ministère de l'Intérieur se plaint en effet de manquer de jeunes sous-préfets. Elle redoute aussi les conséquences de la réduction de moitié des futures promotions de l'Ecole nationale d'administration, qui ne lui fournira désormais que six à huit sous-préfets par an.

## Un recrutement spécial

Avec le départ prochain à la retraite d'une génération de « vieux » sous-préfets, le besoin d'un rajeunissement se fera sensiblement et rapidement sentir. C'est pourquoi un projet est à l'étude pour pallier cette carence. Il comporterait plusieurs dispositions, dont la principale serait la création d'un concours spécial pour le recrutement chaque année de dix à quinze sous-préfets. Une telle épreuve serait cependant en contradiction — dans l'esprit sinon en droit — avec la volonté du gouvernement de « dégraisser » la haute fonction publique et qui se manifeste avec la réduction du nombre des places offertes à l'ENA. Elle risquerait aussi de créer deux catégories de sous-préfets, les énarques et les autres. Enfin elle pourrait constituer un précédent pour d'autres corps de fonctionnaires. Le ministère de l'Intérieur étudie aussi le possible élargissement du « tour extérieur » pour l'accès aux fonctions de sous-préfet en l'ouvrant à des catégories plus nombreuses d'autres fonctionnaires.

On peut cependant se demander si les besoins de l'administration territoriale sont aussi impérieux et si, au temps de l'héliocoptère et des autoroutes, il est toujours nécessaire d'avoir un sous-préfet par arrondissement comme au siècle précédent. De plus, la décentralisation de 1982 a déchargé les commissaires de la République et les commissaires adjoints — que sont les sous-préfets — de bien des tâches de tutelle des collectivités locales et d'administration directe. Ne serait-il pas préférable de réduire le nombre des sous-préfets et d'améliorer leur situation matérielle ?

Enfin, le ministre de l'Intérieur pourrait annoncer lors de l'assemblée du corps préfectoral l'installation en 1987 du Conseil supérieur des tribunaux administratifs, dont la création a été décidée par le précédent gouvernement.

ANDRÉ PASSERON.

مكتبة الشامل



# Politique

## Le texte préparatoire à la convention du PS Un exercice tout en nuances sur l'emploi

Conçu pour ordonner les débats de la convention nationale du PS sur l'emploi, les 13 et 14 décembre prochains, le texte préparatoire rédigé par le groupe de travail réuni par M. Jean-Paul Bachy, député européen et secrétaire national du Parti socialiste, est au point. Initialement, il n'appelle pas de décisions définitives, mais servira de base à une résolution.

Le groupe des vingt-deux membres du comité directeur et de la commission nationale entreprises, chargé de la rédaction, a fait preuve de prudence et renoncé à l'exposé d'un programme. Il a voulu dégager des points d'accord possibles, entre tendances différentes, en trouvant des formulations acceptables pour tous. Sans trancher, il a cependant réussi à faire évoluer l'analyse, moins idéologique qu'un texte du PS dans l'opposition pouvait le faire craindre. Au pis, il a pudiquement dissimulé quelques faiblesses de raisonnement, dues au poids du passé.

De son propre bilan en matière d'emploi, le Parti socialiste retiendrait les contraintes d'une période et s'efforcera de relativiser ses résultats. Sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, rappelle-t-on, le chômage a quadruplé, et il se situait, en 1981, à un niveau deux fois supérieur à celui de l'Allemagne fédérale. Compte tenu des circonstances, les socialistes peuvent être fiers de ce qu'ils ont réalisé.

Malgré l'évolution démographique, les restructurations et la modernisation, « près d'un million de personnes qui ont actuellement un emploi ou qui ont reçu une formation professionnelle le doivent aux socialistes ». Au pluriel s'ajoutent des regrets : celui des divergences syndicales, « jusqu'aux dernières semaines », et celui de l'absence de mobilisation populaire. Les socialistes ont été « victimes du décalage existant entre l'immédiat, le caractère parfois utopique et contradictoire des espoirs que l'opinion avait mis en eux et la dureté de l'environnement ».

Si, depuis, « la droite patasse », le PS ne peut sans renier sa propre action gouvernementale se laisser emporter par une polémique outrancière. Critique, le texte, l'est moins sur le fond ou la forme que sur les moyens ou le glissement vers les « facilités libérales ». Ainsi, M. Philippe Séguin, « minoritaire au sein du gouvernement sur la question de l'emploi (...) ne peut qu'élaborer au coup par coup une politique faite d'improvisation ». Au bout, il y a cette conséquence qui lui échappe : « la droite crée les conditions d'un sous-emploi massif » ; ou encore la conviction selon laquelle la droite joue « la stratégie du volant de chômage ».

Dans ces conditions, les mesures proposées par les socialistes ne diffèrent de la politique gouvernementale que par leur présentation, par leur justification sociale et, parfois seulement, par leur contenu. Elles contestent sur des détails, mais révèlent que, s'agissant de l'emploi, l'expérience de l'alternance a rapproché les méthodes et les analyses. L'amélioration de la productivité, même si les gains doivent en être partagés, la croissance plus forte à terme, commençant par le souci de « dynamiser le développement des entreprises », en facilitant l'investissement productif et en cassant « le processus pervers de financiarisation de l'économie ».

Le texte préconise de « promouvoir une véritable insertion des jeunes » pour en finir avec le « statut dévalorisé qu'on propose de façon constante permanente » et qui entraîne le risque d'une exclusion définitive et du sous-emploi à répétition. Il suggère ensuite d'assurer la solidarité collective et de réintégrer les chômeurs, notamment de longue durée, et de ne pas accepter la substitution de main-d'œuvre : « Tandis qu'on embauche le fils ou la fille au rabais, on licencie le père ».

Favorable aux aides sélectives à l'embauche (au contraire du plan Jeunes, jugé aveugle), le texte retient l'idée répandue d'un mini-

mum social de 3 000 F, à condition toutefois que son bénéficiaire suive une formation professionnelle ou ait une « activité d'intérêt général ».

### Une condition : l'Europe

Viennent enfin des propositions qui devraient s'appliquer dans les entreprises. Pour « gérer le mobilité », il faudrait instaurer un droit à la conversion. En cas de suppression d'emploi, ou développement d'un droit à l'alerte, et de prévention, la règle en matière de licenciement devant « aligner sur le droit en vigueur en Allemagne fédérale ». Constatant que la tendance à la mobilité professionnelle s'oppose « à la réticence » à la mobilité géographique, il est envisagé des moyens de réconversion et de reclassement « à l'échelon de la région et des bassins d'emploi ». Insistant sur la nécessité de former les travailleurs dans l'entreprise, le texte préconise de fixer l'effort à 2 % de la masse salariale, contre 1,1 % actuellement, et considère la formation comme un investissement.

A propos de la réduction du temps de travail — sujet inévitable —, il lui assigne un rôle dès lors qu'il y aura « harmonisation européenne » et « meilleure utilisation des équipements ». Tout en citant l'objectif des trente-cinq heures, il fait le lien avec les gains de productivité, indispensables, dont il faudrait « revoir les modes de redistribution », notamment avec de la formation pour contrepartie, et évoque « l'emploi à temps choisi » ou partiel. Bref, le texte maintient ses réticences, mais les accompagne de précautions, ainsi qu'il le fait en réclamant l'impulsion « en Europe, d'une nouvelle croissance sociale ». « Il ne peut y avoir de véritable marché du travail sans harmonisation des règles du jeu social sans ajustement progressif des conditions d'emploi et de la durée du travail en Europe », est-il indiqué, une fois encore pour se démarquer des options actuelles.

ALAIN LEBEAUCHE.

## Un débat du club Démocratie 2000

### Variations sur les jeux français

Et s'il était illégitime et peu judicieux de négliger certains apports de l'Ancien Régime dans... la formation du système démocratique français (M<sup>me</sup> Blanche Barret-Kriegel, chargée de recherche au CNRS) ? Et si la droite s'était démocratisée, provisoirement au moins, sous l'effet des gains secondaires du gaullisme (M. François Bourricaud, sociologue) ? Et si la gauche, loin d'avoir fait en France de rares et éphémères apparitions au pouvoir, l'avait en réalité majoritairement maîtrisé, sinon formellement dénué depuis plus d'un siècle (M. Pascal Ory, historien) ? Enfin, pourquoi ne pas constater le double phénomène simultané d'une extension évidente des zones de consensus dans l'opinion publique et de la persistance de la coupure gauche-droite (M. Roland Cayrol, politologue) ?

En jetant péta-mêle en pâture intellectuelle aux membres parisiens d'un club de réflexion proche du PS (Démocratie 2000) des paradoxes aussi disparates, ces quatre chercheurs ont à peine tenté d'expliquer pourquoi ils reformulent en des termes aussi variés la rituelle question de la fin (ou du renouveau) de la chose politique qui leur était initialement posée. Peut-être parce que ce doute, cette interrogation ne sont au fond que la clignotante approximative de toutes ces incertitudes et contradictions.

Le fait est patent en tout cas : les contours et labyrinthes du jeu politique « à la française » sont toujours à plus d'un degré, et la géologie tourmentée de son sous-sol n'est pas facile à élucider. Ce n'est pas son emplacement dans l'histoire, si M<sup>me</sup> Barret-Kriegel l'a correctement localisé, qui peut faciliter l'accès ou le parcours. Pour elle, rien de plus exact que ce triple aveu, sous nos yeux, de cycles complexes qui domineraient la vie politique française : le cycle de la violence-guerre ; le cycle du malaise ; le cycle de l'effacement de la grande œuvre (page 3) de l'Europe ; l'immense

cycle enfin inauguré par la fracture de la Révolution de 1789. Premier achèvement : la fin de la suprématie intellectuelle ou morale du marxisme, de l'économie et du social. Constatation connexe : « A la fin des fins, il y a une consistance du politique et dans le politique du juridique » (le débat sur les droits de l'homme). Ressurgit en somme la question d'un « droit politique » longtemps occulté ou tenu sous le boisseau en France.

Quant à savoir si la consistance du fait politique même se perd (ou se renouvelle) au terme de tous ces cycles, à la même partie de ces jeux français, semblable bouteille à l'encre ne saurait en un seul échange de vues être vidée. Pour l'heure, alla emprunte sa coloration au débat autour du consensus, de sa signification et de ses limites.

M. Cayrol ne peut qu'en constater l'élargissement toujours plus grand, tel qu'il est mesuré dans l'opinion, tout en soulignant « l'attachement très fort à la notion de gauche ou de droite. Les gens se situent, disent que c'est important et sont incapables d'expliquer pourquoi ». M. Bourricaud redoute pour sa part « le consensus par défaut », lit de la langue de bois et du retour en force toujours possible « des deux groupes extrêmes idéologiques qui ne sont pas convertis à l'idée d'une démocratie paisible et réfléchie » (les termes sont de M. Giscard d'Estaing).

M<sup>me</sup> Barret-Kriegel interroge au contraire les lentes circulations contraires d'un tel consensus : « Pourquoi être contre par principe ? ». Parce que « la plus grande danger est le consensus » malgré tout, parce que la vraie question serait « Quel est le pire que le consensus pour l'avenir ? ». C'est M. François Hollande, l'un des animateurs du club Démocratie 2000, ancien collaborateur de M. Max Gallo dans le gouvernement socialiste, qui lui répliquait en ces termes. Un signe sans doute : exploré en tout sens, le jeu politique français ne cesse pas pour autant de réserver au visiteur ses charmes immémoriaux...

MICHEL KAJMAN.

## La discussion budgétaire au Sénat

Le Sénat a poursuivi, samedi 22 et dimanche 23 novembre, l'examen de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1987 relatif aux dépenses. Il a examiné les budgets suivants :

• **Équipement, logement, aménagement du territoire et transports.** — Les crédits résultant directement ou indirectement du secteur de M. Pierre Méhaignerie (Le Monde des 30 et 31 octobre) ont été adoptés. M. Méhaignerie a dû demander un scrutin public pour faire voter l'article 72 qui prévoit que le barème établi pour les bénéficiaires de droits à l'aide personnalisée au logement (APL) qui sera établi après le 30 juin prochain pourra être progressivement, selon des modalités définies par voie réglementaire, aux bénéficiaires dont les droits ont été couverts antérieurement à cette date. Que ce soit M. Christian Poncelet (RPR, Vaucluse), président de la commission des finances, ou M. Robert Lacournerie (PS, Haute-Vienne), tous deux considérant qu'un tel barème, de surcroît accordé huit mois avant l'échéance, ne s'imposait nullement. Pour M. Méhaignerie, la réforme de l'APL est certes difficile, mais, dit-il, le maintien d'une dépense de l'ordre de 3 à 4 milliards pénalisait les investissements.

Le ministre délégué à l'environnement a dû faire observer que, à côté des 860 millions de francs prévus pour son département, il convient d'ajouter les interventions des partenaires économiques, qu'il évalue à quelques 60 milliards. Que ce soit insuffisant, M. Alain Carignon ne le conteste pas, à tel point que c'est en termes à peine voilés qu'il incite le Parlement à prévoir un effort sur sa propre « enveloppe ». Priorité à l'air, à l'eau et à la prévention des risques industriels et naturels : ce triptyque de M. Carignon est suffisamment vaste pour permettre aux intervenants, qu'ils appartiennent à la majorité ou à la gauche, d'insister aussi bien sur la gestion des déchets de déchets industriels ou encore des incendies de forêts.

• **DOM-TOM.** — La priorité donnée par le gouvernement à l'outre-mer amène à faire l'analyse, l'augmentation de ce budget (Le Monde du 12 novembre) conduisant même l'élu socialiste de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Albert Pua, à l'approuver. Cependant le PCF le juge tout aussi « nocif » que le projet de loi-programme que le Sénat vient d'examiner et certains socialistes comme M. Henri Ranguier préconisent un gouver-

nement comme principal objectif de table sur « l'iniquité à voir clair dans le maquis législatif » pour dissimuler que nombre de chapitres sont révisés à la baisse.

Quant à la Nouvelle-Calédonie, M. Bernard Pons a confirmé le prochain voyage qu'il effectuera dans l'archipel. Expliquant que les récents incidents de Nio au cours desquels un jeune calédonien a été tué ne sont nullement dus à une provocation du RPCR, le ministre des DOM-TOM a rappelé que, si le gouvernement reste fermement attaché au maintien de l'ordre républicain, il demeure aussi partisan du dialogue. L'absence d'accord sur les modalités du prochain référendum n'empêchera pas, a-t-il affirmé, le gouvernement de l'organiser.

• **Coopération.** Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. André-Georges Voinet (RPR, Indre-et-Loire), qui au passage, contrairement à ce qu'estime M. Michel Ameline, ministre de la coopération, juge décevant le résultat de la conférence de Lomé, se félicite de la priorité réaffirmée en faveur de l'Afrique. Ce « recentrage » satisfait également M. Paul d'Ornano (RPR, France), de signaler que la privatisation de Paribas aura lieu en janvier ou février prochains et celle de l'IFP vers l'été. En réponse à M. Jacques Habsart (non ins., Français de l'étranger), le ministre d'État a fait part, à propos des crédits affectés aux prêts aux États étrangers, de son intention de bien lire les futures relations financières de la France au sort que les États bénéficiaires réserveront aux entreprises et aux ressortissants français. Défendu par M. Guy Mulé (Pyramides-Orientales), un amendement tendant à l'initiative de M. Jean-Claude (Allée) a été adopté avec la soutien du PCF et du PS (une partie de la majorité votait contre), afin de réduire de 25 millions de francs les dépenses de gestion du service de la perception de la redevance télévision. Si, à l'Assemblée nationale, un amendement identique avait été voté, une deuxième délibération avait permis au gouvernement de réduire de moitié cette subvention. C'est en vain que

M. Balladur a demandé que les sénateurs contristes retirent leur amendement.

• **Mommes et médailles.** — La nouvelle pièce de 10 francs, à laquelle le ministre de l'Économie trouve l'avantage d'être moins encombrante, de ne pas se ternir, d'être plus difficile à contrefaire et dont l'usage doit être plus facile, ne fait guère l'unanimité. Nombreux sont les sénateurs qui en demandent le retrait ou à défaut celui

de la pièce de 50 centimes avec laquelle la nouvelle pièce de 10 francs est susceptible d'être confondue. Le ministre d'État s'est opposé à ce vote, jugeant qu'il est trop tard pour revenir sur une décision prise il y a deux ans et hors de question d'envisager le retrait de la nouvelle pièce, qui coûterait 100 millions de francs, et encore moins celui de la pièce de 50 centimes qui coûterait 500 millions.

A. Ch.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 11 DÉCEMBRE 1986 à 9 h 30  
**PAVILLON à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)**  
30, RUE FELIX-FAURE  
de 4 pièces, cuisine, salle d'eau, w.c., dépendances, chauffage central, garage.  
Sur un terrain de 1 522 m<sup>2</sup>. - LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION  
MISE A PRIX : 950 000 F  
S'adresser à M<sup>me</sup> François GAILLARDON, avocat au barreau du Val-de-Marne, 2, rue Cart, 94160 SAINT-MANDÉ, tél. 45-38-10-23. - On ne peut porter des enchères qu'en s'adressant à un avocat inscrit au barreau du Val-de-Marne.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 11 DÉCEMBRE 1986 à 14 heures  
**2 APPARTEMENTS RÉUNIS EN UN SEUL**  
formant les lots 18 et 19 du règlement de copropriété comprenant chacun :  
cuisine, 2 pièces, cabinet de toilette, cuisine, w.c., avec lavabo  
au 3<sup>e</sup> étage de l'immeuble sis à  
**PARIS (18<sup>e</sup>) - 2 à 6, RUE DE LIVINGSTONE**  
MISE A PRIX : 2 000 000 F  
S'adresser pour tous renseignements à M<sup>me</sup> Jean-Claude FÉAUD, avocat à la Cour, demeurant à PARIS (9<sup>e</sup>), 69, rue d'Amsterdam, tél. 45-74-50-70. - Au gré des enchères on se trouve déposée l'enchère.  
Et sur les lieux pour visiter le LUNDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1986 de 11 heures à 12 heures.

VENTE SUR LICITATION au Palais de Justice de PARIS  
le LUNDI 15 DÉCEMBRE 1986 à 14 heures - EN DEUX LOTS :  
**1<sup>er</sup> - TRÈS BELLE PROPRIÉTÉ à CABOURG (Calvados)**  
17, avenue Aristide-Brizard, dite « VILLA MARIE-ANTOINETTE »  
composée UNE VILLA d'été sur un terrain de 10 000 m<sup>2</sup> et 2 étages avec  
cuisine et une MAISON DE GARDIEN avec grand garage au rez-de-chaussée.  
Jardins à la française. Le tout sur une SURFACE CAD. de 2 487 m<sup>2</sup>.  
**LIBRE DE LOCATION - M. à prix : 1 300 000 F**  
S'adresser à M<sup>me</sup> Georges LAUREN, avocat, 10, rue d'Italie, PARIS-6<sup>e</sup>, tél. 45-22-31-25.  
M<sup>me</sup> FÉRAUD, 69, rue d'Amsterdam, tél. 45-74-50-70. - Visites les 29, 30 novembre, 1<sup>er</sup>, 6, 7, 8 et 13 décembre  
1986 de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, en s'adressant : Villa  
FRANÇOIS, 18, avenue Aristide-Brizard à CABOURG.

## Un livre du journaliste communiste Michel Cardoze

### Balade dans l'« autre PCF »

Douze ans après l'excellent livre d'André Harris et Alain de Séduoy (1), Michel Cardoze fait à son tour une plongée dans les entrailles du Parti communiste français (2). Saissant l'occasion de la fronde contestatrice interne qu'a engendrée le passage sous la barre des 10 % de sa représentation nationale lors des élections législatives de mars dernier, le journaliste de l'IFP donne à réfléchir sur le profond malaise de certains militants communistes. S'effaçant le plus souvent derrière eux, il leur restitue une parole qui, à les bien comprendre, a du mal à traverser les mailles de l'appareil pour atteindre la place du Colonel-Fabien. Surtout persistante en haut, logarithme revendicative en bas. La lecture de l'ouvrage révèle, une conclusion de bon sens s'impose : la direction du PCF a une chance inouïe d'avoir cette base militante-là.

Ballottés de droite à gauche au gré de la tactique politique, propagandistes d'une politique de gauche unitaire avant d'être appelés à développer un discours exclusivement anticapitaliste, soumis à l'usage du malaise de certains militants communistes. S'effaçant le plus souvent derrière eux, il leur restitue une parole qui, à les bien comprendre, a du mal à traverser les mailles de l'appareil pour atteindre la place du Colonel-Fabien. Surtout persistante en haut, logarithme revendicative en bas. La lecture de l'ouvrage révèle, une conclusion de bon sens s'impose : la direction du PCF a une chance inouïe d'avoir cette base militante-là.

Au long de ces pages, une préoccupation affleure et éclot tant dans les propos de M. Michel Cardoze que dans ceux de ses « figures singulières » : il faut « moderniser » le PCF. « La crise du parti est plus

profonde qu'on le pense, dit l'un. Ce n'est pas tel ou tel dirigeant ou telle ou telle pratique qui sont en cause, mais l'incapacité de théoriser les changements de société. » « Je suis inquiet, mais le parti a deux choix, ajoute un autre : mourir ou se rénover. Si on continue, on meurt. J'ai fait l'autre choix. » Un troisième militant laisse entendre que le passage sur le divan ferait parfois du bien : « Le parti gagnerait beaucoup à montrer que sa relation à l'extérieur n'est pas vécue comme la « parano » d'une perpétuelle menace de contamination ».

Invité par Yves Mourouli à donner son avis sur ce livre, ors de la dernière Fête de l'Humanité, le secrétaire général du PCF avait livré un jugement sans appel : « Là-dessus, il n'y a rien d'intéressant ! » (Le Monde du 16 septembre). C'est faire peu de cas des réflexions, des interrogations, des critiques et de l'encouragement « révolutionnaire » de la cinquantaine d'ouvriers, employés, techniciens, intellectuels communistes qui ont permis à Michel Cardoze d'effectuer ce voyage.

Mais c'est aussi passer sous silence quelques détails significatifs de la faiblesse du mouvement de rénovation du PCF. Le lecteur attentif s'apercevra, en lisant l'annexe, que tous ces communistes contestataires viennent essentiellement de cinq départements : la Meurthe-et-Moselle, le Puy-de-Dôme, le Nord, l'Isère et l'Hérault. La base est-elle en phase avec la direction partout ailleurs ? Rien n'est moins sûr. Le lecteur constatera aussi que, après Harris et Séduoy, Cardoze n'a pas fait au « nouveau voyage » au sens strict du terme, à l'intérieur du PCF. Il a fait un certain voyage. Alors qu'en 1974 deux journalistes non communistes, ayant pour guide désigné par la direction un certain Pierre Juquin, montraient le PCF en état d'ouverture, en 1986, un journaliste communiste, ignoré par la direction et tancé dans l'« autre PCF », fait une balade dans l'« autre PCF » en état de choc.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Voyage à l'intérieur du Parti communiste (Le Seuil).  
(2) Nouveau Voyage à l'intérieur du Parti communiste français (Fayard), 340 pages, 85 F.



## ÉDUCATION

Un entretien avec M. Alain Devaquet

## « Un bachelier ne rencontrera aucun barrage pour entrer à l'Université »

M. Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, répond aux questions du Monde sur la réforme qu'il met en œuvre, et les réactions des étudiants.

« Deux aspects de votre réforme semblent inquiéter particulièrement les étudiants : la possibilité d'obtenir une université d'admission, une sélection à l'entrée et en cours d'étude, et l'augmentation des droits d'inscription. Que pouvez-vous leur répondre pour les rassurer ? »

« Les tracts actuellement distribués dans les universités abondent en affirmations totalement fausses. J'y lis que les droits d'inscription « pourront atteindre 3 000 F, voire 5 000 F ». Cela est faux et, en réponse, je citerai simplement mon intervention au Sénat lors de la présentation du projet (Journal officiel, Débats parlementaires au Sénat, page 4 002) : « J'estime qu'il est exclu, d'une part d'augmenter les droits d'inscription de manière exagérée, d'autre part de donner aux universités une totale liberté de fixation de ces droits. C'est pour quoi les droits d'inscription seront fixés chaque année par décret ministériel, et ils resteront modestes, s'élevant à quelques centaines de francs. »

« Pour être plus précis encore, le décret ministériel fixera une fourchette à l'intérieur de laquelle les universités pourront librement adapter ces droits d'inscription. J'ai toujours mentionné à mes interlocuteurs que cette fourchette devrait être analogue, selon moi, à celle envisagée par Jean-Pierre Chevènement (400 F à 800 F). »

« Je lis aussi que, pour entrer à l'université, il faudra, en plus du bac, passer un examen ou un concours, ou avoir une mention ». Cela est faux et, là encore, en réponse, je citerai mon intervention au Sénat (même référence, page 4 001) : « Est-il sage de permettre à tous les étudiants qui ont le baccalauréat, ou une équivalence, d'entrer, s'ils le souhaitent, à l'université ? A cette question, je réponds oui. »

« Un bachelier ne rencontrera donc aucun barrage pour entrer à l'université. L'article 31 du projet le dit clairement : « Le premier cycle est ouvert aux titulaires du baccalauréat et à ceux qui en ont obtenu l'équivalence ou la dispense. »

« J'ajoute que le projet de loi permet aux universités qui le souhaitent d'instaurer des critères d'accueil. C'est dans le but unique de mieux orienter les étudiants. Je disais au Sénat (page 4 001) : « Les critères d'accueil doivent répondre à un objectif de continuité des formations. Il faut s'assurer que la formation que les étudiants ont reçue avant le baccalauréat est en bonne adéquation avec la formation qu'ils désirent suivre après le bac. Toutefois, cette règle n'exclut pas qu'il y ait des passerelles entre les disciplines. »

« Je lis enfin dans ces tracts que les diplômes nationaux seraient supprimés. Là encore c'est faux. Je déclarais au Sénat (même référence, page 4 003) : « Les diplômes nationaux seront maintenus. Ils constituent le socle sur lequel repose l'enseignement supérieur français. »

« Dès lors que le projet de loi est reconnu comme modéré et raisonnable, ceux qui, à l'occasion de son examen, souhaitent susciter l'agitation étudiante, n'ont d'autre solution que de mentir. Cette manipulation par le mensonge n'a rien à voir avec le respect des étudiants et le souci de les aider. »

## Ni mention, ni concours

« Un amendement de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale doit proposer le retour à une fourchette de 1 à 3, comme cela avait été proposé par la commission du Sénat. Quelle sera votre position ? »

« La commission des affaires culturelles du Sénat avait proposé un amendement identique (fourchette de 1 à 3). J'ai, en séance publique, obtenu que la fourchette soit réduite (1 à 2). Ma position sera, analogue à l'Assemblée nationale. »

« Est-ce que l'article 31 du projet de loi permettra aux universités

d'organiser des concours ou des examens pour instaurer la sélection à l'entrée en première année de DEUG ? »

« Non, le baccalauréat suffit pour entrer à l'université. Aucune mention ne sera exigée, aucun concours supplémentaire ne sera organisé à l'entrée en première année de DEUG. »

« Par « critère d'accès », il faut comprendre la possibilité laissée aux



M. Alain Devaquet

universités qui le demandent de dire aux étudiants : « Avec tel bac, il est souhaitable que vous choisissiez telle filière. » Il s'agit d'éviter qu'ils se fourvoient vers des formations pour lesquelles ils ne sont pas faits, parce qu'ils ne mesurent pas les qualités requises pour y réussir. Il s'agit là d'orientation, pas de sélection. »

« Quel pouvoir réel les recteurs auront-ils de garantir à tout candidat une place dans un établissement d'enseignement supérieur ? »

« Les étudiants qui auraient des difficultés à s'inscrire à l'université seront pris en charge, individuellement, par le recteur et ses services. Celui-ci aura tout pouvoir, d'abord pour conseiller l'étudiant, ensuite pour lui garantir son inscription dans un établissement d'enseignement supérieur puisque, dans un tel cas, comme il est dit à l'article 31 du projet de loi voté par le Sénat, « le recteur procède à l'inscription ». »

« Un amendement de la commission propose de supprimer, dans le texte du Sénat, la possibilité pour le recteur de procéder à l'inscription d'un étudiant qui n'aurait pas trouvé de place dans une université. Quelle sera votre position à l'Assemblée nationale ? »

« Je défendrais la position qui a été adoptée au Sénat, c'est-à-dire la possibilité donnée au recteur de procéder à l'inscription de l'étudiant. »

« Est-ce que le fait que le recteur-chancelier assure à tout candidat la possibilité de s'inscrire dans une formation post-secondaire, c'est-à-dire DEUG des universités ou BTS, signifie que vous avez l'intention de réorienter les étudiants vers les BTS ? »

« Non, je n'ai pas du tout cette intention. Le projet prend la en compte le fait qu'un petit nombre de bacheliers, par exemple candidats non acceptés dans un IUT, préféreraient s'inscrire dans un BTS plutôt que dans un DEUG. »

« La possibilité qu'auront les universités d'augmenter les droits d'inscription à l'entrée et en cours d'étude, joint à l'appel au financement par les entreprises, ne vont-ils pas provoquer une grande ingérence entre les établissements, les uns disposant de moyens nettement supérieurs à d'autres ? »

« Le montant de la subvention de l'Etat aux universités ne prendra en compte ni le niveau auquel les droits d'inscription auront été fixés par les universités ni les ressources complémentaires que chaque université aura fait l'effort de rechercher. L'Etat assure ainsi, et c'est son devoir, le socle financier adéquat (défini sur critères nationaux) sur lequel repose la vie des universités. »

« Les universités qui, par leur dynamisme propre, assurent des ressources financières supplémentaires ne seront pas pénalisées par une diminution parallèle de la dotation de l'Etat. Il serait absurde de décourager ainsi leurs initiatives. »

« Mais il existe aussi des zones de difficultés économiques où, quelles que soient l'opiniâtreté et la qualité de l'université, ce financement supplémentaire ne peut être obtenu. L'Etat ne peut fermer les yeux sur ces situations et doit s'employer à dégager des approches plus spécifiques (c'est ce qui est fait par exemple dans une partie des choix

d'implantation des nouveaux départements d'UT). »

« Ne craignez-vous pas que la possibilité de créer des établissements publics à l'intérieur des universités ne conduise par conséquent à un réajustement des universités existantes ? »

« Le regroupement d'équipes d'enseignants et de chercheurs en établissement public (à l'intérieur d'une université) devra être fondé sur un projet scientifique et/ou pédagogique qui ait un sens et une cohérence. »

« Il est possible que, dans certains cas, ce regroupement recrée tout ou partie d'anciennes facultés. Mais ce n'est pas là le but que je poursuis. Il faut quand même reconnaître que la pluridisciplinarité est souvent vécue plus comme une juxtaposition artificielle que comme une interaction fertile. Et pourtant, c'est bien aux interfaces entre disciplines que naissent les sciences. Je voudrais donc encourager des établissements publics « d'interface » (par exemple, biologie-physicochimie ou thermodynamique-économie) qui puissent avoir la liberté et les moyens (financiers et humains) de « percer » scientifiquement. »

## Le manichisme c'est terminé

« L'abandon de la « thèse unique » est vivement critiqué par de nombreux universitaires, qui y voient une menace pour la recherche française dans ses relations avec la communauté internationale. Qu'en pensez-vous ? »

« Le système de thèse proposé par le sénateur Paul Séran, et adopté à l'unanimité par le Sénat, est le suivant : il conserve la thèse (dite « Savary ») de doctorat en trois ans (approximativement). Cette thèse assure, en effet, que des thésards formés par et pour la recherche puissent entrer « jeunes » dans l'industrie et réaliser une excellente correspondance avec le PhD anglo-saxon (ce qui devrait rassurer ceux qui s'inquiètent pour nos relations scientifiques avec la communauté internationale). Il crée, pour remplacer l'actuelle habilitation, la thèse de doctorat d'Etat, qui sera requise pour l'accès au professorat d'université ou aux agrégations du supérieur. Le doctorat d'Etat est le grade que décerne l'Université pour assurer la haute qualité de recrutement de son propre corps professoral. »

« Les réactions étudiantes semblent dénoter la stricte opposition à la loi et reflètent une réaction plus globale à un ensemble de mesures gouvernementales (code de la nationalité, politique sécuritaire, répression contre les drogues...) ressenties comme une défection à l'égard de la jeunesse. Ne ressentez-vous pas un divorce entre la jeunesse et le gouvernement ? »

« A une époque où les générations semblent se succéder tous les cinq ans, un décalage se développe inévitablement entre tout gouvernement et la jeunesse. Quoique vivant parmi les étudiants, je n'ai pas la prétention de mesurer ce décalage naturel dans tous les domaines que vous mentionnez. »

« Mais je sais, par contre, que les étudiants sont inquiets pour leur avenir professionnel. Car même le travail acharné — et je vois, année après année, les étudiants travailler plus sérieusement — ne leur assure plus automatiquement un avenir décent. »

« Le projet de loi non seulement va à ne pas ajouter à leurs soucis (d'abréger les droits d'inscription modestes) mais ouvre la voie aux véritables solutions qui ne peuvent résider que dans davantage de souplesse et de diversité (dans l'organisation interne, l'initiative pédagogique, l'adéquation des formations). »

« Ce que je mesure, c'est la longue et lourde tâche à accomplir (contenu et organisation des études et des débouchés, système de bourses). »

« Ce qui m'inquiète, c'est la politisation outrancière des débats sur l'enseignement. Dans une société aussi complexe que la nôtre il n'y a pas, quel que soit le problème, une solution simple de droite ou de gauche. Il n'y a que des solutions complexes qui prennent leurs éléments à plusieurs sources de pensée et tentent de leur donner équilibre et cohérence. Le manichisme, c'est terminé. »

Propos recueillis par FRÉDÉRIC GAUSSEN.

## L'opposition des étudiants à la réforme universitaire

## Le mouvement s'étend aux lycées

Le mot d'ordre de « grève générale » lancé samedi 22 novembre par les étudiants réunis en « états généraux » et le succès, le lendemain, de la manifestation de la FEN « pour l'avenir de la jeunesse » ont fait rebondir le mouvement de protestation contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur. Une vingtaine d'universités ont voté la grève, lundi 24 novembre, portant à plus de trente le nombre d'établissements touchés. Des lycées les ont rejoints, pour préparer les manifestations qui, en province et à Paris devant l'Assemblée nationale, doivent accompagner le débat de l'examen du projet de M. Devaquet, jeudi 27 novembre.

A Paris, les étudiants ont décrété la grève dans la totalité des universités — sauf Paris II (Assas) et Paris IX (Dauphine) — avec le ralliement, lundi, de Paris IV (Paris Sorbonne), Paris V (René Descartes) et Paris IX (Orsay).

Le mouvement s'est fait d'huile dans certains lycées, en particulier ceux proches des établissements universitaires les plus en pointe, qui ont défilé des étudiants pour expliquer leur inquiétude. Mais les élèves de terminale se mobilisent aussi parfois d'eux-mêmes contre un texte dont ils craignent l'application dès la prochaine rentrée universitaire. C'est ainsi que les lycées Balzac, Condorcet, Fénelon, Maurice Ravel et Hélène Boucher s'agitent ou sont « en grève » tout comme des établissements du Val-d'Oise et de la Seine-Saint-Denis, proches de l'université de Paris-XIII (Vincennes), d'où est parti le mouvement.

## M. Monory tente de calmer le jeu

En province, la grève s'est votée lundi 24 novembre dans une vingtaine d'universités ; elle touche plus rapidement les étudiants de premier cycle et les départements de lettres et de sciences humaines que les étudiants avancés et les sections de sciences fondamentales. Les universités de Lyon-I, Lille-III, Grenoble-I et II, Saint-Etienne, Aix-Marseille-I, Nancy-II, Rouen, Rennes-I, Montpellier-III, Metz, Clermont-Ferrand-I et II, Toulouse-II, Reims et Besançon se sont joints au mouvement, parfois avec le soutien d'enseignants du SNE-Sup et SGEN-CFDT. En revanche, Bordeaux, Nice, Angers, Nantes et Tours semblent échapper, pour le moment, au mouvement.

Dans les lycées, où les élèves sont plus éparpillés et écaillés, l'agitation est plus difficilement mesurable.

## « Crimso », « Ibsen » et « Kostas »

« Crimso », « Ibsen », « Kostas » : Ces trois noms ne disent rien à la majorité des étudiants en grève. Ce sont les pseudonymes que l'actuel président de l'Union nationale des étudiants de France indépendante et démocratique (UNEF-ID) et ses deux prédécesseurs à ce poste utilisent du temps, pas très éloigné, où ils étaient dirigeants du Parti communiste internationaliste (PCI), une petite organisation trotskiste adepte du lamarxisme, du nom de son père fondateur, Pierre Lambert.

Il y avait alors — ils en sont aujourd'hui — un petit très prononcé pour le secret, dont le PCI est le champion. M. Philippe Darulat, actuel président de l'UNEF-ID, était « Crimso » ; M. Marc Ranzanblot, alias « Ibsen », fut président de 1984 à 1986, et M. Jean-Christophe Cambadélis, alias « Kostas », le préceda de 1980 à 1984. D'un commun accord avec les socialistes, ces trois hommes, qui ont été membres du plénum du comité central du PCI, ont dirigé ce syndicat étudiant.

Après plus de dix ans de militance aux côtés de M. Lambert, ils ont rompu les ponts avec leur organisation politique, le

O.B.

## SÉCURITÉ

Dans une interview à « France-Soir »

## Le dispositif policier va être renforcé au moment des fêtes

déclare M. Robert Pandraud

« Le dispositif policier sera renforcé au moment des fêtes », a déclaré M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, dans un entretien accordé à France-Soir du 25 novembre. M. Pandraud précise : « Nous allons mettre en place dans les grandes villes et dans les banlieues un dispositif renforcé en décembre. C'est-à-dire que de nouvelles compagnies républicaines de sécurité et de nouveaux escadrons de gendarmerie vont rejoindre, à l'approche des fêtes de fin d'année, les unités opérationnelles déjà en service pour la sécurité générale. »

Le ministre évoque, d'autre part la lutte antiterroriste engagée par les pouvoirs publics depuis quelques mois : « Ce que je ne veux pas, concernant la lutte contre le terrorisme, c'est ce que nous avons évité (...). Mais je peux quand même indiquer, grâce à certains renseignements et à certaines primes, que nous avons empêché plusieurs attentats terroristes, que ce soit dans le Pays basque ou dans certaines zones forestières où des caches d'armes étaient aménagées. L'apport de renseignements et le versement des primes se sont faits dans des conditions de discrétion totale. »

Marcel Blanc

L'ÈRE DE LA GÉNÉTIQUE

Un bilan clair et précis des résultats obtenus par le génie génétique et la « procréatique » ainsi qu'une présentation de l'ensemble des éléments pour juger des dangers, réels ou potentiels, de cette ère de la génétique.

Nourri de très nombreuses anecdotes, ce livre évite les écueils de la fascination du progrès scientifique mais bouscule aussi les craintes irrationnelles qui naissent de l'ignorance.

125 francs

Éditions La Découverte



هكذا من العمل

# LA BAISSÉ DES PRIX, ÇA NE SE DÉCRÈTE PAS, ÇA SE FABRIQUE.

Lutter contre la vie chère est une affaire sérieuse qui réclame cohérence et opiniâtreté, et qui puise toute son efficacité dans la vie même des produits industriels.

Depuis 35 ans, BIC est à la pointe du combat pour la baisse des prix. Tout nouveau développement, tout nouvel investissement, toute nouvelle invention militent en faveur d'un unique objectif: le maximum de services pour le minimum de prix. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

	1950	1986	Variation
Prix moyen du crayon à bille BIC	0,50F	1,20F	x 2,4
Prix du timbre poste (tarif normal 20 g)	0,15F	2,20F	x 14,6
Prix d'un ticket de métro (carnet 2 <sup>e</sup> classe)	0,14F	2,75F	x 19,6
Indice des prix à la consommation	100	1049	x 10,4

Source: INSEE à fin Octobre 86

Les briquets et les rasoirs BIC, plus récents, présentent des performances comparables.

	1973	1986	Variation		1975	1986	Variation
Prix moyen du briquet BIC grand modèle	5F	6F	x 1,2	Prix moyen du rasoir BIC	0,80F	1F	x 1,2
Indice des prix à la consommation	100	338	x 3,3	Indice des prix à la consommation	100	265	x 2,6

Les fauteurs d'inflation, ce sont rarement les industriels. Et s'ils demeurent la cible privilégiée de tous ceux qui assoient leurs promesses sur du vent, ils savent au contraire, mieux que quiconque, ce que faire baisser les prix veut dire. Ils le savent parce qu'ils le font. Tous les jours. Tout simplement.



Un maximum de services  
pour un minimum de prix

1986 7

Ice

re

manifesté  
ement a  
des et à

mbaient  
s sages,  
i contre

grande  
sanifor-  
sions et  
'Ouest,  
apitalo.  
Rennes

le. Non  
s, Aix,

i qu'un  
amfies-  
Doubs),  
station  
yciens

mmuni-  
vaquet-  
change  
mettre  
us les  
me si,  
iant de  
par se  
doigt,  
mouve-

nelles  
mani-  
d'en  
nts, les  
Bouf-  
é suivi  
ir les

te et  
lé une  
a ras-  
et qui  
diffé-  
is du  
versité  
urné,  
rsité  
e son  
pour  
mnes

T.

PHILIPES

1986



JUSTICE

Après l'assassinat du PDG de la régie Renant

M<sup>me</sup> Georges Besse et ses enfants se sont constitués partie civile

M<sup>me</sup> Georges Besse et ses cinq enfants viennent de se constituer partie civile devant M. Jean-Claude Vaillanet, juge d'instruction auprès du tribunal de grande instance de Paris, chargé de l'information pénale ouverte au lendemain de l'assassinat de M. Georges Besse, le lundi 17 novembre.

Leur avocat, M. François Sarda, a déclaré : « Si Georges Besse est difficile à remplacer dans ses responsabilités, il est irremplaçable pour sa femme et ses cinq enfants. »

La famille Besse entend, par sa constitution de partie civile, avoir légalement accès au dossier afin de suivre au plus près les enquêtes en cours pour la recherche des assassins.

Une déclaration de la famille de Georges Besse

M<sup>me</sup> Georges Besse et ses enfants nous ont fait parvenir la déclaration suivante :

Beaucoup d'organes de presse ont publié la photo du corps de Georges Besse, sanglant, saigné par les tumeurs.

Les journalistes qui ont fait ce choix ont sans doute cru, en suivant leur instinct, accomplir leur mission d'information. Mais nous, sa femme et ses enfants, voulons dire une fois pour toutes, et sans autres suites, qu'il est grave et dangereux de recourir à un procédé aussi outrancier et, dans la meilleure hypothèse, irrésistible.

Ceux qui ont pris ces clichés, ceux qui les ont publiés, ont méprisé notre douleur et bafoué la dignité humaine. Ils nous ont fait du mal, au moment où nous sommes si atrocement frappés. Enfin, au-delà de ce drame précis, nous pensons que la publication de telles images fait directement le jeu des tueurs, tant l'étalage de leur barbarie maternelle, le public et le rend dégoûté face aux agissements terroristes.

RELIGIONS

Progrès médicaux et réflexion éthique

Le cardinal Lustiger dénonce « tout geste délibéré de mort »

Par une lettre adressée le 20 novembre aux médecins et au personnel soignant des hôpitaux éliminés catholiques de Paris, le cardinal Jean-Marie Lustiger intervient dans la plupart des questions éthiques que posent aujourd'hui les développements de la recherche médicale et la pratique des hôpitaux.

« La vie de la personne humaine doit être respectée et protégée depuis le moment même et mystérieux de sa conception jusqu'à l'instinct éternel où cette vie nous échappe », affirme l'archevêque de Paris. Les établissements catholiques doivent prêcher l'exemple : « Aucun geste délibéré de mort ne doit être posé dans les établissements catholiques. Aucune facilité habituelle dans les pratiques ne doit s'y introduire, même s'il est des situations où la conscience est tendue de difficulté. »

« Accomplissement des devoirs : entre les « abus » de l'acharnement thérapeutique et « la mise à mort délibérée » (euthanasie), dont il rappelle la condamnation par l'Eglise, le cardinal Lustiger encourage « le mouvement pour accompagner jusqu'au bout les mourants dans une relation suivie, aimante et pacifique et dans le soulagement de la souffrance par la mise en œuvre de toutes les ressources de la technique, de la connaissance du cœur humain et d'une humanité intégrale ». Il insiste sur la nécessaire formation des équipes soignantes et « la dimension spirituelle » d'un tel accompagnement des mourants.

« Avortement : sa légalisation a mis la profession médicale, dit l'archevêque de Paris, « dans des situations parfois insupportables ». Il s'insurge devant sa banalisation. L'avortement de « simple convenance » ne rejette pas sur tous les esprits, demande Mgr Lustiger ? Il convient de veiller à ce que cette dérive ne déforme pas le jugement

Aux assises de Paris  
L'épilogue d'un « contentieux sentimental » à l'ambassade de France à Luanda

Philippe Noël, chauffeur à l'ambassade de France à Luanda (Angola), est mort le 27 novembre 1983, des suites de coups et blessures qui lui avaient été portés la veille par Serge Ségura, troisième secrétaire en poste à cette même ambassade. Selon la chambre d'accusation de Paris, qui a renvoyé Serge Ségura, « célibataire, cultivé et disert » devant les assises, ce fut « l'épilogue d'un contentieux sentimental complexe entre les deux hommes ». Qu'est-ce à dire ?

Serge Ségura, qu'on découvre, lundi 24 novembre, les magistrats et les jurés de la cour d'assises, se présente assurément avec le maintien, le physique et l'aisance d'un jeune diplomate de trente et un ans, fils d'un commissaire divisionnaire de la DST, parvenu dans la « carrière » par le biais d'un copinage où il se classe premier. Bon sujet, tout montre qu'il le fut, puisque les notes que lui accordaient les ambassadeurs de Luanda étaient de 19 sur 20 au minimum.

En août 1980, il arrivait donc dans la capitale de l'Angola. Pour l'Européen qu'il est, la ville a des charmes limités. Force est bien, à-bas, de vivre entre collègues. On se voit, on se reçoit. Ainsi naissent des amitiés. Serge Ségura a vécu, bientôt dans l'intimité de Philippe Noël et de sa jeune femme Evelynne. Au-delà de l'amitié, il y a l'amour. Il est apparu à Serge Ségura qu'il ne laissait pas indifférente Evelynne Noël. C'était un soir de bal. Une idylle est née. Elle se concrétise au début de 1981. A l'insu du chauffeur ? Serge Ségura l'assure ; le petit monde de l'ambassade, lui, savait.

L'aventure aurait pu se dérouler sans heurt. Car elle se déroule dès septembre 1982, lorsque Evelynne annonce à son troisième secrétaire bien-aimé qu'elle attendait un enfant, mais qu'elle était sûre que son mari en était le père. La raison lui commandait, dans ces conditions, de mettre fin à une liaison considérée par elle comme dépravée et sans avenir. Quel hasard voulut que Philippe Noël, quelques mois plus tard, se trouve en possession d'une lettre d'Evelynne à Serge Ségura ? Une lettre qui ne pouvait laisser de doute sur la réalité d'un passé encore tout récent.

Pourtant, puisque sa femme lui avait dit qu'elle était précieusement du passé, il accepta son repentir et donna son pardon. Il n'est resté pas moins chauffeur à l'ambassade, et Serge Ségura, troisième secrétaire, son supérieur hiérarchique. Entre eux, il n'y avait pas eu jusqu'à d'explication. Serge Ségura assure pourtant qu'il comprit que Philippe Noël savait. Il le mesura à la « froideur soudaine » que maintenant lui opposait Evelynne et, il en était

convaincu, sur ordre de son mari. Il était donc bien fini le temps où l'on faisait du bateau ensemble.

Bagarre de chauffeur

Reste à savoir ce qui se passa finalement le 26 novembre 1983, lorsque les deux hommes se retrouvèrent seuls en ce samedi après-midi, dans une ambassade désertée. Serge Ségura a exposé sa version en détail. Elle revient à soutenir que Philippe Noël l'agressa brutalement, qu'il dut se défendre et que dans cette bagarre de chauffeurs, il dut porter quelques coups. Mais Philippe Noël, qui en mourra, parce que la plus grave de ses blessures ne fut pas décelée par les médecins locaux, est le temps de donner un autre récit, qui fait de Serge Ségura non pas un homme en état de légitime défense mais celui qui commença à porter les coups.

Ce récit, Evelynne Noël est la première à l'avoir recueilli. Il se trouve, au reste, sur certains points, en harmonie avec les constatations médico-légales. Il y a pourtant une autre chose qu'a dite M<sup>me</sup> Noël. Serge Ségura aurait éprouvé pour son mari des penchants particuliers. Il y aurait chez lui une

homosexualité inconsciente, refoulée, qui, faute d'avoir pu s'exprimer, aurait conduit le troisième secrétaire à briser le mariage.

On ne saurait dire que Serge Ségura, à l'époque de ces propos, poussé de hauts cris. Serge Ségura ne crie pas. Il dit seulement, comme s'il faisait un exposé : « Je n'ai pas eu de vue homosexuelle sur Philippe Noël ; la preuve, c'est que j'étais l'amant de sa femme. »

Pour les psychiatres, c'est une hypothèse « à considérer avec la plus grande prudence ». Ils ont expliqué que « la part d'ambivalence sexuelle n'est pas plus développée chez Serge Ségura que chez n'importe quelle personne réputée non homosexuelle ».

En apprenant-t-on davantage avec les témoignages, avec tout ce petit monde qui constituait l'ambassade de France à Luanda en novembre 1983 ? De toute manière, ce qui compte en définitive tient en un choix : Serge Ségura a aggrégé, à son avis, M. Georges Kiegan, son supérieur hiérarchique, ce qu'entendait soutenir M. Paul Lombard, partie civile et, bien sûr, l'avocat général, M. Charles Michon.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

L'affaire du Carrefour du développement

Le contrôleur général Claude Guérin porte plainte en diffamation contre « Libération »

Mis en cause par Libération, le contrôleur général Claude Guérin, conseiller technique au cabinet de M. Charles Pasqua, a annoncé, lundi 24 novembre, qu'il avait porté plainte pour diffamation. Dans un communiqué, le 20 novembre, le quotidien affirmait que le policier avait fait détruire les registres administratifs d'entrée de l'annexe au ministère de l'Intérieur, 7, rue Nefontaine (15<sup>e</sup>), afin de faire disparaître les preuves d'une rencontre qu'aurait eue, le 24 avril 1986, Yves Chabrier, un autre policier, le contrôleur général Jacques Delbois.

La rencontre a toujours été contestée par ce dernier. M. Delbois a néanmoins été à nouveau mis en cause par Yves Chabrier qui l'accuse de l'avoir aidé dans sa fuite au Brésil et au Paraguay en lui procurant faux papiers, argent et plan. M. Delbois a demandé, dimanche, sa mise en congé de la police pour, a-t-il déclaré, « pouvoir se défendre ». A la même époque, il a également annoncé son intention de porter plainte, mais, lundi soir, aucune procédure ne semblait avoir été engagée. Dans les milieux policiers, la mise en congé de M. Delbois est interprétée comme une discrète mise à l'écart par M. Charles Pasqua, qui avait récemment promu le policier au grade de contrôleur général.

M. Claude Guérin, qui annonce à son tour le dépôt d'une plainte, est conseiller technique, chargé des affaires particulières, au cabinet de M. Charles Pasqua depuis la prise de fonctions de ce dernier le 22 mars 1986. Proche de M. Roger Chahar, préfet, ancien directeur des polices urbaines, qui devait devenir, avec MM. Pandraud et Aurillac, ministre

de la coopération, l'un des animateurs de l'association Sécurité et paix publique, M. Guérin, alors commissaire divisionnaire, était muté à l'inspection générale de la police nationale (IGPN) en 1981 où se retrouvaient bon nombre des hauts policiers écartés par la gauche. Ami de M. Jacques Delbois, M. Guérin a fait partie de la première promotion des contrôleurs généraux nommés par la majorité arrivée au pouvoir après le 16 mars.

G. M.

L'affaire de la rue de Mogador

Une mise au point de M. Michel Legrand

M. Michel Legrand, le juge d'instruction chargé du dossier sur la mort de Loïc Lefèvre, tué à Paris pendant la nuit du 4 au 5 juillet par le CRS Gilles Burgos, vient de publier une mise au point dans laquelle il précise : « A aucun moment, au cours de l'instruction, il n'a été envisagé de demander à l'autorité compétente la mainlevée de l'habilitation d'un officier de police judiciaire. La direction de l'inspection générale de la police nationale et l'inspection générale des services restent chargées de l'exécution des commissions rogatoires. »

D'autre part, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris doit se prononcer mercredi 26 novembre, sur une éventuelle mise en liberté du CRS Gilles Burgos.

ENVIRONNEMENT

La révision des lois européennes sur la pollution

Douze ministres aux intentions pures

Les ministres de l'environnement des douze pays de la Communauté économique européenne (CEE) ont demandé, lundi 24 novembre, que soient revues les lois européennes concernant les risques de pollution liés aux activités industrielles. Ils ont notamment décidé d'améliorer les procédures d'alerte et d'information en cas de pollution de l'atmosphère ou de l'eau et se sont prononcés en faveur d'une extension de la législation européenne à des pays qui, comme la Suisse, n'appartiennent pas à la Communauté. Les ministres devraient d'ailleurs discuter plus au fond de ces questions avec la Suisse lors de la réunion ministérielle des pays riverains du Rhin qui se tiendra le 19 décembre prochain à Rotterdam (Pays-Bas).

Dans la soirée de lundi, les Douze ont également abordé le problème de la réduction des volumes de dioxyde de soufre — lié au phénomène des pluies acides — rejetés dans l'atmosphère par les centrales thermiques et les chaudières industrielles. Mais ils n'ont pu se mettre d'accord sur le calendrier de réduction de cette pollution, en raison de l'opposition de l'Espagne et de l'Irlande qui ont fait obstacle à un texte de compromis proposé par le Royaume-Uni.

D'autre part, la Communauté européenne a adopté une série de mesures pour limiter les rejets de l'amiante (0,1 milligramme par mètre cube d'air), le pourcentage de pyralite contenu dans les huiles usées (50 milligrammes par kilogramme) et le niveau de bruit des motocyclettes. Cette dernière réforme entrera en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 1988. A cette date, les motocyclettes de moins de 80 centimètres cubes ne devront pas dépasser 77 décibels ; celles de 80 à 175 centimètres cubes, 79 décibels ; celles de plus de 175 centimètres cubes, 82 décibels.

Six personnes contaminées à Paluel. — Six ouvriers d'une entreprise sous-traitante d'EDF ont été contaminés en fin de semaine par des produits radioactifs lors d'opérations d'entretien menées sur le réacteur n° 3 de la centrale de Paluel (Seine-Maritime), qui était à l'arrêt. Ils ont respiré des aérosols contenant des substances très faiblement radioactives alors qu'ils effectuaient des travaux de robinetterie. Leurs jours ne sont pas en danger. Trois d'entre eux, qui avaient été dirigés vers un centre spécialisé de la banlieue parisienne, sont sortis dans la journée de dimanche.

Le mal des prisons

(Suite de la première page.)

On ne leur a jamais donné beaucoup d'occasions d'aimer ; en prison on leur en donne beaucoup de haine. Une envie de tout casser les habite, qui n'attendra pas nécessairement, pour s'extérioriser, leur sortie de centrale. D'où la hantise d'incidents graves, répétant ceux de la première année du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, que l'on renvoie, à tous les échelons, chez les responsables de l'enclavement pénitentiaire. Rien d'étonnant dans ces conditions si l'habitude se répand de plus en plus de bourrer les détenus de tranquillisants. Ce n'est évidemment pas ainsi qu'on peut les préparer à assumer, demain, leurs responsabilités de citoyens.

Devant ce constat, la nécessité s'impose à l'évidence d'une double action, qualitative et quantitative. Faute de pouvoir obtenir du gouvernement auquel il appartenait les crédits nécessaires à la construction de nouvelles prisons, Robert Badinter s'est engagé avec autant de courage que d'obstination, au milieu des quotidiens d'une partie de l'opinion, à améliorer les conditions de détention. Beaucoup, à l'époque, s'en sont scandalisés : on s'imaginait que nombre de détenus vivaient, en quelque sorte, dans des établissements quatre étoiles. La simple idée d'introduire la télévision dans les prisons a choqué sur le moment ; alors que c'était tout de même un moyen d'occuper les détenus et de les intéresser à autre chose qu'à leurs obsessions nées de l'enfermement.

deux fois plus de Britanniques que de Français sont emprisonnés chaque année, et que, à en croire le nouveau journal de Londres, l'Independent, le nombre des détenus va s'accroître d'un quart d'ici à 1994.

Construire, donc. Faut-il, pour le faire, recourir, comme le préconise la garde des sceaux, à l'initiative privée ? A vrai dire, on ne s'attendait pas que l'offensive libérale gagnerait aussi ce terrain-là, d'autant plus que les prisons privées demeurent partout jusqu'aux Etats-Unis l'exception. On comprend que dans les rangs mêmes de la majorité beaucoup de réserves se fassent jour et que le président de la République ait clairement manifesté son désaccord. Il serait surprenant, d'autre part, que le Conseil constitutionnel enregistre une législation aussi dérogatoire à la tradition de l'Etat souverain avec le même facilité que le découpage électoral de Charles Pasqua.

Nécessité, bien sûr, fait loi : il eût été fâcheux de laisser s'aggraver encore, au nom d'une lecture trop sourcilieuse des principes, une situation déjà explosive. Peut-être un appel d'offres pour la construction et l'entretien de nouvelles prisons, comme pour le nourrir de leurs pensionnaires, constitue-t-il la solution la plus pratique, sinon la plus satisfaisante en droit. Encore conviendrait-il de ne s'engager qu'avec prudence et de ne s'étendre l'expérience que si elle était concluante. En revanche, il est un terrain sur lequel on a peine à imaginer que la République puisse se dessaisir de ses responsabilités : celui de la surveillance.

Les gardiens, comme l'a fait remarquer notamment Philippe Meistre, peuvent être amenés à tirer. C'est une raison suffisante pour que leur choix demeure en tout état de cause une prérogative de l'Etat. S'il est un domaine où il n'est pas possible de s'en tenir au seul critère de la rentabilité, c'est bien celui-là. On a déjà inventé l'horrible expression de « parking » pour les chômeurs supposés temporaires. Ne mettrons pas l'erreur d'enfermer sur un autre parking, en nous contentant de les mettre provisoirement hors d'état de nuire, des détenus que l'esprit de vengeance tentera d'autant plus qu'ils se sentiront davantage abandonnés de la société.

ANDRÉ FONTAINE.

SCIENCES

A Grenoble

Une équipe franco-allemande obtient un champ magnétique record

Un nouveau record du monde vient d'être battu à Grenoble dans la course difficile que se livrent les scientifiques pour la recherche de champs magnétiques de plus en plus intenses. Les équipes du Service national des champs intenses (SNCI) du CNRS ont en effet réussi, en association avec ceux du Hochfeld-Magnetlabor (1), à créer un champ magnétique du 350000 gauss, soit sept cent mille fois la valeur du champ magnétique terrestre (0,5 gauss environ). Elles ont ainsi effacé des tablettes le record précédent — 336000 gauss, soit 33,6 teslas — obtenu par les chercheurs du fameux Francis Bitter National Magnet Laboratory (NML) aux Etats-Unis, dépendant du Massachusetts Institute of Technology (le Monde du 12 juillet).

Depuis que le laboratoire du Centre national de la recherche scientifique existe, ses chercheurs luttent au coude à coude avec les Américains. Performances et records en tous genres se succèdent au rythme des progrès de la connaissance et de la technologie. Pour parvenir à ces résultats, les scientifiques doivent faire appel à ce qui se fait de mieux dans les matériaux, l'électronique et la supraconductivité. Les aimants utilisés aujourd'hui sont en effet d'une complexité extrême et réclament pour leur fonctionnement des puissances électriques et des moyens de refroidissement énormes, qui en font, selon M. Guy Aubert, directeur du SNCI de Grenoble, « de véritables usines à gaz ».

Un exemple : l'aimant utilisé par l'équipe franco-allemande mesure 4 mètres de haut, pèse 12 tonnes et réclame pour son fonctionnement

une énergie de plusieurs mégawatts. Il s'agit d'un aimant hybride constitué d'un aimant classique de type résistif, produisant un champ magnétique de 20 teslas, que l'on place à l'intérieur d'un aimant supraconducteur (2) de 11 teslas : soit un total de 31 teslas. Ce n'est cependant pas suffisant.

C'est la raison pour laquelle les chercheurs ont recouru à une nouvelle astuce qui consiste à introduire dans la machine expérimentale deux barreaux d'une matière fort chère (l'hélium). Ainsi peut-on gagner 3,87 teslas supplémentaires qui, par addition, permettent d'aboutir aux quelques 35 teslas annoncés. Une valeur exceptionnelle certes, mais encore bien loin de ce que la nature nous offre dans certaines étoiles particulières comme les pulsars, où des chiffres de 100 millions de teslas ont été mesurés.

Mais dans ce domaine, le succès est au prix de cette course à la technologie si l'on veut rester dans le peloton de tête et ne pas se faire doubler un jour par les Japonais, qui déploient actuellement de gros efforts dans ce domaine d'activités susceptibles d'applications industrielles dans des secteurs aussi variés que l'imagerie médicale, les composants électroniques ou les matériaux supraconducteurs.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Ce laboratoire allemand dépend de Max-Planck-Gesellschaft.

(2) La supraconductivité est la propriété qu'ont certains matériaux portés à une température proche du zéro absolu de transporter des courants importants sans échauffement notable.





## Le Monde SCIENCES

# Les mortes eaux du Rhin

**L'anguille a été la première victime des insecticides déversés dans le Rhin à la suite de l'incendie de Sandoz. On se perd en conjectures.**

De la pollution du Rhin entraînée par l'incendie de l'entrepôt Sandoz, près de Bâle, on a retenu qu'une image : des anguilles mortes par milliers, déversées dans des bennes comme des ordures ménagères. Pourquoi rien que des anguilles, pratiquement, alors que ce poisson a plutôt la réputation d'être robuste et de survivre précieusement là où d'autres ont décliné ? En dehors de quelques lotes d'eau douce, un poisson sans écaille apparente à la morte, — de rares perches et brochets, des sandres en Basse-Alsace, et de l'ombelle chevalier, qui avait été réintroduit à grand-peine du côté de Bâle et qui est un poisson « fragile », on n'a retrouvé que des cadavres d'anguilles à la surface du Rhin polué.

« Nous avons là une étonnante manifestation de toxicité sélective », note Roland Carbiener, professeur d'écologie à l'université de Strasbourg. Les chercheurs alsaciens étaient habitués à retrouver brèmes ou gardons le ventre en l'air du fait de l'eutrophisation de l'eau (prolifération d'algues sous l'effet conjugué de la chaleur et de la présence de produits azotés ou phosphatés, qui prive les poissons d'oxygène). Les anguilles, d'habitude, lui résistent. D'autres fois, comme à Mayence en 1969, on retrouvait tous les poissons morts après un lâchage d'endosulfan — insecticide organochloré particulièrement rémanent.

exemple observé des variations de 1 à 100 pour la sensibilité à un métal lourd comme le cadmium. Cette toxicité sélective, toutefois, ne satisfait pas Christian Lévêque, ichthyologue qui a longtemps travaillé en Afrique. « Pour lutter contre l'onchocercose, se rappelle-t-il, on utilisait des insecticides organophosphorés. Or bien la dose était faible, et tous les poissons survivaient, on bien elle était trop forte, et tous mouraient ! »

### L'argenteure

D'autres, en Alsace, ont supposé que beaucoup de poissons morts étaient restés au fond, soit qu'ils étaient démunis de vessie natatoire, comme les salmonidés (donc les truites), soit qu'ils aient eu leur vessie contractée par l'action des produits toxiques. « Inavouable », répond Jean Allard, ichthyologue du CEMAGREF. A part quelques truites, — qui ne doivent être nombreuses dans le Rhin ! — tous les poissons remontent lorsqu'ils sont morts. On aurait dû retrouver des brèmes, qui abondent dans le Rhin et affectionnent les fonds, comme l'anguille. Il y a là un mystère.

An laboratoire de physiologie du Muséum d'histoire naturelle, à Paris, on s'est beaucoup penché sur les anguilles. « C'est notre poisson de référence », observe Evelyne Lopez, sous-directrice du laboratoire, qui étudie l'effet des pollutions sur leur comportement. Elle a notamment étudié l'effet des phosphoglyphes rejétés en bas Seine, et même — ô ironie ! — fait des recherches pour Sandoz afin de produire la calcitonine à partir de certaines glandes du saumon.

« Je ne crois pas à l'insaisissable cutanée, dit-elle sans hésiter. L'anguille a une peau épaisse et résistante, recouverte d'un abondant mucus. Comme les autres poissons, elle est bien protégée. Elle avait d'ailleurs bien résisté à la marée noire de l'Amoco-Cadiz, que j'avais étudiée spécialement. Mais l'anguille est un poisson euryhalin, ou, si l'on veut, amphibiotique, c'est-à-dire que, comme le saumon,

elle vit alternativement dans l'eau douce et dans l'eau salée. Ses branchies, dont l'épithélium sert aux transferts d'ions, sont de véritables petites usines, un peu comme le rein chez l'homme. Si les branchies, très sensibles, sont attaquées, elle meurt, comme on peut mourir d'urémie lorsque les reins sont bloqués. »

A cette sensibilité naturelle s'en ajoute une autre, conjoncturelle. Lorsque la civelle est devenue anguille, après être remontée en eau douce, elle n'est pas pour autant adulte. Elle vit encore plusieurs années d'adolescence, que marque sa couleur jaune. Puis elle entre dans sa « phase d'argenteure », comme disent les spécialistes, c'est-à-dire qu'elle se transforme morphologiquement et prend une couleur argente, signe qu'elle est devenue adulte et va redescendre vers la mer pour frayer dans la lointaine mer des Sargasses.

Cette transformation est une période critique pour l'anguille, un peu comme la puberté, observe Evelyne Lopez. Or c'est à ce moment-là qu'est survenue la pollution du Rhin. Il ne s'agit que d'hypothèses, cependant, car les Alsaciens n'ont transmis aucun cadavre d'anguille au laboratoire du Muséum. « Pour me prononcer à coup sûr », ajoute l'ichthyologue, il me faudrait examiner les poissons morts au microscope, et dans les heures qui suivent.

Sandoz a sans doute tardé à communiquer la liste de ses produits en stock. Mais les autorités françaises ont reté l'examen des poissons morts, qui sont le meilleur indicateur biologique de pollution.



## Centrale des mers

**L'usine marémotrice de la Rance a vingt ans. Une centaine de spécialistes se sont réunis à Saint-Malo pour la circonstance. Quel avenir pour l'énergie des marées ?**

SAINT-MALO  
De notre envoyée spéciale

Pour les vingt ans de l'usine marémotrice de la Rance, EDF a organisé à Saint-Malo un colloque international, au cours duquel plus de cent spécialistes d'une douzaine de nationalités ont discuté de l'avenir de l'énergie des marées. La Rance a été inaugurée par le général de Gaulle le 27 novembre 1966. Après une période d'essai, l'usine est entrée en plein service en 1968. Les turbines-alternateurs ont eu quelques problèmes en 1975. Mais on peut dire que, bon an, mal an, elle produit très

régulièrement de l'électricité : 605 millions de kilowattheures en 1985. Certes, la production de l'usine de la Rance ne représente que 0,2 % de la production française d'électricité. Mais il faut rappeler les principes très particuliers inhérents à l'exploitation de l'énergie des marées.

L'énergie marémotrice est fondée sur la différence des niveaux des basses mers et des hautes mers. On barre un estuaire en aménageant des ouvertures pour que la marée haute passe dans le bassin ainsi créé en amont du barrage. Lorsque la marée est étiée, on ferme les ouvertures de façon à maintenir derrière le bar-

rage le niveau de haute mer. On attend que la mer libre commence à baisser. Lorsque la différence des niveaux, de part et d'autre du barrage, est de l'ordre de 3-5 mètres, l'eau du bassin entraîne les turbines, lesquelles entraînent à leur tour les alternateurs et produisent de l'électricité.

Dans le cas de l'usine de la Rance, conçue par Robert Gibrat, les groupes turbines-alternateurs peuvent marcher dans les deux sens : du bassin vers la mer (turbines directes) ou de la mer vers le bassin (turbines inverses). En pratique, le turbinage direct fournit 80 à 90 % de l'énergie produite par l'usine.

L'énergie marémotrice est obligatoirement liée au rythme lunaire, c'est-à-dire aux deux marées hautes et aux deux marées basses qui se succèdent, en se décalant un peu chaque jour, au cours des vingt-quatre heures du jour solaire. La production d'une usine marémotrice est donc forcément intermittente : l'usine de la Rance « travaille » environ six heures par jour, et ses périodes productrices ne coïncident que rarement avec les pointes de la demande en électricité.

On essaye donc de remédier à cet inconvénient en pompant aux heures creuses, surtout en marée de morte-eau, de l'eau de mer qui surélève le niveau du bassin. Pour la Rance, cette surélévation est de 3,50 mètres au maximum, ce qui représente un volume supplémentaire de 60 millions de mètres cubes que l'on s'efforce de relâcher aux heures de pointe. Depuis 1982, la Rance est ainsi exploitée en fraction des marées bien sûr, mais aussi en fonction du coût du pompage et du prix de vente du courant.

L'usine de la Rance marche de façon tout à fait satisfaisante depuis près de vingt ans. Pourtant, l'énergie des marées n'est guère exploitée ailleurs dans le monde. En 1966, les Soviétiques ont mis en service, près de Mourmansk, sur la mer Blanche, une petite centrale marémotrice — Kislaya — de 400 kilowatts (la puissance de la Rance est de 240 000 kilowatts). Mais Kislaya marche-t-elle toujours ? Les envoyés spéciaux de l'agence Tass venus à Saint-Malo, pour le vingtième anniversaire, semblaient en ignorer l'existence.

Depuis la fin de 1985, les Canadiens ont équipé un barrage existant, Annapolis, sur la côte canadienne de la baie de Fundy, d'un groupe prototype de 18 000 kilowatts. Enfin, au sud de Shanghai, à Kiangchiao, les Chinois ont, depuis 1980, probablement, une petite centrale de 500 kilowatts, mais le bruit court qu'ils en auraient plusieurs autres.

Et c'est tout. Il faut en effet plusieurs conditions pour qu'on puisse construire des usines marémotrices.

Des marées importantes. La différence entre marée haute et marée basse doit être supérieure à

4 mètres (elle est de 8 mètres à la Rance en moyenne). Peut-être 3 mètres suffiraient-ils dans certains cas.

Un réseau qui absorbe l'électricité produite de façon intermittente par les marées et qui fournit l'électricité indispensable au pompage.

Une région assez proche, suffisamment habitée et industrialisée pour être grande consommatrice d'énergie.

Si l'on ne tenait compte que de l'importance des marées, on dirait qu'il y a une centaine de sites dans le monde. Mais, avec les autres conditions, le nombre de sites économiquement utilisables se réduit singulièrement : un site sur la côte ouest de Corée du Sud, à 100 kilomètres de Séoul ; un site dans le nord-ouest de l'Inde sur la côte sud de la presqu'île de Kutch ; plusieurs sites sur les côtes américaines et canadiennes de la baie de Fundy ; l'estuaire de la Senne en Grande-Bretagne entre la Cornouaille et le Pays de Galles ;

l'estuaire de la Mersey, le fleuve de Liverpool, en Grande-Bretagne.

Parmi les projets, celui de la Severn est probablement le plus avancé. Il s'agit d'une usine qui aurait une puissance de 7,2 millions de kilowatts.

Il y a bien les sites de la Patagonie argentine et du nord de l'Australie, remarquables par leur étendue, mais éloignés de toute concentration humaine et industrielle, ils restent au rang de curiosités géographiques.

EDF a acquis avec l'usine de la Rance une expérience unique : elle a ainsi largement participé aux premières études coréennes et indiennes et a été consultée pour le projet de la Severn.

Mais on peut tout de même s'interroger sur l'avenir de cette source d'énergie dont la technique est certes bien maîtrisée, mais qui exige des investissements énormes pour une disponibilité intermittente par définition.

YVONNE REBEYROL

ROGER CANS.

## Un robot magasinier

DANS un an, la vidéothèque de Paris ouvrira ses portes dans le quartier souterrain du Forum des Hautes. Quatre mille documents, films de fiction et reportages d'actualité illustrant la vie de la capitale seront à la disposition des amateurs. Il suffira de s'asseoir dans l'un des trente fauteuils de la salle de visionnage et de plancher sur un clavier type Minicom. Par exemple : « Ou s'avez-vous sur les bistrots de Montmartre d'avant la guerre ? » Sur l'écran apparaît la liste des documents disponibles. On fera son choix et on appuiera sur le touche « visionnage ». Une minute plus tard, montre en main, les premières images apparaîtront, tandis que les « bas-parleurs » logés dans les oreilles du fauteuil diffuseront le son en stéréophonie.

Le deux-à-deux de ce petit miracle d'efficacité travaillera juste derrière le cloison. Il est actuellement à l'entraînement à Orsay dans le laboratoire de la société Gid, une filiale du Commissariat à l'énergie atomique spécialisée dans les automates. C'est un personnage métallique de 1,80 m qui porte des lunettes aux pieds de ses bras sont prolongés de deux mains démontables : l'une à deux doigts agiles, l'autre avec une pince énergétique et précise. Grâce aux 15 ch des moteurs électriques qu'il a dans le coffre, le robot-magasinier propulse ses 200 kilos à la vitesse d'un homme au trot. Pour l'alléger, on a logé dans une armoire métallique son cerveau électronique.

l'un des trois ordinateurs qui servent à la vidéothèque.

Pour exécuter la commande du visiteur, le magasinier fouille dans sa mémoire, identifie la cassette, la situe au doigt de mille mètres près dans un des quatre empilements des rayonnages, court l'extrait de la main droite, file vers l'un des trente lecteurs et le gamin de la main gauche. Soixante secondes suffisent. Entre deux commandes, il retire la cassette visionnée et la range au hasard dans le premier casier vide. Grâce à sa mémoire d'éléphant, le magasinier-modèle sera capable de la retrouver instantanément à la prochaine demande. Mais si un obstacle imprévu se présente ou qu'il y a une défaillance, le robot s'arrête et appelle sagement à l'aide.

Durant les premiers mois, un ou deux techniciens de la Gid seront présents en permanence pour veiller au grain. En cas de panne sérieuse, ils sortiront de leur placard un frère jumeau de l'automate. Ces guillards, qu'aucun syndicat ne protège, feront même des heures supplémentaires après la fermeture, afin de préparer les programmes de projection du lendemain. Pour les engager, la Ville de Paris devra déboursier 2 millions de francs. Mais elle pourra s'enorgueillir de compter parmi ses fonctionnaires deux bibliothécaires électroniques dont la vitesse et la précision sont encore sans équivalent au monde.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Le prototype

Le barrage-usine de la Rance est long de 750 mètres, large de 83 mètres, haut de 33 mètres. Il permet à la route Saint-Malo-Dinard de franchir le fleuve côtier, ce qui évite les 40 kilomètres de détour par le pont de Saint-Hubert (au nord de Dinard) et les passages par des bacs.

L'électricité est produite par 24 groupes bulbas de 10 000 kilowatts chacun. Les turbo-alternateurs, montés dans une enveloppe en forme de bulbe d'un type mis au point spécialement pour la Rance, ont été utilisés par la suite pour équiper des chutes de faible hauteur, sur la Rhône et le Rhin notamment. Tout le matériel composant les bulbes a été construit en acier spécial et est de plus doté, pour éviter la corrosion marine, d'un système de protection cathodique. Celui-ci est tellement efficace que les hélices à quatre pales orientables mises en rotation par la chute d'eau n'ont jamais eu à être changées depuis vingt ans.

Par les vingt-quatre groupes passent en moyenne à chaque marée 220 millions de mètres cubes, soit 6 000 mètres cubes par seconde (c'est-à-dire l'équivalent du débit du Rhône en creux).

Substantielles personnes travaillent en permanence à l'exploitation et à l'entretien de l'usine.

Un circuit de visites gratuites, accueillant vingt mille personnes par an, est organisé tous les jours, de 8 heures à 18 heures.

Y. R.

un fascinant voyage  
au pays du cosmos...

**L'UNIVERS**  
JAIN NICOLSON  
PATRICK MOORE

Les paysages planétaires, le système solaire, la naissance et la mort des étoiles... le cosmos expliqué de façon claire et complète grâce à des schémas originaux, des photographies et de nombreux rappels historiques.

256 pages - 290 F

ARMAND COLIN



## Patrimoine céréaliier

SERAIT-CE le fin d'un mythe ? Les céréales, végétaux réputés « récalcitrants » à toute tentative faite pour modifier leur patrimoine génétique, semblent désormais être aussi « manipulables ». Une équipe de l'Institut Max-Planck à Cologne (Allemagne fédérale) a en effet réussi, par génie génétique, à conférer à trois plants de seigle une résistance à un antibiotique, la kanamycine. Il ne s'agit là que d'un début, et il reste beaucoup à faire pour obtenir des produits commercialisables. « Mais, souligne M. Jacques Tempé, directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), ces travaux montrent que les céréales ne sont plus exclues du champ des rôves des biologistes moléculaires. »

Quelques-uns de ces rôves sont déjà devenus réalité puisque plusieurs équipes, tant aux États-Unis qu'en Europe, ont réussi à créer des plants de tabac, de soja ou de tomates résistants à certains herbicides, antibiotiques ou insectes. Et ce en introduisant dans le patrimoine héréditaire de ces végétaux un gène étranger, « mini-programme » porteur des informations nécessaires au développement de la propriété recherchée.

La méthode la plus couramment employée à cette fin consiste à faire fabriquer le gène utile par la bactérie *Escherichia coli*, puis à le transférer dans l'ADN (acide désoxyribonucléique) de la plante. Cette dernière opération est confiée à une autre bactérie, *Agrobacterium tumefaciens*, connue pour conférer la galle du collet, un véritable cancer des plantes et qui peut faire ainsi du « génie génétique naturel » (le Monde du 3 mai 1985). Malheureusement, cette technique éprouvée ne s'applique pas aux céréales.

Ces dernières ne sont pourtant pas insensibles à l'action d'*Agrobacterium tumefaciens*, mais — pour des raisons que l'on ignore encore — le gène transféré par la bactérie ne s'exprime pas dans ces plantes ou plus exactement, comme l'explique M. Tempé, « les conséquences de son expression ne sont pas

visibles ». Ce qui, dans la pratique, revient au même. A cela s'ajoute une autre difficulté qui tient au fait que les chercheurs manipulent d'ordinaire des cellules ou des tissus végétaux à partir desquels ils régénèrent des plantes entières. Or cette régénération est particulièrement difficile lorsqu'on traite les céréales.

Les chercheurs de Cologne — M. Horst Lorz, Mme Alicia de la Pena et M. Joseph Schell — ont contourné ces deux obstacles. Puisque *Agrobacterium tumefaciens* ne faisait pas l'affaire, ils se sont passés de ses services et ont utilisé de « l'ADN nu » porteur du gène de résistance à la kanamycine. Puisqu'il s'agissait d'un travail sur des cellules ou des tissus, ils ont agi sur le plant entier de seigle en injectant l'ADN nu modifié deux semaines avant la mûre (formation du pollen). La méthode est fructueuse — elle utilise une simple seringue hypodermique — et c'est depuis qu'on stipule que la substance injectée atteindra le noyau de la cellule et son ADN. Mais elle s'est révélée efficace, semble-t-il, puisque trois des plants traités sont maintenant insensibles à l'antibiotique.

Il reste maintenant à reproduire cette expérience et surtout à voir si les plantes modifiées sont capables de transmettre leur nouvelle propriété à leur descendance. La prudence est de rigueur car, comme le dit M. Tempé, « le transfert direct de l'ADN est une longue et malheureuse histoire. Il y a une vingtaine d'années que l'on annonce à ce sujet des résultats positifs qui sont peu ou pas infirmés ». Dans ces conditions, l'équipe de Cologne n'a-t-elle pas été un peu rapide à faire état de ses travaux qu'elle se propose de publier prochainement dans la revue britannique *Nature* ? M. Schell ne le pense pas. « Si ces recherches sont encore à un stade très précoce », elles ont déjà fait la preuve, selon lui, que la modification génétique des céréales était « faisable ». Mieux valait donc en parler afin d'encourager d'autres équipes à tenter, elles aussi, leur chance.

E. G.

## Régime sec pour les bananes

Rustique en apparence, la culture de la banane est menacée par la sécheresse et les parasites. Le Cameroun est parvenu à enrayer ces deux fléaux.

A 80 kilomètres au nord de Douala, la capitale économique du Cameroun, perdus dans la campagne, non loin du village de Nyombé, quelques bâtiments en dur, couverts de

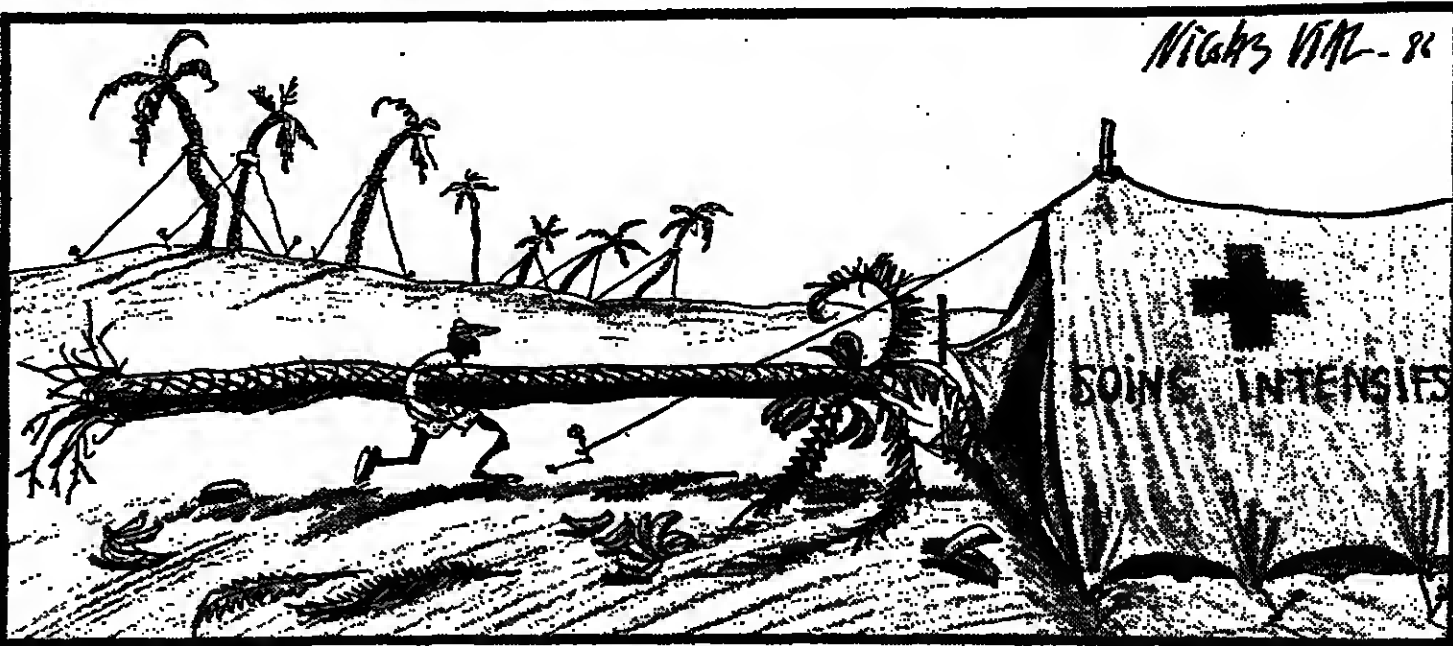
imagine mal tout le travail d'irrigation, d'apport d'engrais et de contrôle des parasites que nécessite leur culture. Pourtant, le Cameroun en a fait la triste expérience au cours des dix dernières

Pis encore. L'année suivante, une nouvelle calamité s'est abattue sur les bananeraies ravagées par l'arrivée d'un champignon originaire d'Asie du Sud-Est, vecteur d'une grave maladie, la cercosporiose noire. La production a alors atteint son plus bas niveau à 46 500 tonnes. Pour un pays qui compte sur ses exportations agricoles pour assurer ses entrées de devises, une telle situation est invivable.

D'autant que les champignons nuisibles infestent aussi les cultures de banane plantain, éti-

Mais les principaux progrès en matière de lutte antiparasitaire — et notamment anti-cercosporiose — découlent de la mise en place d'un « système d'avertissement » original consistant à observer régulièrement quelques bananiers et à leur attribuer une « note ». Ce système simple a permis de réduire le nombre des traitements à une dizaine par an et de réaliser ainsi une économie de quelque 100 000 francs CFA (2000 F) par hectare et par an.

Pour être plus efficace encore, il a aussi été décidé d'implanter



NICOLAS VIAL

té, luisent sous la pluie tropicale. C'est là, et sur les plantations voisines, que sont menées les recherches sur la banane, source de devises importante pour ce pays. La terre très humide de cette région convient parfaitement à la culture de ce fruit, rustique en apparence, mais qui réclame en fait des soins constants.

A voir les bananes jeunes et dodues sur l'étal des marchés, on

années : en 1977 et après, les effets conjugués des tornades et de la sécheresse — à une époque où 15 % seulement des plantations bananières étaient irriguées — ont mis à mal une partie des plantations et gravement affecté une profession alors en proie à des difficultés d'organisation. Conséquence : une chute brutale de la production, qui est passée de plus de 83 000 tonnes en 1976 à environ 53 000 tonnes en 1982.

ment de base de l'alimentation locale. Il fallait donc réagir sans tarder. A cette fin, une enquête diagnostique a été réalisée en 1983, en collaboration avec le Centre national des sols. Cette première mondiale en matière bananière a permis de dégager les principaux éléments d'un programme de recherches destiné à prendre le contrôle des parasites des bananiers, à définir les meilleures conditions de fertilisation et de travail du sol tout en cherchant à programmer les récoltes de manière à les faire coïncider avec les périodes de vente les plus favorables.

Ces efforts ont été rapidement couronnés de succès et, dès 1984, la production a franchi la barre des 58 000 tonnes, puis celle des 60 000 tonnes en 1985. Le Cameroun, il est vrai, possédait des atouts en matière de recherche sur la banane. Il y a quarante ans en effet, l'Institut (français) de recherche sur les fruits et agrumes (IRFA) a créé la station de recherche de Nyombé puis, en 1965, s'est installée aussi à Ekona, à l'ouest de Douala. Depuis, ces stations sont passées sous contrôle camerounais, et l'IRFA est devenu pour sa part un département du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour la coopération (CIRAD). Mais ces échanges politiques et structurels n'ont pas empêché que s'instaure entre agronomes camerounais et français une collaboration qui a déjà porté ses « fruits ».

## Traitement économique

En 1983, la priorité, à Nyombé, a porté sur la lutte contre la cercosporiose noire et contre son vecteur, le *Mycosphaerella fragilis*, dont les spores, anépigés par les vents, se posent sur les feuilles des bananiers. Celles-ci se couvrent alors de points puis de taches noires, autant de nécroses qui réduisent la surface foliaire utile à la photosynthèse et diminuent fortement les rendements. La maladie provoque aussi une maturation précoce du fruit sur pied, ce qui rend impossible son exportation (les bananes sont en effet transportées vertes jusqu'à leur destination, où on les fait mûrir).

Les plantations souffrent aussi de la présence d'autres parasites — charançons (larves d'insectes), nématodes (vers microscopiques) — qui pénètrent dans les racines. C'est dire qu'en complément de la lutte chimique à base de fongicides, la protection des cultures nécessite l'élaboration de pratiques culturales adaptées. En laissant par exemple, tous les cinq ans, la terre en jachère et en plongeant les rejets à replanter dans un nématoicide, on parvient à détruire une grande partie des nématodes présents dans le sol et l'on peut éviter tout traitement pendant un an.

un réseau d'observation météorologique sur les bananeraies d'exportation. Ce réseau, en cours d'installation, devrait permettre d'améliorer la lutte contre la cercosporiose et les parasites saisonniers, mais aussi de moduler les apports d'engrais, de réguler l'irrigation qui va se développer, de mieux prévoir la récolte. Resterait à créer de nouvelles variétés de bananiers. Mais c'est un travail de longue haleine, compte tenu des caractéristiques génétiques de la plante (triploïde), qui rendent difficiles les hybridations et nécessitent des cultures de tissus pour lesquelles le pays n'est pas encore équipé.

Mais ce travail de recherche mené par les seize chercheurs — dont quatre expatriés — qui, sous la direction de l'agronome camerounais Michel Fayet, exercent leur activité à Nyombé n'a pu à lui seul redonner le coup de fouet nécessaire à la production camerounaise.

## Les retombées de la recherche

Il a fallu aussi organiser la profession, ce qu'a fait l'Office camerounais de la banane (OCB), relancer la production à travers ses propres plantations (l'OCB produit à lui seul près de la moitié des bananes d'exportation). De plus, l'Office a passé une convention avec l'IRFA qui lui permet de profiter rapidement des retombées de la recherche.

Mieux encore, l'OCB a depuis peu nommé comme directeur technique un agronome français de la station de Nyombé, M. Robert Mallesart, ce qui ne pouvait que favoriser les relations entre les expérimentations et leurs applications sur les plantations. Une stratégie qui n'est pas sans retombées sur le plan économique dans la mesure où, comme le souligne le directeur technique de l'OCB, « quand la banane rapporte, elle peut rapporter gros », et les investissements peuvent être rapidement amortis.

La situation est malheureusement tout autre pour ce qui est des bananes plantains, sensibles elles aussi à la cercosporiose noire et à d'autres parasites. Bien qu'elles fassent l'objet de travaux en stations expérimentales, elles peuvent difficilement être contrôlées et traitées du fait de la grande dispersion des petites plantations paysannes. Quant aux recommandations des chercheurs, elles « passent » mal en milieu rural. C'est là que le bât blesse, c'est là qu'un travail long et difficile reste à accomplir. Sans lequel les bananiers plantains, qui produisent chaque année 2 millions de tonnes de fruits dont une partie est exportée vers d'autres pays africains, risquent peu à peu de disparaître du paysage camerounais.

ELISABETH GORDON.

# Les précurseurs écrivent dans "Pour la Science".



Décembre 1986 : N° spécial "Les Matériaux du Futur"

Rita Levi-Montalcini et Stanley Cohen, Heinrich Rohrer et Gerd Binnig avaient déjà exposé leurs travaux dans "Pour la Science", avant de se voir décerner le prix Nobel 1986.

Aujourd'hui encore, "Pour la Science" prend une science d'avance en vous présentant son numéro spécial : les matériaux du futur.

Dans tous les domaines, ces nouveaux matériaux vont transformer votre vie. Lisez le numéro spécial Décembre 86 de "Pour la Science", vous aurez déjà un pied dans le futur.

Sommaire du numéro spécial : Les matériaux nouveaux et l'économie. Les matériaux de l'information et de la communication. Les matériaux de l'air et de l'espace. Matériaux nouveaux et véhicules automobiles. Les matériaux et la maîtrise de l'énergie. La médecine et les nouveaux matériaux. La science des matériaux. Les matériaux de l'électronique et de l'enregistrement magnétique. Les matériaux de l'opto-électronique. Les céramiques fines. Les polymères. Les composites. Les métaux de pointe.

"Pour la Science", une science d'avance.

مكتبة المستقبل



## Les poubelles de la radioactivité

**Aucun obstacle technologique ne s'oppose plus au traitement des combustibles irradiés dans des conditions de sûreté acceptables. En attendant, seule l'information peut atténuer l'inquiétude du public.**

COMMENT gérer les combustibles irradiés dans les centrales nucléaires ? Faut-il ou non les retraiter pour récupérer les matières nucléaires encore utilisables comme le plutonium et l'uranium ? De quels moyens dispose-t-on pour stocker durablement ces déchets sans dommage pour l'environnement ? Dans une brochure d'une centaine de pages intitulée *Gestion des combustibles nucléaires irradiés : expérience et options*, des experts de l'OCDE ont tenté de répondre à ces questions et de faire le point sur les stratégies retenues par les pays membres de cette organisation internationale.

D'ici à l'an 2000, les pays de l'OCDE auront produit dans leurs centrales nucléaires un peu plus de 150 000 tonnes de combustibles irradiés. Il n'est donc pas surprenant que l'industrie nucléaire et les décideurs à l'échelle des gouvernements s'interrogent sur le devenir de ces matières. Les possibilités qui s'offrent à eux sont limitées : soit procéder à l'évacuation directe des combustibles irradiés, qui sont alors considérés comme des déchets, soit les retraiter pour séparer le bon grain de l'ivraie et récupérer les matières nucléaires encore utilisables comme le plutonium ou l'uranium non brûlé. A charge ensuite, pour le retraiter, d'évacuer les déchets résiduels, non sans avoir vitrifié les plus radioactifs d'entre

eux, comme cela se pratique en France.

« Dans les années 50 et 60, remarquent les auteurs du rapport, le retraitement du combustible et le recyclage de ses éléments fissiles et fertiles étaient jugés inévitables. » Mais aujourd'hui, « malgré un recours accru au nucléaire, le retraitement ne fait plus l'unanimité », même si cette « technologie éprouvée a fait l'objet (...) d'une démonstration industrielle en France et au Royaume-Uni ».

### La voie du retraitement

Et cela pour de multiples raisons : politiques, techniques mais aussi économiques, dans la mesure où le coût du retraitement (inférieur en France à 8 % de celui du kilowattheure) n'est pas actuellement compensé par le crédit des matières récupérées. Toutefois, « ce crédit est certainement appelé à évoluer favorablement, avec la reprise du marché de l'uranium et la valorisation du plutonium dans les centrales nucléaires thermiques et rapides ».

Quoi qu'il en soit, quelques pays se sont engagés dans la voie du retraitement : de façon industrielle, comme la France et la Grande-Bretagne, dont les nouvelles usines sortent de terre à La Hague et à Sellafield ; de façon

plus modeste, comme l'Allemagne de l'Ouest ou le Japon, qui, en attendant de disposer de leurs propres capacités de retraitement, ont passé des contrats avec la France et la Grande-Bretagne. Cet intérêt pour le retraitement se retrouve aussi dans les intentions exprimées par la Belgique ou l'Italie. Mais il est absent des préoccupations canadiennes, suédoises et américaines.

Les deux premiers pays ont opté pour l'évacuation directe de leurs déchets vers des centres de stockage où ils pourront séjourner pendant une cinquantaine d'années, le Canada se réservant la possibilité de se tourner vers le retraitement si cette technique prouve sa rentabilité. Quant aux États-Unis, qui ont une longue expérience du retraitement par leurs installations militaires, ils ont choisi de stocker pendant quelques années les combustibles irradiés sur le site des centrales avant une évacuation vers des centres appropriés.

Que les combustibles irradiés soient ou non retraités, « aucun obstacle technologique ni économique » ne s'oppose à leur évacuation « dans des conditions de sûreté acceptables ». « L'expérience acquise à ce jour, note le rapport, a convaincu un certain nombre de gouvernements que la technologie actuelle permet de les évacuer en toute sécurité dans des formations géologiques stables comme les formations salines, argileuses ou cristallines. Reste, conclut le rapport, que de tels déchets ne soient « par opérationnels avant au moins une décennie » et qu'il serait bon d'utiliser cette période pour « atténuer l'inquiétude du public » en adoptant des politiques nationales claires et stables avec mise à la disposition de tous d'informations exhaustives sur ce sujet.

J.-F. A.

### BIBLIOGRAPHIE

## Intelligence encyclopédique

**L**A Nouvelle Encyclopédie des sciences et des techniques, autrement dit « Le retour du père Denis » (Diderot) (le Monde du 24 avril 1985), a vu le jour en septembre. Quatre volumes ont été publiés aux éditions Fayard, sur les quelques deux cents prévus. Les titres : *L'ordre et la diversité du vivant ; États de langue ; Espace, jeux et enjeux ; Intelligence des mécanismes, mécanismes de l'intelligence*.

Ouvrons ce dernier. Il traite d'une question très actuelle : l'émergence d'une discipline — née il y a trente ans dans les laboratoires, mais dont les applications n'ont vu le jour qu'après 1980 — qui, sous le nom d'intelligence artificielle, vise à faire reproduire par les ordinateurs certains comportements du cerveau humain. Mais qui est aussi une analyse, une exploration, de cette

notion si mal définie d'intelligence, et fait ainsi partie de ce qu'on appelle les sciences de la cognition. Distincts dans leurs objectifs, ces deux aspects sont intimement liés dans la démarche. Le titre du livre, avec son retour de mots, est sans conteste un des meilleurs qui soient.

Le contenu appelle un jugement plus nuancé. L'ouvrage débute par une longue introduction historique-épistémologique de Jean-Louis Lemoigne qui n'est pas intéressante, mais dont le style n'est pas un modèle de clarté. L'emploi systématique des termes « ordinateur » et « ordinateur » paraît plus pédant qu'utile, malgré la justification qu'en donne l'auteur. Et l'on peut se demander ce que penserait le « père Denis » d'une phrase comme « le développement de l'intelligence artificielle ne fut

pratiquement pas supporté par la grande industrie informatique », ainsi que cette « non-culturation plutôt que de-culturation » qui la suit de près.

Moins ambitieux, puisqu'il se contente de dresser un « panorama des techniques et des données d'application » de l'intelligence artificielle entendue comme intelligence des mécanismes, le chapitre suivant, dû à Jean-Paul Hazon, est d'une lecture plus agréable et, sans quitter le concret, va souvent plus au fond des choses. On peut d'ailleurs en dire autant de l'autre article de Jean-Louis Lemoigne, « Intelligence et conception », qui clarifie le volet « mécanismes de l'intelligence » revendiqué par le titre. Il est beaucoup mieux venu que le long texte initial : il en est de même pour la petite chronologie dressée par cet auteur en fin d'ouvrage.

Des autres articles qui éclairent des aspects spécifiques comme la notion de métacognition, la compréhension du langage, les apports de la logique, de la psychologie, voire de la poésie, aucun n'est inutile. Même le provocateur et bref « Intelligence doit-elle être artificielle » cache derrière son apparence de science-fiction dogmatique d'utiles stimulants pour la réflexion.

Reste un travers commun à toutes les encyclopédies, inhérent à la multiplicité des auteurs : les redites. Puisqu'il est, hélas ! impossible que chaque auteur n'écrive son texte qu'après avoir lu tous les autres, il revient à l'équipe éditoriale de sabrer sans pitié ce qui est mieux traité ailleurs.

Pour prendre un seul exemple, l'article final de Paul Henry, qui certains sentiraient comme une tentative d'annexion des sciences de l'intelligence par la philosophie, contient dans ses trois derniers quarts d'intéressantes et parfois incisives remarques. Mais elles sont précédées par une caricaturale dissertation (Heidegger a dit... Wittgenstein a dit...) sur la question, cent fois rebattue, de la machine capable ou non de dépasser le cerveau. Débat plus que dépassé, surtout à ce stade du livre, et qui ne peut que décourager le lecteur d'entrer plus avant dans ce chapitre. Ce qui serait dommage.

MAURICE ARVONNY.

« La Nouvelle encyclopédie des sciences et des techniques est éditée par Fayard et la Fondation Diderot. Sont parus : *L'ordre et la diversité du vivant*, 290 pages, 130 F ; *États de langue*, 248 pages, 120 F ; *Espace, jeux et enjeux*, 344 pages, 150 F ; *Intelligence des mécanismes, mécanismes de l'intelligence*, 368 pages, 130 F.

## Souffrance muette

**LA VIANDE, qu'est-ce que c'est ? d'où vient-elle ?**

Elle est la transformation anonyme d'êtres sans défense, sans parole. Le morceau de viande qui est dans votre assiette provient d'un animal qui, bien souvent, a souffert inexprimablement, que ce soit au stade de son élevage (batterie), de son transport, de son attente, de sa mise à mort.

Il y a vingt-cinq ans, aucune loi ne réglementait ce vaste problème, car les textes s'appliquant aux animaux dits « de compagnie » n'étaient pas extrapolables aux animaux dits « de consommation ».

Alors, il y a vingt-cinq ans, une association fut créée pour obtenir une législation spécifique pour que ces animaux utilisés par l'homme pour sa nourriture et dont les sous-produits sont également utilisés (cuir, graisse, etc.) souffrent le moins possible.

Il s'agit de l'ŒUVRE D'ASSISTANCE AUX BÊTES D'ABATTOIRS (OABA), reconnue d'utilité publique.

Par son travail, des textes ont été obtenus, d'autres sont demandés.

L'application réelle de ces lois, décrets, arrêtés, circulaires, doit être surveillée.

L'OABA s'y emploie.

Son champ d'action est très vaste : abattoirs, marchés, transports, stabulation, parage, élevage.

Les procès qu'elle intente lors d'infractions constatées sont importants.

Le nombre de bêtes soustraites à leurs tortionnaires par ordonnances tribunaux et confiées à l'OABA représente une lourde charge, mais combien émouvante.



Ce qui reste d'une poule après un an de batterie... (Document OABA.)



Animaux en détresse confiés à l'OABA. (Document OABA.)

Son service d'urgence est de plus en plus sollicité. L'OABA EST UNE ŒUVRE D'AMOUR ET D'EFFICACITÉ.

Si vous voulez la connaître, dites-le nous et nous vous enverrons un dépliant qui, en quatre pages illustrées de photos documentaires, vous feront aborder un problème généralement mal connu.

Et peut-être qu'après cette lecture vous voudrez bien devenir un soutien de cette grande action et lutter avec nous contre la souffrance.

Chaque année, en France, sont sacrifiées :

37 millions d'animaux de boucherie et de charcuterie ;

850 millions de lapins, chevaux, volailles.

Ces chiffres sont officiels et concernent uniquement les animaux tués en abattoirs.

**Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoirs**

Maison des Vétérinaires

10, place Léon-Blum, 75011 PARIS

43-79-11-52

1986 7

Ice

re

manifesté  
ement à  
des et à

ablaient  
sages,  
contre

grande  
maïfés-  
sées et  
l'ouest,  
apital.  
Remes

a. Non

s. Aix,

i qu'un  
amifes-  
lous),  
station  
yéens

munici-  
vaquet-  
change  
metre  
ne les  
me si,  
ant de  
pas se  
doigt,  
nouve-

stuelles  
mani-  
d'en  
nts, les  
Bouf-  
é suivi  
r les

te et  
é une  
a ras-  
et qui  
diffé-  
is du  
ersité  
urné,  
raité  
e son  
pour  
mues

T.

© R. B. J. R.

1986

1986

1986

1986

1986

1986



## THÉÂTRE

« Trop d'amour », de Michaël Lonsdale

## La douce panique anglaise

Une soirée en morceaux (très bien) choisie, qui va d'Euripide à Lewis Carroll et qui laisse le spectateur dans un état de folie douce.

Qui veut changer d'air, le temps d'un soir, se dépayser entièrement, doit aller 37, boulevard Jourdan, dans l'étrange demeure appelée « pavillon Deutsch de la Meurthe ».

Un fauvillais touffu de grands arbres, aux feuillages rouge sang, jaune d'or, orangé, en cette fin d'automne, inspire presque jalousement un manoir d'aspect si fait être plutôt inquiétant, car vous vous croirez aussitôt dans un film de terreur anglais, par exemple le Chien des Baskerville, d'après Conan Doyle, avec mains cassées de familles qui vous saisissent à la gorge dans l'ombre du corridor, pendant qu'un chien, au grenier, hurle à la mort.

Le lieu, en vérité, est moins tragique que ça, et vous allez voir un va-et-vient paisible de filles et garçons chinois, péruviens, finlandais, australiens, ghanéens, texans, bongois, etc., portant livres, bananes, cahiers à spirale, pots de yaourt, bûches d'étudiants.

La famille Deutsch de la Meurthe, dont l'ancêtre fut le grand promoteur des autos et des avions en France, a construit ici, en 1926, le premier pavillon de la Cité universitaire, et aujourd'hui encore des étudiants de soixante pays au ethnies trouvent là gîte et couvert, dans un

décor de boiserie si outrageusement british que tous les cinéastes viennent y tourner des films de grandes épidémies... Celui qui flatte la démence aux grands haspards de grise bleue, et c'est dimanche sur les selles.

Il y a, dans un bureau du rez-de-chaussée, une photographie de l'inauguration de ce pavillon, très drôle car c'est une mer de gibus, de hauts-de-forme, posés sur des barbières, comme si en 1926 toutes les femmes, chez nous, étaient mises sous ciel : pas une jupe à l'horizon.

Ce manoir enchanté est ouvert à tous quand tombe la nuit, parce que la Fondation Deutsch de la Meurthe se fait un devoir d'accueillir, le soir, des spectacles de théâtre.

Spectacles toujours inattendus, c'est le moins que l'on puisse dire, et très beaux.

Ces jours-ci vous allez vous trouver assis en fer à cheval dans un noir d'encre. Puis vont s'élever, dans ce noir, des sonorités étranges, hullements, sifflements couplés de coups secs qui sonnent cristallins. Enfin, dans l'air de la grande chambre, apparaissent des sortes de grosses lucioles, qui sautent, volent, illuminent faiblement une architecture de balcons, d'escaliers, de poutres anciennes. Enfin se distinguent les pieds nus de trois jeunes femmes, vêtues de robes de soie tibétaines. Les nmbres se faisant moins épaisses, il apparaît que ce trio dispose de tout un attirail d'instruments de musique asiatiques, africains et de leur propre invention, qui leur permet de jouer les sirènes sans leur lieu, très troublantes.

Et, de leurs voix entremêlées de fées, voici qu'elles « disent » du

Saint-John Perse : « Celui qui s'est levé avant le jour pour curer les fontaines, et c'est la fin des grandes épidémies... Celui qui flatte la démence aux grands haspards de grise bleue, et c'est dimanche sur les selles ».

Mais trêve de chansons : voici que nos trois Grâces, changées en Furies, s'envoient à la figure assiettes, fourchettes, ustensiles de cuisine, en hurlant des horreurs imprécatoires de Jean Tardieu, de quoi prendre ses jambes à son cou, mais non, le calme revient, c'est maintenant, au son d'une flûte très coulée, très douce, des vers du Cantique des Cantiques : « Ne prenez pas garde à mon rein basané, c'est le soleil qui m'a brulé. J'ai été manivale, comment la remettre en je ?... Les grandes eaux ne pourront

éteindre l'amour, ni les fleuves le submerger... »

Ainsi va cette soirée, d'Euripide à Lewis Carroll, et de l'Inde à notre Moyen Âge, dans des clairs d'étoiles ou des lueurs d'incendie, avec ces musiques d'ailleurs qui gristent.

Les trois comédiennes sont Karen Fenn, Bernadette Oufroy, Danielle van Berckeyck, et vous apercevrez peut-être la haute stature du metteur en scène, Michaël Lonsdale, qui a une allure marine-adolescent de marouin et de montgolfière.

Comme vous sortirez de là en état de folie douce, prenez garde à ne pas vous faire écraser sur le boulevard Jourdan : les camions y roulent très vite.

MICHEL COURNOT.

\* Fondation Deutsch de la Meurthe, 20 h 45.

« Hosanna », de Michel Tremblay

## Ni plus ni moins s'aimant

Deux hommes passent une nuit blanche, à s'insulter, se calmer, se flatter des béignités. L'un des deux porte une superbe robe longue de satin cerise sur des dessous de dentelle noire. L'autre est harnaché cuir et caoutchouc. Mais au rideau final ils s'endorment tous deux comme à leur naissance, dans les bras l'un de l'autre.

Hosanna, œuvre du Québécois Michel Tremblay, est écrite en dialecte national, le « juna » (« séduire » se dit là-bas « pogner », « gauler » se dit « botte », « emmerder » se dit « acher », ainsi de suite, et les tendres échanges sont surtout faits de jurons tels que « tabarnak », « tabnine », « crisse », si bien que l'écoute du dialogue présenterait pour nous quelques difficultés si les deux auteurs, Québécois eux-mêmes, n'avaient le geste éloquent.

Michel Oulmet, travesti en Elisabeth Taylor dans le rôle de Cléopâtre, trouve là l'un des rôles de sa vie.

Oulmet, qui joue constamment en France, chez Marcel Maréchal, Philippe Adrien, entre autres, est un acteur d'une précision, d'une fraîcheur, d'un charme, rare. Son compagnon dans la pièce, petite ménagère disciplinée du couple le jour, et méchant loupard des forêts la nuit, Charles Mayer, est plus massif, moins agile, mais excellent.

Cette pièce forte, qui transcende l'angoisse, le non-être, les va-et-vient de tendresse et de méchanceté effrayante de ces deux hommes, est mise en scène avec un art très sûr, par Laurence Favier, dans un décor sinistre et étonnant de Claire Belloc. C'est une œuvre sévère, responsable, très supérieure à ce que nous avons vu représenté jusqu'ici, mettant sur les planches deux hommes. Pour toutes ces raisons, Hosanna mérite le voyage (court) à Créteil.

M. C.

\* Maison des arts de Créteil, 20 h 30.

« On ne badine pas avec l'amour », de Musset

## Le mal de la jeunesse

Aimer et être aimé, là est la question. La pièce de Musset en dit l'importance.

Depuis un siècle et plus, des générations de jeunes filles disent, comme si ça venait d'elles, la fameuse réplique de Camille au bord-de-la-fontaine : « Je veux aimer mais je ne veux pas souffrir ». Des générations de jeunes premiers se mettent dans la peau de Perdican « Il y a deux cents femmes dans ton couvent ». On ne badine pas avec l'amour reste le credo de l'adolescence bien que, depuis longtemps, les jeunes filles ne soient plus si naïves. Mais il faut croire que les angoisses demeurent, sans changement.

On ne joue plus tellement le théâtre de Musset, moins que celui de Marivaux, par exemple. Son romantisme apparaît dépassé, daté. On ne badine pas avec l'amour en particulier est construit en morceaux qui ont du mal à se joindre. Au centre, il y a le duo Camille-Perdican. Autour, il y a des fanoches — les curés précepteurs, la duègne, — des villageois d'opérette, et le père : un aristocrate futile, qui ne songe qu'à débarrasser de son fils et à retrouver la cour.

## Dans le goût des « bergeries »

De cet assemblage hétéroclite, Viviane Theophilides tire avantage : le spectacle qu'elle présente au centre culturel de Cergy-Pontoise est une comédie musicale dans le goût des « bergeries » du XVIII<sup>e</sup> siècle. Giovanna Marini a écrit une musique qui en paraphrase le style. Le décor de toiles peintes et de frondaisons écopées forme un joli tableau champêtre, où les paysans vêtus de blanc débambulent en chantant, une faux à l'épaule. Les deux curés et la duègne, par leurs interminables burlesques, cassent l'effet de sentimentalisme exacerbé. Mais ce ne serait qu'un gracieux exercice de style, très réussi d'ailleurs, si les adolescents ne portaient pas en eux, dans tout leur comportement, la terrible gravité de leur âge et ce besoin irrésistible, désespéré, d'absolu.

\* Cergy-Pontoise, centre culturel, 20 h 30.

## CINÉMA

« Sarraounia », de Med Hondo

## L'épopée africaine

Côté jardin, côté africain, ce film est d'abord l'histoire merveilleuse d'une reine noire, jeune et belle, qui s'est battue contre le conquérant brutal venu d'Europe. Côté cour, côté français, c'est l'une des pages les plus sinistres de ce que l'on appelle un siècle dernier l'épopée coloniale.

Le réalisateur mauritanien Med Hondo a ainsi pris le risque — au moment où la querelle tiers-mondiste bat son plein — de heurter les apôtres d'une colonisation exemplaire (tel Pascal Bruckner dans le Sargat de l'homme blanc) et d'agacer ceux qui ont aimé Fort Saganne et son imagier d'Épinal sur nos soldats d'Afrique.

La trame du film n'a rien d'imaginaire : elle relate la sanglante équipée de la colonie Voulet-Chanoine qui, en 1893, dévasta toute une région du Niger. Ses exactions furent telles que le gouvernement français décida que le capitaine Voulet ne pouvait continuer sa marche « sans honneur pour la France », et envoya à sa poursuite un détachement commandé par le colonel Klobb. Rejoignant Voulet, le colonel qu'il avait rompu avec la France et le fit abattre. Les soldats de la colonne, désorientés, abandonnèrent alors leur chef, sauf une poignée d'entre eux et le lieutenant Chanoine (dont le père, général, et éphémère ministre de la défense, démissionna pour protester contre une révision du procès Dreyfus). Chanoine sera finalement tué dans une escarmouche et Voulet exécuté par ses derniers fidèles.

Jacques-Francis Rolland a raconté cette misérable équipée dans le Grand Capitaine. Med Hondo y ajoute l'épisode peu connu de la résistance à l'envahisseur de Sarraounia, la reine des Azna, une petite ethnie du Niger, dont un écrivain nigérien, Abdoulaye Mamani, a romanisé le destin.

Sarraounia — incarnée par Ai Keta — est une jeune femme exceptionnelle, guerrière et féticheuse redoutable. Mais les remparts de boue séchée de sa forteresse ne résistent pas à l'unique canon de la colonne, et elle bat en retraite dans la jungle impénétrable.

Les scènes de genre du film, tournées au Burkina — batailles et embuscades à l'arc et au fusil de trait, campements encombrés par les femmes des traillards et des spahis, beuveries solennelles des officiers blancs — en font un grand spectacle. Les acteurs français, Jean Roger Milo (Voulet) et Frédéric Atkin (Chanoine) en particulier, sont excellents. Le personnage de Sarraounia est peut-être, en revanche, un peu trop idéalisé pour emporter une totale adhésion.

Mais Med Hondo — après Soleil O, Les Bécots noirs, nos voisins, Nous avons tous la mort pour dormir et West Indies — a réussi sans doute le premier grand film épique du cinéma d'Afrique noire.

CLAUDE WAUTHIER.

\* Le Grand Capitaine, paru en 1976 chez Grasset, avait obtenu le Prix des maisons de la presse. Le livre d'Abdoulaye Mamani a été publié en 1980 aux éditions L'Harmattan.

« Sid and Nancy », « Prière pour un tueur », « Frankenstein 2000 »

## Festival d'horreurs

Sid Vicious — anglais et bassiste des Sex Pistols — rencontre l'amour et Nancy, américaine toxicomane, qui l'acrobate à l'éthérée une femme fatale, en somme. Elle l'entraîne sur les chemins de la perdition, et le paiera de sa vie. Sans même s'en apercevoir, il l'égorge une nuit dans leur chambre d'hôtel à New-York. Plus tard, d'ailleurs, il se suicidera dans sa cellule.

Zola aurait pu écrire le scénario, il y aurait mis autant de moralisme honteux et davantage de folie. Transposer la vérité d'une histoire vraie est risqué, Alex Cox, le réalisateur, conscient des pièges, aurait voulu les éviter. Il n'y est pas parvenu. Il n'a pas su donner à son film la violence profonde de la révolte punk, et a seulement montré le folklore, la crasse, les vomissements, la peur, la frime, les manifestations poétiques.

Les amateurs d'images grand-guignolesques seront mieux servis avec Prière pour un tueur, de Gordon Hessler, un classique du karnal, très exactement du nina, mais ce n'est pas si différent. Les combats hautement acrobatiques sont montrés en ralenti, les gangsters cruels rient et roulent des yeux, ont des têtes à faire peur. Le héros — un gentil restaurateur japonais qui se trouve mêlé à son corps défendant à d'affreuses histoires de drogue — taille à grands coups dans la chair du méchant, alors qu'une épée transperce sa cuisse... On n'est pas volé.

On peut prendre également plaisir à Frankenstein 2000, de Jean-Claude Lord, où l'on voit un ingénieur odieusement cynique faire périr un collègue dans l'incendie du laboratoire, lui voler son cerveau, construire autour une créature qui, il fallait s'y attendre, se transforme en monstre vengeur. Même en lambeaux, même désagréable, rien ne l'arrête. Mais c'est moins bien que dans Terminator...

C. G.

ORATOIRE DU LOUVRE, 145, rue Saint-Honoré  
MARDI 9 DÉCEMBRE, à 20 h 30  
CONCERT par la MAÎTRISE DE L'ORATOIRE (subventionnée par la Ville de Paris)  
BACH : cantate de l'Avent (BWV 61) — BERLIOZ : Le Chêne et le Chêne (2<sup>e</sup> partie)  
SCHUMANN : Cantate de l'Avent (op. 71)  
NOËLS pour orgue, par M. L. GIROD-PARROT  
soprano, chœur, orchestre, direction FLORIAN HOLLARD.  
Places numérotées sans réduction 120 F, avec réduction pour carte verte 100 F, non num. sans réduction 100 F, avec réduction 80 F. Étudiants 60 F.  
Location : Oratoire, 1, rue de l'Oratoire, 145, bd Saint-Germain  
Agence PÉROUSSE, 6, place de la Madeleine  
et, par correspondance, AVANT le 5 décembre

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<p>AUDITORIUM DES HALLES Mardi 26 novembre à 20 h 30 (p.s. Valmésnil)</p> <p>Martin EGEL Baryton Morice BORINI piano Franz LISZT</p> <p>Requiem de VERDI L. SCAPPATICCI sop. K. CIESPINSKI Mez. Sop. G. LAMBERTI Ténor J. RYHANNEN Basses La Société des CHANTEURS de ST-EUSTACHE ORCH. DES CONCERTS de ST-EUSTACHE J.-P. BERLINGER Viol. Solo Dir. : R.-P. Emile MARTIN de l'Oratoire</p> <p>CONCOURS INTERNATIONAL MARGUERITE LONG JACQUES THIBAUD ÉPREUVES DE PIANO du 29/11 au 8/12 NOUV. ORCHESTRE PHILHARMONIQUE de RADIO FRANCE Dir. : Philippe BENDER le 8 déc. : concert de gala Remise des récompenses avec la participation DES LAURÉATS</p> <p>Maria-Joao PIRES BACH, MOZART BEETHOVEN</p> <p>Georges CZIFFRA SCHUBERT CHOPIN, LISZT</p>	<p>Eglise des Bénédictins 30 nov. à 17 h (p.s. Klugman)</p> <p>Chantal de BUCHY, sop. Christian CRENNE, violon Manfred STILZ, viola BEETHOVEN : Intégrale des trios avec piano (2<sup>e</sup> cycle)</p> <p>CONCERTS LAMOREUX Dir. : AVI OSTROVSKY Sol. : Françoise-Joël THOLLIER LISZT, BERLIOZ Bartle Jarrett BAKER Geoffrey PARSONS PUNGILL, HANDEL SCHUBERT, BRITTEN POULENC, FAURÉ DUPARC, ELGAR</p> <p>THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS au théâtre Mogador Lundi 6 décembre à 20 h 30 (p.s. Valmésnil) MusicaGlor</p> <p>THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Lundi 6 décembre à 20 h 30 (p.s. Valmésnil) MusicaGlor</p> <p>SALLE GAVEAU Lundi 8 décembre à 20 h 30 Loc. ouv. Salle a/c de 9 octobre (Valmésnil)</p> <p>LE TRIPTYQUE CONCOURS INTERNATIONAL d'INTERPRÉTATION VOCALE MAURICE RAVEL ET LES MÉLODIES FRANÇAISES 65 000 F de prix Remise des récompenses 71, rue de Cassini-Courtonne 75 : 45-25-15-40 Secrétaire : ALAIN SUEZ</p> <p>MARIONNETTES DE SALZBOURG 40 REPRÉSENTATIONS Les Contes d'Hoffmann Don Giovanni Dieu et le Diable Casse-Noisette LOCATION OUVERTE</p>
--	---

UNE HEURE AVEC LES SOLISTES DE L'EIC

42 60 94 27

Centre Georges Pompidou - Grande Salle - 18 h 30

ARC Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris - Petit Auditorium - 16 h

Concerts Radio France

VENDREDI 28 NOVEMBRE. 20 H 30. SALLE PLEYEL  
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE  
DIR. JUNICHI HIROKAMI, VLADIMIR ASHKENAZY  
MENDELSSOHN - MOZART - BRAHMS

SAMEDI 29 NOVEMBRE. 15 H. OPÉRA-COMIQUE  
MUSIQUE DE CHAMBRE. PROKOFIEV  
M. ROSTROPOVITCH - QUATUOR ARDITI

SAMEDI 29 NOVEMBRE. 20 H 30. SALLE PLEYEL  
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE  
DIR. JOHN NELSON, LYNN HARREL  
BERLIOZ - SAINT-SAËNS

SAMEDI 6 DÉCEMBRE. 18 H  
GRAND AUDITORIUM. ENTRÉE LIBRE  
MUSIQUE AU PRÉSENT. "ISRAËL"  
DIR. MEIR MINSKY, ZACHARIA ZORIN  
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE  
IRANYI - DORFMAN - SADAI - SHERIFF

DIMANCHE 7 DÉCEMBRE. 18 H. SALLE PLEYEL  
PROKOFIEV : GUERRE ET PAIX  
DIR. MISTISLAV ROSTROPOVITCH  
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE - CHOEUR DE RADIO FRANCE

LOCATION  
14 JOURS À L'AVANCE  
RADIO FRANCE  
TEL. 45 25 15 40  
SALLE PLEYEL  
TEL. 45 25 15 40

VOUS TROUVEREZ L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES DE LA SAISON MUSICALE DANS LA BROCHURE "LA MUSIQUE EST NOTRE ÉLÉMENT"

Radio France

SALLE PLEYEL  
ALBERT SARFATI  
présente  
DEUX CONCERTS EXCEPTIONNELS

Lundi 1<sup>er</sup> Décembre 20 h 30  
Mardi 2 Décembre 20 h 30

ORCHESTRE NDR DE HAMBURG  
Direction  
LORIN MAZEL

2 programmes différents

SAMUEL BARBER  
Ouverture  
The school of scandal

R. STRAUSS  
Till Eulenspiegel's  
Lustige streiche Op. 28

GUSTAV MAHLER  
Symphonie N° 1 en Ré Majeur

JOHANNES BRAHMS  
Symphonie N° 1 en Do Mineur

R. STRAUSS  
Sinfonia domestica

Location Salle Pleyel  
45 25 15 40  
45 25 15 40  
45 25 15 40

مكتبة الشارقة







## Les prix littéraires

Les prix Femina - romans français et étrangers - ont été attribués respectivement à René Belletto pour *L'Enfer* (POL), au premier tour de scrutin, par six voix contre cinq à Pascal Quignard pour *Le Salon du Wurtemberg* (Gallimard), et à Torgny Lindgren pour *Bethsabée* (Actes Sud), au premier tour, par sept voix contre

trois à Muriel Spark pour *Ne pas déranger* (Fayard) et un bulletin blanc.

Les prix Médicis - romans français et étrangers, essai - ont été décernés respectivement à Pierre Combescot, John Hawkes et Julian Barnes. Le premier pour *les Funérailles de la Sardine* (Grasset), au quatrième tour de scrutin,

par sept voix contre une à Francine de Martinoir pour *Arrêt sur image* (Gallimard), une à Elvire de Brissac pour *le Repos* (Grasset), et une à Pierre Bergounioux pour *la Bête humaine* (Gallimard); le second pour *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska* (Seuil), au premier tour, par huit voix contre une à John Irving pour *l'Œuvre de Dieu, la part du Diable* (Seuil), et une

à Giorgio Manganelli pour *Aux dieux ultérieurs* (Ed. W.); le troisième pour *le Perroquet de Flaubert* (Stock), au premier tour, par sept voix contre une à Pierre-Yves Pétillon pour *l'Europe aux anciens parapsy* (Seuil), une à Philippe Roger pour *Roland Barthes, roman* (Grasset) et un bulletin blanc.

### ● FÉMINA : René Belletto pour « L'Enfer »

Ceux qui reprocheraient aux dames du Femina d'avoir, avec *L'Enfer* (POL), couronné un roman bien étroit de la littérature. Le roman de René Belletto parle de meurtres, d'enlèvements, de poursuites, de pièges et de rancunes, mais ces péripéties ne sont que les formes que prennent les trois principaux personnages de l'histoire : la folie, l'horreur et l'aberration. *L'Enfer* n'est pas un divertissement (1).

Il n'en reste pas moins que l'itinéraire de René Belletto est assez inhabituel. Cet écrivain lyonnais a commencé à publier il y a une dizaine d'années - sous la houlette éditoriale de Paul Otchakovsky - Laurent, avec qui il a toujours travaillé depuis - des textes que l'on qualifierait d'« avant-gardistes » si cette étiquette avait un sens.

Et puis, en 1981, René Belletto change de registre. Ce qu'il disait déjà dans la prose poétique de ses premiers livres - la peur de vivre, l'angoisse de la nuit, les messages de la communication, la fragilité des sentiments, l'exaspération, l'effrayante puissance de l'imagination - voilà qu'il le coule dans le moule d'un récit presque linéaire, tout en chapitres, en mystères et en rebondissements. C'est *le Revendeur*, le premier roman de sa trilogie lyonnaise. Suivront *Sur la terre comme au ciel*, que Michel Deville adaptera avec succès au cinéma sous le titre *Pétil*

en la demeure, et cet *Enfer*, qui avait déjà obtenu en juin dernier le Livre Inter 1986.

Malraux a écrit il y a longtemps des choses fort justes sur les capacités du roman policier à véhiculer et à transcrire les grandes figures mythologiques et à dessiner la figure moderne du destin. *L'Enfer* en est une éclatante confirmation. La référence de Belletto à Dante n'est évidemment pas fortuite. Sous l'écrasante pesanteur d'un soleil qui fait fondre les consciences tout autant que les corps, c'est bien dans une descente vers les demeures de Satan qu'il nous entraîne.

Ce noir voyage dans le brasier des âmes serait probablement monotone, n'était la belle imagination littéraire de René Belletto, son insolente liberté d'écriture, cette manière de jouer avec les mots, de les chauffer à blanc, eux aussi, pour festoyer de fantasmes sa sombre toile. Il n'y a guère, pour lui, que la poésie qui puisse faire pièce au Mal.

Depuis *L'Enfer*, paru au mois de janvier dernier, René Belletto a d'ailleurs publié - toujours chez POL - un recueil de quarante-sept sonnets sous le titre *Loin de Lyon*. Des vers très drolatiques quant à la forme, et très sinistres quant au fond.

P. L.

(1) Voir « Le Monde des Livres » du 31 janvier 1986.

### ● FEMINA ÉTRANGER : Torgny Lindgren pour « Bethsabée »

Qui n'a pas sa Bethsabée ? Demandez ma Bethsabée. Sur le marché des quatre saisons des prix littéraires, les jurés ont indéniablement un faible pour la femme de roi David. L'an dernier, le prix Médicis étranger avait déjà récompensé avec *Dieu sait !* (Grasset), de l'Américain Joseph Heller, une Bethsabée-mamma juive, amoureuse, prête à tout, face à un David vicieux, pour « établir » son petit Salomon...

#### Un grand poème tragique

Cette année, le Suédois Torgny Lindgren imagine, autour de cette femme - « pratique effroyablement belle » - un grand poème tragique, en prose, sur l'amour, le pouvoir et le mort (1). Pour la plus grande gloire de cette femme - timide et vertueuse - mais « qui sent très fort le désir » et que le roi va préférer aux cinquante-deux autres épouses de son harem. Cette femme qu'il veut garder éternellement pour lui seul : « Mon souhait est qu'elle soit enveloppée de graisse. Car il en est ainsi, le désir ne peut pas sortir. Et, prisonnier du charme et de la sensualité de Bethsabée, David, celui qui parlait au Seigneur, va entraîner son peuple et ses fils dans une suite de guerres,

d'épidémies, de meurtres et de passions. Jusqu'à sa dernière parole : « Tu es parfaite, Bethsabée. La perfection est ton plus grand défaut. » Torgny Lindgren, qui est né en 1938 dans le Västernorrland, au nord de la Suède, a dédié à ses enfants « cette histoire qui me fut la première comédie et que je vous ai maintenant racontée ».

Nourri du livre, ce fils de paysans transpire la Bible à travers ce poème qui est le sien, plein de désir, de violence, de sexe et de langues tranchées dans un style qui, de toute évidence, se veut musical, et dans lequel les rimes et les rythmes se répètent, se répondent.

De Torgny Lindgren, il faudra lire aussi le *Chemin du serpent*, par lequel les éditions Actes Sud l'avaient révélé l'an dernier en France : une apostrophe au Seigneur, pleine de fureur, proférée par un paysan victime de l'injustice sans fin qui pourrait sa famille. Le film tiré du livre par Bo Widerberg devrait sortir bientôt sur les écrans.

N. Z.

(1) *Bethsabée*. Actes Sud. Traduit du suédois par Marc de Govenain et Léon Grambach. (Voir « Le Monde des Livres » du 18 septembre).

### ● MÉDICIS : Pierre Combescot pour « les Funérailles de la Sardine »

Si le second roman de Pierre Combescot, *les Funérailles de la Sardine* (Grasset), n'est pas parfait (« Le Monde des Livres » du 10 octobre), son style baroque et son style torrentiel sont parfois insuffisamment maîtrisés, il est - à la lumière du choix des jurés Goncourt et Renaudot - tout à fait digne de sa récompense.

Nourri de Florence, de Rome et de Venise, des théories de la Renaissance et de la peinture du Quattrocento, de cette période qui vit la rupture avec l'esthétique du Moyen Âge et la naissance de l'art

moderne, Combescot rassemble dans son livre toutes ses passions et ses folles italiques. Lorenzaccio y croise l'élection de Jean-Paul I<sup>er</sup> et Machiavel s'y laisse fasciner par un artiste de la mort, bourgeois des Borgia.

Ce texte ambitieux, à la construction habile, où l'auteur mène un jeu judicieux avec le narrateur et les personnages, engendre bien des ouvrages que l'on attend de Pierre Combescot, journaliste littéraire et écrivain, cultivé et talentueux.

Jo. S.

### ● MÉDICIS ESSAI : Julian Barnes pour « le Perroquet de Flaubert »

Il fallait que en soit un Anglais, qui nous ramène à Flaubert et qui nous fasse découvrir l'univers de l'auteur d'*Un cœur simple* comme personne n'avait su le faire.

Julian Barnes a la tout Flaubert, tout ce qu'on a écrit sur Flaubert, et s'en est nourri bien avant que de songer à écrire *le Perroquet* (1) qu'il a qualifié de roman, et que les jurés du Médicis récompensent dans la catégorie essai.

Pourtant ce livre ne théorise jamais. C'est un guide qui vous fait parcourir l'univers de Flaubert, en accumulant les exemples vécus, les chronologies écheues ou fantaisistes, les animaux favoris, les réquisitoires et les éblouissements : le personnage de Barnes, un médecin à la retraite, et veut, qui n'écrit pas, car « il y a déjà trop de livres », et qui s' donne l'air d'un découvreur successivement à l'hôtel-Dieu de Rouen, puis à Croisset, dans ce qui reste de la maison du romancier, l'authentique perroquet - emprunté par Gustave Flaubert au musée de Rouen pour être

mis sur sa table de travail pendant la rédaction d'*Un cœur simple*, où il s'appelle Lancelot... ».

Alerté par en cas de « parthénogénèse posthume », l'amateur de romans policiers qu'est Julian Barnes nous donne un modèle de critique littéraire pragmatique, une interrogation sur l'œuvre fantastiquement instructive, une remise en question des biographies de référence et de toute notre façon d'appréhender le passé.

Né en 1946 à Leicester, Julian Barnes a publié plusieurs romans (dont deux policiers) sous le pseudonyme de Don Kavanagh. Il vient de faire paraître *Starting at the Sun*, une vie de femme entre 1939 et 2021.

N. Z.

(1) *le Perroquet de Flaubert*. Stock. Traduit de l'anglais par Jean Guillemin. (Voir la chronique de Bernard Frank dans *le Monde* des 9, 17 et 23 avril 1986.)

### ● MÉDICIS ÉTRANGER : John Hawkes pour « Aventures dans le commerce des peaux en Alaska »

Il n'est que d'attendre le Médicis à couronner le ozianne ouvrage - publié en France - de l'Américain John Hawkes, soixante et un ans. Il avait déjà obtenu le Prix du meilleur livre étranger en 1974, pour les *Oranges de sang*, premier de ses romans qui l'ait sorti du ghetto des « happy few », grâce, en grande partie, à une exclamation du *New York Times* : « C'est, probablement, le plus grand écrivain américain vivant ».

Pour être juste, deux grands de la littérature de son pays, Saul Bellow et Flannery O'Connor, n'avaient cessé de l'encourager. Et dans le petit peloton des admirateurs prestigieux, Peter Brook, qui avait connu Hawkes dans le cadre d'une compagnie de théâtre, avait consacré une analyse lumineuse (« *Encounter* », juin 1966) à ses premiers livres. Ceux-ci frappèrent par une poésie d'une extraordinaire violence que tempérait une exceptionnelle maîtrise du langage. Ils montraient, comme dans le conte ou dans le mythe, que l'accomplissement de nos désirs les plus profonds est une chose maudite.

Avec *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska* (Seuil), voir « Le Monde des Livres » du 31 octobre), Hawkes ébauche le destin d'un Américain d'origine française qui, à la suite de la débâcle de Wall Street, en 1929, part avec sa femme et sa petite fille en Alaska, sous prétexte de découvrir de fabuleuses mines d'or. Mais, en fait, avec la secrète intention d'arracher aux forêts enneigées d'une certaine région du pays un totem que les Indiens auraient jadis sculpté en l'honneur du président Lincoln. Les histoires que les hommes racontent sont peu ombreuses : le paradis perdu ; le labyrinthe ; la victime innocente dont le sacrifice,

apaise les dieux et sauve un peuple ; le dieu qui meurt sur la croix et le traître qui est son égal dans l'économie de la rédemption ; le roi qui quitte son lit pour triompher à la guerre et qui se heurte à toute sorte d'obstacles et de sortilèges, avant de revoir, un jour, son lit...

C'est ce dernier thème que Hawkes reprend ici. Et, bien sûr, puisqu'il est notre contemporain, son Ulysse ne trouvera au bout de ses peines que l'île de la mort, où aucune Pénélope n'attend. Écrit sur le ton parodique, ce livre semble, par rapport aux romans des débuts, une révélation fatiguée, dépourvue de substance. Il reste que le Médicis est allé à un grand écrivain : celui du *Glenn*, du *Cannibale*, de *Cassandra*, des *Oranges de sang* (1).

HECTOR BIANCHIOTTI.

(1) Ouvrages publiés chez Denoël, coll. « Lettres nouvelles ».

#### Le dindon de la farce

On peut, on l'aura compris, prétendre, pour les cadeaux de Noël, le Médicis au Goncourt et le Femina au Renaudot. Mais il ne faudrait surtout pas oublier l'auteur qui, malheureusement, a été le « dindon » de la farce.

Pascal Quignard, qu'on disait depuis des mois prochain au Femina, a fait les frais d'un « combine », aux ficelles un peu grossières, de la semaine dernière, et des pressions trop peu discrètes : les dames du Femina ont voulu montrer qu'elles n'étaient pas soumises aux grands éditeurs.

Quignard n'en a pas moins publié l'un des meilleurs romans de la rentrée, subtil, délicat et intelligent, *le Salon du Wurtemberg* (Gallimard) (le Monde du 3 octobre).

Les quelques réserves à faire sur ce livre ne sont que la mesure des espoirs suscités par les qualités de Pascal Quignard. Alors achetez tout le Salon du Wurtemberg en plusieurs exemplaires et offrez-le à vos amis.

Jo. S.

## Communication

Après Goodyear et les Presses de la Cité

## M. Goldsmith à l'assaut de la « 5 »

Après l'offre publique d'échanges des Presses de la Cité, après le « raid » sur l'industrie du pneumatique et du pétrole aux États-Unis, le patron de l'Express a une nouvelle conquête en cours : celle de la « 5 ». Avec un objectif : la constitution d'un empire multimédias européen.

A écouter ses principaux collaborateurs, Sir James Goldsmith possède deux qualités essentielles : il s'entend très bien avec les gens qu'il ne pense réussir et il a assez d'argent pour mener ce qui lui tient à cœur. Or une ambition clairement affichée taraude ce PDG qui possède déjà en France la société la Générale occidentale (18 milliards de francs de chiffre d'affaires et 360 millions de francs de bénéfices en 1985) et le groupe de presse l'Express : construire un véritable groupe multimédias de dimension européenne, dont le siège serait fixé à Paris.

Côté presse, en dépit de la crise qui a sévi cet été à l'Express, le nouveau positionnement de magazine et le lancement de ses quatre « hebdomadaires » se soldent pour Jean-Pierre Pigasse, directeur des rédactions nommé en août, par un succès total. « Huit journalistes nous ont quittés, mais une trentaine sont venus renforcer nos rédactions », explique-t-il. Les « hebdomadaires » sont parus au jour dit : leur objectif publicitaire a été dépassé de 100 % et la vente en kiosque de l'Express a augmenté de 25 %.

Un léger malaise persiste cependant dans les couloirs de la rédaction du groupe, fait de molle contes-

tation et des velléités de départ de certains. Ainsi, Jean-Pierre Pigasse a dû, *volens*, signer de ses initiales la nouvelle rubrique « On dit que... » de l'hebdomadaire. Une partie de la rédaction jugeait en effet trop paritaire cette page que le directeur des rédactions continuait pourtant à définir comme « indépendante de tous les pouvoirs ».

Mais ce ne sont sans doute que péripéties. Car « Jimmy » Goldsmith a pour l'Express d'autres projets : le développement de l'Express-International (108 000 exemplaires diffusés et lus par 70 % d'étrangers) que Tristan Dolmitz, venu des Echos, devrait prendre en charge à la fin de ce mois ; le lancement d'une édition de l'Express en Suisse, puis dans d'autres pays francophones, sur la grille provisoire de programmes de la « 5 » sont en effet bouclés ; enfin, encore à l'état de projet, la création d'un quotidien national.

#### Une chaîne d'information

Côté audiovisuel, M. Goldsmith mobilise aujourd'hui ses troupes sur un nouvel objectif : la reprise de la « 5 », dont il veut être l'opérateur et, en aucun cas, un partenaire passif. Celui qui s'est récemment illustré dans l'offre publique d'échanges des Presses de la Cité et dans le « raid » avorté mais fort rentable sur la firme américaine Goodyear semble serin et confiant en son succès. Les budgets prévisionnels et la grille provisoire de programmes de la « 5 » sont en effet bouclés. « Des études sérieuses de simulation ont été faites, note M<sup>me</sup> Gilberte Beaux, directrice générale de la Générale occidentale et adminis-

tratrice de l'Express. « Si nous obtenons la « 5 », elle ne sera pas équilibrée dès la première année. Mais nous considérons pouvoir la rendre viable rapidement ».

La grille de programmes dont MM. Henri de Turénne, producteur et président de la Société des compositeurs et auteurs multimédias, et Yves Cunu, éditeur international de l'Express, sont plus spécifiquement chargés, est fondée sur ce « mieux disant culturel » souhaité par la Commission nationale de la communication et des libertés.

« James Goldsmith veut faire de sa télévision la chaîne de l'information », souligne Henri de Turénne : quatre journaux quotidiens sont prévus, soit mille deux cents heures par an. « L'information devra être originale, ajoute Yves Cunu. Nous ne ferons pas d'information au sens de la question de compter sur des équipes de reporters confirmés sur les sujets. Et ce ne seront pas forcément des journalistes de l'Express : la chaîne ne sera pas « marquée », même quand des points entre elle et les rédactions du groupe seront jetés ».

Pour le reste, la « 5 » selon Sir James Goldsmith devrait diffuser trois cents heures de fiction par an (dont la moitié proviendrait des pays réceptifs) et émettre des heures de documentaire. Sans compter les jeux, les variétés et des curiosités comme une rubrique nationale destinée aux agriculteurs, un petit conservatoire du théâtre et de la chanson, un magazine sur le spectacle, un film érotique soft, etc. Ne possédant pas de portefeuille de films ou de maison de production, M. James Goldsmith fera appel, pour ces produits, à des sociétés de production qui les lui livreraient « clés en main ». Mais il souhaite investir dans la création en consacrant 10 % du budget de production à l'écriture de scénarios et en lançant une filiale de coproduction avec le cinéma.

A moins que Sir James ne s'allie avec un partenaire possédant déjà films et maison de production. Comme chaque candidat à la reprise d'une chaîne, le patron de l'Express a beaucoup discuté. Après deux rencontres, les dirigeants de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), elle aussi candidate à l'achat de la « 5 », ont finalement écarté le magnat franco-britannique, incapable de manifester un trop grand appétit.

Sir James s'est alors tourné vers les Editions mondiales, qui possèdent à la fois un portefeuille de plus de trois cents films et plusieurs sociétés de production. Un accord entre la société dirigée par M. Antoine de Clermont-Tonnerre et « Jimmy » Goldsmith pourrait être signé prochainement. L'alliance pourrait s'ouvrir à un troisième personnage : M. Silvio Berlusconi, qui, à l'évidence, ne néglige aucune carte pour être sûr de garder un pied sur le marché français.

Rien n'est joué cependant. Avec six grands candidats pour trois chaînes, la course aux télévisions privées ressemble de plus en plus à une partie de chaises musicales. Au dernier moment, devant la Commission nationale de la communication et des libertés, les alliances peuvent se renverser. M. Antoine de Clermont-Tonnerre et les Editions mondiales gardent un œil sur TF 1 et attendent la fixation du prix de vente de la chaîne pour dévoiler leur véritable stratégie. M. Goldsmith, lui, pourrait être tenté par un accord de dernière minute avec la CLT. N'ont-ils pas un partenaire commun : le groupe multimédias allemand Bertelsmann, actionnaire de la CLT et allié de M. Goldsmith dans France-Loisirs au sein des Presses de la Cité.

YVES-MARIE LABÉ.

**CRETEIL**  
Hors des Arts  
Du 7 NOVEMBRE AU 14 DÉCEMBRE  
**HOSANNA**  
de Michel TREMBLAY  
Mise en scène Laurence FÉVRIER  
avec Michel OUTMET Charles MAYER  
DU 12 NOVEMBRE AU 14 DÉCEMBRE  
**LE MEDECIN MALGRE LUI**  
de Molière  
Mise en scène Berno Besson  
**48.99.94.50**  
Métro Créteil Préfecture

18 h  
**Cinéma**  
jeudi 27 - vendredi 28  
samedi 29 novembre  
**MEMOIRE DES APPARENCES**  
LA VIE EST UN SONGE  
DE RAOUL RUIZ  
PRIX UNIQUE 24 F  
LOC. 2 PLACE DU CHATELET  
**42.74.22.77**

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS  
**Les Flacons de la Séduction**  
L'art du parfum au XVIII<sup>e</sup> siècle  
Relié pleine toile, 24 x 31 cm, 168 p. 200 reproductions dont plus de 150 en couleurs - 450 F  
3 place de l'Odéon - 75006 Paris  
Tél. 41.46.33.78.79

مكتبة الشامل



هكذا من العمل

UNE VILLE, C'EST FAIT DE RENCONTRES.



TOUS LES PARISIENS N'ONT PAS L'ACCENT PARISIEN.

Aujourd'hui la ville est ouverte. Tout se croise et se mélange pour mieux s'enrichir.  
Paris du jour et Paris de la nuit. Paris des uns, Paris des autres, Paris  
des parisiens et des touristes. La ville n'est jamais identique  
à elle-même. Ville de toutes les

**RATP**

LA VILLE EST SAISSANTE, SAISISSEZ LA

différences. Rencontres productives de langages, de signes, d'écritures. Tressage  
de cultures. Échanges positifs. Rêve de ville ou de ville de rêve.  
C'est cette ville complexe et saisissante que la RATP vous invite  
à parcourir et à comprendre.

Ice

re

manifesté  
ement a  
les et à

nbient  
sages,  
i contre

grande  
maifes-  
sons et  
'Ouest,  
apitale.  
Remes

n. Non  
s, Aix,

i qu'ma  
amifes-  
Joube),  
station  
yeéens

mmuni-  
vaquet-  
change  
mettre  
us les  
me si,  
ant de  
'pas se  
doigt,  
nouve-

stnelles  
mani-  
i d'en  
nts, les  
Bouli-  
é suivi  
ir les

te et  
é une  
a ras-  
t qui  
diffé-  
is du  
ersité  
urné,  
rsité  
e son  
pour  
nnes

T.

© PUBLIKES











## « Services »

## ÉCHECS

Les JO de Dubaï  
Kasparov battu  
par Seirawan

Pour s'être obstiné à chercher la victoire dans une finale tournois que tout le monde donnait pour nulle, le champion du monde Garry Kasparov a fini par être battu par l'Américain Yasser Seirawan, lors de la huitième ronde des Jeux olympiques d'échecs de Dubaï. Défaite lourde de conséquences, car elle a permis aux États-Unis de s'imposer face à l'URSS (2,5-1,5). L'Union soviétique, qui s'était réjouie qu'à partager les points avec l'Angleterre (sixième ronde), dégringolait au classement général de la première à la quatrième place, se devant la France que d'un point.

Dans la neuvième ronde, disputée le lundi 24 novembre, les Soviétiques rencontraient justement les Français, remarquables sixièmes après des victoires sur la RFA (2,5-1,5) et sur la Chine (3-1). Spassky annula contre Karpov, Miralles était battu par Sokolov, la partie Resner-Yassopov étant ajournée. Dans la même ronde, l'Angleterre, superbe, battait les Roumains 3-1, et conservait sa première place.

## CLASSEMENT APRÈS NEUF

RONDES. — 1. Angleterre: 26,5 (sur 36); 2. États-Unis, URSS: 24,5 (une journée); 3. Espagne: 23,5 (une journée); 4. Argentine, Bulgarie, RFA: 23, etc. La France est seizième avec 21,5 et une journée. Il reste cinq rondes à disputer.

## SPORTS

● **PENTATHLON MODERNE**: le dopage aux championnats du monde. — Douze pentathètes (cinq Soviétiques, trois Bulgares, deux Polonais et deux Américains) ont été convaincus de dopage à la suite des championnats du monde disputés au mois d'août dernier en Italie. Les coupables ayant été déclassés et suspendus, lundi 24 novembre, par l'Union internationale de pentathlon moderne et de biathlon (UIPMB), les Français ont récupéré deux titres mondiaux: l'un pour l'équipe féminine, qui avait terminé deuxième derrière l'URSS; l'autre pour le junior Francis Gully, classé troisième derrière un Soviétique et un Bulgare.

● **TENNIS**: le tirage au sort du Masters. — Au tournoi de Masters, qui se déroulera à New-York du 3 au 8 décembre, Henri Laconte rencontrera Mats Wilander (le 3), puis Boris Becker et Joakim Nyström. Dans l'autre groupe, Yannick Noah sera opposé à Stefan Edberg (le 4), puis à Andreï Gornes et à Ivan Lendl.

## EN BREF

● **FUTURIBLES**: le programme 1987. — L'association internationale Futuribles (55, rue de Valenciennes, 75007 Paris) a entamé son cours de son dernier séminaire d'études de son programme d'activité pour 1987. L'édition de la revue *Futuribles* sera confiée désormais à une SARL constituée notamment par les administrateurs de l'association. Les analyses documentaires, tables rondes, séminaires d'études seront poursuivies. Plus précisément, seront prévus: un colloque Europe-Etats-Unis sur la prospective, des recherches sur l'ampleur et les impacts du vieillissement démographique dans les pays industrialisés, sur l'emploi et le chômage en Europe, ainsi qu'un cycle de conférences sur les grandes variables d'environnement.

● **VENTE AUX ENCHÈRES**: break Volvo. — A l'occasion du centenaire des Folies-Bergère, le 2 décembre, une voiture tout à fait spéciale sera mise aux enchères au profit de l'Institut Curie. Il s'agit d'un break Volvo 780, entièrement habillé intérieurement de cuir de buffle. Hermès s'est chargé de l'opération, et le peintre du véhicule a été assuré par Lecoq, le spécialiste dans la restauration des voitures de collection.

RESULTATS COMPLETS N° 68	
LOTTO SPORTIF	
1 <sup>er</sup> 13	256 398,00 F
2 <sup>es</sup> 153	22 774,00 F
3 <sup>es</sup> 1 081	3 419,00 F
4 <sup>es</sup> 7 472	603,00 F
5 <sup>es</sup> 224	543,00 F

Temps des 7<sup>es</sup> Numéros de la Chance du Dimanche 23 Nov. 1986: 000000

## PARIS EN VISITES

## MERCREDI 26 NOVEMBRE

« L'École vénétoise », 10 h 30, Louvre, devant la Joconde, et « Part nait », 14 h, hall Saint-Pierre, 2, rue Rossard (Paris Passion).

« Exposition: crèches et traditions de Noël », 15 h, 6, rue du Mahatma-Gandhi, et « Du théâtre de l'Odéon à Molière et à l'Académie-Comédie », 15 h, devant théâtre Odéon (Paris et son histoire).

« Exposition du centenaire de la statue de la Liberté », 14 h 15, vestibule Musée des arts décoratifs.

« L'histoire de Montmartre au musée de Montmartre », 15 h, 12, rue Cortot, et « Aspects de Paris au grand siècle: sur les pas de M. Vézot », le couvent des Miramontes et la maison des Galvères », 15 h, 47, quai de la Tourneille (Calque nationale des monuments historiques et des sites).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 15 h, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Exposition France et Russie au siècle des Lumières », 15 h, hall Grand Palais (V. Turpin).

« La mosquée: l'histoire de l'Islam », 14 h 30, entrée place du Puits-de-l'Érmitte (M. Pobyer).

« Mobilier miniature et objets de maîtrise », 15 h 30, 2, place du Palais-Royal (Hauts lieux et découvertes).

« Les cours des miracles: évocation de la corporation des voleurs et des mendiants, des malingres, des francs-maçons, du grand ocre et des archiprêtres », 15 h, métro Bonne-Nouvelle devant poste (M. Ch. Lancelot).

« Un centre chirurgical d'esthétique », 14 h 15, sortie métro Argentine (AIFC).

« Le café Procope, la Comédie-Française », 16 h, 13, rue de l'Académie-Comédie (Approche de l'art).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (G. Botana).

## CONFÉRENCES

30, rue Cabanis, salle du FIAP, 20 h 15: « A la découverte de la voie de l'accomplissement selon l'enseignement de Shri Mataji Nirmala Devi ».

Chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, 20 h 30: « Les femmes dans la société contemporaine », (M<sup>me</sup> H. Glissot et M. O. Metral).

Centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 15 h: « Ce fut en l'année 1801 que l'enfant naquit en France. Chateaubriand fut son père. M<sup>me</sup> de Staël sa marraine (Gros, Géricault, Girod) » (M<sup>me</sup> S. Egler, conférencière de l'école du Louvre).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 25 novembre 1986:

## UNE LOI

● N° 86-1197 du 24 novembre 1986 relative à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés.

## UN ARRÊTÉ

● Du 22 octobre 1986 relatif aux modalités de déclaration de la diffusion d'une œuvre cinématographique par un service de communication audiovisuelle en application des dispositions de l'article 5 du décret n° 59-733 du 16 juin 1959.

## annonces associations

## Appel

ALLO POESIE  
Tél.: 45-58-32-33

A votre disposition  
jour et nuit

## DROGUE

11<sup>e</sup> arrond.  
Hébergement - Soins  
Ass. MAARVA, T. 43-83-83-86

ASSOCIATION FORMATION  
AGRICULTURE ET SANTÉ  
AFRICAINES et ASIANES  
FORMATEURS BÉNÉVOLES  
PARIS-ROUEN, T. 11-48-24-40-08

## Sessions et Stages

ITALIEN ESPAGNOL  
Stage et cours d'Italien.  
Lecteur, A. rue des Trois-Couronnes,  
Paris 11<sup>e</sup>, M<sup>me</sup> Vézot,  
Tél.: 42-07-53-36.

## COURS DE LANGUES

Anglais, arabe, espagnol, français pour étrangers, japonais, italien et russe. A.P.A.C.  
23, rue Montorgueil 75001 Paris. Tél.: 42-35-19-64.

ANGLAIS-FRANÇAIS-ALLEMAND-RUSSE. Apprentissage efficace, joyeux, rapide par la suggestion.  
Tél.: 43-20-22-64

● Pils de la ligne 30 F TTC 228 signal, livrés en express.

● Joindre une photocopie de déclaration au

● Chaque fois à l'ordre de Négociation LMA et à adresser au

plus tard le jeudi pour parution du mardi dans le journal à Négociation LMA, 7, rue de Montmartre, 75007 PARIS.

## Le Carnet du Monde

## Mariages

— Marion LECRINIER,  
Daniel PARDO,

sont heureux de faire part de leur mariage.

41-14-4 Shogun,  
Minato-Ku,  
Tokyo 108.

## Décès

— M. et M<sup>me</sup> Adrien Briane,  
Claude Briane et Frédérique,  
Jean-Paul et Joëlle Briane et Louis,  
Anno-Marie Briane et Raphaël,  
Martine Mart-Briane et Mathieu,  
Sa famille, ses amis et collègues,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-François BRIANE,  
journaliste à *Libération*.

survécu à Compiègne, le 22 novembre 1986, dans sa trente-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Compiègne (Oise).

21, rue des Réservoirs,  
60200 Compiègne.

— On nous prie d'annoncer le décès de

professeur Luigi CROCCO,

survécu à Rome, le 19 novembre 1986.

Cet avis tient lieu de faire-part.

38, via Citta della Pieve,  
00197 Rome.

— Le commissaire en chef de la marine (G) Jacques Descombes,  
Gille et Marie-France Descombes,  
Vincent et Yasuko Descombes,  
Jean-Paul, Anne, Etienne et Jérôme  
Ottaviani,

ont la douleur de faire part du décès de

Thérèse DESCOMBES,  
née Millet,

survécue à Paris, le 23 novembre 1986.

Ses obsèques seront célébrées en l'église Saint-Sulpice, le jeudi 27 novembre, à 15 h 45.  
Elle sera inhumée au cimetière de Roussillon (Vancluse), le vendredi 28 novembre, à 16 heures.

36, rue de Valenciennes,  
75007 Paris.

— Le conseil d'administration,  
La direction  
et le personnel de la Caisse d'allocations  
familiales de Seine-et-Marne,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. François GOMEZ,  
leur directeur honoraire,

survécue le mercredi 19 novembre 1986.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 22 novembre, en l'église de Crutelles, suivie de l'inhumation au cimetière de l'Albaredo, 81220 Saint-Paul-Cap-de-Joux, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Noté: bénéficiaire d'une réduction sur les services de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## — Reux (14).

Catherine Kraemer,  
M. et M<sup>me</sup> Peter Kraemer  
et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> H.-W. KRAEMER,  
née Anna Protodopoulou.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 22 novembre 1986, à Reux, dans l'intimité.

— M<sup>me</sup> Louis Larue,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Mariola,  
M<sup>me</sup> Brigitte Larue,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Larue,  
M. et M<sup>me</sup> André Nuy,  
ses enfants,  
Et tous ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis LAURE,

le 22 novembre 1986, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Océ de Boulogne, suivie de l'inhumation au cimetière de Gravelle, 174, rue Saint-Charles, à Paris-15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

82, rue Denfert-Rochereau,  
92100 Boulogne.

— Bruxelles, le 15 novembre 1986,

M. Philippe LECHAT

quitte les siens.

Que tous ceux qui ont connu et estimé l'ami ou simplement l'homme aient une pensée pour lui.

24, chemin Duval,  
1970 Wetzembeck-Oppem,  
Belgique.

— M. et M<sup>me</sup> Olgierd Lewandowski,  
M<sup>me</sup> Jean Coran,  
M<sup>me</sup> Pierre Coran  
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LEWANDOWSKI,

survécue le 12 novembre 1986, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Résidence Val-des-Bois,  
Bâtiment E,  
8, chemin de Val-des-Bois,  
13009 Marseille.

— M. Jean-Pierre Marie,  
M. Philippe Marie,  
M. Yves Marie,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Fernand MERLE,  
conseiller des affaires étrangères,  
officier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,

survécue le 18 novembre 1986.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Versailles (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, boulevard du Roi,  
78000 Versailles.

— M<sup>me</sup> Jacqueline Papillon,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Suzanne Cotinca,  
sa belle-mère,  
M<sup>me</sup> Liliane Papillon,  
sa belle-sœur,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Papillon  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Christian Papillon  
et leurs enfants,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Roger PAPILLON,  
ancien élève de l'École polytechnique,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
ingénieur en chef  
de génie maritime (ER),  
commandeur du Ouissamoukita,  
commandeur de l'Étoile d'Anjouan,

survécue en son domicile, le samedi 22 novembre 1986.

L'inhumation aura lieu le mercredi 26 novembre, à 14 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

80, avenue Philippe-Auguste,  
75011 Paris.

5-6-7 DÉCEMBRE

1<sup>re</sup> EXPOSITION INTERNATIONALE

VENTE - ÉCHANGES

MINÉRAUX

FOSSILES

PIÈRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

200 EXPOSANTS REPRÉSENTANT 15 PAYS

HOTEL P.L.M.

17, bd Saint-Jacques - Paris-14<sup>e</sup>

— M<sup>me</sup> Régine Prou,

M. et M<sup>me</sup> Philippe Prou  
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy PROU,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survécue le 22 novembre 1986, à Saint-Maxime (Var), à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 26 novembre, à 9 h 45, en l'église de Saint-Maxime (Var).

— M. et M<sup>me</sup> Jean Ancelir,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-François Ancelir,  
M. et M<sup>me</sup> Olivier Ancelir,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Prouet de Casters  
et leurs enfants,  
Marie-Anne Bernard-Lafargue,

ont le regret de faire-part du décès de

M<sup>me</sup> Monique  
RAYMOND-MILLET,  
veuve de J. K. Raymond-Millet,  
cinéaste,

décédée en son domicile, le 22 novembre 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 27 novembre, à 15 h 45, en l'église de Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Mazarine,  
75006 Paris.

1, rue du Ferry-Saint-Hubert,  
78690 Les Bains-les-Rois.

— La famille et les amis de

Léonard SOCHOR,  
professeur associé  
à l'université Paris-VII,

font part de son décès, survécue le 14 novembre 1986.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 28 novembre, à 14 heures, au crématorium de la commune du Père-Lachaise (entrée place Gambetta).

69, avenue Léonie,  
94110 Arcueil.

— M<sup>me</sup> Claude Warin,  
sa femme,  
M. et M<sup>me</sup> Olivier Warin,  
M. et M<sup>me</sup> Etienne Mallet,  
Maxime et Mélanie,  
M. et M<sup>me</sup> Wayne Miller  
et Godfrey,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> François Arnaud,  
sa belle-sœur,  
Ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces.

Les familles Levill, Mainfroy, Fournelle, Redouin et Villenot,

ont la tristesse de faire part de la mort de

Claude WARIN,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre,  
médaille de la Résistance,

survécue le vendredi 21 novembre 1986, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 novembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, rue de l'Église, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu en Creuse, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, quai du 4-Septembre,  
92100 Boulogne.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Etienne Berthet,  
Le lieutenant-colonel  
et M<sup>me</sup> Bonnicux,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Berthet,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Berthet-Hébert  
et leurs enfants,

ont très profondément touchés des marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

docteur Etienne BERTHET,

expriment leur gratitude à tous ceux qui se sont associés à leur profonde peine.

— Vendée (31). Paris. New-York.

Hugues Libéral  
et la famille Yavel

remercient tous ceux qui ont partagé leur douleur à l'occasion du décès de

M<sup>me</sup> YAVEL.

Il repose dans le cimetière de son village d'adoption de Vendée, en Haute-Garonne.

« La Limaye », en Dordogne  
31460 Vendée.

## STERN

GRAVEUR  
depuis 1840

Pour votre Société

papers à lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux:

47, Passage des Panoramas,  
75002 PARIS

Tél.: 42.36.94.48 - 45.08.86.45

## Anniversaires

— Le 26 novembre 1985

M. Cécile BODES

quitte les siens.

Que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

— A ceux qui gardent le souvenir de

Jacques BOUSSOU,  
journaliste,

décédé à Paris le 26 novembre 1982,

une pensée est demandée pour le quaranteième anniversaire de sa mort.

— Il y a cinquante ans disparaissait à Paris

Semuel Jacob JACKAN,  
fondateur de la presse en langue yiddish en Pologne et à Paris,  
rédacteur en chef du quotidien *Haint*.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.



## SECTEURS DE POINTE

### EQUIPEMENT

## Vague de baisses sur le marché des logiciels

Le développement de la micro-informatique est encore freiné par le coût élevé des logiciels. Les choses sont peut-être en train de changer.

Le marché des logiciels est-il en train de connaître une évolution comparable à celle du matériel ? En d'autres termes, le « soft » va-t-il enfin réagir aux ouvertures et aux baisses du prix du « hard » ?

Jusqu'à une date très récente, le prix extrêmement élevé des programmes à usage professionnel représentait un obstacle non négligeable à la diffusion massive de la micro-informatique. Cela d'autant plus que les grands éditeurs (Lotus, Microsoft et Ashton Tete) commercialisaient les logiciels les plus vendus ont choisi une politique de protection très stricte. Des programmes comme Lotus 123 ou D Base 2, qui sont les plus vendus au monde, comportent des protections qui les rendent difficilement ou pas du tout copiables.

Outre les désagréments matériels qu'entraîne une telle situation, comme la nécessité de transporter son programme d'un lieu de travail à un autre, elle transforme en déclinant potentiel n'importe quel chef de projet de PME soucieux de garantir la rentabilité de ses solutions.

A titre d'exemple, au début de 1986, un logiciel standard de traitement de texte comme Wordstar de Micropro ou Textor (le plus vendu en France) de Talor coûtait entre 4000 et 6000 francs.

Les éditeurs justifient ces prix, peu compétitifs par rapport à ceux du matériel, par les coûts élevés de

développement d'un logiciel. Argumentation quelque peu mise à mal par l'arrivée récente sur le marché de l'éditeur américain Borland, qui propose des logiciels sans protection à des prix situés entre 600 francs et 2000 francs. En une année, Borland (dirigé par un ingénieur français) s'est placé au quatrième rang mondial en appliquant cette politique, sur un marché où les places sont pourtant très chères.

Une étude récente du Centre français du commerce extérieur sur le marché des logiciels aux Etats-Unis estime à environ 1,1 million de dollars l'investissement nécessaire au lancement d'un logiciel sur le marché américain. D'où une concentration qui exclut la concurrence des petits : les dix premiers éditeurs de logiciels tournant sur PC et compatibles détiennent 75 % du marché américain. Borland a choisi une politique commerciale accordant d'avantage d'attention aux besoins de l'utilisateur final. Alain Blancquart, qui dirige Borland-France, pense que « l'utilisateur doit pouvoir se servir de son outil de travail comme il l'entend ». Par ailleurs, avec un prix relativement bas, il a intérêt à acheter le manuel très complet vendu avec le logiciel, qui lui épargnera des heures de formation.

Aujourd'hui, le débat sur le piratage rebondit avec la condamnation d'un hebdomadaire d'informatique qui avait reproduit dans ses colonnes

un programme permettant de copier certains logiciels. Borland tente aussi de fixer les limites d'une politique commerciale eudécieuse en portant plainte parce qu'une faculté diffusait massivement à ses étudiants des copies de programmes (vendus 995 F dans le commerce) au prix de... 15 F. Pour Alain Blancquart : « Il faut fixer clairement la limite entre la copie utilitaire et des fins personnelles et le piratage industriel. Ce dévoiement est d'autant plus scandaleux que nous proposons des prix spéciaux aux universités qui souhaitent acheter nos programmes en nombre ».

#### La politique des rabais

Sans doute l'éditeur n'entend-il pas trop envenimer l'affaire illustrant ainsi l'ambiguïté de sa position : les centaines d'étudiants ayant été formés avec les programmes de Borland seront sans doute tentés de les utiliser au cours de leur carrière professionnelle, entichant d'autant la clientèle de l'éditeur américain.

Il reste que la politique de prix élevée et de stricte protection des logiciels se justifie aujourd'hui moins en moins. Chacun connaît les énormes rabais qui sont consentis aux acheteurs lorsqu'ils acquièrent de nombreux exemplaires d'un programme. Tel programme de traitement de texte vendu à l'éducation nationale en grand nombre aura été

négocié à moins de 100 F, alors que pour le même produit l'acheteur ordinaire continuait à payer près de 4000 F. Pour contourner cette rigidité des prix du « soft » en regard de la baisse de ceux du matériel, les fabricants de matériel ont récemment conclu des accords avec les grands éditeurs de logiciels.

Tandy fournit gratuitement avec son ordinateur compatible bon marché un traitement de texte (Textor) qui coûte plusieurs milliers de francs s'il est vendu séparément. Amstrad distribue également à moins de 1000 F des « clones » des programmes les plus vendus : bases de données (D Base 2 d'Ashton Tete), traitement de texte (Word de Microsoft) et tableur (Multiplan de Microsoft).

Ces produits sont vendus trois à cinq fois plus cher par les canaux « normaux » de distribution. A terme, ces aberrations, qui reposent sur des segmentations de marché artificielles, devront progressivement disparaître pour laisser place à une harmonisation des prix. Les éditeurs qui se cramponnent à des positions dominantes héritées de monopoles temporaires et passés perdent inexorablement des parts de marché : depuis le lancement du langage de programmation de Borland (Turbo Pascal) vendu moins de 1000 F et sans protection contre les copies, les ventes du Basic de Microsoft ont baissé de plus de 50 %.

OLIVIER LANGUEPIN.

### FORMATION

## Les femmes victimes des nouvelles technologies ?

L'informatisation risque d'accroître la « ségrégation sexuelle des emplois ».

Quelles sont les conséquences de l'introduction des nouvelles technologies de l'information sur le travail féminin ou, plus exactement, sur la place que les femmes occupent actuellement sur le marché du travail ? Dans une publication spécialisée de la Commission des Communautés européennes, Marie-Josée Raetsen fait le point et formule plusieurs propositions.

Il existe, explique M.-J. Raetsen, une « ségrégation sexuelle des emplois » (1), qui se traduit par une surreprésentation des femmes dans les niveaux bas de la hiérarchie professionnelle et par une concentration dans certains secteurs, notamment dans les services sociaux, personnels, domestiques, les banques, le commerce. Or c'est précisément dans ces branches professionnelles que les nouvelles technologies s'implantent le plus, avec des conséquences sur le volume de l'emploi et la qualité de celui-ci, les conditions de travail et la santé des travailleurs concernés.

Les femmes se trouvent déjà de ce point de vue dans une situation désavantageuse. Il leur manque une éducation et une formation adéquates qui leur permettent de s'adapter aux nouveaux besoins. La grande majorité des jeunes filles continuent à choisir des filières traditionnelles, des études et des formations dites « féminines », ce qui les rend plus vulnérables sur le marché du travail. Leur vie professionnelle est souvent interrompue par la nécessité d'élever leurs enfants. Enfin elles travaillent souvent à temps partiel ou à domicile, ce qui leur interdit de faire une carrière intéressante.

Cette position fragile des femmes, selon M.-J. Raetsen, explique leur attitude moins favorable à l'égard des nouvelles technologies, attitude qu'elles partagent avec les travailleurs ayant un niveau de scolarité plus élevé et les catégories socioprofessionnelles défavorisées qui sont les populations professionnelles, en effet, les plus exposées aux rationalisations technologiques.

La Commission des Communautés européennes s'est intéressée à cette question dans ses programmes d'action et en consacrant plusieurs actions spécifiques à l'insertion dans la vie active, à la formation initiale et continue, à l'emploi des femmes et des jeunes filles, notamment en relation avec les nouvelles technologies. L'objectif de ces actions a été de favoriser et d'encourager la diversification des choix professionnels, et la maîtrise des nouvelles technologies. Des études et des recherches ont été menées sur la bureautique et le travail des femmes, une autre sur les for-

mations aux nouvelles technologies de l'information. Une étude est en cours également sur le télétravail et l'emploi des femmes.

La Commission accorde des subventions aux conférences et aux séminaires de sensibilisation et de préparation organisés au niveau national pour orienter les jeunes filles vers des filières nouvelles et apporte un appui à des expériences et à des actions visant à augmenter leurs possibilités d'accès aux actions pédagogiques relatives aux nouvelles technologies.

#### Informier et encourager

Quels que soient les effets de ces incitations européennes, M.-J. Raetsen estime que « les gouvernements, les employeurs, les travailleurs, ont également un rôle important à jouer au niveau national ». Elle propose pour cela plusieurs actions, notamment :

- Identification plus claire des statistiques d'emploi relatives aux nouvelles technologies, nombre de travailleuses et niveaux qu'elles ont atteints par rapport aux travailleurs masculins, et développement également de l'analyse qualitative de ce problème ;

- Encouragement des candidatures et du recrutement des femmes dans les emplois utilisant des nouvelles technologies ;
- Développement des actions pilotes des formations des femmes dans les nouvelles technologies et meilleure utilisation des possibilités offertes par le Fonds social européen ;

- Encouragement des organismes qui ont pour mission la diffusion et l'échange d'expériences et des connaissances sur l'impact des nouvelles technologies sur la formation et l'emploi des femmes et la sensibilisation des groupes concernés ;

- Développement des actions de sensibilisation (prix, brochures, campagnes d'information, etc.).

« Les nouvelles technologies, conclut M.-J. Raetsen, peuvent renforcer la ségrégation dans l'emploi et aggraver les conditions de travail. Elles peuvent désqualifier les emplois et renvoyer sous une nouvelle forme les femmes à la maison. Elles peuvent aussi leur permettre d'affirmer leur percée dans les nouveaux métiers, de mieux maîtriser les temps et l'organisation du travail, d'acquiescer de nouvelles connaissances ».

(1) « Les nouvelles technologies et les femmes » dans Europe sociale, l'industrie du logiciel. Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'éducation, 26, rue Desaix, 75732 Paris Cedex 13.

(Publicité)

## ESSEC

### ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1987 : 11-13 mars 1987.

- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 janvier 1987.

- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC-Admissions BP 105  
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 30-38-38-00  
ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.

## Demain

### Toulouse : toute l'aéronautique

Toulouse, capitale de l'aéronautique, ne se contente pas de fabriquer des avions. Elle assure la formation des personnels appelés, en France ou à l'étranger, à les utiliser. Plus de la moitié du chiffre d'affaires de ce secteur d'activité étant réalisée à l'exportation, il est très vite apparue indispensable d'accompagner la vente d'une formation appropriée. C'est ainsi que fut créée la FIAS (Formation internationale aéronautique et spatiale), une association à but non lucratif qui regroupe les plus grandes entreprises travaillant dans le domaine de l'aéronautique ou du spatial.

La FIAS, qui vient de concentrer l'essentiel de ses activités de formation sur Toulouse, travaille en liaison avec les ministères des affaires étrangères, de la défense, des transports, de l'éducation nationale, du commerce extérieur, de l'industrie et de la recherche. La FIAS intervient également à l'étranger pour la mise en place de formations spécifiques ou simplement en détachant des experts.

Entre CNES (Centre national des études spatiales) et ENAC (Ecole nationale civile), la FIAS, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1983, occupe 28 000 m<sup>2</sup> de terrain. Elle peut accueillir près de 200 stagiaires et héberger 320 personnes dans ses locaux.

L'enseignement est assuré par des professeurs détachés des universités

et des grandes écoles de la ville. Il se veut modulaire et personnalisé en fonction du niveau de chacun des étudiants et stagiaires et des objectifs poursuivis par eux. Plus de vingt pays ont choisi la FIAS pour la formation de leurs cadres, parmi eux la Chine, Israël et la Syrie. — G. V.

### Electronique à Nantes

La première promotion de l'Institut de recherche et d'enseignement supérieur des techniques électroniques vient d'achever sa première année de formation. Ces vingt-quatre étudiants seront les premiers ingénieurs de l'IRESTE, inscrit au contrat de plan Etat-région et pivot de la future technopole de Nantes.

La construction de son bâtiment définitif sera financée par la ville, le département et la région, et son fonctionnement assuré par le ministère de l'éducation nationale. La DATAR et les industriels régionaux prendront en charge l'acquisition du matériel.

Toujours à Nantes, sera ouvert fin 1987 un laboratoire du CNRS, l'Institut de physique et chimie des matériaux. La DATAR participera à sa construction aux côtés du CNRS et des collectivités locales.

### Un « compatible Macintosh »

Le succès, c'est d'être imité. Mais point trop n'en faut pourrait-on dire

chez IBM, dont les micro-ordinateurs ont été à tel point... que la position de la firme est menacée. Chez Apple, on e connaît il y a quelques années un problème analogue mais de bien moindre ampleur, quand des pseudo-Apple II, made in Taiwan ou ailleurs, ont tenté de profiter du succès de cette machine. Le Macintosh n'a pas suscité le même engouement et il n'y a — ou il n'y avait — pas de « compatible Mac ».

Dynamics Computer Inc. vient de présenter le prototype d'un compatible Macintosh portable. Un clavier, un lecteur de disquettes et une architecture interne similaires, un écran plat, un disque dur incorporé, quelques améliorations dans les interfaces... Le prix envisagé, dans la zone des 3000 dollars, rend le projet séduisant. Mais ce n'est encore qu'un projet. — M. A.

### 2 000 mètres au fond des mers

A bord des navires câblés, les techniciens disposent d'engins souvent très sophistiqués comme le SCARAB.

Le SCARAB (1) est une sorte de sous-marin télégué pouvant descendre jusqu'à 2 000 mètres, utilisé pour les travaux sur les câbles sous-marins. C'est un SCARAB embarqué à bord du navire câblé Léon Thévenin qui a été détecté par 2 000 mètres de fond, en mer d'Irlande, la boîte noire du Boeing India, il y a un an.

Engin polyvalent, il est capable d'explorer les grands fonds, de détecter les câbles, de déplacer les objets, de naviguer en survol des fonds. Il peut être déployé sans l'intervention de plongeur sur une mer agitée (force 5). Il pèse près de 3 tonnes, mesure 4 mètres de long et 2 mètres de haut. Il est propulsé par sept moteurs d'une puissance totale de 35 chevaux. Il dispose d'une caméra, d'une portée de 10 mètres environ. Sa vitesse moyenne lorsqu'il

est utilisé en eau profonde est de 0,2 nœud (400 mètres par heure).

Il existe actuellement deux SCARAB. Le SCARAB 1 est affecté à la zone Est de l'Atlantique. Il est la propriété de TPC (filiale d'AIT, USA), BTI et Cable and Wireless (G-B). Téléglobe (Canada) et les PTT (France), dont la part est de 13 %. Le SCARAB 2, affecté à la zone Ouest, est la propriété de TPC (source : ministère des PTT).

(1) Submersible Craft Assisting Repair and Bailing.

### Consultants en franchise

Après l'article publié dans le Monde du 29 octobre 1986 sur les formations de consultants en franchise, Jean-Paul Clément, président de l'Institut de recherche et de formation de franchise nous apporte les informations suivantes :

L'Institut de recherche et de formation de la franchise (IREFF) est pratiquement le seul organisme privé dispensant un enseignement en franchise (plus de soixante-dix journées de formation et plus de six cents stagiaires), sans compter les journées de formation intra-entreprise.

L'IREFF a créé, avec le Centre d'études internationales de la propriété industrielle et l'université de Strasbourg, le Centre d'études internationales de la franchise, qui dispensera, à partir de janvier 1987 et jusqu'au 15 juin, un enseignement couronné par un diplôme de troisième cycle. Cet enseignement est ouvert aux étudiants ayant un diplôme équivalent à un deuxième cycle (bac+4) ou à des praticiens ayant plus de cinq ans d'activité. (78, avenue Mozart, 75016 Paris. Tél. : 45-27-36-87.)

## BOUTIQUE PAULE MARROT

Linge de table, linge de lit, nappes, sets, plateaux, parapluies, trousseaux, etc.

### EN VENTE A PARIS

Grands magasins et 18, rue de l'Arcade (8<sup>e</sup>)  
M<sup>re</sup> Madeleine - Tél. : 42-65-76-02  
Ouvert du lundi au vendredi de 10 heures à 18 h 30

### CESA CONTROLEURS DE GESTION

**NOS OBJECTIFS**

- Vous êtes contrôleur de gestion ou voulez le devenir.
- Vous êtes soucieux de votre évolution et bien sûr du contrôle et de la planification de votre activité ou entreprise.
- Alors participez au programme CESA Contrôleurs organisés par le CFC afin de :
- vous apporter les connaissances sur les techniques de gestion ;
- à un niveau avancé ;
- vous positionner dans l'organisation et le processus de décision ;
- vous permettre d'élaborer votre plan d'action « contrôle de gestion ».

**LE PROGRAMME**

- De 12 au 23.01.87, approfondissement des techniques de contrôle durant un séminaire de 2 semaines au CFC.
- En février et mars, réflexion, application et mise en forme d'un plan d'action au sein de l'entreprise.
- De 30 mars au 3 avril ou du 6 au 10 avril 87, formalisation du plan d'action en une semaine de séminaire au CFC.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS - CENTRE HEC-ISA  
75001 JOYEUX FRANCE - TEL. Madame CLÉMENT (1) 46.18.18.18



SECTEURS  
DE POINTEL'INFORMATIQUE AUX  
ELECTRONICIENS !  
HEWLETT-PACKARD  
LANCE L'OFFENSIVE...

PERFORMANCES A L'APPUI

association  
française  
de normalisationAFNOR  
500 personnes - 210 millions de CAUne gamme de produits :  
- recueils de normes françaises et  
internationales,  
- traductions,  
- ouvrages techniques ou de gestion,  
- revues Enjeux sur la normalisation et  
son environnement.Des services de qualité :  
- recherche documentaire,  
- base de données Noriane,  
- assistance technique aux exporta-  
teurs assurée par le système  
NOREX,  
- stages de formation,  
- marque NF,  
- certificat de qualification des  
produits.L'AFNOR recherche aujourd'hui  
JEUNES DIPLOMES  
dynamiques et motivés pour  
contribuer au développement constant  
des activités de son Association.ADJOINT  
RESPONSABLE SERVICE QUALITECe cadre supérieur sera chargé de développer les études normatives sur les outils  
méthodologiques dans les diverses fonctions d'entreprise avec pour objectif l'améliora-  
tion globale de la qualité et de la compétitivité.  
Agé de 25 ans minimum, diplômé Grande Ecole avec de solides connaissances en gestion  
et assurance de la qualité, il aura acquis une expérience professionnelle de conseil en  
organisation, ou occupé des responsabilités de chef de projet en entreprise.  
Anglais courant. Réf. A 001

## INGENIEUR SERVICE QUALITE

Ce jeune collaborateur devra conduire des études techniques en gestion et assurance de  
la qualité.  
Ingénieur de formation, avec quelques années d'expérience en entreprise dans un service  
ou direction qualité, il parle couramment l'anglais et aspire à travailler en équipe.  
Ref. B 001

## INGENIEUR CERTIFICATION

Sous l'autorité du responsable du service, il prendra en charge le développement  
des fonctions à caractère économique du secteur certification NF des produits, dans  
le cadre des études et réalisations liées au développement de la fonction certification  
de l'AFNOR.  
Diplômé d'une école d'ingénieur avec une formation commerciale, il aura acquis en  
entreprise, l'expérience des relations clients/fournisseurs (assurance de la qualité,  
marketing), des compétences en informatique de gestion.  
Une parfaite connaissance de la langue anglaise est requise. Réf. C 001

## INGENIEUR INFORMATICIEN

Ce jeune cadre sera intéressé par les domaines suivants : génie logiciel, informatique de  
gestion, informatique.  
Au sein d'une petite équipe motivée et dynamique, il devra apporter un support technique  
et une connaissance du terrain dans les actions de promotion des normes françaises  
et internationales.  
Titulaire d'un diplôme de l'IEP Paris avec une spécialisation informatique ou ingénieur  
informaticien, la mission qui lui sera confiée suppose une grande aisance dans  
les contacts à tous niveaux, la maîtrise de la langue anglaise et une disponibilité pour  
des déplacements de courte durée à l'étranger. Réf. D 001

## INGENIEUR GENERALISTE

Il sera chargé, pour le système NOREX (Assistance Technique aux exportateurs)  
de la négociation de contrats de conseil avec les PMI et les différentes entreprises pour  
l'adaptation des produits aux règlements étrangers.  
Ingénieur généraliste diplômé d'une Grande Ecole avec 3 à 5 ans d'expérience au sein  
d'un département export ou de production, il connaît le domaine de la gestion de la qualité  
et l'élaboration de réponses à des appels d'offres selon spécifications ou normes  
étrangères.  
Allemand et anglais nécessaires pour déplacements fréquents à l'étranger auprès  
d'entreprises et de laboratoires.  
Ce poste est un contrat à durée déterminée. Réf. E 001Merci d'adresser votre lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions en précisant la référence du  
poste qui vous intéresse à G. Bacc, Directeur du Personnel et des Relations Humaines,  
AFNOR, TOUR EUROPE, CEDEX 7, 92080 PARIS LA DEFENSE.LEADER MONDIAL DU **disc**  
Filière de PHILIPS (Pays-Bas) et DU PONT DE NEMOURS (USA)  
recherche  
Pour sa nouvelle unité de fabrication de LOUVIERS dans l'Eure (27)INGENIEUR QUALITE  
INGENIEUR ELECTRONICIEN  
INGENIEUR CHIMISTEDe formation "Ecole d'Ingénieur" ou "Université", les candidats pour ces  
postes devront posséder une expérience industrielle de quelques années pour  
être immédiatement opérationnels.  
Anglais courant indispensable - Allemand souhaité.  
Nous vous remercions d'adresser vos candidatures à :  
PDO - Direction du Personnel - 24, avenue W. Churchill, 27400 LOUVIERS

PHILIPS AND DU PONT OPTICAL

## CESIA

Conseil en systèmes d'information des administrations

Nous sommes une équipe spécialisée  
dans le conseil en informatique.Nous aimons relever les défis,  
nous aimons le travail bien fait,  
nous préparons les administrations de demain.INGENIEURS GRANDES ECOLES  
Débutants ou première expérience

Si vous êtes motivés, il y a une place pour vous parmi nous.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. photo) au Cesia,  
Direction des Ressources Humaines, 80B rue Lecourbe, 75015 Paris.Cesia, la passion d'entreprendre,  
la certitude de gagner ensemble.

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

VIVEZ  
L'ENERGIE CREATIVE

Têtes bien faites, attention !

Vous avez du punch à revendre, vous voulez apprendre, créer...

L'ingénierie de haut niveau, les grands défis vous attirent.

Vous êtes prêts à assumer autonomie, initiatives et responsabilités, à conduire demain la

réussite d'une unité et devenir l'un des acteurs de notre développement.

Mettions nos énergies en commun !

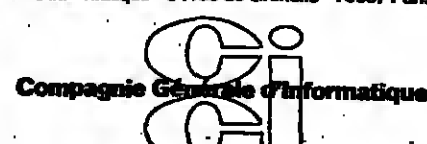
CGI, l'un des leaders des sociétés de services et d'ingénierie informatiques européennes vous

propose une formation de pointe à ses outils et méthodes : une carrière placée sous le signe de

la créativité.

Candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence D/J-511 à Dominique JAMET -

Compagnie Générale d'Informatique - 84 rue de Grenelle - 75007 Paris

Angers, Barcelone, Bordeaux, Bruxelles, Chicago, Dallas, Genève, Lille, Lyon, Madrid,  
Marseille, Milan, Montréal, Nantes, New York, Orléans, Paris, Reims, Toulouse, Tours,  
Tunis, Washington.

## SICOVER

SICOVER (100 personnes) est filiale de deux grands groupes verriers à vocation internationale :  
CORNING GLASS-WORKS leader mondial des verres spéciaux (fibres optiques, verres de lunetterie, tubes de télévision, pyrex) et S.I.V., Société Italienne du Vitrage,  
2<sup>e</sup> fournisseur européen de vitrages automobiles.Nous produisons du verre en feuilles, du verre de protection industrielle, et réalisons différentes opérations de transformations à froid.  
Le Directeur Général recherche son :

## Directeur technique

Vous prendrez en charge les stations de fabrication à chaud et à froid, les  
services techniques (entretien et travaux neufs), la qualité, le développement des  
nouveaux produits et des process techniques.Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, âgé de 30, 35 ans environ, vous êtes un  
homme qui sait allier les compétences techniques et les qualités humaines.

Vous savez appréhender, solutionner et faire évoluer les multiples aspects d'une

installation technique complexe (thermique, fluide, régulation, mécanique).

Votre sens du management fait aussi de vous un homme de contact et de  
synthèse, un animateur.Cette opportunité représente une excellente étape pour assurer ultérieurement une  
direction d'usine.

La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous  
référence DTM à SICOVER, 48 rue du Général Delestraint, 59580 ANICHE.

## -EUCLIDE-

Société de Conseil et d'Etude en Informatique  
recherche :

## INGENIEURS

Grandes Ecoles (X, Mines, Sup Elec...)

ayant 4 années d'expérience en informatique de gestion et voulant  
être impliqués dans des projets très enrichissants dans une équipe  
d'experts de très haut niveau.

Rémunération très attractive.

Envoyer CV à : Société EUCLIDE  
15, rue du Fg. Montmartre - 75009 PARIS.

مكتبة الشرف



هكنا من المرحله

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 26 novembre 1986 25

## SECTEURS DE POINTE

**SOCAR**

N°1 européen du carton ondulé  
FILIALE DE SAINT GOBAIN

CA : 2,5 Milliards - 3000 Collaborateurs - 27 Usines -  
en progression constante par sa HAUTE TECHNOLOGIE et  
les PERFORMANCES de ses HOMMES et de ses PRODUITS  
offre des carrières à

### jeunes ingénieurs

Après une période d'initiation à nos produits et à nos méthodes, il leur sera confié des MISSIONS OPERATIONNELLES : mise en route de nouveaux équipements, optimisation des méthodes, développement de l'automatisation, minimisation des coûts de qualité, progression des conditions de travail et de sécurité... Ils acquerront ainsi des compétences techniques et une expérience humaine qui leur permettront d'occuper des postes de RESPONSABLES de la PRODUCTION dans les usines de notre Groupe.

Nous nous adressons à des INGENIEURS ayant une formation en PAPIETERIE, MECANIQUE, ELECTROMECHANIQUE, AUTOMATISMES, démontant ou possédant quelques années d'expérience industrielle et ayant la volonté d'orienter leur carrière vers des Responsabilités hiérarchiques et de management. Pratique de l'Anglais appréciée.

Des possibilités sont ouvertes dans les Usines de :

DIJON 21 (Rég. 3272N) REITHEL 08 (Rég. 3273 N) MORTAGNE 44 (Rég. 3274 N)

Nous étudierons avec intérêt les candidatures pour toutes autres régions (Rég. 3275 N)

Les dossiers de candidature - avec la référence correspondante, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris

## Vallée du Rhône Développez votre carrière dans l'industrie nucléaire INGENIEUR ELECTRONICIEN

ayant de bonnes connaissances en informatique  
de process et automatisés.

Cette société, filiale d'importants groupes industriels, fabrique un produit de très haute technicité destiné à l'industrie nucléaire. Son développement, l'évolution des technologies, la conduisent à renforcer ses structures et à créer un poste d'ingénieur électronicien au sein d'un service méthodes de production.

Il est chargé :

- de l'élaboration des cahiers des charges des systèmes automatisés de production du secteur concerné, du suivi de leur réalisation, de leur mise en route et de la résolution des problèmes posés en exploitation.
- de la mise en route des équipements automatisés existants ou en cours de mise en place et de la résolution des problèmes posés par leur exploitation.

Il assurera de ce fait la nécessaire coordination des diverses compétences internes ou externes impliquées.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur, diplômé d'ESSE, ISEP, ENSEM, ENSERG, ENSERO ou équivalent, spécialisé en électronique et automatisé, ayant de bonnes connaissances en informatique.

La pratique de l'anglais est indispensable. L'évolution technologique de cette entreprise aux techniques de pointe, les perspectives de carrière intéresseront un jeune ingénieur ayant quelques années d'expérience. Résidence Drôme.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 3512 P A :

**EGOR RHONE-ALPES**

Tour du Crédit Lyonnais  
129, rue Servant - 69431 LYON CEDEX 3

**egor**

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

## DIRECTEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Systèmes asservis

Une société qui développe des produits faisant appel aux technologies de pointe, recherche UN DIRECTEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT. Il sera chargé de diriger les études et le développement jusqu'aux pré-séries de systèmes asservis faisant appel aux technologies les plus avancées et les plus fiables en matière d'hydraulique, de mécanique et d'électronique, que ces recherches soient réalisées dans le cadre de contrats nationaux ou internationaux ou bien encore sur fonds propres. Il définira les plans de charge d'une équipe d'ingénieurs auxquels il apportera un support technique et il assurera des relations suivies avec les services commerciaux, industrialisation, qualité, achats et SAV, ainsi qu'avec la clientèle française et étrangère. Ce poste conviendrait à un ingénieur âgé d'environ 35 ans de formation Ingénieur SUP AERO, ENSEIHT, A&M, INSA... parfaitement bilingue français-anglais et possédant plusieurs années d'expérience acquises dans l'aéronautique en études et développement d'équipements hydrauliques, mécaniques et électroniques pour la réalisation de systèmes asservis.

Ecrire sous référence 883/M à :

**GRH Conseils**

3, avenue de Ségur 75007 Paris - Discretion assurée.

**Nous**

Sommes la filiale d'un groupe européen en pleine expansion et nous sommes connus pour l'excellence de nos produits. Nous recherchons, pour notre usine de CAEN, un :

## INGENIEUR QUALITE

Il sera chargé du contrôle ENTREE de la qualité et de la fiabilité des composants électroniques et électriques. Il travaillera en étroite relation avec la fabrication, les achats, le développement et sera en liaison directe avec les fournisseurs qu'il rencontrera en France et en Allemagne.

**Vous**

êtes ingénieur et avez une première expérience industrielle. Vous maîtrisez parfaitement les techniques de mesure et de contrôle. Vous savez mettre en œuvre les outils statistiques et informatiques. Vous aimez la négociation et vous la menez avec fermeté et diplomatie. Vous pratiquez l'allemand.

La fonction est évolutive.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, préférences à notre Conseil Marc LEGRAS qui traitera confidentiellement votre dossier.

**JMLP**

197, route de la Défense, Paris Cedex 19  
Tél. 200.07

Electroniciens Généralistes

# MENTIONNEZ EUROPE POUR ENTRER SUPPORT TECHNIQUE RESEAUX.

Composé des meilleurs experts, le centre de support technique réseaux d'HP France assiste ses clients européens depuis Grenoble.

Spécialistes sur plusieurs gammes d'ordinateurs et technologies (X25, LAN, SNA), nos ingénieurs apportent des solutions optimales aux problèmes les plus complexes.

Electroniciens généralistes, vous êtes passionnés par l'informatique, vous voulez découvrir des technologies de pointe et continuer à apprendre pendant plusieurs années, vous construisez un capital de connaissances moteur de votre évolution.

HP vous offre les moyens d'accéder aux technologies des réseaux d'ordinateurs. Vous êtes souples, motivés et compétents ? ESE, SUP TELECOM, ENSERG... ? Vous osez communiquer ?

Avec HP, tout est possible !  
Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 5 avenue Raymond Chancs 38320 Eybens.

**hp HEWLETT  
PACKARD**

PERFORMANCES A L'APPUI.

**4lcatel DEPARTEMENT  
INDUSTRIE**

# Créer et mettre en oeuvre une nouvelle politique

Au sein du groupe ALCATEL, notre Division (200 personnes dont 15 ingénieurs) étudie, conçoit et fabrique des composants électroniques et hybrides, qui sont commercialisés soit en interne, soit auprès de sociétés électroniques extérieures.

Aujourd'hui basés à LANNION, au cœur de la Bretagne, nous poursuivons notre développement et souhaitons offrir de réelles opportunités de carrière à :

## Un ingénieur qualité

Supélec, Telecom, ENSTA... vous possédez une expérience de 3 à 5 ans des composants électroniques, que vous avez acquise au sein d'un laboratoire ou d'un service Méthodes ou Développement. Vous connaissez ainsi de l'intérieur les rouages de l'entreprise et son fonctionnement humain. Enfin vous maîtrisez suffisamment la langue anglaise pour en faire un support professionnel.

Nous vous proposons, dans un premier temps, d'assurer la définition et la mise en œuvre des différents moyens de test et de contrôle. Autonome, vous serez en relation fonctionnelle avec les services Etudes, Production... déjà sensibilisés aux problèmes de Qualité.

A vous d'utiliser ensuite toute votre force de conviction ! Vos succès, ainsi que l'adhésion que vous aurez suscitée, vous permettront d'évoluer rapidement vers une responsabilité globale de la fonction, à la tête d'équipes à créer. Réf. M1

## Un ingénieur approvisionnement

Ingénieur Grande Ecole, vous avez déjà une première expérience professionnelle (3 ans maximum) qui a approfondi vos connaissances en matière d'industrie de composants.

Venez valoriser vos compétences en répondant à nos besoins en approvisionnement. Vos missions consisteront à :

- bien connaître nos produits et leurs composants,
- identifier nos fournisseurs,
- négocier les prix,
- optimiser la gestion des stocks.

Vos performances vous conduiront à initier et promouvoir une politique d'approvisionnement. Réf. M2



Créez votre avenir : adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, préférences) à  
M. FOUQUEN, ALCATEL, Centre de Lannion,  
Route de Tregastel, BP 148 - 22302 LANNION.

Secteur biologique de pointe

## Mettre en oeuvre et diriger nos systèmes d'information de gestion sur VAX

Vous êtes le véritable Maître d'œuvre de l'architecture, du développement de logiciels et systèmes, de leur définition globale et de leur exploitation optimale. Certains choix fondamentaux ont déjà été effectués : Nous avons développé déjà de nombreuses applications MICRO, une de nos activités spécifiques sur VAX, nous voulons développer un réseau Ethernet. Mais tout le reste est à faire... c'est votre challenge.

Ingénieur, MAGE etc., votre expérience d'organisation informatique d'environ 8 ans se caractérise obligatoirement par sa variété et ses résultats. Etudes, systèmes, exploitation, conseil et réalisations, en milieu industriel ou en SSL, vous pouvez présenter des résultats. Ce poste, basé en banlieue Parisienne Sud, représente une véritable occasion de prendre en main une fonction globale et autonome dans un environnement en plein mouvement.

**OC conseil**

Ressources humaines

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite, sous réf. M/177 G à Olivier Chaumette  
OC Conseil, 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.



Jeunes Electroniciens Généralistes

# ENTREZ COMMUNICATION POUR DEVELOPPER MICRO-ORDINATEURS

Le laboratoire de recherche de la Division Ordinateurs Personnels est spécialisé dans le domaine de la micro-informatique. Nos ingénieurs électroniciens ont un objectif permanent : maîtriser et optimiser la communication entre les PC et le monde extérieur. Conception de circuits logiques, de circuits intégrés à la demande, traitement du signal dans des domaines tels que la communication de données ou de paroles, nos ingénieurs mettent leur passion de la technique, leurs compétences, leur sens de la performance au service de la micro-informatique de demain.

Vous êtes électroniciens généralistes de formation Grandes Ecoles ? Vous êtes débutants ou vous avez une première expérience ? Vous avez des qualités de communication et vous voulez acquérir de nouvelles connaissances ? Vous maîtrisez l'anglais ? Avec HP, tout est possible !

Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 5 avenue Raymond Chanas 38320 Eybens.

 **HEWLETT  
PACKARD**

PERFORMANCES A L'APPUI.

## THOMSON LCC : NOTRE PROJET PEUT ETRE LE VOTRE

Implantée tant en France qu'à l'étranger, THOMSON LCC, filiale de THOMSON COMPOSANTS, avec un C.A. d'1 milliard de Francs (dont 50 % à l'export) compte parmi les leaders mondiaux dans le domaine des composants passifs.

Un effectif total de 3.000 personnes, 7 unités autonomes intégrant chacune bureaux d'études et services de fabrication, un environnement de haute technologie ainsi qu'une politique d'investissements soutenue, nous rendent particulièrement adaptables aux besoins du marché.

Afin de conforter nos équipes, nous souhaitons intégrer un

### INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Rattaché au Responsable du Service Ingénierie, vous assurez le suivi de la construction et de la mise au point de machines automatiques dans le respect des conditions de prix, délais et qualité. Vous sélectionnez la sous-traitance, rédigez le cahier des charges et réceptionnez les équipements. Vous suivez la réalisation des documentations. Déplacements de moyenne durée à l'étranger à prévoir. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur mécanicien diplômé Grande Ecole (ENSAM, ECAM, ICAM...), justifiant de 2 à 3 ans d'expérience dans la conception et la mise au point de machines spéciales et sophistiquées (mécanique fine). Des connaissances en électronique et en automatisme constituent un atout supplémentaire.

Réf. 91392/LM

Ces postes sont basés en Bourgogne, à proximité de DIJON.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Yves LATOUR - Responsable des Affaires Sociales - THOMSON LCC - 3, rue du Stade, 21250 SEURRE.

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Rattaché au Responsable du Service Ingénierie, vous avez pour mission la conduite d'un projet complet de construction de machines spécifiques : financement, réalisation, mise au point et assistance sur site.

Déplacements de moyenne durée à l'étranger à prévoir.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électronicien, diplômé Grande Ecole (ESE, ENSERG...), justifiant de 2 à 3 ans d'expérience dans la conception de machines automatisées gérées par microprocesseurs. De bonnes connaissances en métrologie sont souhaitées. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Réf. 91393/LM

 **THOMSON  
COMPOSANTS**

## INGENIEURS TRAVAUX CONFIRMES, INVESTISSEZ-VOUS DANS UNE ENTREPRISE JEUNE ET PERFORMANTE.



### Chefs de groupe et principaux

SCB, filiale du groupe CBC située en région Rhône-Alpes, vous propose d'accompagner sa forte croissance. Vous aurez les responsabilités d'un manager : de la technique à la gestion budgétaire, de la relation clientèle à la gestion de votre équipe ; vous serez le patron de votre projet et bénéficiez d'une large autonomie. La performance de la jeune équipe de SCB est d'être présente sur tous les marchés : habitat, fonctionnel, industriel, loisir, réhabilitation, de développer le progrès et l'innovation.

Elle gagne et elle s'impose grâce à la solidarité et à la détermination de ses équipes.

Pour nous rejoindre, envoyez votre dossier, sous réf. 543 M, à Annie Picot, Direction des Ressources Humaines, CBC, 29-31 rue de l'Abreuvoir 92100 Boulogne.

 **CBC**

ENSEMBLE, POUR UN DÉVELOPPEMENT PERMANENT

REPRODUCTION INTERDITE

INGENIEUR  
SPECIALISTE PAPETIER

Vous êtes ingénieur ou ingénieur chimiste + une première expérience ? Vous maîtrisez l'anglais ? Vous avez des qualités de communication ?

Vous souhaitez travailler avec le service de recherche (dont il fera partie) en liaison étroite avec le service commercial.

Vous développez et notre organisation permettent de prévoir d'importantes évolutions pour ce poste, à court et long terme, que ce soit dans le domaine (jusqu'à côté de Mulhouse) ou dans le grand domaine.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la réf. 10.

INSEAD

Institut Européen d'Administration des Affaires  
n° 1 des Business Schools Européennes,  
une informatique de pointe est une nécessité. Nous recherchons

### UN INGENIEUR SYSTEME

De formation supérieure Ecole d'ingénieur (ENSIMAG, ESE...) ou maîtrise d'informatique, vous avez une bonne expérience système VMS, DECNET... La maîtrise des techniques à maîtriser - réseau de plus de 250 micro-ordinateurs, puissance cluster VAX, ETHERNET, SGBD ORACLE, ALL IN 1... - mais aussi la richesse de l'environnement utilisateur sont des défis qui vous motivent.

### UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

De formation supérieure - informatique et mathématiques appliquées - vous maîtrisez la programmation d'applications transactionnelles et les langages de programmation scientifique. Les nouvelles technologies : micro-ordinateurs, systèmes experts... et leur intégration dans l'enseignement de la gestion vous intéressent.

D'excellentes qualités de communication et d'autonomie et la maîtrise de l'anglais sont indispensables pour réussir dans ces postes.

Merci d'adresser, C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à l'INSEAD - Service du Personnel - Bd de Constance - 77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

VARIAN, une des premières sociétés mondiales d'instrumentation, recherche

### INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

Les candidats devront avoir :

- une expérience confirmée de la vente,
- une formation supérieure en chimie, permettant de dialoguer avec des interlocuteurs de haut niveau, afin de cerner et de définir les solutions techniques,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Ces postes exigent : une très bonne connaissance de la chromatographie en phases gazeuse et liquide, ainsi que des systèmes de traitement de données.

Nous offrons une rémunération fixe, un intéressement sur objectifs, un véhicule de fonction.

Des déplacements fréquents sont à prévoir sur toute la France.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la réf. IG 4.

 **varian**

VARIAN S.A.  
Boite Postale 12  
91941 LES ULIS CEDEX.

### Vidéotex, marketing et international...

Intelmatique

FRANCE CABLES & RADIO

Intelmatique, département de France Câbles et Radio, recherche un cadre d'affaires pour contribuer à l'expansion de ses activités de conseil international dans le domaine du vidéotex.

Vous collaborerez avec les ingénieurs d'affaires en participant à des études de marché et de faisabilité technique et économique.


Vous serez également chargé de la rédaction d'articles, et du suivi permanent du développement et de l'activité du vidéotex à l'étranger.

Diplômé d'une école d'ingénieur ou de commerce (option informatique) vous posséderez deux à trois années d'expérience du marketing opérationnel et un goût marqué pour les relations et les contacts.

Vous maîtrisez l'anglais.

La connaissance du vidéotex et de la langue allemande serait appréciée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. CL/A/52/M, à M. Chaperon, Direction des Relations Humaines et de l'Administration, France Câbles et Radio, 124 rue Réaumur, 75091 Paris Cedex 02.

 **FR**

مكتبة الشامل







SECTEURS  
DE POINTE

Electroniciens Généralistes

AFFICHEZ ELECTRONIQUE  
POUR CONCEVOIR SOUS  
ARCHITECTURE RESEAUX.

Notoriété en Informatique et Instrumentation, HEWLETT-PACKARD mise sur une stratégie de développement de produits Réseaux performants.

A Grenoble, au sein du laboratoire de recherche de la division Réseaux, nos ingénieurs conçoivent et développent matériels et logiciels dédiés au marché mondial des Réseaux.

Pour mettre la créativité au service de l'innovation technologique, pour apporter des solutions qui permettent d'optimiser la fiabilité, les performances et la réduction des coûts, nos ingénieurs travaillent en étroite collaboration avec le Marketing, la Production, le Support technique.

Vous êtes ingénieurs de formation Grandes Ecoles ? Vous avez 4 à 5 ans d'expérience en architecture de Réseaux ? Vous voulez évoluer vers des postes de chefs de projet ?

Vous maîtrisez l'anglais ? Avec HP, tout est possible ! Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 5 Avenue Raymond Chanos, 38320 Eybens.

 **HEWLETT  
PACKARD**

PERFORMANCES A L'APPUI.

 **HC**  
HENRICONEAU  
HONORABLES

Entreprise de négoce  
fortement implantée  
dans sa région

LIMOGES

Avec un CA de 750 MF, 250.000 m² distribués, plus de 100 points de vente, nous venons d'acquiescer une entreprise de négoce de lubrifiants comptant bien notre acheteur et devant permettre à notre Division Lubrifiants de contribuer très significativement à ses résultats. Nous créons un poste de jeune

adjoint au  
directeur commercial

ayant pour mission de prendre en main notre Division Lubrifiants moteurs et industries avec une grande autonomie :

- définir une politique de conquête du marché,
- organiser les achats, la force de vente et le réseau,
- diriger et coordonner représentants, vendeurs et secrétaires,
- développer la Division en volume et résultats.

Jeune ESC intéressé par les aspects techniques de nos produits, vous avez une expérience de vos qualités de négociation, d'organisation et d'implémentation de nos produits. Nous vous proposons un poste stratégique au sein d'une équipe de direction jeune et ouverte, une rémunération fixe autour de 200.000 F, une 505/225. Nous vous ferons découvrir que la vie à Limoges est agréable, et pourrons vous offrir des perspectives d'évolution professionnelles.

Nous vous prions d'adresser lettre, CV, rémunération, photo sous réf. n° 141 à M. d'Abouville, Résonance, 80 rue Talbot 75008 Paris

 **E2**

Etudes  
Electroniques  
Informatiques

AIX-EN-PROVENCE

Nous sommes une PME (50 personnes) à croissance constante, notre activité est pluridisciplinaire (industrielle et militaire) nous recherchons pour assurer notre développement

## 4 INGENIEURS micro-électronique

Responsables de projets, vous prendrez en charge l'étude et la réalisation de systèmes à base de microprocesseurs (68000 et 68020). Vous gèrerez les budgets en assurant l'interface entre le commercial, les clients et la production.

## 1 TECHNICIEN micro-électronique

Responsable du test, vous créerez des outils de test (logiciels et matériels) que vous mettrez en application afin :

- de réduire les coûts et délais de vérification de nos cartes à microprocesseurs,
- d'améliorer la qualité de nos produits.

Autonomie, vous serez rattaché à notre groupe études.

Nous attendons pour rejoindre notre équipe des personnes jeunes, motivées et dynamiques.

Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite à : E2E  
avenue du Club Hippique - 13090 AIX-EN-PROVENCE

Pilotons ensemble  
les systèmes d'information  
de demain

■ A SEMA-METRA, vous ferez de la maîtrise des technologies de l'information un facteur de succès pour les entreprises.

Dans l'industrie  
En animant des schémas directeurs Industriels vous aiderez nos clients à se doter d'un plan d'ensemble, vous harmoniserez leurs demandes.

En pilotant de grands projets informatiques dans un environnement international, vous modifierez les techniques de conception, de fabrication et de maintenance par la CAO, la CFAO, la MAO, la robotique et la connectique.

Dans le monde de la banque, de la finance et de l'assurance.  
En animant des schémas directeurs, vous aiderez nos clients à préparer leurs muta-

tions technologiques à l'aide des réseaux de télécommunications, des cartes à mémoire, vidéotex... et à faire face à l'émergence de nouveaux médias dans le contexte des nouveaux instruments financiers : salle des marchés, gestion du patrimoine, ingénierie financière. En gérant de grands projets informatiques, vous rendrez performants les systèmes de gestion et de communication des banques, des assurances et des établissements financiers. Vous mettrez à leur disposition nos méthodes et nos outils de génie logiciel.

Vous êtes consultant, chef de projet ou ingénieur informaticien, venez rejoindre SEMA-METRA, champion des schémas directeurs et contributeurs aux succès de nos clients.

Pour prendre contact, merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous référence CM/S à Agnès Chauvin - SEMA-METRA - 16-18, rue Barbès - 92126 Montrouge Cedex.

 **SEMA-METRA**
 **GPT**


GLAENZER SPICER

Filiale Française réputée d'un groupe international de renom, en bonne santé économique et financière. En France, 5 usines, 2.000 personnes, dans le monde 50.000. Nous sommes à l'avant-garde de la transmission dans les domaines les plus variés (automobile, poids lourds, T.G.V., VAL).

Nous investissons beaucoup tant dans les techniques que dans les hommes et nous exportons plus du tiers de nos productions. Nous recherchons aujourd'hui

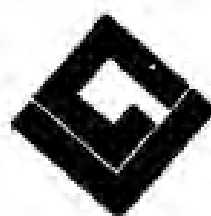
UN INGÉNIEUR INDUSTRIALISATION  
ROBOTISATION

Au sein d'une équipe jeune et en collaboration étroite avec nos unités de production, doté d'une réelle autonomie, il participera à la mise en place de la flexibilité et aura en charge, l'automatisation et la robotisation de l'outil de production.

Son équipe de techniciens l'assistera pour la définition des investissements nécessaires, la justification des choix et les études de rentabilité.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur bénéficiant d'une première expérience et possédant par ailleurs des qualités d'animation et un goût prononcé pour la formation.

Adresser C.V. + Photo et lettre manuscrite  
à : J.-M. LEGRAND Centre de Psychologie du Travail  
3, boulevard René-Levasseur 72000 LE MANS sous réf. 631



abeille paix vie

Compagnie d'Assurances sur la Vie

recherche

(Réf. A)

DES JEUNES INGÉNIEURS  
GRANDES ÉCOLES ou D.E.A.

Souhaitant enrichir une première expérience de 2 à 3 ans et se voir confier rapidement des responsabilités au sein de son informatique en plein essor.

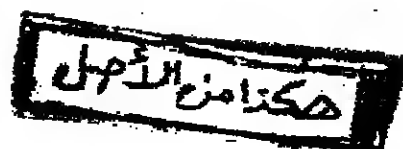
(Réf. B)

UN ADMINISTRATEUR  
DE BASE DE DONNÉES  
I.D.S. II

Ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans dans ce poste complétée par une bonne connaissance du système GCOS 7.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence à  
M<sup>me</sup> VALLON - Département du Personnel  
69, rue de la Victoire, 75442 PARIS.

groupe victoire





هكذا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 26 novembre 1986 29

## SECTEURS DE POINTE

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE  
MUTUEL DES ALPES-MARITIMES  
recherche pour NICE un

### chef de projet informatique "APPLICATION CREDIT"

Il sera responsable de la conception, de la réalisation et de la maintenance de l'application crédit, en collaboration avec une équipe de spécialistes. Matériel utilisé : DPS 8 BULL.

De formation Ecole d'Ingénieur ou MIAGE (diplôme acquis), vous avez une connaissance approfondie du fonctionnel crédit et une expérience concrète dans la mise au point et l'application d'un projet.

Nous vous demandons des qualités certaines d'organisation et une aptitude prononcée pour la communication.

Connaissances de la méthode MERISE et/ou des bases de données IDS 1-IDS 2 appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous référence CP au CRICAM des Alpes-Maritimes - Service du Personnel - 8, avenue Félix-Faure - 06008 Nice cedex.

### AUDITEUR INFORMATIQUE

Pour sa Division Contrôle à PARIS.

Nos 11 Centres, répartis sur la France, sont chargés du traitement informatique de nos 50 Associations Régionales.

Vous avez une formation BAC + 5 en Informatique (DESS, Ingénieur, Maîtrise Informatique, etc.), et vous avez au minimum 35 ans.

Vous avez été confronté tant au plan Etude que parfois Système, à différents types de matériels et logiciels (IBM, Bull, minis...).

Vous connaissez au moins une des méthodes d'analyse (Merise, Axial) et des outils de 4<sup>ème</sup> Génération.

Vous avez de plus été amené à diriger une équipe de 7 à 10 personnes et à conduire d'importants projets (200 à 300 hommes/mois).

Votre mission sera d'étudier, de contrôler et d'apporter des solutions aux Directeurs de nos 11 Centres Informatiques.

Vos connaissances techniques, sûres, plus orientées Etudes, seront bien secondées par des qualités pédagogiques certaines.

Merci d'adresser : CV + lettre manuscrite + photo et prétentions, sous référence 10035 à notre Conseil G. DELAUNE, qui vous garantira toute discrétion.

ACSOR B.P. 354  
79003 NIORT  
CEDEX

Electronicien Généralistes

## APPELEZ PRODUCTION POUR COMPOSER ACHATS.

Au sein du centre de production et de conception de la Division Ordinateurs Personnels, nos ingénieurs achats optimisent en qualité et en coût l'approvisionnement des composants. Hommes d'affaires et négociateurs avisés, ils qualifient les fournisseurs en France, en Europe et dans le monde, établissent avec eux des stratégies à long terme. Responsables du prix des composants, ils prennent en compte des paramètres de flexibilité, de fiabilité et de qualité, et garantissent à leurs clients internes la performance.

Ingénieurs électroniques, vous avez une double formation scientifique et de gestion ? Vous êtes passionnés par le monde des affaires et par la communication ? Vous êtes rigoureux, synthétiques, organisés et parlez l'anglais ?

Avec HP, tout est possible !  
Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 5 avenue Raymond Chanos, 38320 Eybens.

hp HEWLETT  
PACKARD

PERFORMANCES A L'APPU.

1986 7

ice

re

manifestement a  
fles et à

nbilient  
sages,  
contre

grande  
manifeste  
dans et  
"Ouest",  
apitale.  
Remmes

a. Non  
s, Aix,

i qu'un  
anifes-  
domb),  
station  
yctees

munici-  
vaque-  
change  
mettre  
as les  
me si,  
ant de  
pas se  
doigt,  
nouve-

nelles  
mani-  
d'en  
ais, les  
Bouf-  
f suivi  
ir les

te et  
à une  
à ras-  
et qui  
diffé-  
is du  
ersité  
urné,  
rsité  
e son  
pour  
tmes

T.

SI J'IL RIL

1986

## Ingénieurs

confirmés ou 1 à 3 ans d'expérience.

Si vous êtes intéressés par l'un des domaines :

- TRAITEMENT D'IMAGES,
- SYSTEME TEMPS REEL,
- PROCESS INDUSTRIEL,
- TELEINFORMATIQUE,
- CAO.

nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :

telsa informatique  
9, boulevard Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE.

Le C.I.R.C.E., centre national d'information scientifique du C.N.R.S. recrute pour la maintenance et le développement de logiciels sur ordinateurs IBM 3080/200 et compatibles

### INGENIEURS SYSTEMES et ANALYSTES

Les postes sont à pourvoir dans les domaines des :

- télécommunications et réseaux (SNA, réseaux locaux, hypercanal...),
- systèmes d'exploitation (MVS, VM),
- application et assistance informatique (langages, produits, logiciels).

Anglais technique. Diplôme mini : maîtrise ou école d'ingénieur. Dérogée C.M. - Nationalité française.

Adresser C.V. et prétentions au Secrétariat du C.I.R.C.E. BP 63 - 91406 ORSAY Cedex.

# N

## CONSULTANTS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous développons notre activité de conseil en réseaux de télécommunications (téléphonie, données, textes, images...) auprès des grands utilisateurs.

Vous avez acquis une solide expérience au sein d'un grand groupe ou d'un cabinet de conseil, vous possédez un sens aigu de la communication et des contacts de haut niveau.

Nous recherchons des ingénieurs diplômés d'une grande école ou d'une université anglo-saxonne pour assurer :

- les études techniques et stratégiques concernant l'infrastructure des télécommunications dans les entreprises,
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et à l'insertion des technologies concernées dans l'environnement organisationnel.

Votre participation à ce projet de grande envergure vous permettra de réaliser pleinement vos ambitions et développer votre potentiel créatif.

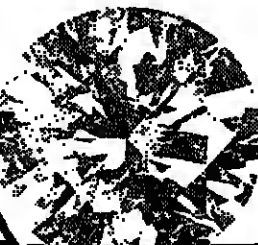
SESA - Direction  
des Ressources  
Humaines  
30, Quai de Dion  
Bouton 92806  
Puteaux Cedex  
R.E.C. : 28 LM

### SESA

Une entreprise en pleine expansion :  
1300 personnes,  
864 millions de francs de chiffre d'affaires en 1985.  
Une implantation nationale et internationale

Des références prestigieuses :  
TRANSPAC,  
Annuaire Electronique,  
péage du métro de Paris...

# SESA



INFORMATION & STRATEGIE

RECRUTEMENT D'UN GROUPE  
INTERNATIONAL  
recherche pour son  
développement de  
MACON

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

Désireux d'intégrer une activité dynamique et par là même un groupe de tout premier plan, vous souhaitez vous investir dans une fonction d'étude et de développement de produits microélectroniques à base de MICROPROCESSEURS et de circuits PREDIFFUSES.

Notre centre d'étude fait de nous des «pilotes» dans l'activité «comptage» et nos projets d'évolution sont réels face à un marché croissant.

En contact avec le MARKETING et le COMMERCIAL vous aurez en charge la conception et assurerez l'industrialisation de ces produits.

Profil : PASSIONNE d'électronique et diplômé d'une grande école d'INGENIEURS en électronique.

Vous avez de bonnes connaissances en ANALOGIQUE acquises au cours d'une première expérience.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser dossier de candidature s/réf. 44031 (sur l'enveloppe) à :

CONTEXTE PUBLICITE 74, rue Béchevetin, 69363 Lyon Cedex 07.

## SIEMENS

L'un des leaders mondiaux en micro-électronique, télécommunications, production, informatique, technique médicale, électrotechnique... 348 000 personnes, C.A. 175 Milliards de Frs dont 16 Milliards investis en R et D.

Siemens dans le cadre de son expansion recherche pour la France de nouveaux collaborateurs débutants et confirmés, • Ingénieurs grandes écoles (électronique, électrotechnique...), • Universitaires (MST, E.E.A., DESS, DEA...), • Techniciens (DUT, BTS) Electronique/informatique/automatisme.

arrivés par les fonctions de :

**ingénieur commercial**  
**ingénieur technico-commercial**  
**ingénieur d'application** (réalisation de Projets)  
**ingénieur/technicien de maintenance**

Pour les activités suivantes en FRANCE :

- COMPOSANTS ELECTRONIQUES (RM, GE) et COMPOSANTS ELECTROMECHANIQUES (RM, CEM),
- AUTOMATISATION/PRODUCTIQUE/INFORMATIQUE INDUSTRIELLE/CAO (RM, EIS),
- INSTRUMENTATION/CONTROLE DE PROCESSUS/CHROMATOGRAPHIE et ANALYSE DE GAZ (RM, EIS),
- TECHNIQUE MEDICALE (RM, Med), - EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES ARTS GRAPHIQUES (RM, MELL),
- TERMINAUX DE COMMUNICATION et IMPRIMANTES (RM, COM) MICRO-INFORMATIQUE (RM, PC),
- CFAO, CARTOGRAPHIE, PC MULTIPOTES, TELEMATIQUE, INFORMATIQUE DE GESTION (RM, SD).

Nous vous proposons des postes ouverts à l'initiative, formateurs avec d'intéressantes perspectives d'évolution. Des possibilités d'emploi sont également offertes dans nos établissements en R.E.A.

Pour l'ensemble de ces postes, la connaissance de l'allemand serait appréciée.

\*Pour les références (E.S., E.B., P.C.) des stages de formation étant prévus en R.E.A., l'allemand est nécessaire.

Nous remercions les candidats d'adresser leur dossier de candidature en précisant la fonction et la référence d'activité choisie à : Département du Personnel B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01.

Votre contact : M. DUCOLIERCO, téléphone (1) 49.22.35.80

Siemens S.A. / Siemens Data S.A.

SECTEURS  
DE POINTE


## AVEC SPI, GAGNEZ LA COURSE INFORMATIQUE

Depuis 1972, nous apportons aux entreprises moyennes et grandes un conseil global et des prestations complètes en informatique de gestion. Au cours des 5 dernières années, nos effectifs ont doublé (plus de 550 personnes), notre CA a triplé et notre puissance quadruplé (30 MIPS). Aujourd'hui, nous recherchons

## INFORMATIENS CONFIRMES

Diplômés d'une Grande Ecole ou de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience d'au moins 4 années en informatique de gestion, et les grands systèmes IBM vous sont familiers. Votre mission sera de prendre en charge d'importants projets et d'en assurer la complète responsabilité. (Réf. LM)

## INGENIEUR SYSTEME CONSULTANT

Ingénieur Grande Ecole, après une expérience réussie d'environ 2 ans, vous souhaitez valoriser votre savoir-faire. Au près de nos clients équipés de grands systèmes IBM, vous assurerez des fonctions d'assistance, d'audit et de conseil, qui vous conduiront progressivement à une totale autonomie d'action. (Réf. OM)

Ces postes s'adressent à des candidats de haut niveau, excellents techniciens et hommes de communication et de création.



Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à :  
Eric SCHLUMBERGER  
SPI - 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

MEMBRE DE SYNTec-Informatique

## SOCOMEC

Avec 600 personnes et 300 MF de CA, notre Société occupe une place prépondérante dans sa spécialité, la fabrication d'appareils et d'équipements électriques et électroniques. Notre expansion est constante et rapide, et notre avance technologique nous permet de croire en notre avenir. Nous recherchons un

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN  
GRANDE ECOLE

Expert en matière de courants forts, interruption et protection, vous avez réussi une première expérience dans l'animation d'équipe projets en milieu industriel. Homme de communication, vous cherchez un nouveau type de travail en étroite collaboration avec votre Direction Générale, pour laquelle vous constituerez une force permanente de proposition. Le poste ouvre une carrière très attrayante et une rémunération motivante. Les conditions de collaboration offertes pour ce poste basé à proximité de Strasbourg sont à la mesure de nos exigences.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV, détaillé et d'une photo à SOCOMEC Direction des Relations Humaines, B.P. 10 - 67250 BIEHLER

INGENIEUR  
ELECTRONICIEN ESE, ISEN, ERIE

## RESPONSABLE DE PROJETS

Entreprise à forte notoriété, nous possédons des talents d'innovation qui nous donnent, dans notre secteur d'activité, une avance technologique reconnue.

Nous recherchons un jeune ingénieur passionné par le développement de nouveaux produits dans le domaine des automatismes à micro-processeurs et l'électronique de puissance.

Vous partagerez l'enthousiasme d'une équipe de 12 personnes et serez responsable et autonome. Poste basé à 300 km de Paris. Merci d'adresser votre dossier complet sous référence 249 G, à Gérard Pont, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

nervet pont  
conseil

Groupe industriel leader dans sa profession recherche pour sa Division PROCESS CONTROL située dans la proche banlieue parisienne

INGENIEURS  
SYSTEME

ayant plusieurs années d'expérience en Informatique Industrielle Temps Réel pour développement logiciel et mise en œuvre d'ensembles à base de mini calculateurs.

INGENIEURS  
DEBUTANTS OU  
CONFIRMES

Envoyer CV et prêt. sous réf. 16360 à  
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra  
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

De formation informatique industrielle et automatique pour déplacements France et Etranger. Langue anglaise indispensable.



MATRA DATASYSTEME, constructeur informatique dans les domaines de haute technologie, poursuit son expansion dans l'industrialisation de ses matériels et recherche, pour son département Gestion de Projets, son :

## Responsable Qualité HF

Vous définissez la politique et les objectifs d'Assurance Qualité de Matra Datasystème sur ses produits de façon à assurer la satisfaction maximale de nos clients.

Vous élaborez et mettez en place les moyens et méthodes d'analyse permettant une identification fine et approfondie des problèmes de qualité, ainsi que les moyens de contrôle.

Vous conseillez les différents départements dans l'amélioration de la qualité des produits en cours de développement et de fabrication : coordination, évaluation des risques.

Après une formation d'ingénieur (ENSI...), vous avez acquis une expérience dans le domaine de la fabrication, des méthodes, de la qualité, dans une entreprise d'électronique ou d'informatique. Vous avez notamment prouvé vos qualités de diplomatie et de contact : vous savez faire passer vos messages en finesse.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre référence, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence MQ2/405 à DRH MATRA DATASYSTEME - 1 Avenue Népce - 78180 Montigny Le Bretonneux

**MATRA DATASYSTEME**  
L'INFORMATIQUE SIGNÉE MATRA

## PROJET DE CONTRAT DE TRAVAIL

POSTE : Chef de Service Entretien et Maintenance

IL SERA CONCLU ENTRE

Monsieur X...

Jeune Ingénieur AM ou équivalent d'au moins 29 ans, ayant une première expérience de la maintenance d'équipements de production sophistiqués travaillant à hautes cadences.

ET

Un groupe industriel de renom international, ayant son siège en Bourgogne et produisant en très grandes séries des articles nécessitant des moyens industriels intégrant à forte dose des technologies de pointe.

CE QUI S'UIT

Monsieur X... apportera son savoir-faire pour faire vivre une politique et des méthodes modernes d'entretien pour l'ensemble des installations, participera aux études et à la réalisation de certains équipements nouveaux, pilotera les actions destinées à économiser l'énergie.

Il gèrera un budget annuel (environ 10 MF), dirigera une équipe technique performante de 30 personnes et veillera à l'harmonisation des actions d'entretien pour nos 14 établissements. Il sera amené à voyager, en France, en général pour de courtes périodes.

Merci d'adresser sous réf. 492 M à notre Conseil qui vous garantira une totale confidentialité.

Fait en Bourgogne le 26 Novembre 1986.

SODERHU,  
22 RUE SAINT AUGUSTIN, 75008 PARIS

**Soderhu**  
MEMBRE DE SYNTec

Ingénieur débutant  
saisissez l'opportunité d'un poste formateur.

Vous savez que votre diplôme de grande école d'ingénieur vous ouvre de nombreuses portes. Mais vous savez aussi qu'il vous faut saisir l'opportunité d'un poste formateur aboutissant à des responsabilités et une bonne connaissance des fonctionnements de l'entreprise. En devenant notre RESPONSABLE INFORMATIQUE, vous participerez activement à la mise en place et au développement du système informatique de notre unité d'EVIRON, visant à optimiser la production et la gestion. Vous serez pour cela en liaison directe avec le Directeur de l'établissement et les services d'études centralisés de notre unité pilote de la Ferté-Bernard. Le Groupe Socopa est un des n° 1 de l'agro-alimentaire, 5.000 personnes, 12 MF de CA, des résultats en progression constante, à la pointe du progrès (production, commercialisation, recherche...) autant d'appuis pour vous réaliser pleinement dans un cadre de vie agréable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à notre DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES - B.P. 20 Cherré 72401 LA FERTE BERNARD Cedex.



une force de la nature

SOCOPA

هكنا من النحل



سكان المدن

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 26 novembre 1986 31

## SECTEURS DE POINTE

1986 7

ice

re

manifesté  
sment à  
les et à

nhilient  
sages,  
contre

grande  
manifesté  
sment et  
Ouest,  
spitale,  
Remes

a. Non  
s. Aix,

qu'un  
anifes-  
Jombes),  
station  
yccems

nmuni-  
vaquet-  
change  
metre  
ns les  
me si,  
ant de  
pas se  
doigt,  
nouve-

nelles  
man-  
i d'en  
ns, les  
Bouf-  
5 suivi  
tr les

te et  
de une  
a ras-  
ci qui  
diffé-  
is du  
ersité  
répé-  
misé  
e son  
pour  
zmes

T.

6111111111

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444

7 444



Aéroports de Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports.

Recrute pour sa DIRECTION  
ARCHITECTURE et INGENIERIE  
(Division Structures)

### JEUNE INGENIEUR

GRANDE ÉCOLE (CIEM ou CHERP souhaités)

Très motivé par résistance des matériaux et calculs des structures (BA-BP-CM) pour être ingénieur spécialiste chargé d'affaires et animer équipe de production.

Anglais + Connaissances informatiques souhaitées.

Adresser lettre manuscrite et CV :

Alain CARRIÈRE  
201, Bd Raspail - 75675 PARIS CEDEX 14  
Tél. 43 35 71 80

### Ingenieur

Agé de 30 ans environ, vous avez une formation de généraliste et une première expérience en mécanique usinage de 3 ans au moins.

Vous serez gestionnaire de l'entreprise et acteur de son développement.

Votre qualité essentielle : le commercial terrain. Avec ou sans apport de capitaux, vous deviendrez, à terme, notre associé.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 197.86.140 M à Pro Consultant, 18 rue Rouget de Lisle, 42000 St-Etienne Cedex.

pro consultant

### TESTUT-TRAYVOU

recherche

### INGENIEUR

(NSA, ECAM, A et M. QAM)

Pour encadrement d'un BE (traitement technique des dossiers clients et étude de produits nouveaux dans le domaine du pesage).

Expérience environ 10 ans BE mécanique.

Connaissances nécessaires :

- résistance des matériaux,

- électronique automatisées industrielles,

- anglais courant apprécié.

Poste à pourvoir sur Lyon.

Adr. candidature + CV + photo et prétentions 9, rue Camille Chardin 69350 LA MULOTTE.



BERTIN & Cie

Leader Européen des Sociétés de Services Technologiques recruté pour sa Division OPTO-ELECTRONIQUE située à AIX-EN-PROVENCE

### UN CHEF DE PROJET D'OPTIQUE SPATIALE

Issu d'une grande école (Telecom, ECP, ENSAF, ESO, ESE...) il devra avoir au moins 3 ans d'expérience dans les domaines des Télécommunications spatiales et/ou de l'instrumentation spatiale.

Il aura la responsabilité de projets (Technique et Gestion) dans le domaine des Télécommunications par voies optiques et dans d'autres secteurs d'application de l'Espace.

Merci d'adresser à M<sup>me</sup> GUERMONT, s/réf. CG/32, à BERTIN & CIE - BP 3 78373 PLAISIR Cedex.

Filiale d'une importante société multinationale recherche pour ses entreprises basées région Nord de Paris

### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Vous disposez des atouts suivants :

- MAGE ou expérience équivalente

- les IBM 38 et PC n'ont plus de secret pour vous.

Votre fort potentiel vous permettra d'évoluer compte tenu de notre croissance. Vous aurez à mettre en place plus de 60 terminaux portables pour notre force de vente, dans le cadre d'un projet MAPICS actuellement en gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, + photo, prétentions aux ÉTABLISSEMENTS LARDENOIS B.P. n° 1 60370 HERMES.



SIETAM SYSTÈMES

recherche

### UN INGENIEUR MECANICIEN

Formation mécanique ENSAM, ICAM ou équivalente (réf. 13561)

### UN INGENIEUR INFORMATICIEN

Gestion de systèmes temps réel, DUT production, DESS ou équivalente (réf. 13561)

Adr. CV, photo et prét. à :

SIETAM SYSTÈMES

42-48, av. du Pdt-Kennedy,

91170 VEVY-CHATELAIN.

Ses développements applications

automatisées sur VAX real.

### CHEF DE PROJET CAO

FORTIAM indépendante

Merci d'env. candid. s/réf. M1

à MAURICISS 3, rue d'Heuland

76010 Paris, qui transmettra.

### INFO'ROP

STÉ D'INGENIERIE

RECHERCHE

### COMPETENCES

- MITRA 15, 125, 225 ET

DES UNITÉS JOC2, LIT0,

ASSEMBLEUR 88000,

88000, TRANSPAC,

225.

Adr. CV, à M<sup>me</sup> LANDOIS

INFO'ROP 70, av. du Général-

de Gaulle, 94000 CRETEIL.

## AÉRONAUTIQUE

## ET INFORMATIQUE TEMPS RÉEL

### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

#### Débutants ou première expérience

Au sein du département Systèmes de Simulation, vous renforcerez une équipe logicielle et vous prendrez en charge l'analyse, la modélisation et la réalisation de systèmes temps réel, dans le domaine de l'Aéronautique. Selon votre expérience, vous pourrez encadrer une petite équipe de réalisation.

Ces premières fonctions renforceront vos compétences pluridisciplinaires pour évoluer vers la conduite de projets d'envergure. ■ Réf. A

### INGÉNIEUR GÉNIE LOGICIEL

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vos 5 années d'expérience sur de grands projets informatiques vous ont convaincu de la nécessité de méthodes de développement de logiciels.

Vous souhaitez mettre en pratique vos connaissances lors de la mise en place d'un atelier logiciel dans un environnement de stations de travail. En relation avec les chefs de projets, vous serez responsable de son utilisation et de ses développements ultérieurs. La connaissance d'Unix serait appréciée. ■ Réf. B

### INGÉNIEUR SYSTÈME EXPÉRIMENTÉ

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez une expérience de 3 à 5 ans sur un "Operating system" temps réel. Une connaissance de GOULD sous MPX serait appréciée. Dans tous les cas, vous bénéficierez d'une formation complémentaire. Vous assurerez la gestion des centres de calcul, l'interface avec le constructeur, la formation et l'assistance des équipes de réalisation. L'importance de la communication associée à ce poste nécessite de la part des candidats une grande facilité dans les contacts humains. ■ Réf. C

Le développement rapide des activités de SOGITEC, l'un des grands de la simulation temps réel, ouvrira d'intéressantes perspectives de carrière à des candidats de haut niveau attirés par l'innovation et disposant de qualités de contact et de pédagogie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : SOGITEC, 46, av. Édouard-Vaillant, BP 127, BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.



Sogitec

UNILOG

## INGENIERIE INFORMATIQUE

UNILOG, groupe indépendant de Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique

12 sociétés, plus de 500 ingénieurs - renforce ses équipes et recrute des

### INGENIEURS DEBUTANTS

DIPLOMES GRANDES ÉCOLES OU 3<sup>ème</sup> CYCLE ETUDES SUPERIEURES SCIENTIFIQUES

Ils reçoivent, dès leur intégration, une formation théorique et pratique considérée comme l'une des plus solides du secteur. Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, ils interviennent sur des projets, en relation avec les entreprises clientes de la société. Ils acquièrent ainsi des compétences et un sens des responsabilités les préparant à la conduite de projets.

Les prochaines sessions de formation débutent les 5 janvier et 2 février 1987.

Adresser-nous dès maintenant votre candidature (lettre man., CV, photo) sous réf. IDM 2511

UNILOG

Conseil en Recrutement

9, rue Alfred de Vigny, 75008 Paris.

UNILOG : UNE PASSION A PARTAGER

MEURIE DE SYNTHE Informatique

Le Monde

CADRES

## BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Neuilly/Sablons

recherche

pour son département «ENTREPRISES»

### FISCALISTE CONFIRME

Pour ce poste d'avenir une formation de haut niveau, le sens du contact et la connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, photo et CV à :

3, villa Emile Bergerat 92522 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

LYON

## Vendre de la communication

Filiale d'un grand groupe de communication, nous sommes devenus rapidement leader sur notre marché tant au niveau national que régional. Nous poursuivons notre expansion régionale et recherchons un jeune Sup de Co, fort d'une expérience réussie de 2 à 3 ans dans la vente de services aux entreprises.

En relation directe avec le directeur d'agence, vous assurerez le développement du CA par des actions de prospection auprès des directeurs du personnel et dirigeants d'entreprises.

Vous découvrirez leurs besoins, concevrez et négociez des opérations de communication.

Commercial efficace, vous avez aussi des capacités de réflexion pour définir et mettre en forme les messages à transmettre.

Intervenant en véritable conseil, vous saurez établir des relations de qualité avec vos clients.

Vous bénéficierez d'une bonne image et de l'appui d'une structure solide. Nous comptons sur votre imagination, votre rigueur et votre sens commercial pour développer notre clientèle et faire évoluer votre carrière.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 550 M, à LDI Conseil, 65 rue de la République, 69002 Lyon. Décision assurée.

L D I CONSEIL

## venez développer notre atelier de génie logiciel réparti

Leader mondial en conception et réalisation de systèmes de radio-communication civils et militaires, nous disposons de puissants moyens informatiques de développement. Nous cherchons pour notre centre à Paris (Nord)

### un jeune ingénieur réseau,

qui vienne définir et mettre en place les réseaux de type ETHERNET qui relient à terme nos 100 "work-stations" aux moyens VAX dont nous disposons (5 X 750/780, un 8500).

Ingénieur grande école, vous avez déjà une expérience de 1 à 2 ans des réseaux locaux (ETHERNET, CHEAPERNET...) et voulez associer votre acquis sur une réalisation d'envergure.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4926 LM) à "Nouvelles Technologies".



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

## PARFRANCE

Nous sommes spécialisés dans la publicité de recrutement et recherches : (M/F)

### REDACTEUR CONSEIL

pour assister et conseiller les directions du personnel des entreprises, pour la réception, le conseil, l'élaboration, la rédaction, la mise en forme et le suivi des annonces. Il est nécessaire de posséder une très bonne culture générale, des connaissances graphiques, une facilité de rédaction et le goût des contacts humains. Une expérience dans la profession est indispensable.

Adresser CV, photo, prétentions à La Direction du Personnel PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS



**Le Monde**  
CADRES

## Directeur de production Agro-alimentaire

300.000 F+

Entreprise indépendante (700 personnes, 4 unités de production régionales), nous occupons une solide seconde place sur le marché Français dans notre spécialité et connaissons croissance et rentabilité.

Basé à notre Siège (ville importante en Pays de Loire) et rattaché au Directeur Général, vous assurez :

- La supervision des 4 établissements.
- La direction des services centraux (achats, logistique).
- Les relations sociales.

A 35 ans, de formation Ingénieur, vous dirigez avec succès une unité industrielle alimentaire. Vous pourrez pleinement exprimer votre exigence de rentabilité et vos qualités d'organisateur et d'animateur, dans ce poste global où vous serez l'élément moteur de notre performance industrielle.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR référence BIS 63 - 13, rue Grille 69208 LYON Cedex 02

**COFROR**

**DU PONT**

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.  
Le Département Polymères en constant développement, recherche

## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Votre mission sera d'assurer et de promouvoir la vente de matières plastiques de haute technicité.

Agé de 25 ans minimum, ingénieur mécanicien, électricien ou chimiste, vous parlez couramment anglais.

Une première expérience dans le domaine des matières plastiques, dans la vente ou l'étude de produits techniques constituerait un atout.

Après une formation complémentaire à Genève, vous prendrez la responsabilité d'un territoire de vente ou d'une ligne de produits.

Votre évolution au sein de la société dépendra de votre performance.

Veuillez adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel DU PONT DE NEMOURS (France) S.A., 137, rue de l'Université, 75334 PARIS Cedex 07.

Notre Société (1 200 personnes) leader dans le domaine de l'ingénierie de la communication technique (documentation technique, maintenance informatisée, audiovisuel) recherche un :

## INGENIEUR

ARTS ET METIERS OU EQUIVALENT

Pour assurer la responsabilité de son unité de production d'ingénierie :

Rapportant au Directeur régional basé à Cherbourg, le titulaire du poste aura pour mission :

- Entretenir et développer les relations avec la clientèle.
- Organiser la production et assurer le contrôle qualité.
- Gérer les affaires (coûts, devis, rentabilité, dossiers administratifs).
- Contribuer à l'amélioration des méthodes de travail.
- Animer et gérer une équipe composée actuellement de 25 personnes.

Outre son expérience de gestionnaire et des relations humaines, le titulaire aura acquis, de préférence comme utilisateur, une bonne connaissance de la documentation technique et des systèmes informatiques s'y rapportant qu'il pourra appliquer aux domaines de la construction et de l'armement naval.

Agé d'environ 35-40 ans, sa mobilité géographique pourra favoriser son développement de carrière.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous la référence 4451, à :

**MEDIA BA**, 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

## Ingenieur Mécanicien communiquer pour mieux concevoir

Vos compétences techniques, votre sens de l'organisation et votre expérience d'environ 10 ans dans le domaine de la mécanique, d'une de nos principales unités, vous permettent d'assurer l'automatisation de moyens de production.

Mais c'est par votre sens de l'organisation, tant au niveau de l'entreprise qu'avec l'extérieur, que vous serez amené à ce poste, et accablerez aux évolutions prévues.

En intégrant ESSILOR, une entreprise innovante et présente dans le monde entier, vous participerez à l'optimisation de la qualité de nos produits et de nos productions.

Merci d'adresser votre CV et prétentions sous référence 107 M à :

**ESSILOR INTERNATIONAL**, Services Affiliations  
57, av. de l'Industrie - 91000 EVRY-COURCOURT-MAIRY.



## Immobilier de loisirs Rejoignez le n° 1

**PIERRE & VACANCES**

Leader de l'immobilier de loisirs, nous sommes présents dans 50 stations les plus prestigieuses à la mer et à la montagne. En plein développement, nous souhaitons intégrer un :

## RESPONSABLE DE PROGRAMMES

pour lui confier la gestion complète d'opérations sous tous les aspects : financiers, administratifs, juridiques et fiscaux, techniques.

La mission s'étend de l'élaboration du permis de construire à la livraison, elle inclut les négociations avec l'ensemble des intervenants : collectivités locales, notaires, maîtres d'ouvrages... la gestion des appels d'offres et la maîtrise des travaux.

De formation supérieure (technique ou commerciale), vous avez une expérience de plusieurs années de la promotion immobilière, soit dans le montage, soit dans la gestion d'opérations.

Les perspectives d'évolution sont importantes dans la dynamique d'expansion de notre groupe.

Le poste, basé à Paris, implique des déplacements de courte durée.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence RP 1009 M (à mentionner sur l'enveloppe).

**BKC**

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**

115, rue du Bac - 75007 Paris

## LA CROIX L'ÉVÉNEMENT

... Le Marketing au quotidien

Notre quotidien a connu depuis quelques temps un renouveau éditorial. Son positionnement est aujourd'hui plus que jamais celui d'un journal de dimension nationale, libre, pluraliste, ouvert au dialogue. Pour renforcer son développement commercial et se consacrer, sous réserve, à la presse et au marché.

## CHEF DE PRODUIT SENIOR HF

Rattaché à la direction générale de cette publication, il sera force de proposition dans l'élaboration de la politique commerciale de la publication et la définition des objectifs et du budget. Il aura la responsabilité de l'analyse marketing de l'écoulement et du marché.

Assisté d'un chef de produit, il réalisera et supervisera des opérations commerciales et promotionnelles, en lien avec les services internes et nos partenaires extérieurs.

Une formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESCP), une expérience conséquente (8 à 10 ans) dans la gestion et la promotion de produits grand public (presse écrite ou audiovisuelle) vous permettront d'assurer ce poste d'importance.

Vos compétences et votre potentiel seront déterminants pour une évolution à terme dans notre Groupe (2000 personnes - 23 publications - 1 milliard CA).

Merci d'adresser votre lettre de candidature + CV sous réf. MIA/441 M à :

**RAYARD PRESSE**

Direction des affaires sociales - 3, rue Bayard, 75008 PARIS

## DIRECTEUR D'USINE

Proche banlieue Ouest Paris

Une société française leader sur le marché du second œuvre du bâtiment recherche un DIRECTEUR D'USINE. Sous l'autorité du directeur exploitation, il sera chargé d'assurer la production d'une unité produisant 4 à 500.000 tonnes de plâtre, plusieurs millions de carreaux de plâtre ainsi que des produits spéciaux, dans le respect des conditions optimales de qualité, de prix de revient et d'utilisation des équipements et matières premières. Il dirigera l'exploitation d'une carrière avec prise en compte de son évolution à moyen terme. Il supervisera un service entretien chargé de la maintenance d'équipements lourds et d'un parc de gros engins de carrière. Il participera à la définition des investissements. Il dirigera un effectif supérieur à 150 personnes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur type AMM, ICAM, ECAM, IDN... et possédant plusieurs années d'expérience en direction d'usine, acquise dans le secteur de l'industrie lourde (métallurgie, cimenterie...). Il aura manifesté de solides qualités d'animateur, d'organisateur et de gestionnaire.

Ecrire sous référence 888M à :

**GRH Conseils**

3, avenue de Ségur 75007 Paris - Discretion assurée.



**hotel ibis**

NOUS SOMMES  
UNE CHAÎNE HOTELIÈRE  
INTERNATIONALE  
EN PLEINE EXPANSION

**hotel Orbis**

puisque nous aurons 800 HOTELS BIS ET ORBIS ouverts en 1987 dans le monde. Pour assurer ce développement notre DIRECTION TECHNIQUE recherche :

## UN CHEF DE PROJET

Ingénieur de formation, il a une expérience d'au moins 5 ans de préférence dans le secteur du bâtiment et est ingénieur d'affaires depuis au moins 1 an.

Il prend en charge un certain nombre de projets : de la conception jusqu'à la finition de l'hôtel, il a le sens du contact et des relations humaines, le sens de la polyvalence, du détail et de la synthèse pour négocier d'une part avec les différents services de la chaîne et d'autre part avec les entreprises, architectes.

Amené à se déplacer à l'étranger, il maîtrise parfaitement l'anglais et si possible l'espagnol.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe motivée, vous pouvez adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo) et vos prétentions à Maryvonne LABELLE sous réf. M 8711 au : Cabinet DAVESCO-SUNER, 109, rue de Turbigo 75003 PARIS.

## Accrochez-vous aux branches.

Chef de Pubs chez  
BSCG CARRERES,  
filiale spécialisée du  
3ème groupe de publicité français, (3,6  
milliards de CA), notre étoile va vous faire  
découvrir :

Enrichi par son dynamisme, initié à nos concepts  
et méthodes, vous vous propulsez vers le haut en  
prospectant et en vendant aux entreprises, nos prestations  
(publicité de recrutement, institutionnelle, édition, films d'entreprise...).

Stratège et créatif, vous serez, chez nous le maître d'œuvre de vos projets, de la  
conception au suivi de la réalisation. Une équipe soudée et motivée vous attend.  
De formation supérieure, vous avez 25 ans environ et 2 ans d'expérience réussie  
dans la vente de services ou de conseil.

La communication humaine vous passionne ? Entrez dans la galaxie  
**BOUX, SEQUILA CATZAC & GOUARD.**

Mettez tout votre talent de rédacteur dans votre C.V. (manuscrit) et adressez-le à  
A. Vulliamy - BSCG CARRERES - 48, rue St-Ferdinand 75017 PARIS.

S.V.P. Société Internationale, implantée dans  
20 pays, leader sur le marché de l'information.

Nous mettons immédiatement à la disposition  
de nos clients les informations nécessaires à  
la prise de décision.

Nos experts traitent et traitent chaque jour des  
millions de données pour satisfaire les attentes  
des dirigeants.

Nous recherchons des

## fiscalistes

pour conseiller nos interlocuteurs : chefs  
d'entreprise, responsables juridiques, directeurs  
financiers, cabinets fiduciaires.

Vous êtes titulaire d'un D.E.S.S.

Vous possédez une expérience pratique  
dans un des domaines suivants :

- Fiscalité et comptabilité des entreprises ;
- Droits et taxes frappant le patrimoine des  
personnes physiques ou morales.

Nous vous offrons de participer  
à notre développement au sein d'une  
équipe dynamique.

Adressez votre candidature détaillée,  
ainsi que vos prétentions à S.V.P.,  
Madame E. LIPUSCEK,  
54 rue de Valenciennes,  
75344 PARIS CEDEX 08.



**AGEFOS PME Ile de France**

poursuit son développement et recherche pour différents  
départements de la région parisienne

## responsables d'antenne départementale

Véritable professionnel de l'entreprise et du conseil en formation, vous  
pouvez faire valoir une compétence opérationnelle allée à de réelles qua-  
lités prouvées d'encadrement et de négociation.

Homme de terrain, vous serez chargé de la création et du lancement  
d'une antenne, de l'animation d'une équipe, du développement des rela-  
tions institutionnelles auprès des différents partenaires de l'AGEFOS  
PME.

Envoyer, en précisant vos motivations, lettre manuscrite avec C.V., photo  
et prétentions à :

**AGEFOS/FORMADIS SELECTION - 11, rue Hâthre, 75017 PARIS.**

هكتمان التمثيل



مكتبة النجف

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
CADRES

... Le Monde • Mercredi 26 novembre 1986 33

1986 7

## CONSULTANT

La Société pour le Développement des Ressources Humaines est une équipe de professionnels de la recherche de Cadres par Annonce et Approche Directe.

Elle souhaite intégrer un nouveau consultant ayant impérativement une formation supérieure et ayant acquis une première expérience, même courte, si possible dans des fonctions informatiques ou bancaires, en cabinet, SSII ou entreprise.

Son mode d'intervention implique une analyse approfondie de tous les problèmes que pose le recrutement à l'entreprise et un rôle de conseil auprès de celle-ci dans la définition du profil, le choix des moyens de la recherche et un suivi des cadres après l'embauche.

Après une période d'intégration, cette responsabilité sera exercée avec une grande autonomie, mais dans le respect d'une stricte déontologie.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 100 M à Nicole ANCESSI.

SODERHU,  
22 rue Saint Augustin  
75002 PARIS.

**Soderhu**  
MEMBRE DE SYNTHE

## Dans chacune de nos usines un homme-clef : le patron de la qualité

### Chef de service contrôle qualité

En permanence sur le terrain auprès des équipes, votre exigence vous permet d'atteindre les ambiteux objectifs «qualité» de notre usine de Secin (59) - près de 60 000 tonnes/an de yoghourts et desserts lactés, 300 personnes.

A la tête d'un service d'une douzaine de personnes, rattaché au Directeur de l'usine, vous apporterez l'expertise scientifique et technique nécessaire à la production pour obtenir le niveau de qualité attendu, contrôlant le respect des spécifications de matières premières, emballages, procédés de fabrication, conditionnement, produits finis, définissant des plans d'action et les animant dans l'esprit des objectifs poursuivis.

Vous êtes aussi l'interface de la Direction Recherche et Développement, menant des essais et proposant des améliorations, de même que vous contribuez à l'élaboration du Plan Directeur de l'usine et à la définition des investissements.

Ingénieur spécialisé en laiterie, au-delà de vos compétences acquises au cours d'une 1<sup>re</sup> expérience professionnelle réussie, vos qualités pédagogiques et votre «punch» vous permettront de vous affirmer dans ce poste tremplin au sein d'un groupe aux multiples possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. C 25 M en précisant votre rémunération actuelle, à BSN Service Recrutement Cadres, 7 rue Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

**BSN**  
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

### Le S.I.V.O.M. du Bassin Bellegardien (Ain)

(40 km d'Amnecy - 35 km de Genève)

recherche pour sa  
SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE  
A VOCATION TOURISTIQUE  
ET ECONOMIQUE  
(en cours de création)

### UN DIRECTEUR

Prise de fonction : 1<sup>er</sup> janvier 1987  
Salaires : à déterminer suivant profil et expérience.

- FONCTIONS :**
- direction et gestion de la SEM ;
  - gestion du domaine skiable de la station de Monthilères (1 000 lits en cours d'aménagement) (Ski de fond - Ski alpin) ;
  - gestion des lits - déneigement ;
  - promotion touristique ;
  - création et vente de produits touristiques ;
  - gestion de divers équipements ;
  - gestion du service « Maison Intercommunale du Tourisme ».
- PROFIL :**
- études supérieures et/ou expérience professionnelle dans le domaine concerné ;
  - grande disponibilité et mobilité exigée ;
  - aptitude à la négociation ;
  - sens du travail en commun ;
  - bonne connaissance des techniques de commercialisation ;
  - aptitude à la gestion d'équipements et de personnel ;
  - goût pour les activités montagneuses ;
  - esprit créatif.

Adresser candidature, curriculum vitae et photo d'identité à M. le Président du SIVOM du Bassin Bellegardien :  
01200 BELLEGARDE-sur-VALSERINE  
avant le 9 DÉCEMBRE 1986.

### Ville de Montluçon (Allier) - 50.000 habitants recrute d'urgence

### CHARGÉ DE MISSION

Coordonnateur du Projet de Quartier Saint-Jacques.

- Durée de la mission : 2 ans.
- Tâches à accomplir : étude, animation, coordination des différents intervenants (équipe de maîtrise d'œuvre urbaine), suivi du projet.
- Profil souhaité : urbaniste, formation architecturale ayant une expérience de montage et de suivi de dossiers d'aménagement.

Après à organiser et suivre la concertation avec la population, les associations et les différents interlocuteurs de la Ville.

- Récompenses : mensuelle.

Les candidats devront adresser leur C.V. accompagné de leurs prétentions en matière de salaire mensuel.

Les candidatures doivent parvenir au Mairie de Montluçon adressées à : Monsieur le Maire, Secrétaire Général, Hôtel de Ville - Place Jean-Jaures, 03100 MONTLUÇON.  
Avant le 12 décembre 1986.

Renseignements auprès du service Urbanisme de la Ville de Montluçon (poste 13-80 - M. Treille).

### Société conseil en informatique SPÉCIALISÉE DANS LE DÉVELOPPEMENT ET L'IMPLANTATION DE PROGRAMES DE GESTION POUR PME - PMI

### RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION

- Fonctions :**
- diriger une équipe d'ingénieurs chargés de mettre en place les programmes, d'analyser les demandes spécifiques complémentaires ;
  - d'adapter les procédures et éventuellement les structures ;
  - d'assurer la formation du personnel.
- Formation et expérience :**
- formation supérieure et bonne culture informatique ;
  - être bon conseiller du fonctionnement des entreprises ;
  - aptitude à diriger une équipe et à la former ;
  - expérience d'au moins 10 ans.

Le poste conviendrait à une personne ayant exercé des fonctions de chef de mission dans un cabinet d'audit ou d'ingénieur en chef dans une société d'organisation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo à  
E.O. CARRIERS  
31, rue Delany, 93500 PANTIN  
sous la référence ORG 612.

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Clermont-Ferrand

Une Société d'économie mixte qui a pour objet l'étude et la réalisation d'aménagements dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme, de l'industrie (Bois et agro-alimentaire), etc., en France et à l'étranger, recherche UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES pour son département agro-alimentaire. Il sera chargé de monter et coordonner les différentes étapes d'opérations d'investissements industriels (études de plans de développement d'entreprises, définition des investissements, recherche des financements, suivi des réalisations...). Il aura également un rôle de conseil en entreprise en finances, gestion, marketing et organisation commerciale, de même qu'il réalisera différentes études (études de faisabilité et études micro ou macro-économiques). Le titulaire du poste, âgé d'au moins 28 ans, de formations ESC ou ENSIA, possèdera quelques années d'expérience professionnelle acquises dans une entreprise du secteur agro-alimentaire, si possible en industrie laitière ou fromagère. Il connaîtra les techniques de base en matière de transformation des produits agricoles et il aura manifesté de sérieuses qualités en gestion et analyse financière. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Ecrire sous référence 871/M à :

### GRH Conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS - Discretion assurée.

## Ingénieur études de prix bâtiment et Génie Civil

Toulouse

La Direction Régionale d'un groupe français de tout premier plan, implanté sur l'hexagone, recherche pour son département Bâtiment et Génie Civil, en développement constant, un

### Ingénieur études de prix gros œuvre

Rattaché à la Direction du Département, il aura la responsabilité complète des études de prix de projets importants (bâtiments industriels et commerciaux, grandes surfaces, ouvrages d'art...). Il prendra en charge les études techniques spécifiques, le choix des méthodes les mieux adaptées, les consultations, la synthèse finale des devis pour lesquels il trouvera les variantes techniques et financières susceptibles d'optimiser la qualité et la rentabilité des affaires.

Ingénieur ETP, AM, INSA ou équivalent, une expérience de 3 ans minimum à la fois en conduite de chantiers et en études de prix dans des sociétés de BTP importantes, est nécessaire pour réussir dans ce poste charnière et évolutif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle, sous référence 547, à Henri THOMAS - CAPFOR - Grand Sud-Ouest - 22, rue Lafayette - 31000 TOULOUSE, qui vous assure de sa totale discrétion.

**CAPFOR**

PARIS - LYON - Aix-Marseille - NANTES - METZ - NICE  
ANGERS - Auch/Toulouse - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NORT - QUIMPER

**pasteur  
vaccins**

L'UN DES LEADERS DE L'IMMUNOLOGIE DANS LE MONDE cherche, pour renforcer son équipe commerciale, basée dans l'Ouest de Paris, un

### Jeune E.S.C. / I.E.P. HF

très motivé par une carrière marketing.

Dans un premier temps, il travaille, pendant deux ans, dans notre service Administration des ventes, pour se familiariser avec notre entreprise et sa logistique. Dans un deuxième temps, il poursuit sa carrière dans la fonction marketing-ventes.

Si vous êtes libéré des obligations militaires, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., 1 photo), sous la référence 505, à JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

**jacques tixier s.a.**

## UN JEUNE INGENIEUR DEBUTANT

Diplômé d'une GRANDE ECOLE.

Formation MARKETING INDUSTRIEL et GESTION FINANCIERE appréciée.

Les candidats doivent avoir le goût des contacts et seront amenés à effectuer des déplacements en France et à l'étranger.

Pratique de l'anglais et de l'allemand souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. à nos Conseils en Recrutement s/réf. J11 - DSA - 6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

ice

re

manifesté  
saut a  
lies et à

nhaiant  
sages,  
contre

grande  
manifeste-  
sons et  
l'Onest,  
apitale,  
Remmes

a. Non

5. Aix,

qu'un  
manifeste-  
jonds),  
station  
yctéas

munici-  
vaque-  
change  
mettre  
ne les  
no si,  
ant de  
pas se  
doigt,  
nouve-

telles  
man-  
d'en  
is, les  
Bouf-  
5 suivi  
ir les

te et  
é une  
à ras-  
t qui  
diffé-  
is de  
ernité  
suré,  
nité  
e son  
pour  
unes

T.

© PIRELLA

© PIRELLA

© PIRELLA

© PIRELLA

© PIRELLA

© PIRELLA





سكانه في الدول

# Economie

... Le Monde • Mercredi 26 novembre 1986 35

1986 7

## REPÈRES

### Consommation des ménages

#### Tassement après la flambée

La consommation des ménages en produits industriels a baissé en octobre de 1,1 % après avoir déjà baissé en septembre de 3 %. Ainsi, la consommation poursuit son mouvement de repli à partir de très hauts sommets atteints durant la période avril-août qui avait enregistré une véritable flambée d'achats. En un an (octobre 1985 comparé à octobre 1986), la consommation des ménages en produits industriels progresse de 3 % (+ 8 % entre août 1985 et août 1986). L'INSEE indique que la série « consommation des ménages en produits industriels », sans l'automobile, la pharmacie, les pneumatiques, a régressé de 1,6 % en octobre, mais a progressé de 1,7 % en un an.

### Inflation

#### Retour au calme dans la CEE

Après une petite poussée de fin de 0,5 % en septembre, les prix à la consommation se sont à nouveau calmés et ont enregistré une progression de 0,2 % seulement en octobre, annonce Eurostat, office statistique de la CEE. Sur douze mois, l'inflation revient ainsi à 3,1 % en octobre, contre 3,3 % en septembre et pourrait, selon Eurostat, être inférieure à 3 % à la fin de l'année. Durant le mois dernier, l'Allemagne fédérale a, une

nouvelle fois, enregistré le meilleur résultat avec une baisse de 0,3 %, la Grèce restant le pays soumis aux pressions inflationnistes les plus fortes avec une augmentation mensuelle de 2,8 %. La France se comporte assez bien avec une hausse de 0,2 %, comme le Grand-Bretagne.

### Logements

#### Mises en chantier : + 6,2 %

Le nombre des logements mis en chantier au troisième trimestre 1986 a été de 78 584, en progression de 6,2 % sur le troisième trimestre de 1985 (74 000 logements commencés). Cependant, les mauvais résultats enregistrés au premier semestre (128 700, contre 137 400), expliquent que, sur les neuf premiers mois de l'année, les mises en chantier reculant de 1,9 %. La construction de bâtiments autres que le logement a progressé, au cours des trois premiers trimestres, de 7,5 %, les autorisations pour les bureaux ayant augmenté de 25,1 %. Selon la Fédération nationale du bâtiment, l'indice du nombre d'heures travaillées, tout comme celui de l'emploi, reste en baisse de 1 % au cours du troisième trimestre. Enfin, le nombre des créations d'activité (réglements judiciaires, liquidations de biens et faillites), en progression de 12,6 % au troisième trimestre, a atteint 4 452 au cours des neuf premiers mois de l'année, contre 4 018 pendant la même période de 1985.

## TELEDISTRIBUTION : LA NOUVELLE FAÇON DE FAIRE SES COURSES PAR MINITEL

## SCIENCE & VIE ECONOMIE DECEMBRE

### Un outil de décision unique



- Gestion personnelle ? Individualisée ? collective ? Vous comprendrez les différents éléments de votre choix.
- Trouver les formules adaptées à vos objectifs ? La Carte des Placements vous guidera.
- Choisir vos placements ? 1121 SICAV et FCP sont recensés avec leurs performances.
- Choisir votre intermédiaire ? 68 établissements sont présentés.

En vente chez votre marchand de journaux et chez Mercator éditions, 1 rue Bourdelaie 75009 Paris Tél. (1) 42 85 13 18

Face à la volonté des banques de faire payer les chèques sans contrepartie, dix-huit organisations de consommateurs ont annoncé, le 25 novembre, leur intention de saisir le nouveau conseil de la concurrence pour entente illicite. Elles appellent les Français à retirer leurs chèques des banques qui facturent leurs services, à faire des chèques sur papier libre — ce qui est légal — et à rayer la référence informatique des chèques, de manière à faire connaître aux banques leur mécontentement.

« Le cartel des banques a encore frappé ». A nouveau, comme au printemps dernier, les organisations de consommateurs sont réunies. Les banques se moquent d'elles. La concertation sur la facturation des chèques, engagée depuis l'été dernier au sein du comité des usagers des services bancaires (1), n'aura été qu'un piège. Prêts à discuter, notamment pour réduire le nombre des petits chèques, les représentants des clients avaient, pour certains, accepté d'envisager une tarification, à condition qu'elle fût accompagnée de contreparties. L'attitude des banques a recadré l'initiative. Pour elles, les états-majors des banques, refusant d'envisager des contreparties, se seraient mis d'accord pour introduire une facturation des chèques sans compensation.

Après avoir quitté avec éclat la réunion du comité des usagers, le 24 novembre, elles ont ainsi annoncé, le 25 au matin, leur intention de saisir la commission de la concurrence — dans l'avenir, le conseil de la concurrence — pour entente caractérisée. La preuve ? Tous les établissements de crédit ont désormais prévu d'introduire au début de l'année prochaine — pratiquement en même temps — un système de facturation des chèques

et des chèques aux caractéristiques étrangement semblables, selon elles. Les banques refusent l'argument avec vigueur. Certains s'inquiètent au contraire du grand désordre qui domine dans cette affaire.

Qu'en est-il ? Il est vrai que la plupart des établissements de crédit ont retenu le début de 1987 pour le lancement de la tarification. Depuis quelques mois, certaines banques régionales ont joué les cobayes : vingt-cinq caisses régionales du Crédit

comité central d'entreprise. La Société générale est prête à suivre. Les groupes de banques régionales — CFC, Banques populaires, Crédit agricole... — ont informé leurs dirigeants locaux qu'ils pourraient y aller.

Y a-t-il entente sur la période ? Dans les milieux bancaires, l'interrogation est autre. Y aura-t-il des « cavaliers seuls », des brebis galeuses ? La poste, puissante, puisqu'elle gère huit millions de

explique un représentant de la Fédération.

Quant aux modalités de la tarification, il est vrai qu'il y a aussi nombre de « cavaliers seuls », même si l'on ne connaît pas encore précisément les dispositifs de chacun des réseaux. Un tronc commun semble s'imposer. Il est fait de trois étages. A la base, un forfait pour la tenue du compte. Il varierait entre 20 F et 30 F par trimestre, selon les réseaux. Il couvrirait le droit à un certain nombre de chèques gratuits (entre trois et cinq par mois). Au-delà, les chèques seraient facturés entre 2 F et 3 F. Mais des chèques gratuits supplémentaires pourraient être accordés en fonction du solde moyen disponible sur le compte.

Autour de ce tronc commun, la concurrence se fera de diverses manières. Certaines banques envisagent d'extorquer du forfait les jeunes de moins de vingt-cinq ans, d'autres les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans. La facture totale sera parfois plafonnée (autour de 400 F par an, dans l'une des grandes banques). En fait, certains banquiers, mais surtout les pouvoirs publics, craignent que, sous prétexte de concurrence, l'on n'assiste à une « survente » à l'insouciance. Tous les efforts faits pour l'introduction de cette tarification s'en trouveraient ainsi anéantis.

Faut-il alors parler d'entente ? La commission de la concurrence aura à en juger. Les modalités envisagées par les banques françaises se rapprochent en fait de celles en vigueur en RFA. Mais, outre-Rhin, les banques peuvent rémunérer les dépôts à vue.

ERIK IZRALEWICZ.

(1) Créé par la loi bancaire de 1984, le Comité des usagers des services bancaires est un comité qui regroupe des représentants des clients des banques (entreprises et particuliers) et de tous les établissements de crédit.

## Tarification des chèques

# Les organisations de consommateurs attaquent les banques pour entente



PANCHO

dit agricole, plusieurs banques du groupe des Banques populaires. Les appels à la résistance, lancés au niveau local par les organisations de consommateurs, n'ont pas provoqué — aux dires des banquiers expérimentés — de transferts de comptes importants.

Les grands réseaux s'approprient donc à plonger le 1<sup>er</sup> janvier. M. Jean-Maxime Leveque, président de Crédit lyonnais en a informé son conseil d'administration. M. René Thomas, le président de la BNP, a fait de même auprès de son

comité, a refusé jusqu'à présent de « tirer la première ». Facturant déjà 5 F par an depuis 1959 les frais de tenue de compte, les P et T devraient cependant suivre, avec quelques mois de retard et introduire une facturation à l'opération. L'insistance des banquiers vient plutôt aujourd'hui du Crédit mutuel. Bien qu'ayant été parmi les premiers à introduire, en Alsace-Lorraine, en 1974, un système original de tarification, la Fédération ne semble pas aujourd'hui vouloir aller plus loin. « Nous ne ferons rien sans concertation avec nos sociétaires »,

## ÉNERGIE

### Pour la première fois L'Algérie a vendu deux cargaisons de gaz naturel liquéfié à Ruhrgas

Renversant complètement sa stratégie, l'Algérie a, pour la première fois, en novembre, vendu deux cargaisons de gaz naturel liquéfié sur une base « spot » (vente ponctuelle) à la société allemande Ruhrgas, annonce la revue *Pétrostratégies* dans sa dernière édition. Jusqu'ici, la compagnie nationale algérienne s'était refusée à vendre du gaz en dehors des contrats à long terme et privilégiait la défense de prix élevés sur l'accroissement des quantités vendues.

Le prix négocié pour cette vente ponctuelle est en ligne avec le marché et compétitif avec les autres énergies, assure la revue. La Sonatrach continue de négocier la vente d'autres cargaisons sur des bases similaires avec Ruhrgas et également avec la société américaine Panhandle. Au total, d'ici à mars 1987, assure *Pétrostratégies*, l'Algérie pourrait avoir vendu 400 à 600 millions de mètres cubes de gaz sur une base « spot » ou saisonnière.

• M. Bernard Attali chez un assureur anglais. — M. Bernard Attali, président du GAN jusqu'en juillet dernier, est appelé à devenir conseiller pour les affaires européennes du groupe Commercial Union Assurance, indique un communiqué publié le 13 novembre par cet important groupe d'assurances britannique. M. Attali assurera la présidence des sociétés françaises du groupe, Epergne de France (acquis en 1984), Commercial Union IARD et la Financière St-Georges. « Avec l'arrivée de M. Bernard Attali, nous marquons notre volonté de développer nos activités en Europe continentale et plus particulièrement en France », commente M. Tony Brand, le chef exécutif de Commercial Union à cette occasion.

**Ecole des Beaux-Arts de Ruell-Malmanson**  
Cours préparatoire aux concours nationaux  
Renseignements : Lundi, mardi, mercredi, de 16 h à 20 h  
Tél. : 47-08-30-35

## Quelles compensations pour la clientèle ?

L'enjeu de la tarification est considérable. Tous les Français, ou presque, sont désormais liés à une banque. D'après l'INSEE, 94 % des ménages possèdent au moins un compte à vue. Fin 1986, le nombre des comptes à vue des ménages était de 48,2 millions. Sur l'ensemble de l'année, plus de 4,5 milliards de chèques ont été tirés.

En imposant un forfait de tenue de compte et en facturant chaque chèque, les banques devraient encaisser des sommes importantes. Selon les modalités retenues, les recettes nouvelles pourraient atteindre 3,9 milliards à 12,6 milliards de francs par an, d'après les estimations réalisées au ministère de l'économie.

Si aucune compensation n'était accordée à la clientèle, la tarification signifierait un simple transfert des ménages vers les banques. Les particuliers verseraient ainsi leur consommation finale réduite de 0,1 % à 0,4 %. Les établissements de crédit augmenteraient leurs profits dans d'importantes proportions. En 1986, le bénéfice net total de l'ensemble des banques avait été, d'après la commission bancaire, de 8,2 milliards de francs. La seule tarification leur permettrait la réalisation d'un bénéfice équivalent !

On comprend que les syndicats, qui soulignent que les banques ont d'ores et déjà amélioré leurs résultats au premier semestre 1986, ne soient favorables à une telle solution. « Toute charge supplémentaire doit s'accompagner de contreparties », estiment les représentants des consommateurs. Ceux-ci revendiquent d'abord — et traditionnellement — la rémunération des comptes à

vue. Pratique courante à l'étranger (aux Etats-Unis comme en RFA ou en Suisse), elle est interdite en France. Si elle était totalement répandue sur les comptes des particuliers, la tarification permettrait une rémunération annuelle du solde comprise entre 0,5 % et 2,2 %. Les autorités monétaires françaises sont peu favorables à une telle solution. Elle serait, en outre, une incitation à laisser de l'argent sur son compte courant, ce qui serait en contradiction avec les efforts réalisés en faveur de l'épargne longue.

### Baisse du coût du crédit

La baisse du coût du crédit apparaît comme la contrepartie la plus logique à la tarification des comptes, puisque, jusqu'à présent et selon les banques, leur gratuité avait pesé sur les taux d'intérêt. Mais qui doit en profiter ? Les entreprises ou les ménages ? Pour les entreprises, la tarification permettrait une baisse du taux de base bancaire (actuellement de 9,75 %, sauf au Crédit lyonnais où il est à 9,6 %) de 0,2 à 1 point environ. En tout état de cause, la baisse possible serait très faible et elle ne serait pas irréversible.

Réduire le coût du crédit pour les particuliers (prêts personnels, découvert, crédit à la consommation...) est une autre contrepartie possible. Si elles lui étaient totalement affectées, les recettes de la tarification permettraient une réduction des taux de 2 ou 3 points. Dans un tel cas, les banquiers craignent de voir se multi-

plier les demandes de renégociation de prêts à taux élevé.

La suppression des dettes de valeur, ces « dettes de valeurs » comme dit un expert, est une autre compensation envisageable. Ce mécanisme, une spécialité française, permet aux banques de placer l'argent de ses clients pendant la période comprise entre la réception d'un chèque et son débit sur le compte du client. La commission des usagers du Conseil national du crédit demandait déjà dans son dernier rapport un aménagement du système des dettes de valeur. Une telle mesure est lourde à mettre en œuvre.

« Les contreparties peuvent également être de nature plus qualitative », estime M. Denis Kessler, le président du comité des usagers. L'amélioration de la qualité du service peut passer, par exemple, par une ouverture des guichets bancaires mieux adaptée aux horaires de la clientèle (deux jours par semaine jusqu'à 19 heures et le samedi matin) ou par la multiplication des guichets et distributeurs automatiques « hors site », c'est-à-dire près des lieux de travail ou d'achat des clients.

Face à ces multiples propositions, les banques refusent une discussion globale. « A chaque établissement de proposer ce qu'il veut, en fonction de ses comptes d'exploitation et de sa stratégie commerciale », commente un banquier. Les organisations de consommateurs craignent que dans cette affaire la tarification reste et que les contreparties ne soient bien vite oubliées.

E. L.

LES CENTRALIENS  
LES JEUNES DIPLOMES  
VOUS INTERESSENT

**RENCONTREZ LES !**

entreprises

## La bataille pour la présidence du CNPF

## Aigreur

M. François Ceyrac, ancien président du CNPF, a indiqué, le 24 novembre, qu'il se rallie « pleinement à l'avis clair et net » du conseil exécutif qui, le 17 novembre, avait exprimé son soutien, par vingt-six voix contre neuf, à M. François Périgot, rival de M. Yvon Chotard dans la course à la succession de M. Gatz.

M. Ceyrac, qui exerce toujours une sorte d'autorité morale sur une large fraction du patronat, a fait cette mise au point à la suite de la diffusion par M. Yvon Chotard d'un tract intitulé *Service* qui reproduit une lettre envoyée par M. Ceyrac à M. Chotard après la publication de son livre. Dans cette lettre, en date du 1<sup>er</sup> octobre, M. Ceyrac écrivait : « J'ai eu à la lecture [de votre livre] une impression forte et claire : c'est un livre de bonne foi », comme

disait Montaigne du sien. De bonne foi, serais-je et vous y avez quelque mérite, objectif et fermement appuyé sur une expérience incomparable. Il propose des informations et des orientations également intéressantes. »

Dans cette lettre, précise aujourd'hui M. Ceyrac, « il n'y avait pas la moindre allusion ni au problème de la présidence du CNPF ni à la candidature d'Yvon Chotard. Or, parus dans le tract sous le titre *Témoignage*, elle donne la signature que j'approuve sa candidature. »

Ces péripéties montrent à quel point est vive la bataille engagée pour la présidence du CNPF.

M. Chotard pose aux patrons (notamment aux dirigeants de PME), qui auront, le 16 décembre, à choisir entre les deux candi-

dats, la question suivante : « Le conseil exécutif est-il représentatif de chacun d'entre vous ou d'intérêts orchestrés ?... L'heure n'est plus et ne sera plus jamais à la coopération mais à la vigilante mobilisation de chacun d'entre nous... Je souhaite préparer, avec une équipe multiprofessionnelle et représentative, le CNPF de l'an 2000. »

Tandis que, à Strasbourg, M. Périgot estime que les propos de M. Ceyrac constituent pour lui « un soutien de poids », et vante la grande « probité morale et intellectuelle » de l'ancien président, M. Chotard, amer, commentait : « Je suis surpris et peiné des propos de M. Ceyrac. Je croyais être son ami... Je ne comprends pas les raisons qui motivent son revirement. »

## Conséquence de l'effondrement du cours des métaux

## Penarroja renonce à l'aventure minière en solitaire

Né au siècle dernier sous le double signe de Saturne et du croissant de lune — le plomb et l'argent — le groupe Penarroja change de galaxie. L'époque est révolue des projets miniers audacieux qui, moyennant d'énormes investissements au service d'un savoir-faire éprouvé, avaient donné à cet opérateur français un renom international. Avec l'effondrement durable du

cours des métaux, accentué par le recul du dollar, la mine ne paie plus. Au risque accepté de découvrir un gisement décevant s'ajoute maintenant celui, incontrôlable, de perdre de l'argent sur une matière première de bonne qualité. Pour se soustraire à cet aléa, Penarroja s'apprête à limiter son activité de mine en valeur du sous-sol et à se recentrer sur son pôle métallurgique.

C'est cette mise sur orbite que MM. Bernard de Villeméjane, PDG d'Imetal (actionnaire principal de Penarroja à hauteur de 59,45 %), et Jean-Pierre Rodier, nommé la semaine dernière à la tête de Penarroja, ont présentée le lundi 24 novembre. « Développer une politique minière nécessite des moyens considérables. Nous estimons que cet effort n'est plus à notre portée, non en termes de compétences, mais de dimension financière », reconnaît M. de Villeméjane. C'est désormais avec un partenaire français (des négociations sont menées avec le Bureau de recherches géologiques et minières) ou étranger que Penarroja envisage son avenir.

Il ne s'agit pas à proprement parler d'une surprise. L'an passé déjà, le groupe français avait pris un virage à 180 degrés en vendant le très beau gisement de cuivre de Neves Corvo (Portugal) — mis au jour en 1983 par ses géologues — au britannique Rio Tinto Zinc. Une transaction inhabituelle pour Penarroja, qui mettait jusqu'à un point d'honneur à exploiter ses découvertes. Le produit de la vente, effectuée sur la base de 61,1 millions de dollars, lui permit de réduire son endettement à 989 millions de francs au 31 décembre 1985 contre 1.529 milliard au 31 décembre 1984.

Ce désengagement de Penarroja préfigurait en réalité la nouvelle stratégie de son actionnaire principal. Depuis avril dernier, Imetal a, en effet, cédé la Compagnie française de Moka (uranium) à la SOGEMA, ramené sa participation dans le groupe anglais Colcoast (métaux non ferreux, produits

chimiques) de 18,8 % à 12 %, vendu des actifs dans Richardméné (grauvigne) et quelques titres de la COMILOG (manganèse gabonais). 1,07 milliard de francs ont ainsi été récupérés.

Avec les 435 millions de francs d'abandon de créances et le prêt de 250 millions de francs qu'il vient de contrepartie d'accorder à Penarroja, Imetal se place — comme le souligne un communiqué officiel — « à la limite de son engagement ». Autrement dit, ce soutien est le dernier. La restauration des fonds propres (à hauteur d'environ 300 millions de francs pour 1986) qu'il permet doit donner à Penarroja l'ultime coup de fouet pour restructurer sa branche minière et hisser l'outil métallurgique au meilleur niveau de compétitivité.

Mais pour l'avenir Imetal s'est fixé plusieurs axes de développement : recentrer son activité en France ; investir des secteurs épargnés par les fluctuations erratiques de prix ; aborder des métiers immédiatement compréhensibles par les hommes issus de la mine et de la métallurgie. Une triple préoccupation qui l'a conduit à prendre récemment 45,7 % du capital de Proville Argile et 100 % de l'industrie régionale du bâtiment (IRB), un holding

contrôlant d'importantes sociétés de tuileries. « Imetal doit viser des cibles à sa portée, plus petites mais aux résultats plus stables », estime M. de Villeméjane. Un remboursement de prêts participatifs consentis en 1983 et en 1984 devrait au préalable être opéré, pour ramener les dettes à 75 millions de francs en fin d'année. Une partition de la société américaine Copperweld — filiale à 66 % d'Imetal — sera aussi réalisée en décembre, afin de doper la branche sidérurgie, principale responsable de la perte de 12 millions de dollars estimée pour 1986.

Autant de mesures qui illustrent le trauumatisme des grands opérateurs miniers, paradoxalement contraints de reculer dans des trous de souris pour poursuivre leur développement. « Nous sommes dans une gare de triage. De nouveaux trains se forment. Il faut savoir choisir les bons », remarque M. Rodier à propos des rapprochements industriels observés depuis quelques années dans ce secteur. Mais si Imetal a déjà trouvé quelques wagons de rechange, Penarroja reste à la recherche d'une locomotive.

ERIC FOTTORINO.

## À TRAVERS LES ENTREPRISES

## Ford et Volkswagen regroupent leurs activités au Brésil et en Argentine

Les groupes automobiles Ford et Volkswagen ont décidé de regrouper leurs activités en Argentine et au Brésil dans une société conjointe, baptisée Autoletina, dont VW détient 51 %. Les marques et les réseaux des deux constructeurs resteront distincts. Le nouvel ensemble rassemblera quinze usines dans les deux pays concernés, employant soixante-quinze mille personnes et représentant une capacité de production de neuf cent mille véhicules par an. Le chiffre d'affaires cumulé des deux partenaires atteint 4 milliards de francs pour 1985. Par ce regroupement, en discussion depuis le printemps, les deux constructeurs entendent rationaliser leur outil de production et améliorer ainsi leur rentabilité sur des marchés prometteurs, mais perturbés par les difficultés économiques que connaissent l'Argentine et le Brésil. La signature pour la constitution du nouvel ensemble devrait intervenir au printemps 1987.

## Indosuez rachète un courtier londonien spécialisé sur l'Extrême-Orient

Pour 36 à 40 millions de livres (un peu plus de 350 millions de francs), la Banque Indosuez vient de renforcer ses positions en Extrême-Orient en rachetant la firme de courtage londonienne WICO, spécialisée dans le négoce de valeurs mobilières sur les marchés asiatiques. Cette firme est installée à Tokyo, où elle détient une licence d'agent de change, classée au troisième rang des courtiers étrangers, et surtout à Hongkong, où elle se classe deuxième en importance, presque au niveau de Sung Hung Kai Securities. Elle a des bureaux également à Séoul et à Kuala Lumpur. Cet achat a été réalisé grâce à une OPA (offre publique d'achat) lancée par la société Ecoo, propriétaire de WICO, par le groupe britannique British and Commonwealth, qui s'est engagé à racheter Indosuez une partie de ses acquisitions. Pour M. Antoine Jeancourt, directeur général d'Indosuez, c'est une opération stratégique de renforcement des activités « valeurs mobilières » sur l'Asie, domaine traditionnel de la banque.

## Revlon renonce à Gillette

Le scandale des « initiés » de Wall Street refroidit les ardeurs des raiders. M. Perelman, président de Pantry Pride et de Revlon, renonce à son Offre publique d'achat (OPA) de 4,2 milliards de dollars (27,7 milliards de francs) sur Gillette. Il s'est entendu avec la direction de l'entreprise convoitée pour lui revendre la participation de 13,9 % acquise en Bourse pour 558 millions de dollars, soit 59,50 dollars par titre. Gillette lui remboursera même les 9 millions de dollars dépensés pour lancer son OPA. En contrepartie, M. Perelman s'est engagé à ne plus toucher à une action Gillette pendant dix ans. Afin de verrouiller son capital contre toute nouvelle incursion, le numéro un du rasoir rachètera progressivement 7 millions de ses propres actions sur le marché. Le patron de Revlon n'est quand même pas perdant. Son opération sur Gillette lui rapporte 34 millions de dollars.

## Sidérurgie : fermeture de Decazville au premier semestre 1987

La direction d'Ascométal (groupe Sacor) devait annoncer, le mardi 25 novembre à un comité d'entreprise, la fermeture de la Société d'exploitation de la sidérurgie de Decazville (SESD, 380 salariés) au cours du premier semestre de 1987.

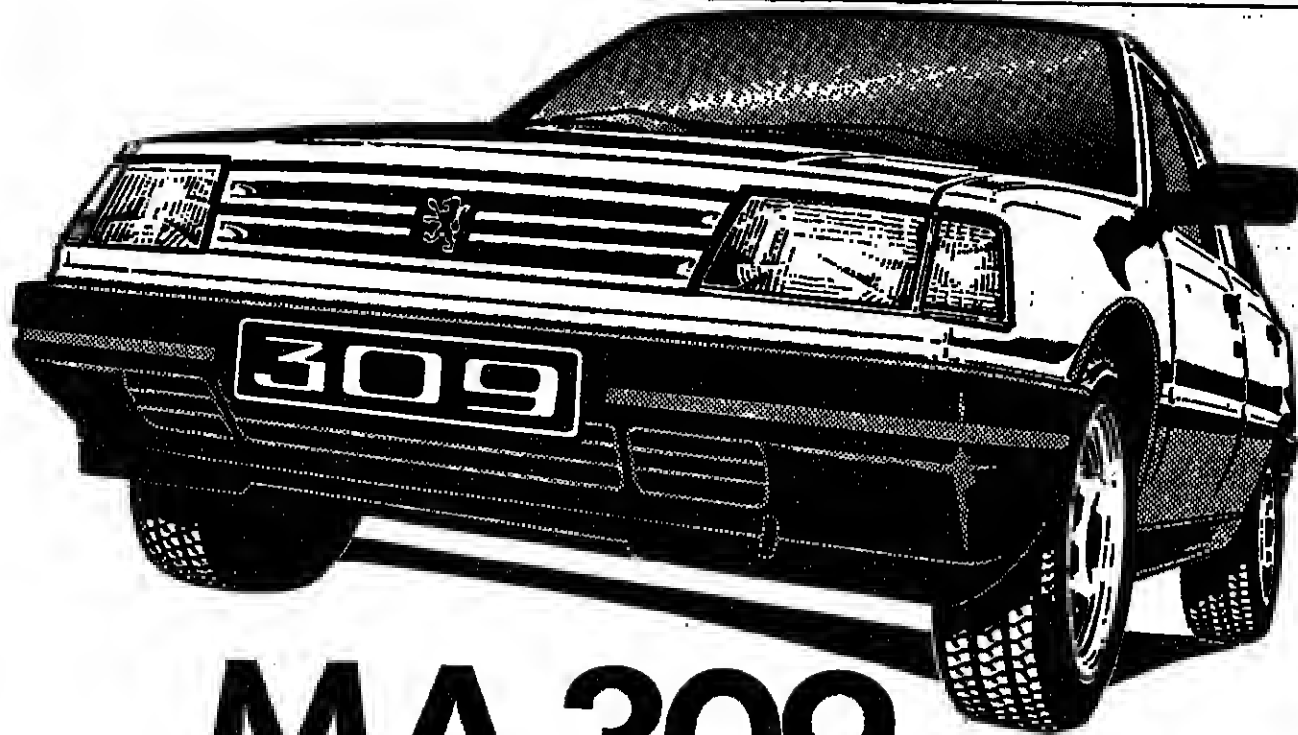
Cette mesure ne surprendra pas les syndicats, avertis dès la semaine dernière des résultats négatifs d'une étude prospective portant sur les années 1987-1990 (le Monde du 20 novembre). Ils espèrent toutefois que la décision serait infériorisée par un rendez-vous, le 20 novembre, des élus régionaux au ministère de l'Industrie. La direction devrait préciser prochainement les modalités précises de cette fermeture ainsi que le plan social qui l'accompagnera. Celui-ci devrait contenir toutes les mesures généralement utilisées dans la sidérurgie (mesures d'âge, congés formation...). La SESD, reprise en location-gérance par une filiale d'Ascométal il y a plusieurs années, devrait perdre cette année 68 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 180 millions de francs. L'hémorragie financière dure depuis plusieurs années (une soixantaine de millions en moyenne depuis quatre ans). Selon les prévisions de la direction — contestées par les syndicats — la réalisation intégrale du programme d'investissement lancé en 1984 (80 millions) n'aurait pas permis d'arrêter les pertes.

## L'Aérospatiale emprunte pour l'Airbus A-320

Pour pouvoir lancer la fabrication de l'Airbus A-320, l'Aérospatiale a lancé sur le marché un emprunt de 250 millions de dollars sur sept ans. Ce crédit, qui représente une facilité de caisse, sera remboursé à la fin de sa durée. Son coût est particulièrement intéressant pour l'industriel. Il correspond au taux londonien (actuellement 6 1/16 %) auquel s'ajoutent un forfait de 0,04 % quelle que soit l'utilisation de la ligne de crédit, une marge de 0,04 % au-delà d'une utilisation de la moitié de la ligne et une commission de 0,06 % à la signature. La banque responsable de cette émission est la Société Générale, qui avait déjà monté un emprunt similaire de 275 millions de dollars pour le compte de Rhône-Poulenc.

100  
ENTREPRISES  
DEJA

VOUS ATTENDENT



MA 309  
POUR 25 F PENDANT 59 MOIS  
PAR JOUR.  
C'est pas du cinéma!

Jusqu'à 15 décembre 86, le réseau Peugeot Talbot vous propose une location avec promesse de vente\* à décrire les budgets!

Avec un dépôt de garantie de 8 520 F et un 1<sup>er</sup> loyer de 14 200 F. Et ensuite seulement 750 F par mois, pendant 59 mois, soit 25 F par jour. Valeur de rachat en fin de contrat : 11 360 F (dont 8 520 F de dépôt de garantie déjà versé). Coût total en cas d'acquisition : 69 810 F.

Faites vos comptes ! Une 309 pour 25 F par jour pendant 59 mois, ça, c'est pas du cinéma !

\* Sous réserve d'acceptation de votre dossier par LOCADIN.

Modèle présenté : 309 A.M. 87. Prix tarifé au 14.11.86 : 56 800 F.



RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

هكنا من المثل

aires

IVERCE

LE 21 NOV  
J'AI ATTEN  
ET JE CON  
DUNE MA  
JE NE SUR  
A CE QUE  
LA FILIALE  
DE QUI QU

TURBO

Int

DU 28



مكتبة المجلد

## Affaires

Echec pour l'aménagement du territoire

La société américaine Compaq s'installe en Ecosse

Echec pour l'aménagement du territoire et pour les « zones d'entreprises » créées par M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie. La société d'informatique américaine Compaq a annoncé, le lundi 24 novembre, qu'elle avait décidé d'installer sa première usine européenne en Ecosse, près de l'aéroport de Glasgow : un investissement de 16 millions de livres, et trois cent cinquante personnes qui seront embauchées et employées à la fabrication de micro-ordinateurs.

Pendant plusieurs mois, Montpellier, Sophia Antipolis, près de Nice, Toulon (et bien d'autres villes) avaient vanté leurs charmes aux Américains avec l'appui de la DATAR. Mais les avantages financiers proposés par la France n'ont pas été suffisants.

Les Douze entérinent les accords multilatéraux

Le conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE a entériné, le lundi 24 novembre, un dispositif réglementant les importations de produits textiles et d'habillement, valable de 1987 à 1991. Cette quatrième édition des accords multilatéraux (AMF) est plus libérale que les précédentes, prévoyant un taux de croissance des importations européennes de 1 à 2 points en provenance des pays signataires, et de 0 à 1 point pour les quatre pays fournisseurs dominants : Hongkong, Corée du Sud, Singapour et Taïwan. L'accord donné par les ministres concerne l'ensemble formé par l'accord multilatéral, conclu le 1<sup>er</sup> août dernier, et les accords bilatéraux conclus avec ses vingt-six pays fournisseurs. Reste à mener les négociations avec les pays préférentiels : Maroc, Tunisie, Turquie, Chypre, Malte et Egypte, — avec lesquels la CEE doit également conclure des limites d'exportations d'ici à la fin de cette année.

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

## COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX  
aliment, café, librairie, div., garages  
dans le journal spécialisé depuis 41 ans

« LES ANNONCES »

En vente partout 400 F et 36, rue de  
Malte, 75011 Paris - Tél. (1) 46.06.30.30

## Social

Le licenciement d'un ouvrier de Dunlop

Le conseil de prud'hommes demande la réintégration d'Alain Clavaud

M. Alain Clavaud, l'ouvrier de l'usine Dunlop-Sumitomo de Montluçon (Allier), licencié le 23 janvier dernier à la suite d'une interview publiée dans le quotidien communiste *l'Humanité* du 15 janvier, va retrouver son travail. Le conseil des prud'hommes de Montluçon, réuni lundi 24 novembre avec la participation d'un juge « départemental », a en effet déclaré son licenciement « nul » et ordonné à son employeur « la poursuite du contrat de travail sous astreinte de 500 F par jour de retard à partir du 24 novembre ». L'avocat de la firme a déclaré qu'il ferait appel mais le conseil des prud'hommes ayant ordonné l'exécution de ce jugement, la réintégration ne peut être retardée.

Dunlop-Sumitomo est aussi condamné à verser à M. Clavaud une indemnité correspondant au salaire non versé depuis le 24 janvier, un franc symbolique de réparation du préjudice moral et à verser 3 000 F de provisions sur les frais de justice.

Dans son interview à *l'Humanité*, M. Clavaud, finisseur sur une chaîne de fabrication de pneumatiques, simple syndiqué CGT, avait évoqué son travail. Il avait été mis à pied le lendemain, puis licencié, la direction estimant qu'il avait « manqué à l'obligation de réserve » et risqué de discréditer la firme auprès de ses clients en indiquant le prix de revient des pneumatiques ou certains aspects de la fabrication.

Sa réintégration est le dernier épisode d'un long combat. Dans un premier temps il avait saisi « en référé » — c'est-à-dire en procédure

d'urgence — le enoel des prud'hommes. Celui-ci s'était déclaré « incompétent » (*le Monde* du 26 février). La cour d'appel de Riom, saisi, avait confirmé le jugement le 15 avril, renvoyant l'affaire à la procédure normale des prud'hommes, mais le substitut avait considéré le licenciement comme « une violation d'une législation fondamentale » et souhaité une réintégration. Le conseil des prud'hommes, malgré plusieurs réunions à l'automne, n'avait pas réussi à trancher.

*L'Humanité* avait fait campagne pour la réintégration de M. Clavaud : le PC avait lancé une pétition et la CGT en avait fait autant dans l'entreprise. La CGT a considéré que la décision des prud'hommes était « une grande victoire due à la mobilisation générale », et M. Georges Marchais, secrétaire général du PC, a dit « éprouver une grande joie ».

Pour protester contre des suppressions d'emplois  
Grève tournante à l'AFPA

Depuis le 24 novembre et jusqu'au 2 décembre, les syndicats de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC organisent une grève tournante par régions. A chaque fois, le siège social de Montreuil sera occupé par des délégations en provenance des 180 établissements de l'AFPA.

Cette action, qui fait suite à plusieurs mouvements depuis près d'une année, a pour origine la dégradation des rapports sociaux au sein de cet organisme qui emploie environ 10 000 salariés, a accueilli l'an passé 109 000 stagiaires et dispense 57 millions d'heures de formation. Amenée à se moderniser, l'AFPA doit supprimer 400 emplois en deux ans, dont 150 d'enseignants (qui seront remplacés par 150 moniteurs d'autres disciplines) dans le cadre d'un plan social qui entraîne la remise en cause de dispositions statutaires pour le personnel ainsi que d'autres mesures d'économie.

En outre, et en application des mesures gouvernementales, l'AFPA doit encore diminuer ses effectifs de 143 postes.

## Etranger

### Les ratés du socialisme à la hongroise

(Suite de la première page.)

« Chacun a tendance à être réformiste pour le voisin », souligne un diplomate qui dénonce le contrôle trop étroit du parti et souligne les dissensions entre une école d'économistes soucieux d'introduire certaines lois du marché sans renier les lois du système socialiste et ceux qui, au sein des syndicats ou du ministère de l'Industrie, freinent la tendance aux changements.

Jouer dans ces conditions la carte de l'efficacité, indispensable à une amélioration de la qualité de la production et, par là même, des conditions de vie et des chances à l'exportation tient du casse-tête. Un jeune économiste en convient : en tentant de sauvegarder la priorité donnée à la lutte contre l'inflation, les revenus de la population, le plein emploi, de poursuivre la restructuration de l'industrie et l'assainissement des finances internes et externes, « on cherche à réussir un Rubik's cube (1) de six faces et neuf couleurs les yeux fermés ». Cette difficulté à trancher explique largement la lenteur d'application des réformes que le comité central a, de nouveau, décidé de renforcer.

au poste de travail et non au travail. Cela peut se révéler plus aliénant que le chômage et pour un coût social indirect très élevé », souligne l'un d'eux.

La faible productivité de nombreuses entreprises tient aussi à des investissements en baisse persistante depuis trois ans, posant, là encore, un rude dilemme aux dirigeants hongrois. Ne pas investir aujourd'hui et se reposer largement sur les crédits accordés par la Banque mondiale — près de 1 milliard de dollars depuis l'adhésion de Budapest, durant l'été 1982 — comporte un risque évident de croissance lente à moyen et à long terme. Opter pour une politique volontariste pose un problème de financement : faut-il abandonner en partie l'objectif d'un moindre déficit budgétaire, augmenter un endettement déjà très lourd ou accroître les prélèvements sur les ménages ? La question reste entière.

En attendant, les Hongrois parviennent à maintenir leur niveau de vie en multipliant le recours à un deuxième, voire un troisième emploi. Sans cette « petite écono-

mie » (*le Monde* du 18 novembre), leur pouvoir d'achat aurait été sérieusement entamé depuis deux ans. Cet expédient a accru les inégalités et explique comment les Hongrois peuvent continuer de consommer plus qu'ils ne produisent, disent les pessimistes. Une soupe de sécurité indispensable, répondent les optimistes. Mais à moins d'un sursaut intérieur et de meilleurs débouchés vers l'Ouest, cette souplesse même ne suffira pas indéfiniment. Chacun à Budapest en est convaincu. Encore faudrait-il sortir d'un immobilisme politique jugé d'autant plus irritant par les réformistes, qu'ils voient une excellente occasion de renforcer la part libérale du « socialisme à la hongroise » dans ce qu'ils considèrent comme la volonté d'ouverture de l'URSS.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Le Rubik's cube, inventé par le Hongrois Ernő Rubik, professeur de design, est un cube dont chaque face est composée de neuf facettes de six couleurs. Le jeu consiste à reconstituer le plus rapidement possible des faces d'une seule couleur. Il existe des championnats de « cube hongrois ».

Plein emploi ou volant de chômage ?

Alors qu'une refonte du système bancaire est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1987 et qu'un nouveau code fiscal permettant d'introduire l'impôt sur les revenus et une taxe à la valeur ajoutée est envisagé, les décisions prises en septembre dernier tardent à entrer dans les faits : la législation sur les faillites n'est guère appliquée, « alors que le tiers des entreprises seraient bonnes à jeter », selon un industriel hongrois. Quant à la discussion sur la nécessité d'accepter un certain volant de chômage, elle est encore loin d'aboutir, même si un système d'allocation pour les salariés recyclés dans le cadre de la restructuration industrielle a été mis en place.

Dans un pays où l'absence de mobilité des salariés pose un problème d'autant plus aigu qu'il existe une pénurie de main-d'œuvre spécialisée, le plein emploi est considéré par certains économistes comme un « faux avantage ». « Il s'agit d'un droit

### AVIS DE CONSULTATION

LA SOCIÉTÉ BURKINABE DES FIBRES TEXTILES  
SOFITEX B. P. 147 BOBO-DIOULASSO (BURKINA-FASO)  
Ouvre une consultation restreinte pour  
LA FOURNITURE EN DEUX LOTS D'ENGRAIS UREE  
ET COMPLEXE OU DE MÉLANGE NPK S B

LOT N° 1 : 20 000 tonnes métriques d'engrais complexe ou de mélange NPP + S + B.  
LOT N° 2 : 5 000 tonnes métriques d'UREE période 46 %.

### PARTICIPATION

Concurrence limitée aux fournisseurs ayant pris part à l'appel d'offres antérieur (A.O. 1260 SOFITEX du 20/08/1986).

### LIEU DE LIVRAISON

Soit sous palan Liner Terms Abidjan (Côte-d'Ivoire).  
Soit sur wagon Abidjan (Côte-d'Ivoire).  
Soit sur wagon au camion Bobo-Dioulasso ou Ouagadougou (Burkina-Faso).

### DOSSIER DE CONSULTATION

Le cahier des charges peut être obtenu aux adresses ci-après indiquées au prix de cinquante mille (50 000) francs CFA soit 11 000 FF).  
— SOFITEX Bobo-Dioulasso B.P. 147 (Burkina-Faso).  
— SOFITEX Ouagadougou B.P. 1650 (Burkina-Faso).  
— C.F.D.T. Paris - 13, rue de Monceau, 75008 Paris France.

### DÉPÔT DES OFFRES

Les offres rédigées en langue française sous pli cacheté et portant mention OFFRE ENGRAIS SOULIGNÉ EN ROUGE doivent parvenir par envoi recommandé ou remis contre reçu à l'adresse suivante :  
M. le directeur général de la SOFITEX B.P. 147, Bobo-Dioulasso ou B.P. 1650 Ouagadougou (Burkina-Faso).

AVANT LE 12 DÉCEMBRE 1986 à 16 HEURES

**LE 21 NOVEMBRE 1986  
J'AI ATTEINT MES 90 ANS  
ET JE CONDUIS TOUJOURS TURBOMECA  
D'UNE MAIN FERME.  
JE NE SUIS PAS PRÉPARÉ  
À CE QUE TURBOMECA DEVienne  
LA FILIALE  
DE QUI QUE CE SOIT.**

JOSEPH SZYDLOWSKI  
PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

**TURBOMECA**

contact entreprises :  
(1) 46 61 33 10 p 1228

**forum  
centrale  
entreprises**

**ENTREPRISES  
ETUDIANTS**

VOTRE RENDEZ-VOUS EST  
A L'ECOLE CENTRALE DE PARIS  
LES 21 ET 22 JANVIER 1987

**Entreprendre**

**86**

**SALON  
DE LA CRÉATION  
DE L'INNOVATION  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
DE L'ENTREPRISE**

Vous cherchez une idée,  
un partenaire, un financement,  
un emplacement géographique,  
vous cherchez à racheter une  
entreprise, à vous associer,  
à compléter votre formation...  
A ENTREPRENDRE 86 VOUS  
TROUVEREZ LA RÉPONSE À  
TOUTES CES QUESTIONS.

DU 28 NOVEMBRE AU 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

AU CNIT PARIS-LA-DEFENSE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Sur la proposition de son président-directeur général, M. Bernard de Villeneuve, le conseil d'administration de IMETAL, a nommé M. Jean-Pierre Rodier en qualité de directeur général de la société.

D'autre part, au cours de sa séance du 20 novembre 1986, le conseil d'administration de Penarroya, répondant au désir exprimé par M. Pierre Gerin-Jean de faire valoir ses droits à la retraite, a pris acte de sa démission des fonctions de directeur général de la société.

Dans la même séance, M. B. de Villeneuve a, compte tenu de l'ampleur accrue des charges qu'implique la

conduite du groupe IMETAL, demandé à être déchargé de son mandat de président-directeur général de Penarroya, en demeurant administrateur de la société.

Le conseil a exprimé sa gratitude à MM. de Villeneuve et Gerin-Jean pour les services éminents qu'ils ont rendus à la société.

Il a procédé à la nomination comme administrateur de M. J.-P. Rodier jusqu'à l'expiration de son mandat de directeur général adjoint et lui a confié les fonctions de président-directeur général de Penarroya.



Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes des neuf premiers mois de l'exercice 1986 s'élève à 24 493 millions de francs, contre 21 457 millions au 30 septembre 1985, en augmentation de 14,1 %. A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires s'élève à 12,5 %.

Avec respectivement 16 759 et 3 523 millions de francs pour les trois premiers trimestres de l'année en cours, les activités « Equipements et systèmes » et « Equipements médicaux » déclarent des chiffres d'affaires en nette progression, + 19 % et + 24,8 % sur l'année précédente. Les ventes de l'activité « Composants électroniques », à 3 523 millions de francs accusent quant à elles un léger retrait, de 2,2 %, en dépit d'une baisse de dollar, monnaie de référence sur le marché des semi-conducteurs, de 25 % par rapport au franc.



IMMOBILIERE COMPLEXES COMMERCIAUX  
CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU 20 NOVEMBRE 1986

Le conseil d'administration d'ICC, Société immobilière de groupe ISM-Bail Investissement, s'est réuni le 20 novembre 1986 sous la présidence de M. Michel Henner pour examiner l'activité de la société et les prévisions de résultats pour l'exercice 1986.

La société poursuit la réalisation de son programme d'investissements, conformément aux accords passés avec les différents vendeurs ou constructeurs. Sur les quelque 430 millions de francs disponibles, près de 400 millions de francs ont été engagés et investis à ce jour. Le nouveau patrimoine ne sera toutefois pleinement renté qu'en cours de l'exercice prochain.

Le magasin qu'ICC possède depuis l'origine dans le centre commercial de Vélizy II est maintenant exploité, avec le dynamisme qui lui est reconnu, par la société Auchan. Le contrat de crédit-bail qu'ICC a consenti exceptionnellement pour une durée de quinze ans à cette importante société d'hypemarchés est très avantageux pour les deux parties.

Bien que les recettes locatives de l'exercice de représentation encore qu'une partie du potentiel attendu de la gestion du patrimoine social et que le conseil d'administration entend profiter largement des facultés d'amortissement, le résultat d'exploitation provisionnel permettrait d'envisager la mise en distribution d'un dividende par action de 18,25 F contre 17,30 F l'an passé.

Il est rappelé que toutes les actions de la société sont négociables au second marché de la Bourse de Paris depuis le 15 juillet 1986.

## CICOBAIL-ASSURBAIL

Assurbail, la Sicom créée par la caisse nationale de prévoyance au mois de juillet 1986, a tenu son Conseil d'administration le 13 novembre 1986.

M. Le Grand, directeur adjoint de la Caisse nationale de prévoyance, a été élu président. M. Rossard a été confirmé dans ses fonctions de directeur général d'Assurbail.

Cicobail et Assurbail, les deux Sicom gérées par la Caisse des dépôts, ont enregistré à la date du 13 novembre 1986 371 millions de francs d'engagements nouveaux dont 156 millions de francs en crédit-bail et 215 millions de francs en location simple.

En 1985, Cicobail avait enregistré pour l'année entière 120 millions de francs d'engagements nouveaux.

Le Conseil d'administration de Cicobail, réuni le 13 novembre sous la présidence de M. François Arzac, a pris connaissance des prévisions de résultats présentées par M. Patrice Rossard, directeur général. Le résultat de l'exercice 1986 devrait être en progression de 20 % par rapport à l'exercice précédent.

## PUBLIC, PRIVÉ

Sur les problèmes posés par leur délimitation dans la vie économique, dans la vie politique et dans la vie de l'entreprise, la revue

## Politiques et management public

réunit des universitaires et des praticiens pour son Deuxième Colloque International

## « PUBLIC, PRIVÉ : ESPACES ET GESTIONS »

Lyon, 15 et 16 décembre 1986

Informations et inscriptions :

Renée PMP, 14, rue Corvisart, 75013 Paris

Tél. (1) 46-56-46-43

AVEC LE CONCOURS DE

INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT

PLACEMENTS :  
COMMENT OPTIMISER  
VOTRE PLAN  
EPARGNE LOGEMENT

SCIENCE & VIE  
ECONOMIE

DECEMBRE



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
SOGEBAIL

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 6 novembre 1986 sous la présidence de M. Jean-Paul Delacour, a approuvé les comptes du premier semestre 1986 qui font apparaître 442,9 millions de francs de recettes locatives et un bénéfice de 142,4 millions de francs. Les immobilisations nettes à la même date augmentées des immeubles en cours et des sommes restant à décaisser sur les engagements en crédit-bail atteignent 4 656,8 millions de francs.

Dans un climat de concurrence très vive, marqué par une baisse sensible des conditions d'intervention des SICOMI, SOGEBAIL s'est efforcé de conserver une activité satisfaisante.

Depuis le début de l'année 1986 et jusqu'au 15 novembre, la Société a pu conclure 550 millions de francs d'engagements nouveaux.

Pour financer les immeubles qui sont entrés ou qui vont entrer en location en

1986 et au début 1987, le conseil a fixé les modalités d'une nouvelle augmentation de capital (autogreffe AK) d'un montant de 84 460 000 F auxquels s'ajoutent 10 473 462,30 F de primes d'émission.

Les actions d'un nominal de 2 000 F sont émises au prix de 2 248,01 F. Les souscriptions sont reçues à partir du 24 novembre sans droit préférentiel au profit des actionnaires actuels.

Après la réalisation de cette opération, le capital s'élèvera à 1 148 millions de francs.

Rappelons que SOGEBAIL est la principale société de crédit-bail immobilier du groupe Société Générale.

D'autres SICOMI, comme SOGECOMI et SICOTEL, ainsi que SOGECOMI orientés plus spécialement vers les PME, contribuent pour près de moitié à la production globale du groupe en crédit-bail immobilier.

## GROUPE C.G.E. : LÉGÈRE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 1986 par le groupe de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé à 52 409 millions de francs.

Ce chiffre, comme celui publié à la fin juin 1986, n'est pas directement comparable aux publications 1985 : son mode de calcul a en effet été mis en conformité avec celui utilisé pour l'établissement de compte de résultat consolidé de l'exercice 1985, publié pour la première fois en juin dernier. Ainsi sont désormais exclus les chiffres d'affaires des sociétés contrôlées n'atteignant pas les critères de taille retenus pour la consolidation ainsi que les ventes des sociétés affiliées, mais sont prises en compte, outre les ventes liées à l'activité principale, les ventes de marchandises et de produits annexes.

A méthodes rendues comparables et à l'exclusion de la société Framatome dans laquelle CGE a pris une participation de 40 % au début de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires consolidé des neuf premiers mois de 1986 marque une légère progression par rapport à la période correspondante de 1985.

Secteurs	Année 1985 (en M.F.)	Neuf mois 1986 (en M.F.)
Énergie et transport	23 113	23 713
Nucléaire	—	3 340 (1)
Entreprises électriques et contrôle industriel	11 272	7 432
Télécommunications et communication d'entreprise	28 289	16 542
Châssis	9 985	7 499
Automatismes	2 682	2 882
Divers	3 754	2 790
TOTAL	71 942	52 409

(1) Chiffre d'affaires de Framatome retenu par intégration proportionnelle.

Le tableau ci-dessus donne la répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires réalisé par le Groupe au cours des neuf premiers mois de 1986 ainsi que les chiffres de l'ensemble de l'année 1985 établis selon les mêmes méthodes.



## BOUYGUES

Bouygues détient directement ou indirectement 1 633 416 actions de Spie Batignolles, soit 33,9 % du capital de cette société.

Cette participation a été acquise par trois voies :

- Achats sur le marché ;
- Cessions directes par des sociétés possédées à plus de 20 % ;
- Prises de contrôle de sociétés non cotées qui détenaient des actions Spie Batignolles.

Le prix de revient total dans le bilan de Bouygues et dans celui des sociétés contrôlées s'élève à 830 millions de francs, le prix de revient moyen des actions ressort ainsi à 510 F.

Profondément convaincus de l'irréductible complémentarité des activités des groupes Bouygues et Spie Batignolles et poursuivant sa recherche des voies d'un avenir plus moderne face à une conjonction internationale nouvelle, Bouygues a continué de renforcer sa participation dans le capital de Spie, filiale du groupe Schneider.

Grâce à un meilleur équilibre des participations Schneider et Bouygues, le dialogue souhaité doit pouvoir s'établir et conduire à une fructueuse coopération dans le respect de l'identité de Spie Batignolles et de chacun des deux associés.

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

La Bourse  
c'est ma vie

La Bourse sur Minitel.  
L'évolution de votre portefeuille personnel  
au jour le jour.

Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE  
LE MINITEL A TROUVE A QUI PARLER

## Marchés financiers

PARIS, 24 novembre ↑

Nouvelle hausse : + 1,08 %

La Bourse de Paris a confirmé à la séance officielle du 24 novembre ses bonnes dispositions de la fin de la semaine dernière. En matière de tendance, l'indicateur de tendance global a été à nouveau positif. En clôture, il s'est établi à l'approche du son de cloche final à + 1,08 %.

Autour de la Corbeille, les boursiers semblaient gagnés par un mouvement d'agitation général. La bonne remontée de Wall Street vendait cependant confiance aux investisseurs, de même que l'analyse, somme toute positive, des différents indicateurs de l'économie française. Avec l'arrivée prochaine de Saint-Gobain sur le marché, on pouvait croire à la bonne étoile de la Bourse, au moins pour le début de cette privatisation. Ce cours était de surcroît jugé attractif. Après une période de consolidation, la tendance paraît ainsi en mesure de s'apprécier, dans un volume d'activité qui tend à s'accroître.

Autre phénomène encourageant, les professionnels notent un afflux chez les agents de change d'ordres d'achat émanant de petits porteurs. Les dirigeants adoptent une conduite sereine. « Ce mouvement à quelque chose de moutonnier », reconnaissent un spécialiste, peu enclin cependant à se plaindre de la nouvelle situation.

Parmi les valeurs les mieux orientées figurent Immatel, Locofrancis, Immeubles Monceux, Seb et Promodes, Raffinage, GTM, Simco, étant en revanche en repli, de même que l'emprunt 4,5 % 1973. Il est vrai que l'on n'attendait pas de nouveaux signes de faiblesse.

A Londres, l'once perdait 10 dollars à 380,4 dollars. Un retrait de la spéculation sur le marché affaiblissait le métal précieux.

Le marché obligataire était de son côté bien orienté. Le contrat à échéance septembre 1987 se traitait au hausse de 0,14 % à 108,40.

Lingot : 81 900 F (- 2 060).

Napoléon : 512 F (- 8).

NEW-YORK, 24 novembre ↑

Au-dessus des 1 900 points

Wall Street a du mal. La Bourse américaine a encore prouvé jeudi, sur la lancée de sa précédente reprise, que le marché des valeurs est encore en train de se remettre de la baisse des 1 900 points. L'indice des valeurs a été porté à 1 906,07 (+ 12,51 points), son plus haut niveau depuis deux mois et demi. Le bilan de la journée a été cependant un peu plus contrasté. Sur 2 016 valeurs traitées, 889 ont monté, 675 ont baissé et 452 sont restées stables.

D'après les professionnels, les investisseurs ont été favorisés par la facilité du marché à récupérer très rapidement du coup sévère que lui avait porté le scandale des Indes. Cette affaire était même jugée mineure dans le Big Board, dans la mesure où elle a calmé le feu de la spéculation sur le front chaudière des OPA, incitant les investisseurs à s'intéresser davantage aux actions d'entreprises, dont les résultats et les perspectives méritent une attention particulière.

Ajustant que la fermeté du marché obligataire a contribué à contrebalancer l'optimisme. De nouveaux des rumeurs circulent sur la possibilité d'un abaissement de taux d'intérêt. Revlon ayant annoncé à son OPA, Gilette a baissé de 11 %. L'action du groupe a été la plus touchée (3,76 millions de titres). L'indice a donc baissé, et 1 902 millions de titres ont changé de mains, contre 200,65 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 21 nov.	Cours de 24 nov.
Alcatel	218 1/8	218 1/8
A.T.	28 3/4	27 7/8
Bouygues	50 3/8	51 1/8
Chemins de fer	26 7/8	26 3/4
Deutsche Bank	36 1/8	36 1/8
Edison	89	88 5/8
Elf	70 1/8	70 1/8
For	58 7/8	59 1/2
General Electric	79 1/4	80 7/8
General Motors	23 1/4	23 1/4
Goodrich	42 1/4	41 3/4
IBM	128 5/8	128 5/8
Immatel	54 1/8	54 1/8
Immo	40	39 3/4
Indes	11 1/2	11 1/2
Johnson & Johnson	52 1/8	52 1/8
Lyons	34 7/8	34 3/4
Marl	57 1/2	58
McDonald	22 1/8	22 1/8
U.S.A.	21 1/2	20 1/4
Washington	88 5/8	89 1/8
Westinghouse	88 7/8	89 3/4

## CHANGES

PARIS

Dollar: Repli  
à 6,57 F ↓

Le dollar s'est replié modérément sur tous les marchés, à la suite de rumeurs d'une nouvelle baisse des taux aux Etats-Unis. Il dut, toutefois, sur le seul des 2 DM, que les banques centrales sont réputées vouloir défendre.

FRANCFORT 24 nov. 25 nov.

Dollar (en DM) .. 2,02 1,999

TOKYO 24 nov. 25 nov.

Dollar (en yen) .. 164 163,70

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (25 nov.) .. 71/16 %

New-York (24 nov.) .. 57/8 %

## INDICES BOURSIS

PARIS

(INSEE, base 100 à 31 déc. 1985)

21 nov. 24 nov.

Valeurs françaises .. 148,00 150,2

Valeurs étrangères .. 118,30 111,4

C° des agents de change (base 100 à 31 déc. 1981)

Indice général .. 388,28 392,40

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

21 nov. 24 nov.

Industrielles .. 1893,56 1906,07

LONDRES

(Index Financial Times)

21 nov. 24 nov.

Industrielles .. 1274,2 1282,6

Mines d'or .. 313,5 315,7

Food & Drug .. 31 31,32

TOKYO

22 nov. 24 nov.

Nikkei .. 1748,33 1771,50

Indice général .. 1448,87 1457,83

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 novembre

Nombre de contrats : 10 690

COURS	Déc. 86	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Durée .....	107,30	107,15	106,85	106,70
Précédent .....	106,90	106,75	106,45	106,40

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

HAUSSE DE 47 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE BUI-

TONI - Le chiffre d'affaires de

Buioni pour les dix premiers mois

de 1986 a augmenté de 42 % par

rapport à la même période de

1985. A l'occasion d'une assem-

blée extraordinaire, qui s'est tenue

le 24 novembre à Pérouse (Italie),

sous la présidence de M. Carlo

De Benedetti, PDG du groupe OI-

veti, qui contrôle Buioni, le chif-

fre d'affaires consolidé du groupe

a été communiqué. Il s'élevait à

1 310 milliards de lire, soit

930 millions de dollars.

THOMSON ENREGISTRE

UNE PROGRESSION DE

14,1 % DE SON CHIFFRE

D'AFFAIRES. Le chiffre

d'affaires consolidé de Thomson

au cours des neuf premiers mois

de 1986 s'élève à 24 493 millions

de francs, contre 21 457 millions

de francs au 30 septembre 1985,

soit un gain de 14,1 %. Les ac-

tivités « équipements et systèmes »

et « équipements médicaux » ont,

pour leur part, déclaré des chiffres

d'affaires en hausse respective-

ment de 19 % et 24,8 %.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ bas + haut	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -
S.E.-U. ....	6,2828 6,2875	+ 73 + 85	+ 145 + 170
Sch. ....	4,7777 4,7770	- 32 - 46	- 46 - 146
Yen (100) ..	4,6182 4,6222	+ 77 + 111	+ 132 + 212
DM ....	5,2712 5,2741	+ 72 + 86	+ 142 + 165
Fla. ....	2,8944 2,8983	+ 41 + 49	+ 83 + 97
F.S. (100) ..	15,7464 15,7530	- 17 + 37	- 46 + 67
S.S. ....	3,9129 3,9159	+ 151 + 167	+ 231 + 256
L. (100) ....	4,7235 4,7267	- 134 - 151	- 284 - 283
E. ....	8,2046 8,2107	- 306 - 276	- 609 - 553
			- 1718 - 1567

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 1 1/8	6	6 1/8	5 15/16	6 1 1/8
DE	4 5/8	4 7/8	4 5/16	4 9/16	4 5/8	4 3/4	4 5/8	4 3/4
FR	6 7/8	7 1/8	7 1/4	7 5/8	7 3/8	7 1/2	7 5/8	7 1/2
ES (100)	8	8	8	8	8	8	8	8
FS	6 7/8	7 1/8	7 1/4	7 5/8	7 3/8	7 1/2	7 5/8	7 1/2
LI (100)	11	13	10 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2
C	11	13	10 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2
K Comp.	8	8	7 3/8	7 5/8	7 3/4	8	8	8

See cover for details on the use of this chart.







ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Le procès d'Ahmed Hasi et de Farouk Salameh à Berlin-Ouest. 4 Le voyage du pape en Australie. 5 Tunisie : les bons apôtres de l'islam. 7 La visite de M. Gorbatchev en Inde.	8 Le conseil régional Provence-Côte d'Azur. — Derrière M. Barra, une génération nouvelle. 9 Parti socialiste : la convention sur l'emploi.	10 Un entretien avec M. Devoquet : « Un bachelier ne renoncera aucun barrage pour entrer à l'université ». — L'opposition des étudiants à la réforme universitaire : le mouvement s'étend aux lycéens. 12 Mgr Lustiger, l'euthanasie et l'avortement.	16 Théâtre : Trop d'amour, de Michael Lonsdale. 17 Le Mois de la photo : Joël Peter Witkin. — « Digressions », par Bernard Frank. 18 Les prix littéraires. — Communication : M. Goldsmith à l'assaut de la « 5 ».	35 Les organisations de consommateurs se mobilisent contre la tarification des chèques. 36 Penarroya renonce à l'aventure minière en solitaire. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 21 Annonces classées ..... 24 à 34 Carnet ..... 22 Echecs ..... 22 Météorologie ..... 21 Mots croisés ..... 21 Loto sportif ..... 22 Spectacles ..... 20

## LIBAN

## Les miliciens d'Amal tentent de reprendre une localité enlevée par les Palestiniens

BEYROUTH  
de notre correspondant

Nouvel épisode de la « guerre des camps » qui se poursuit depuis deux mois : les Palestiniens ont passé à l'offensive pour occuper le village de Magdouché, au sud-est de Saida.

Le village de Magdouché est une localité chrétienne de trois mille habitants, placée sous la dépendance d'Amal, mais aussi sous sa protection depuis que les Forces libanaises (milice chrétienne unifiée) ont

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 novembre

## Stable

Après sa récente et sensible remontée, le marché a marqué le pas mardi matin au cours de la séance préliminaire. Les variations des cours ont été insignifiantes. Six valeurs ont monté de façon significative de 1 % à 2,4 % (Pronovost, Darty, Cetelem, Guyenne, Leroy-Somer, Crouzet), et autant ont baissé (Lyonnaise des eaux, Cofimeg, Docks de France, Casino, Schneider, L. Vuitton). En clôture, l'indiceur instantané s'établissait à 0,02 % au-dessous de son niveau précédent.

## Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	423	427 50	426
Agropar	2142	2142	2142
Alcatel	673	672	671
Banque Paribas	1140	1136	1137
Bouygues	226	2270	2275
Bouygues	1290	1288	1283
C.A.S.A.	4290	4300	4290
Carrefour	3735	3746	3735
Cheminot S.A.	129	1416	1410
Club Méditerranée	857	859	859
Citigroup	1481	1480	1482
Compagnie Générale	1210	1206	1200
ELF-Aquitaine	310	310	310
Enel	3636	3620	3620
Europac	1380	1388	1378
Indesat	2430	2475	2470
Indesat	1640	1640	1645
Indesat	2458	2458	2460
Indesat	1030	1063	1060
Indesat	3650	3650	3650
Indesat	1255	1250	1245
Indesat	1025	1058	1055
Indesat	1159	1158	1154
Indesat	894	898	898
Indesat	846	850	847
Indesat	3306	3330	3325
Indesat	1807	1807	1805
Indesat	425	425 50	426
Indesat	2310	2290	2310
Indesat	526	528	521

(Publié)

7 Répond-  
deurs 890 f.  
chez Duriez

AGREES PTT • Répond-  
deur agréé de la mesure.  
Coupé dès la fin du message de  
votre correspondant. Vous  
gagnez beaucoup de temps à  
l'écoute • Esthétique hi-fi :  
1540 F ttc • Consultable à dis-  
tance par boîtier codé : 1990 F  
ttc • Idem + modification à dis-  
tance de votre texte : 2250 F  
ttc, etc... • Téléphones tous  
modèles, toutes couleurs, 275  
à 1850 F ttc agréés PTT •  
Imprimante pour votre minitel  
1357 F et 1790 F ttc.  
Duriez, 132 Bd St-Germain,  
M<sup>o</sup> Odéon.

Le Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15 + ISLM

## PARTICIPATION ET PRIVATISATION :

TOUS  
CAPITALISTES!SCIENCE & VIE  
ECONOMIELa privatisation  
des AGF est reportée  
à l'automne 1987

Le ministère des finances a décidé de reporter à l'automne 1987 la privatisation des Assurances générales de France (AGF), qui avait été prévue pour le 15 mars prochain, après celle de Paribas en janvier. A l'origine de ce report, on trouve d'abord une série de problèmes techniques. La Commission des opérations de Bourse (COB) a objecté qu'au-delà du 15 février 1987 on ne pouvait justifier la valeur du titre AGF sur les seuls documents disponibles à ce moment, soit les comptes consolidés de 1985, et juge indispensable de disposer des comptes de 1986. Or, pour des raisons techniques, propres à leurs activités, les AGF, comme les deux autres compagnies nationales, ne peuvent « boucler » leurs comptes de 1986 avant le mois de mai suivant la fin de l'exercice, soit mai 1987. Se pose également le problème de l'évaluation des créances des assurés sur la compagnie à l'occasion de sinistres antérieurs, qui doivent faire l'objet de consultations formelles avec les clients, comportant un avis au Journal officiel, et l'ouverture d'un cahier de réclamations, tout cela prenant au moins trois mois. En outre, la structure juridique des AGF est peu adaptée à la privatisation : la société centrale, holding du groupe, n'a pas de capitaux propres, et on ne peut, pour des raisons juridiques, mélanger le capital des filiales assurance-vie et assurance-dommages (incendie, accidents, risques divers).

« Le Monde »  
de nouveau en vente  
en Tunisie

Les autorités tunisiennes ont révoqué leur décision d'interdire la diffusion du Monde pendant un mois, après la publication d'un article du n<sup>o</sup> 2097, consacré au président Bourguiba (Le Monde des 20 et 22 novembre). La mesure d'interdiction, qui avait surpris de la part d'un pays largement ouvert à la presse occidentale, devait être levée dès le mardi 25 novembre.

Le numéro du « Monde »  
a été tiré à 521 593 exemplaires

Série d'attentats  
en GuadeloupePOINTE-A-PITRE  
Correspondance

La branche dure des militants indépendantistes guadeloupéens a tenté de profiter des relais médiatiques de la Route du rhum pour perpétrer une série d'attentats à l'explosif, première du genre depuis la campagne pour les élections cantonales de mars 1985.

Vers 2 heures du matin (7 heures, heure de Paris), mardi 25 novembre, soit à peine vingt-quatre heures après l'arrivée du vainqueur de la course, Philippe Poupon, et à l'heure où le second voilier en provenance de Saint-Malo approchait de l'archipel, huit explosions ont retenti.

L'attentat le plus symbolique vise l'antenne du secrétariat d'Etat à la francophonie, à Basse-Terre, installée le 10 novembre dernier, face à la préfecture de la Guadeloupe.

A Bouillante, sur la côte sous le vent, c'est le domicile d'un inspec-

## Grève du Syndicat du Livre

La presse parisienne  
paralysée le 27 novembre

Se joignant à la « journée de mobilisation pour la défense de la Sécurité sociale » du jeudi 27 novembre, le comité inter-syndical du Livre parisien, de la presse et du travail lance un appel à la grève de vingt-quatre heures « avec arrêt des titres » ce jour-là. Le comité inter-syndical estime en effet que cette « profession est une profession libérale et non une profession d'entreprise ». Le Livre, précise un communiqué, « est soumis aux offensives répétées du patronat du travail comme de la presse pour entamer les conventions collectives, réduire massivement les emplois, notamment par une modernisation sauvage, remettre en question la politique salariale (...), déstabiliser le système de couverture complémentaire spécifique à notre profession pour les retraites, la maladie, la formation professionnelle, etc. ».

La grève commencera mercredi soir pour empêcher la parution des journaux du lendemain matin et se poursuivra jeudi dans les imprimeries des quotidiens du soir. Parallèlement, le comité invite les ouvriers du Livre à participer « massivement » à la manifestation qui défilera le même jour à 14 heures rue du Croissant à Paris, pour s'achever avec les participants à la manifestation inter-professionnelle place de la Bastille.

LUCIEN GEORGE.

## Sur le vif

## Ah ! les vaches...

Là, je reviens du Bhoutan. Je vous avais dit que je vous raconterais, et puis non, vaut mieux vous en serrer les mâchoires de jolousie. Les contreforts de l'Himalaya, les neiges éternelles, les forêts primitives, les forteresses monastères peuplées de bonzes en longues robes lie-de-vin, les cascades, les ruisseaux, enfin vous voyez le tableau. Un Douanier-Rousseau. Je rentre par Bombay. Il n'y a pas de quoi pour Gorbij qui arrive en Inde sur mes talons. Il fait que de m'imiter.

J'apprends quand même un ou deux trucs assez nouveaux. Vous savez que là-bas, les filles, les tiennent pas tellement à en avoir. Pour les marier faut, le doter, et ça coûte la peau du dos. Alors, à peine encointes, les femmes de la haute se précipitent dans les hôpitaux. Si c'est un garçon, elles se le gardent. Sinon, leur pisseuse, elles la font passer pour pas un rond. L'IVG, c'est gratuit.

Là-dessus, qu'est-ce que je découvre dans le Monde d'hier : une pub intitulée Comment doter vos enfants ou vous assurer un

complément de retraite ? Simple : vous achetez des vaches laitières par l'intermédiaire de la société je ne sais plus quoi. Vous les louez à un éleveur sélectionné. Vos génisses feront des veaux et votre capital augmentera avec votre troupeau. Ils ont calculé : en seize ans, ça peut tripler.

Un investissement possible. Ça serait bien pour les Indiens, non ? Eh bien non ! pas du tout, figurez-vous. Et vous savez pourquoi ? Toutes ces vaches sacrées qui bagayent sur les autoroutes, les trottoirs et les terrains de cricket, elles ont une particularité. Elles ne se laissent traire que par leurs propriétaires. Impossible de les refaire à son gré. On n'essaye même pas de leur mettre la main aux fesses, pardon, au pis, et elles s'enverraient balader avec une vigueur insoupçonnée.

La mule du pape, c'est rimé à côté. Les Indes, c'est comme ça, les hommes, dès que ça commence à se croire, il n'y a plus rien à en tirer.

CLAUDE SARRAUTE.

L'ordre des médecins  
souligne les dangers  
des cartes de santé à mémoire

Le docteur Louis René, vice-président du Conseil national de l'Ordre des médecins chargé des questions d'éthique, devait mettre en garde, le mardi 25 novembre, devant l'Académie de médecine, contre les dangers de l'utilisation systématique des cartes de santé à mémoire.

Ces cartes similaires aux cartes de crédit, sont expérimentées dans plusieurs villes de France (Brest, Béziers, Lille et Saint-Nazaire). La Commission nationale informatique et libertés avait, pour sa part, donné son accord en octobre dernier.

« Une opposition de principe à de tels documents au nom du secret médical révélerait d'une conception quasi-religieuse de ce secret (...). Le respect du secret ne doit pas être poussé jusqu'à l'absurdité », estime le docteur René. Il devait cependant noter devant l'Académie la somme de difficultés pratiques que soulève l'utilisation de ces cartes (double emploi avec le carnet de santé,

porté, vol, confidentialité, etc.) et souligne le bouleversement que constituerait à terme leur utilisation systématique. Cette utilisation reviendrait, en effet, à confier au médecin la protection du secret médical traditionnellement assuré par le médecin.

Le médecin pourra-t-il, par exemple, continuer à inscrire des données risquant de porter atteinte à l'intimité de son malade (ce qu'il fait dans le dossier médical) alors même que le malade est en droit de prendre connaissance de toute donnée portée sur la carte ?

« Notre inquiétude tient aussi au fait, explique le docteur René, que cette technique généralisée en médecine représente une atteinte à la santé, un formidable crève. Déjà, aux Etats-Unis, la Philips/Card System Inc. a été fondée pour exploiter une carte de santé expérimentée dans le nord de la France ».

J.-Y. N.

LE BON CÔTÉ  
DE LA MODE  
CHEZ RODIN :  
LES PRIX !  
T I S S U S  
RODIN  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

NOËL - NOUVEL AN  
Beau vêtement LEGRAND  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
PRIX EXCEPTIONNELS  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur

PANTALONS  
MESURE 650 F  
A partir de

COSTUMES  
MESURE 1950 F  
A partir de

3000 tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises

Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX  
PARBESSUS SUR MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue de la République, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE  
CHOISSENT LES - 35 %  
D'INTERNATIONAL COMPUTER  
LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh 512/800  
Lecteur externe  
Write/paint, Image writer II  
16,185 F HT - 19,195 F TTC  
Tarifs réservés aux établissements  
d'enseignement et aux enseignants



INTERNATIONAL  
COMPUTER  
La micro sans frontières  
26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup>  
42.72.26.26

Le rendez-vous des  
producteurs et créateurs de service  
26-27-28 NOVEMBRE 1986  
HOTEL PLM SAINT-LAZARE  
17, boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS

Une exposition :  
Les principaux constructeurs et distributeurs  
de micro-serveurs clés en main.

Des conférences :  
Pour choisir un micro-serveur, développer  
une application.

Un séminaire professionnel :  
Le marché des micro-serveurs en France  
(25 novembre 1986)

NTI  
Rue de la République 75011 Paris  
Tél. : 47-42-70-61

مكتبة الشرق